

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3555

[2007/202552]

**12 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la révision du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 14, 16, 17 et 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2004 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci;

Vu la notification à la Commission européenne le 21 mars 2007, n° 207-0162-B;

Vu l'avis 42.781/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 juin 2007 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités***Section 1.1. — Cadre légal et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement technique pour la distribution du gaz en Région wallonne (appelé ci-après en abrégé : "R.T.GAZ") est établi en application de l'article 14 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en Région wallonne et comprend les prescriptions et règles relatives à la gestion du réseau de distribution et à son accès.

**Art. 2.** Les définitions reprises à l'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en Région wallonne ainsi que celles reprises à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations, sont applicables au présent R.T.GAZ; en outre, pour l'application du présent R.T.GAZ, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> accès : le droit d'injection ou de prélèvement de gaz à un ou plusieurs point(s) d'accès y compris l'utilisation du réseau de distribution;

2<sup>o</sup> affréteur : toute personne physique ou morale ayant conclu un contrat d'acheminement avec l'entreprise de transport;

3<sup>o</sup> allocation : processus d'attribution aux différents fournisseurs et affréteurs des quantités d'énergie, par période élémentaire telle que définie à l'article 136 du présent R.T.GAZ;

4<sup>o</sup> appareil de conversion de volume : instrument qui convertit les volumes mesurés par le compteur à gaz dans ses conditions de fonctionnement en volumes correspondants dans les conditions normales de pression et de température;

5<sup>o</sup> ARGB : abréviation pour "Association royale des Gaziers belges";

6<sup>o</sup> branchement collectif : canalisation faisant partie du réseau de distribution qui relie la canalisation de distribution à plusieurs branchements individuels;

7<sup>o</sup> branchement individuel : canalisation faisant partie du réseau de distribution qui relie la canalisation de distribution ou le branchement collectif au dispositif de comptage d'un point d'accès;

8<sup>o</sup> canalisation de distribution : toute canalisation du réseau de distribution servant au transport du gaz dans ce réseau et sur laquelle sont raccordés les branchements individuels et collectifs;

9<sup>o</sup> capacité de raccordement : la capacité maximale, mentionnée dans le contrat de raccordement et exprimée en m<sup>3</sup>(n) par heure, dont peut disposer l'URD;

10<sup>o</sup> capacité souscrite : pour les URD télémesurés, la capacité horaire figurant dans le contrat d'accès; pour les URD non-télémesurés, la capacité horaire découlant du profil de consommation et attribuée dans le contrat d'accès;

11<sup>o</sup> comptage : enregistrement au moyen d'un dispositif de comptage de la quantité de gaz injectée ou prélevée pendant une période de temps définie;

12<sup>o</sup> contrat d'accès : contrat conclu conformément au présent R.T.GAZ entre un fournisseur et le GRD et qui définit leurs droits, obligations et responsabilités respectifs ainsi que les conditions relatives à l'accès au réseau de distribution;

13<sup>o</sup> contrat d'acheminement : contrat liant un affréteur à l'entreprise de transport pour des prestations de service d'acheminement sur le réseau de transport, impliquant l'injection de gaz en un ou plusieurs points d'entrée du réseau de transport et le prélèvement en un ou plusieurs points de sortie de celui-ci;

14<sup>o</sup> contrat de raccordement : contrat conclu conformément au présent R.T.GAZ, entre un URD et le GRD, et qui précise et complète les dispositions de celui-ci relatives aux droits, obligations et responsabilités réciproques relatifs à un raccordement déterminé, ainsi que les dispositions techniques pertinentes pour le raccordement des installations. Le contrat de raccordement est constitué des conditions générales de raccordement complétées le cas échéant des dispositions particulières;

15° convention de collaboration : convention conclue entre l'entreprise de transport et un gestionnaire d'un réseau de distribution ou entre gestionnaires de réseaux de distribution et comprenant tous les droits et obligations réciproques des contractants en vue de garantir l'accès des URD aux réseaux ainsi qu'un fonctionnement efficace du marché libéralisé, dans le respect des missions et prérogatives de chacun;

16° décret : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en Région wallonne;

17° demande d'accès : demande d'accès à un réseau de distribution conformément au présent R.T.GAZ;

18° EAN-GLN : European Article Number/Global Location Number (champ numérique unique de 13 positions pour l'identification univoque d'un participant au marché);

19° EAN-GSRN : European Article Number/Global Service Related Number (champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès);

20° dispositif de comptage : l'ensemble des appareils destinés à la mesure et/ou au comptage d'une quantité de gaz en un point d'accès déterminé; il comporte les compteurs et éventuellement les appareils de mesure et les dispositifs de conversion de volume;

21° SYNERGRID : Fédération des Gestionnaires de réseaux Electricité et Gaz en Belgique;

22° gaz compatible avec le gaz naturel : gaz autre que le gaz naturel, qu'il est techniquement possible d'injecter et de distribuer dans le réseau de distribution de gaz naturel, dans le respect des règles de sécurité en vigueur, et en vue d'une utilisation dans des conditions équivalentes à celles qui sont d'usage pour le gaz naturel;

23° GRD : abréviation pour "gestionnaire de réseau de distribution" tel que résultant des définitions de l'article 2 du décret;

24° injection : action d'injecter du gaz dans un réseau gazier;

25° installateur habilité : l'installateur qui est habilité conformément au règlement établi par le Conseil de l'Habilitation, composé de représentants d'organisations professionnelles belges qui rassemblent les installateurs d'installations gaz naturel, de l'ARGB et des Ministres ou Secrétaires d'Etat fédéraux ayant l'énergie et la protection de la consommation dans leur compétence;

26° installation de l'URD : les canalisations, accessoires et machines pour les applications du gaz naturel raccordées en aval du point de prélèvement ou en amont du point d'injection de l'URD;

27° installation faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution : tout équipement qui n'appartient pas au réseau de distribution, mais dont l'utilisation influence de manière non négligeable la fonctionnalité du réseau de distribution ou les installations d'un (d')autre(s) URD;

28° jour ouvrable : tout jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux;

29° journée gazière : une période de 24 heures qui commence à 6 h 00 le jour calendrier correspondant et se termine à 6 h 00 le jour calendrier suivant;

30° organisme de contrôle agréé : organisme de contrôle titulaire d'une accréditation BELAC (système créé par l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité), pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel, et reconnu par le Conseil d'habilitation;

31° ouvrage de raccordement : ensemble des équipements constitutifs du branchement et du dispositif de comptage reliant un URD et le réseau de distribution;

32° point d'accès : point d'injection ou de prélèvement;

33° point de mesure : la localisation physique du point où l'équipement de mesure est relié à la canalisation véhiculant le flux de gaz;

34° point d'injection : la localisation physique du point où le gaz est injecté dans le réseau de distribution, à l'entrée du compteur de gaz;

35° point de prélèvement : la localisation physique du point où du gaz est prélevé au réseau de distribution, à la sortie du compteur de gaz;

36° point de raccordement : la localisation physique du point où le branchement individuel est connecté à la canalisation de distribution ou au branchement collectif;

37° point d'interconnexion : point physique convenu entre gestionnaires de réseaux de distribution où est réalisée la connexion entre leurs réseaux respectifs;

38° prélèvement : action de prélever du gaz d'un réseau gazier;

39° profil annuel d'utilisation : série de données dont chacune est relative à une période élémentaire et mesurant ou estimant pour celle-ci la quantité de gaz prélevée ou injectée;

40° profil d'utilisation synthétique : profil annuel d'utilisation, applicable à une catégorie de clients finals non télérelevés, constitué d'une série de fractions de la consommation annuelle attribuées à chaque période élémentaire définie à l'article 136, et déterminé statistiquement. Il est habituellement désigné par la mention SLP pour "synthetic load profile";

41° raccordement : action de mettre en place un ouvrage de raccordement;

42° recommandations de l'ARGB : les prescriptions fixées par l'Association royale des Gaziers belges selon les règles de l'art;

43° réconciliation : décompte entre les utilisateurs de réseaux concernés, sur base de la différence entre les quantités d'énergie allouées et réellement mesurées;

44° registre d'accès : registre des points d'accès au réseau de distribution établi et géré par le gestionnaire du réseau en question, dans lequel sont désignées par point d'accès, au moins, les caractéristiques requises dans le présent R.T.GAZ;

45° réseau interconnecté : tout ensemble de réseaux connectés l'un à l'autre;

46° station de réception : station pour l'injection de gaz naturel dans un réseau de distribution depuis un réseau de transport;

47° station de réception agrégée : une station de réception fictive qui groupe la fonction de plusieurs stations de réception physiques;

48° tarif applicable : tarif publié par le GRD, tel que préalablement approuvé ou imposé par l'autorité compétente pour le service considéré;

49° température équivalente : température qui est égale à la somme de 60 pourcents de la température moyenne journalière du jour même, de 30 pourcents de la température moyenne journalière du jour précédent et de 10 pourcents de la température moyenne journalière du jour antépénultième;

50° température moyenne journalière : température qui est égale à la moyenne arithmétique des températures horaires observées à Uccle entre 6 heures le jour même et 6 heures le jour suivant;

51° UN/EDIFACT : abréviation pour : "United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading";

52° unité de production : unité physique qui produit du gaz;

53° URD : abréviation pour utilisateur du réseau (de distribution), tel que défini à l'article 2, 11° du décret.

**Art. 3.** A défaut d'indication contraire, les délais mentionnés dans le présent R.T.GAZ courent de minuit à minuit. Ils commencent le jour ouvrable suivant le jour de la notification officielle ou, à défaut de telle notification, de la prise de connaissance de l'événement qui y donne cours.

#### Section 1.2. — Missions et obligations du GRD

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans la zone pour laquelle il est désigné, le GRD exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution. Il assure la distribution du gaz, surveille et maintient son réseau de distribution et, si besoin, rétablit la sécurité, la fiabilité et l'efficacité dudit réseau. Il est le seul habilité, éventuellement par voie de sous-traitance mais sous son entière responsabilité, à installer, étendre, modifier, renforcer, mettre hors service, enlever, déplacer, réparer, entretenir et exploiter son réseau de distribution et notamment les ouvrages de raccordement qu'il comprend.

§ 2. Le GRD définit et se dote des moyens nécessaires et proportionnés à la bonne exécution de ses missions. Il met en œuvre tous les moyens adéquats que les utilisateurs du réseau sont en droit d'attendre de lui et qui peuvent, en tenant compte de la situation particulière, être raisonnablement obtenus.

§ 3. Sans préjudice des prescriptions légales et des dispositions du présent R.T.GAZ, le GRD respecte et met en application les prescriptions reprises dans les recommandations de l'ARGB ou toute autre prescription équivalente.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met en œuvre tous les moyens raisonnablement exigibles pour garantir à tout moment la sécurité des personnes et des biens, et veiller à l'intégrité du réseau.

§ 2. Le GRD veille au maintien d'un service de permanence 24 h sur 24 capable :

— de réceptionner et de traiter les appels d'urgence;

— de procéder à une intervention d'urgence, avec un niveau de compétence et d'efficacité suffisants pour procurer les garanties visées au § 1<sup>er</sup>.

Ce service de permanence est proportionné au territoire couvert et à l'importance du risque.

§ 3. En cas de coupure non planifiée du réseau de distribution, le GRD doit être sur place avec les moyens appropriés afin de commencer les travaux de réparation dans les deux heures suivant l'appel de l'URD ou la prise de connaissance du problème. Ces travaux seront poursuivis avec diligence jusqu'à restauration de la situation normale.

§ 4. Particulièrement, lorsque le GRD est averti d'une situation de risque aggravé, de perception d'odeur de gaz ou de fuite détectée, il dépêche sur les lieux sans délai les moyens adéquats afin de prendre toutes les mesures nécessaires à la préservation ou au rétablissement de la sécurité des personnes et des biens. Il collabore pour ce faire avec les autres services d'urgence concernés.

§ 5. Le GRD garantit à son personnel la formation nécessaire à la bonne exécution de ses missions et plus particulièrement aux aspects relatifs à la sécurité et aux conditions d'exploitation de son réseau.

§ 6. Le GRD collabore à la formation des services d'urgence qui le souhaitent et tient en permanence à leur disposition une information suffisante relative aux techniques gazières et à l'implantation de son réseau.

§ 7. Le GRD tient les plans et schémas du réseau à jour et veille au respect strict de la législation fédérale et régionale en matière de sécurité dans l'exploitation des réseaux de distribution, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD envoie chaque année à la CWaPE, avant le 31 mars, un rapport dans lequel il décrit la qualité de ses prestations durant l'année calendrier écoulée.

§ 2. Ce rapport décrit :

— la qualité des services fournis et, le cas échéant, les manquements aux obligations résultant du présent R.T.GAZ et les raisons de ceux-ci;

— des statistiques relatives :

a) aux fuites : nombre de fuites détectées par le GRD ou sur appel de tiers, réparties par mois, canalisations ou branchements, matériau, type et localisation de défauts;

b) à l'état du réseau : kilomètres de conduites par catégorie d'âge;

c) aux accidents et incidents survenus sur le réseau de distribution;

d) aux délais d'intervention;

e) aux durées d'interruptions planifiées et non planifiées et au nombre de clients concernés;

— un résumé des résultats du monitoring défini à l'article 8, § 4.

§ 3. La CWaPE peut établir un modèle de ce rapport et en imposer l'utilisation.

### CHAPITRE II. — Echange d'informations et confidentialité

#### Section 2.1. — Echange d'informations

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Chaque notification ou communication réalisée en exécution du présent R.T.GAZ doit se faire par écrit, conformément aux formalités et conditions prévues à l'article 2281 du Code civil, afin de permettre l'identification univoque de l'expéditeur et du destinataire. Sauf stipulation contraire, le GRD peut préciser, après en avoir informé la CWaPE, la forme des documents dans lesquels ces informations doivent être échangées.

§ 2. Tout URD peut mandater un tiers, en particulier un fournisseur, en vue de le représenter dans ses contacts avec le GRD, dans les procédures décrites au présent R.T.GAZ. Le mandataire doit être en mesure de démontrer la validité de ce mandat sur simple demande du GRD.

§ 3. Le GRD prend les mesures organisationnelles nécessaires pour assurer à toute demande écrite pertinente émanant d'un URD ou d'un fournisseur un traitement efficace et une traçabilité suffisante. Par traitement efficace, on entend notamment l'obligation d'accuser réception, de formuler une réponse écrite, avec mention du gestionnaire de dossier et des voies de recours possibles, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions légales applicables en matière de publicité des administrations.

§ 4. En cas d'urgence, des informations peuvent être échangées verbalement. Dans chaque cas, elles doivent être confirmées dès que possible conformément au § 1<sup>er</sup> de cet article.

§ 5. Le GRD communique aux URD le numéro de téléphone auquel ils peuvent le joindre. Il met en œuvre les moyens qui lui permettent de répondre dans des délais raisonnables et d'assurer un traitement efficace des informations et demandes reçues.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du § 2 et par dérogation à l'article 7, les informations commerciales échangées entre les différentes parties concernées sont délivrées par voie électronique (permettant la validation d'un envoi par l'émission d'un accusé de réception) selon un protocole de communication conforme au standard de communication UN/EDIFACT et précisé dans un Message Implementation Guide (MIG). Ce MIG est convenu d'un commun accord entre l'ensemble des gestionnaires de réseau et des fournisseurs, qui en informent la CWaPE. En l'absence d'accord, la CWaPE peut imposer un MIG.

§ 2. Le protocole visé au § 1<sup>er</sup> n'est pas d'application obligatoire pour les échanges d'informations entre :

- 1° le GRD et un URD, si un autre protocole est convenu entre les parties dans le contrat de raccordement;
- 2° entre le gestionnaire du réseau de transport et un GRD si un autre protocole a été explicitement convenu d'un commun accord, avec information de la CWaPE;
- 3° un GRD et le détenteur d'une licence de fourniture limitée pour un nombre limité de clients au sens de l'article 30, § 2, 2° du décret.

§ 3. Chaque GRD et chaque fournisseur, sans préjudice du § 2, est tenu de mettre en œuvre correctement le MIG en vigueur à la date prévue et approuvée par la CWaPE. Il est responsable de tout message incorrect et prend au plus vite, s'il échet, les mesures correctives appropriées afin que l'utilisateur du réseau ne soit pas lésé.

§ 4. Le respect des délais légaux et réglementaires et l'exactitude des messages conformes au MIG en matière de communication des données de comptage et d'allocation, adressés aux fournisseurs et aux affréteurs, sont monitorés par chaque gestionnaire de réseau. Les résultats par fournisseur et par affréteur, pour l'ensemble du marché, sont fournis par le gestionnaire de réseau sur base mensuelle à chaque partie concernée. La façon de monitorer et de communiquer est définie en concertation entre les gestionnaires de réseaux, les fournisseurs et les affréteurs. En l'absence d'accord, celle-ci peut être imposée par la CWaPE. Un résumé à l'attention de la CWaPE est repris dans le rapport décrit à l'article 6.

**Art. 9.** Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, le GRD peut adopter des mesures techniques et organisationnelles relatives aux informations à échanger, afin de garantir la confidentialité telle que visée aux articles 13 et 14. Il en informe préalablement la CWaPE.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En plus de tous les flux d'information prévus dans le présent R.T.GAZ, le GRD peut demander à tout moment les informations qu'il estime nécessaires en vue de garantir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. L'URD met le GRD immédiatement au courant de tout changement de ses installations dans la mesure où ce changement nécessite une adaptation des informations communiquées antérieurement.

**Art. 11.** En l'absence de dispositions formelles en la matière dans le présent R.T.GAZ, toutes les parties concernées s'engagent à échanger, dans les meilleurs délais, les informations nécessaires en vertu des autres dispositions du présent R.T.GAZ.

**Art. 12.** Lorsqu'une partie est chargée de fournir des informations à une autre partie, en application du présent R.T.GAZ ou des contrats conclus en application de celui-ci, elle prend les dispositions nécessaires pour assurer au destinataire que le contenu du message a été dûment vérifié.

#### Section 2.2. — Confidentialité

**Art. 13.** L'émetteur des informations en détermine le degré de confidentialité. La communication à des tiers d'une information commercialement sensible et/ou confidentielle par le destinataire de cette information n'est pas permise, sauf lorsque au moins une de ces conditions est remplie :

1. la communication est requise dans le cadre d'une procédure judiciaire ou imposée par les autorités, en ce compris la CWaPE dans l'exercice de ses missions;
2. les dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation du marché du gaz imposent la divulgation ou la communication des données en question;
3. il existe une autorisation écrite préalable de la partie à l'origine de l'information confidentielle et/ou commercialement sensible;
4. la gestion du réseau de distribution ou la concertation avec d'autres gestionnaires de réseau requiert la communication par le GRD;
5. l'information est couramment accessible ou se trouve dans le domaine public.

**Art. 14.** Lorsque la communication à des tiers s'effectue sur la base des conditions reprises sous les points 2, 3 et 4 de l'article 13, le destinataire de l'information sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, donne à cette information le même degré de confidentialité que celui donné lors de la communication initiale.

#### CHAPITRE III. — Publication des conditions et informations générales, des procédures et formulaires

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met à la disposition du public les informations suivantes et les publie notamment sur un serveur accessible via Internet, au plus tard 15 jours avant leur entrée en vigueur :

1. les conditions générales des contrats de raccordement et d'accès à conclure en vertu du présent R.T.GAZ;
2. les procédures qui sont d'application et auxquelles le présent R.T.GAZ fait référence;
3. les formulaires nécessaires pour l'échange de données conformément au présent R.T.GAZ;
4. les tarifs applicables pour l'utilisation du réseau de distribution, le raccordement avec ou sans extension, la réalisation des études d'orientation ou détaillées en vue d'un raccordement ainsi que pour les autres prestations fournies par le GRD dans le cadre de ses missions;
5. une description de son réseau permettant au minimum la localisation des zones de distribution de gaz ainsi que le type de gaz "L" ou "H" qui y est distribué;

6. les extensions de réseau programmées et leur date de mise en service planifiée;

7. l'ensemble des services proposés par le GRD aux URD.

§ 2. Le GRD communique sans délai ces informations à la CWaPE, et au plus tard, 60 jours avant leur entrée en vigueur, à l'exception des tarifs applicables, communiqués dès leur approbation par l'autorité compétente.

§ 3. Le GRD communique les informations visées au § 1<sup>er</sup> aux fournisseurs au plus tard 30 jours avant leur entrée en vigueur, à l'exception des tarifs applicables, communiqués dès leur approbation par l'autorité compétente.

#### CHAPITRE IV. — Accessibilité des installations

##### Section 4.1. — Prescriptions concernant la sécurité des personnes et des biens

**Art. 16.** Les dispositions légales et réglementaires d'application concernant la sécurité des personnes et des biens comme, entre autres, le RGPT ("Règlement général pour la protection du travail"), le Code du Bien-Etre au Travail et le RGIE ("Règlement général pour les installations électriques"), ainsi que les recommandations de l'ARGB et les éventuels changements ultérieurs ou toute autre prescription équivalente, s'appliquent à chaque personne qui intervient sur le réseau de distribution, y compris les GRD, les URD, les fournisseurs, les affrêteurs, les autres gestionnaires de réseau et leur personnel respectif, ainsi que les tiers qui interviennent sur le réseau de distribution pour compte des parties précitées.

##### Section 4.2. — Accessibilité des installations du GRD

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'accès à tout bien mobilier ou immobilier sur lequel le GRD possède le droit de propriété ou de jouissance s'effectue à tout moment conformément à la procédure d'accès et aux prescrits de sécurité du GRD et moyennant son accord explicite préalable.

§ 2. Le GRD a le droit d'accéder à toutes les installations sur lesquelles il possède le droit de propriété ou de jouissance et qui se trouvent sur le site de l'URD. L'URD veille à ce que le GRD y ait un accès permanent ou prend les mesures nécessaires pour le lui donner immédiatement et en tout temps sur simple requête verbale d'un délégué qualifié du GRD.

§ 3. Si l'accès à un bien mobilier ou immobilier du GRD est subordonné à des procédures d'accès spécifiques et à des prescriptions de sécurité en vigueur chez l'URD, ce dernier doit en informer préalablement et par écrit le GRD qui est tenu de s'y conformer. A défaut, le GRD suit ses propres prescriptions de sécurité.

##### Section 4.3. — Modalités particulières relatives aux installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution

**Art. 18.** Lorsque le GRD estime que certaines installations d'un URD qui n'est pas réseau de distribution ou de transport font fonctionnellement partie du réseau de distribution, il le signale et le justifie à l'URD ainsi qu'à la CWaPE.

Une convention qui reprend la liste des installations concernées, ainsi que les responsabilités de conduite, de gestion et d'entretien de ces installations est conclue entre le GRD et l'URD concerné.

Pour les installations existantes lors de l'entrée en vigueur du présent R.T.GAZ, cette convention garantit à l'URD le respect de tous les engagements antérieurs, en ce compris le maintien de la capacité souscrite, sauf accord écrit en sens contraire de l'URD et moyennant indemnisation adéquate de ce dernier. Cette convention décrit également les modalités financières de prise en charge par le GRD de tous les frais occasionnés par cette modification du statut de l'ouvrage de raccordement, y compris le dédommagement du propriétaire des installations. Cette convention constitue un avenant au contrat de raccordement. Cette convention est, le cas échéant, annexée aux nouveaux contrats de raccordement.

La CWaPE est informée de la liste des installations concernées.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD a le droit d'accéder aux ouvrages de raccordement et aux installations visés à l'article 18 afin d'y effectuer des inspections, des tests et/ou des essais ainsi que les interventions prévues dans la convention visée à l'article 18. L'URD concerné et le GRD se concertent à ce propos.

§ 2. Préalablement à toute exécution des inspections, tests et/ou essais visés au § 1<sup>er</sup>, l'URD concerné par ces dispositions est tenu d'informer par écrit le GRD des prescriptions de sécurité applicables. A défaut, le GRD suit ses propres prescriptions de sécurité.

§ 3. Un URD, concerné par les dispositions des articles 18 et 19, §§ 1<sup>er</sup> et 2, qui souhaite effectuer ou faire effectuer ses propres tests sur ses installations lorsqu'elles font fonctionnellement partie du réseau de distribution, doit d'abord recueillir l'approbation écrite du GRD. Toute demande doit être motivée et indiquer quelle(s) installation(s) sont concernées par les tests, la nature et les données techniques de ceux-ci, la procédure (entre autres qui effectue les tests) et le planning.

Sur base des données que cette demande contient, le GRD décide de l'opportunité de celle-ci et donne, le cas échéant, son approbation sur les tests demandés, leur procédure et leur planning; il avertit les parties qui sont, selon lui, concernées par ces tests.

##### Section 4.4. — Accessibilité des installations de l'URD

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 24, lorsque la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau nécessite une adaptation des installations de l'URD, le GRD se concertent avec l'URD en vue de définir les travaux nécessaires et leur délai d'exécution. Le GRD prend en charge les frais occasionnés par ces travaux sauf s'ils résultent de manquements imputables à l'URD ou résultent d'une intervention technique de ce dernier ou d'un tiers mandaté par ses soins.

§ 2. Lorsque la sécurité et la fiabilité du réseau nécessitent une intervention rapide, le GRD est en droit de mettre en demeure l'URD d'accepter les travaux de remédiation nécessaires ainsi que les délais d'exécution. Cette mise en demeure se fait par voie de courrier recommandé.

§ 3. L'URD reconnaît au GRD le droit d'accéder à ses installations, même en cours d'utilisation, lorsque des raisons de sécurité, d'exploitation ou de gestion du réseau l'exigent.

§ 4. En cas de refus manifeste de la part de l'URD de se conformer aux dispositions des § 2 et § 3, le GRD peut interrompre l'accès de l'URD à son réseau, conformément aux dispositions de l'article 131 du présent R.T.GAZ.

**Art. 21.** Les travaux, y compris les inspections, tests et/ou essais, visés aux articles 18 et 19, doivent être réalisés conformément aux dispositions et aux contrats conclus en vertu du présent R.T.GAZ, ainsi qu'aux réglementations auxquelles il se réfère.

CHAPITRE V. — *Force majeure et situation d'urgence*

**Art. 22.** Pour l'application du présent R.T.GAZ, les situations suivantes, pour autant qu'elles soient irrésistibles et imprévisibles, sont toujours considérées comme force majeure :

1. les catastrophes naturelles, notamment les tremblements de terre, inondations, tempêtes, cyclones ou autres circonstances climatologiques exceptionnelles;
2. une explosion ou fuite nucléaire ou chimique et ses conséquences;
3. l'indisponibilité subite des installations pour des raisons autres que la vétusté, le manque d'entretien ou la qualification des opérateurs; est également compris un effondrement du système informatique, provoqué ou non par un virus, alors que toutes les mesures préventives avaient été prises, eu égard à l'état de la technique;
4. l'impossibilité technique, temporaire ou permanente, pour le réseau de distribution de fournir du gaz en raison d'un manque brutal d'injection de gaz venant du réseau de transport et non compensable par d'autres moyens;
5. l'incendie, l'explosion, le sabotage, les actes terroristes, les actes de vandalisme, les dégâts causés par les actes criminels et les menaces de même nature;
6. la guerre déclarée ou non, la menace de guerre, l'invasion, le conflit armé, l'embargo, la révolution, la révolte;
7. le fait du prince dont notamment les situations définies comme telles par l'autorité compétente et pour lesquelles cette autorité peut imposer des mesures exceptionnelles et temporaires aux GRD ou aux URD afin de pouvoir maintenir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable de l'ensemble des réseaux.

**Art. 23.** Dans le présent R.T.GAZ, une situation d'urgence est définie comme étant :

— la situation résultant de la force majeure et pour laquelle des mesures doivent être prises de façon exceptionnelle et provisoire afin de faire face aux conséquences de la force majeure et de pouvoir ainsi garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable des réseaux de distribution;

— une situation résultant d'un événement qui, bien qu'elle ne puisse pas être définie comme force majeure suivant l'état actuel de la doctrine ou de la jurisprudence, exige, selon l'évaluation d'une autorité, d'une instance de régulation, de la justice, du GRD, d'un URD ou d'un fournisseur, une intervention urgente et adaptée du GRD afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution, ou d'éviter d'autres dommages. Le GRD justifie cette intervention dans les plus brefs délais auprès des URD et de la CWaPE.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une situation d'urgence est invoquée par le GRD ou un autre gestionnaire de réseau, un URD, un fournisseur ou tout autre personne concernée y compris les autorités, le GRD est habilité à poser tous les actes qu'il juge nécessaires en vue de préserver la sécurité et la fiabilité du réseau de distribution.

§ 2. Le GRD prend toutes les mesures préventives nécessaires aux fins de limiter les conséquences dommageables des événements exceptionnels annoncés ou raisonnablement prévisibles. Ces mesures que le GRD prend dans le cadre du présent article sont opposables à toutes les personnes concernées.

§ 3. Dans le cas où une situation d'urgence concerne en même temps le réseau de transport et un ou plusieurs réseaux de distribution, les mesures doivent être coordonnées entre les gestionnaires de tous les réseaux concernés.

**Art. 25.** Dans le cas d'une situation d'urgence, l'exécution des tâches et obligations, hormis celles à caractère administratif ou financier, est totalement ou partiellement suspendue, mais uniquement pour la durée de la situation d'urgence.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. La partie qui déclare la situation d'urgence, entreprend tous les efforts raisonnables pour minimiser les conséquences de la suspension de ses obligations et remplir à nouveau, dès que possible, ses obligations suspendues.

§ 2. La partie qui suspend ses obligations porte sans délai à la connaissance de toutes les parties concernées les raisons pour lesquelles elle suspend totalement ou partiellement ses obligations et la durée prévisible de la situation d'urgence. Par dérogation à la section 2.1. aux présentes dispositions générales, cette communication peut également être réalisée par affichage, information via radio ou TV, brochures d'information et des feuilles toutes-boîtes.

CHAPITRE VI. — *Exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD respecte toutes les obligations qui lui sont imposées en vertu des législations et réglementations applicables, en particulier celles relatives aux mesures de sécurité lors de la construction et de l'exploitation d'installations pour la distribution de gaz naturel au moyen de canalisations. Dans un souci permanent de la sécurité de la distribution du gaz naturel, le GRD veille, notamment, à maintenir en permanence dans les canalisations, une pression de gaz naturel suffisante à cet effet, dans les circonstances d'exploitation normale du réseau.

§ 2. Le GRD s'engage à prendre toutes les dispositions que l'on peut raisonnablement attendre de lui afin que la pression du gaz à chaque point d'accès réponde au niveau de pression prévu dans les contrats de raccordement et/ou d'accès.

§ 3. Le GRD observe notamment les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau d'installations de production, de simple connexion ou d'interconnexion, ainsi que pour l'établissement des infrastructures du réseau et pour les canalisations. Il observe également les règles opérationnelles relatives à la gestion technique des injections et prélèvements, ainsi que celles relatives aux actions qu'il doit entreprendre en vue de remédier aux problèmes pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement. Le GRD prend les mesures nécessaires en vue d'assurer une sécurité technique optimale visant à l'élimination des fuites de gaz et des risques d'explosions, telles qu'elles découlent des législations et réglementations applicables.

CHAPITRE VII. — *Conduites directes*

**Art. 28.** Toute conduite directe autorisée en vertu de l'article 29 du décret est soumise aux prescriptions expressément stipulées dans l'autorisation délivrée par le Ministre. Ces prescriptions précisent les modalités du présent R.T.GAZ qui lui sont applicables.

**Art. 29.** Pour permettre à la CWaPE de donner avis au Ministre, sur l'autorisation de construction d'une nouvelle conduite directe, l'URD qui en est le demandeur, introduit un dossier justificatif détaillé auprès de la CWaPE, en deux exemplaires, par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception.

**Art. 30.** Après réception d'une demande telle que décrite à l'article 29, la CWaPE vérifie si tous les documents nécessaires pour l'examen de la demande sont en sa possession. Si elle estime que la demande doit être complétée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande.

**Art. 31.** La CWaPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si la demande est justifiée et s'il n'existe aucune autre alternative à cette demande, techniquement et économiquement valable. Elle consulte, à cet effet, le(s) GRD désigné(s) pour les communes traversées par la conduite directe. Lorsque la CWaPE estime la demande non justifiée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée. La CWaPE précise les raisons pour lesquelles elle considère la demande non justifiée et fixe un délai dans lequel le demandeur peut fournir par lettre recommandée ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

**Art. 32.** Dans un délai de deux mois à dater de la réception d'une demande justifiée ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 30 et 31, la CWaPE transmet au Ministre le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

#### CHAPITRE VIII. — *Gaz fatal et gaz issu de renouvelables*

**Art. 33.** Dans le traitement donné par le GRD aux demandes de raccordement, aux demandes d'études d'orientation ou détaillées ainsi qu'aux demandes d'accès à son réseau, il sera prioritairement tenu compte de celles relatives aux injections ou prélèvements de gaz fatal et/ou issus de renouvelables, pour autant que ces gaz soient compatibles avec le gaz du réseau existant.

**Art. 34.** L'URD qui demande un accès au réseau en vue d'injecter du gaz établit la preuve que le gaz concerné est un gaz compatible avec le gaz naturel au sens de l'article 2, 22°.

**Art. 35.** Le GRD informe la CWaPE de toute demande relative au gaz fatal et/ou issu de renouvelable ainsi que de la suite qu'il a donnée à celle-ci.

**Art. 36.** Le GRD propose des solutions techniques pour tenir compte autant que possible des demandes visées aux articles 33 et 34. Le cas échéant, si le GRD estime que le gaz fatal et/ou issu de renouvelable n'est pas un gaz compatible avec le gaz naturel au sens de l'article 2, 22°, il peut refuser l'accès au réseau conformément aux dispositions de l'article 26 du décret.

**Art. 37.** Le GRD tient compte des développements possibles en matière de gaz fatal et/ou issu de renouvelables lors de la programmation des adaptations et extensions de réseau.

### TITRE II. — *Code de planification*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Données en vue d'établir les plans d'adaptation et d'extension*

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des règles opérationnelles pour la gestion technique des flux de gaz, les GRD conviennent avec la CWaPE des modalités pratiques de concertation en vue de l'établissement des plans d'adaptation et d'extension de leur réseau sur base des informations telles que décrites dans le présent Code.

§ 2. La CWaPE peut proposer des lignes directrices pour l'établissement des plans visés au § 1<sup>er</sup> et imposer, si nécessaire, un modèle de plan.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Les plans d'adaptation du réseau de distribution transmis à la CWaPE comprennent au moins :

- une estimation détaillée des besoins en capacité et des adaptations liées à des impératifs techniques ou réglementaires;
- l'analyse des infrastructures ou adaptations nécessaires et l'évaluation des budgets d'investissement qui y sont liés;
- le programme des travaux et des investissements que le GRD prévoit sur une durée de 5 ans, étant entendu qu'au-delà de la deuxième année, ce programme peut être moins détaillé et ne comporter que les meilleures estimations possibles;

- un rapport de réalisation relatif aux plans précédents;

- la mise à jour de tous les schémas MP et plans de situation MP/BP relatifs au réseau;

- toute information complémentaire convenue avec la CWaPE.

§ 2. Les plans d'extension du réseau de distribution transmis à la CWaPE comprennent au moins :

- une estimation des demandes de raccordement, des projets de lotissements et zones d'activité concernés par des extensions, ainsi que des extensions stratégiques;

- l'analyse des infrastructures nécessaires au GRD pour rencontrer ces besoins;

- la synthèse des analyses de rentabilité des projets et des budgets d'investissement nécessaires;

- le programme des travaux et investissements que le GRD prévoit sur une durée de 3 ans, étant entendu qu'au-delà de la deuxième année, ce programme peut être moins détaillé et ne comporter que les meilleures estimations possibles;

- un rapport de réalisation relatif aux plans précédents;

- toute information complémentaire convenue avec la CWaPE.

§ 3. Les projets de plan visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont remis chacun en deux exemplaires à la CWaPE au plus tard le 31 mars de l'année qui précède la période qu'ils couvrent. La CWaPE examine les plans en concertation avec le GRD et formule ses commentaires avant le 15 mai. Le GRD apporte les amendements nécessaires en vue d'établir son plan définitif avant le 15 juin de la même année.

§ 4. La CWaPE transmet un exemplaire des plans au ministre, sans délai. Au besoin, elle formule ses réserves au Gouvernement, par un avis émis d'autorité et remis dans les trente jours, si elle estime encore le contenu d'un ou des plans non satisfaisant.

§ 5. Sous réserve d'approbation par le Gouvernement, les plans sont mis en application le 1<sup>er</sup> janvier suivant.

§ 6. Avant le 31 mars de l'année d'entrée en vigueur des plans visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, le GRD communique à la CWaPE le budget définitif s'y rapportant. Le GRD justifie les révisions et reports éventuels par rapport aux plans définitifs établis pour le 15 juin qui sont déjà prévisibles à cette date.

CHAPITRE II. — *Echange d'informations relatives à la planification, entre GRD et URD*

## Section 2.1. — Généralités

**Art. 40.** L'URD, ou le cas échéant le fournisseur, est tenu de transmettre les données de planification correspondant à ce Code de planification, au GRD, suivant sa meilleure évaluation et suivant la procédure déterminée de commun accord par les GRD, sans préjudice des articles 41 et 42.

## Section 2.2. — Notification

**Art. 41.** L'URD dont la capacité souscrite est supérieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure, ou le fournisseur mandaté par celui-ci, transmet au GRD, avant le 31 décembre de chaque année et par point d'accès, les données de planification relatives aux cinq années suivantes. Au-delà de la deuxième année, les parties conviennent que ces données constituent seulement les meilleures estimations possibles. Ces données comportent :

1. les prévisions en ce qui concerne la quantité de gaz prélevée en m<sup>3</sup>(n) sur base annuelle, avec mention du débit maximum par heure pour des températures climatiques équivalentes de + 10,0 et - 11 °C, et des variations et interruptions prévisibles;

2. les profils annuels d'utilisation prévus.

**Art. 42.** L'URD dont les installations comprennent ou comprendront des unités de production de gaz compatible avec le gaz naturel transmet au GRD, avant le 31 décembre de chaque année, les données de planification relatives aux cinq années suivantes. Au-delà de la deuxième année, les parties conviennent que ces données constituent seulement les meilleures estimations possibles.

Ces données comportent :

1. le débit maximum, la production annuelle estimée, la description du profil annuel de production attendu et les données techniques concernant la qualité du gaz des différentes unités de production déjà en service;

2. le débit maximum, la production annuelle estimée, la description du profil annuel de production attendu et les données techniques concernant la qualité du gaz des différentes unités de production dont la mise en service est prévue;

3. les unités de production qui seront mises hors service et la date prévue de leur mise hors service.

**Art. 43.** L'URD ou, le cas échéant, tout intermédiaire mandaté par lui, doit s'efforcer de transmettre, dès que disponible, au GRD toute autre information non reprise aux articles 41 et 42 mais qui pourrait s'avérer utile à l'élaboration de la planification.

**Art. 44.** L'obligation de faire connaître les informations relatives à la planification mentionnées aux articles 41 et 42 s'applique également aux futurs URD lors de l'introduction de leur demande de raccordement.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où le GRD estime que les données de planification sont incomplètes, imprécises ou déraisonnables, l'URD ou tout intermédiaire mandaté par lui communique, sur demande du GRD, toutes les corrections ou données complémentaires que ce dernier juge utiles.

§ 2. Le GRD peut, s'il le juge nécessaire pour mener à bien sa mission et moyennant motivation, demander à l'URD ou au fournisseur mandaté par lui, des données complémentaires qui ne sont pas prévues dans le présent R.T.GAZ.

§ 3. Après consultation de l'URD ou du fournisseur, le GRD détermine le délai raisonnable dans lequel les données mentionnées aux § 1<sup>er</sup> et § 2 doivent lui être transmises.

**Art. 46.** Afin d'assurer la réalisation des plans d'adaptation et d'extension, les GRD et l'entreprise de transport se concertent au moins annuellement sur la forme et le contenu des données qu'ils doivent échanger ainsi que sur les délais à respecter pour cet échange.

**Art. 47.** Le GRD s'assure au mieux du caractère complet et vraisemblable des données transmises par les URD, les autres gestionnaires de réseau ou les fournisseurs.

TITRE III. — *Code de raccordement*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Prescriptions techniques applicables aux ouvrages de raccordement*

## Section 1.1. — Généralités

**Art. 48.** Dans le présent code de raccordement sont édictées les prescriptions concernant le raccordement des URD situés sur le réseau de distribution et qui ne sont pas réseaux de distribution ou de transport c'est-à-dire les producteurs, les entreprises de stockage ou les clients finals (les prescriptions équivalentes relatives aux URD réseaux de distribution ou de transport font l'objet du code de collaboration). Ces prescriptions ont trait aux ouvrages de raccordement ainsi qu'aux installations de l'URD qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution.

**Art. 49.** § 1<sup>er</sup>. Les ouvrages de raccordement et leurs composants sont schématisés en annexe I<sup>re</sup>.

§ 2. Les installations du dispositif de comptage font l'objet du code de mesure et de comptage pour ce qui concerne leurs spécifications techniques, leur utilisation, leur entretien et le traitement des données de mesure ou de comptage.

## Section 1.2. — Types de raccordement

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. Le raccordement simple correspond à la mise en place complète d'un ouvrage de raccordement répondant aux conditions suivantes :

1. la capacité de raccordement est inférieure ou égale à 16 m<sup>3</sup>(n) par heure;

2. la pression de fourniture demandée est comprise entre 21 et 25 mbar.

3. la pression maximale de service admissible de l'ouvrage de raccordement est inférieure ou égale à 4,90 bars

§ 2. Le raccordement non simple est un raccordement pour lequel un ou plusieurs critères énoncés au § 1<sup>er</sup> n'est pas rencontré.

**Art. 51.** Le raccordement standard visé à l'article 32, 3<sup>o</sup> c, du décret correspond à la mise en place complète d'un ouvrage de raccordement qui répond aux conditions suivantes :

1. la distance entre le point d'accès de l'URD demandé et le point de raccordement est de maximum 8 mètres;

2. la capacité de raccordement demandée est inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>(n) par heure;

3. la pression de fourniture demandée est comprise entre 21 et 25 mbar;

4. l'ouvrage de raccordement est mis en service dans les douze mois qui suivent sa mise en place.



*Section 1.3. — Prescriptions techniques générales*

**Art. 52.** Tout ouvrage de raccordement doit satisfaire aux normes, règlements et prescriptions relatifs aux installations de gaz et qui leur sont applicables.

**Art. 53.** L'installation de l'URD, les appareils d'utilisation ainsi que le placement et le raccordement des appareils d'utilisation sont soumis aux dispositions légales et aux règlements en vigueur au moment du placement ou du raccordement.

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 18, les installations sur lesquelles l'URD possède un droit de propriété ou de jouissance sont gérées et entretenues par l'URD ou par un tiers dûment mandaté, pour compte de l'URD. L'URD veille au bon état de fonctionnement et d'entretien de ses installations.

§ 2. Les limites de propriété des installations sont reprises dans les conditions générales de raccordement ou, le cas échéant, dans le contrat de raccordement.

**Art. 55.** § 1<sup>er</sup>. Seul le GRD est autorisé à effectuer des interventions et/ou manœuvres sur l'ouvrage de raccordement.

§ 2. Sous réserve de dispositions légales ou réglementaires relatives aux obligations de service public, si les interventions et/ou les manœuvres (notamment de mise en ou hors service) s'effectuent à la demande de l'URD, les frais de ces interventions et manœuvres peuvent être portés à charge de l'URD.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'URD ou la personne déléguée à cette fin par lui, peut toutefois, en respectant toutes les mesures de précaution requises relatives à la sécurité, actionner le robinet situé directement en amont de son point d'accès, à l'exception cependant du cas où des scellés ont été posés ou d'une autre contre-indication émanant du GRD. Le contrat de raccordement établi sur base du présent R.T.GAZ peut comporter des dispositions particulières dérogeant au présent article.

§ 4. Si une interruption de l'alimentation en gaz naturel survient à la suite d'un incident ou d'une situation d'urgence ou en raison de l'action d'un appareil de sécurité sur le réseau, le rétablissement de l'alimentation en gaz naturel ne peut être effectué que par le GRD.

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Tout URD veille à ce que ses installations n'occasionnent pas de risque, dommage ou nuisance chez le GRD ou chez des tiers au-delà des normes communément admises.

§ 2. Dans la mesure où il peut raisonnablement les constater, l'URD est tenu d'informer immédiatement le GRD de tout dommage, infraction ou non-conformité aux prescriptions légales ou réglementaires.

§ 3. Si le GRD constate ou est informé que les installations d'un URD ou leur fonctionnement perturbent le réseau de distribution, il se concerta avec l'URD en vue d'y apporter ou d'y faire apporter les modifications strictement nécessaires et de définir les délais pour ce faire.

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque des parties du réseau de distribution risquent d'être endommagées ou influencées par des travaux exécutés à proximité du raccordement par l'URD ou le propriétaire de l'immeuble, l'URD ou le propriétaire de l'immeuble doit se concerter au préalable avec le GRD.

§ 2. L'URD ou le propriétaire de l'immeuble a l'obligation d'informer les tiers qu'il charge de l'exécution de travaux pour son compte, dans les environs du branchement, de l'existence de celui-ci, et de leur imposer les obligations qui pèsent sur lui-même.

**Art. 58.** Les installations d'un ou plusieurs URD alimentées par des ouvrages de raccordement séparés ne peuvent être connectées entre elles si ce n'est avec l'accord écrit préalable du GRD.

**Art. 59.** Le GRD se réserve le droit d'appliquer une protection cathodique aux tronçons de réseau qu'il désigne.

*Section 1.4. — Environnement des installations*

**Art. 60.** Toutes les installations électriques reliées à un ouvrage de raccordement ou situées dans les locaux ou enceintes qui le contiennent, doivent être conformes au RGIE. L'exécution des obligations prévues par la réglementation en vigueur en matière de contrôles de conformité et périodiques de ces installations et les coûts en résultant sont à charge de l'URD.

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'installer le dispositif de comptage et, éventuellement, d'autres appareils reliés à l'ouvrage de raccordement, l'URD met à disposition du GRD une partie de mur ou un espace (éventuellement un terrain) de dimensions appropriées. L'étendue et l'emplacement de cet espace sont déterminés en concertation, en tenant compte de l'intérêt de l'URD d'obtenir le bénéfice d'un raccordement standard gratuit.

§ 2. L'URD veille à ce que l'étanchéité à l'eau et au gaz des murs traversés par l'ouvrage de raccordement, à l'exception des ouvertures de portes, fenêtres, soupiraux et de ventilation soit en tout temps conforme aux règles de l'art.

**Art. 62.** Quand pour l'alimentation d'un lotissement, une nouvelle cabine client ou de distribution est nécessaire, le responsable du lotissement met à disposition du GRD un terrain de dimensions appropriées. L'étendue et l'emplacement de ce terrain sont déterminés en concertation, dans le respect des prescriptions urbanistiques en vigueur.

*CHAPITRE II. — Nouveau raccordement au réseau de distribution**Section 2.1. — Introduction d'une demande de raccordement*

**Art. 63.** Tout nouveau raccordement doit être précédé d'une demande de raccordement.

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande de raccordement.

§ 2. Cette demande comporte entre autres :

- l'identité du demandeur et sa situation juridique en regard de l'immeuble concerné;
- les coordonnées de contact du demandeur;
- les plans du lieu de prélèvement ou d'injection, les données techniques générales et la localisation souhaitée du point d'accès;
- les informations nécessaires pour la détermination du profil d'injection ou de prélèvement dont notamment la capacité de raccordement demandée et le mode de prélèvement ou d'injection prévu.

§ 3. Une demande de raccordement simple peut être introduite par courrier, par courriel, par fax ou par téléphone, conformément à la procédure publiée par le GRD.

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection supérieur à 14.71 bar doit être adressée à l'entreprise de transport selon la procédure disponible auprès de celle-ci.

§ 2. Sans préjudice de la procédure de traitement de la demande visée à l'article 70, une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur ou égal à 14.71 bar et avec un(e) prélèvement/injection annuel(le) attendu(e) inférieur(e) ou égal(e) à cinq millions de m<sup>3</sup>(n) doit être adressée auprès du GRD désigné pour la zone géographique où devra se situer le point d'accès concerné par la demande. Cette demande est introduite suivant la procédure publiée par le GRD.

§ 3. Une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur ou égal à 14.71 bar et avec un(e) prélèvement/injection annuel(le) attendu(e) supérieur(e) à cinq million de m<sup>3</sup>(n) doit être adressée à l'entreprise de transport.

§ 4. Par dérogation au § 3, toute demande visant un ouvrage de raccordement existant sur le réseau de distribution, mais dont les conditions seraient remplies pour être adressée à l'entreprise de transport, est adressée au GRD concerné par l'ouvrage de raccordement et traitée par celui-ci. Le GRD évalue dans quelle mesure il peut répondre adéquatement aux nouvelles conditions de prélèvement/d'injection et, dans le cas contraire, transmet la demande à l'entreprise de transport.

**Art. 66.** Une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur ou égal à 14.71 bar et avec un(e) prélèvement/injection annuel(le) attendu(e) inférieur(e) ou égal(e) à cinq millions de m<sup>3</sup>(n) dans une commune pour laquelle aucun GRD n'a été désigné par le Gouvernement wallon est adressée à la commune. Celle-ci étudie si la demande peut, notamment sur le plan légal, être satisfaite soit en ajoutant son territoire (ou une partie de celui-ci) au domaine géographique d'un GRD existant, soit en informant du dossier l'entreprise de transport. Copie de la demande et des documents ultérieurs en résultant sera adressée à la CWaPE par les divers interlocuteurs. Sans préjudice des éventuelles autres voies de recours légalement organisées, le demandeur débouté peut solliciter l'intervention de la CWaPE.

**Art. 67.** Si une demande de raccordement visée à l'article 65, § 2, concerne un raccordement non simple, une étude est nécessaire. Dans sa demande, le demandeur indique s'il souhaite une étude d'orientation visée à la section 2.3 ci-après ou une étude détaillée visée à la section 2.4. L'étude d'orientation est facultative, l'étude détaillée est obligatoire.

#### Section 2.2. — Traitement d'une demande de raccordement par le GRD

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD juge sur base d'arguments tant techniques qu'économiques, sur quelle partie du réseau de distribution existante ou dont la réalisation est programmée, aura lieu le raccordement, en fonction entre autres, de la capacité de raccordement demandée, du niveau de pression et des contingences géologiques ou géographiques. Le raccordement sera effectué sur la canalisation ayant le niveau de pression le plus bas pouvant fournir la pression et la capacité de raccordement demandées, en tenant compte de la nécessité de maintenir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau.

§ 2. Le GRD peut décider d'une méthode de raccordement qui s'écarte de celle définie au § 1<sup>er</sup> en fonction des caractéristiques du réseau de distribution local, ou de refuser un raccordement sur le réseau "moyenne pression catégorie C" sur base de critères objectifs et non-discriminatoires. En pareils cas, le GRD notifie et motive sa décision à l'URD et en adresse copie à la CWaPE.

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'examen de la demande de raccordement ainsi que lors de toute étape ultérieure pouvant en résulter, le GRD agira toujours en veillant à l'intérêt technique et économique du demandeur, sans préjudice de l'intérêt des autres URD.

§ 2. En application du § 1<sup>er</sup>, le GRD se charge de prendre les contacts nécessaires avec les autres gestionnaires de réseau concernés s'il ne peut satisfaire seul à la demande de raccordement. Si le GRD constate qu'il serait plus judicieux d'effectuer le raccordement à un autre réseau de distribution ou au réseau de transport, il transmet sans délai l'entièreté du dossier au gestionnaire du réseau concerné après concertation avec celui-ci et restitue les droits éventuellement perçus. Le GRD notifie et motive sa décision à l'URD et en adresse copie à la CWaPE.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande visée à l'article 65, § 2, a trait à un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur à 14.71 bar et à un(e) prélèvement/injection attendu(e) supérieur(e) à un million de m<sup>3</sup>(n), le GRD informe des dossiers de demande l'entreprise de transport.

§ 2. Le GRD et l'entreprise de transport étudient le dossier de demande et se concertent sur les modalités physiques de raccordement et au moins un d'entre eux présente une offre sur base de critères objectifs techniques et/ou économiques.

Si aussi bien le GRD que l'entreprise de transport peuvent apporter une solution intéressante, les deux feront offre (pour le raccordement et l'accès à leur réseau) sur base de la possibilité la plus économique et de la capacité disponible pour la livraison du débit horaire demandé. Les deux offres seront présentées au demandeur. Les coûts engagés par celui dont l'offre n'a pas été choisie restent à sa charge.

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD répond à une demande de raccordement simple dans les dix jours ouvrables après réception d'une demande complète. Le cas échéant, le GRD sollicite les compléments utiles dans le même délai.

§ 2. Lorsque la demande de raccordement simple ne nécessite pas d'analyse technique particulière, le GRD notifie au client son offre de raccordement, telle que visée à l'article 72 dans le délai visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Lorsque la demande de raccordement simple nécessite une analyse technique du fait d'une situation défavorable de la canalisation de distribution par rapport à la voirie ou au point de raccordement souhaité, ou d'une longueur de branchement supérieure à 15 mètres, le GRD accuse réception de la demande de raccordement dans le délai visé au § 1<sup>er</sup>. Le GRD procède d'initiative et gratuitement à l'analyse technique et notifie au client son offre de raccordement, telle que visée à l'article 72 dans les 20 jours ouvrables suivant la demande de raccordement.

§ 4. Lorsque la demande de raccordement simple ne peut être satisfaite que par une extension préalable du réseau de distribution, le délai de notification visé au § 3 est porté à 30 jours ouvrables. Ce délai peut être prolongé au maximum de 10 jours ouvrables si le GRD doit démarcher plus de 5 clients potentiels sur le tracé de l'extension.

§ 5. Par dérogation au § 4, si le GRD peut raisonnablement prévoir, dès l'origine de la demande, que l'extension de réseau nécessaire pourrait induire une participation financière du demandeur disproportionnée par rapport au type de raccordement souhaité, il peut en informer le demandeur dans la réponse visée au § 1<sup>er</sup> et, avec l'accord de celui-ci, renoncer à la réalisation de l'analyse technique et à la poursuite de la procédure.

§ 6. Lorsque la demande de raccordement concerne un raccordement non simple, le GRD informe le demandeur, dans le délai visé au § 1<sup>er</sup>, de la nécessité de procéder à une étude préalable, conformément à l'article 67.

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD notifie par écrit au demandeur son offre de raccordement.

§ 2. L'offre de raccordement contient un devis, la mention du délai de réalisation après commande ferme et, le cas échéant, un descriptif technique et les mentions spécifiques liées à l'accessibilité des installations, à la sécurité et à l'exploitation.

§ 3. Les conditions générales de raccordement sont jointes à l'offre de raccordement.

§ 4. Le GRD précise la durée de validité de son offre, ainsi que les modalités précises de commande et de contact relatifs au dossier de demande. Cette durée de validité ne peut être inférieure à six mois à partir de la réception de l'offre. A défaut de passer commande endéans le délai stipulé, le demandeur est réputé renoncer à sa demande de raccordement.

**Art. 73.** § 1<sup>er</sup>. Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception d'une commande ferme de la part du demandeur respectant les modalités visées à l'article 72, le GRD entreprend les démarches nécessaires en vue de recevoir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation du raccordement.

§ 2. Sauf accord entre les parties et sans préjudice des §§ 3 à 4, le délai de réalisation normal du raccordement simple ne peut excéder 15 jours ouvrables non statés après réception par le GRD de toutes les autorisations administratives nécessaires, et pour autant que l'URD ait réalisé les travaux à sa charge.

§ 3. Lorsque la situation de la canalisation de distribution nécessite des travaux en voirie, le délai visé au § 2 est porté à 30 jours ouvrables non statés.

§ 4. Lorsqu'une extension du réseau de distribution est nécessaire, le délai visé au § 2 peut être porté à 60 jours ouvrables.

§ 5. Le GRD peut allonger ce délai, moyennant justification auprès du demandeur et précision si possible dans l'offre de raccordement visée à l'article 72 :

- pour des raisons techniques liées au raccordement;
- pour des raisons administratives indépendantes de la volonté du GRD, consécutives à la survenance d'événements non prévisibles ou non quantifiable pour le GRD;
- suite à une imprévoyance de l'URD rendant nécessaire un tel allongement.

#### *Section 2.3. — Demande d'étude d'orientation et avant-projet de raccordement*

**Art. 74.** L'objectif d'une étude d'orientation est d'obtenir une estimation préalable relative à un avant-projet de raccordement non simple.

**Art. 75.** Toute personne physique ou morale peut introduire auprès du GRD une demande d'étude d'orientation relative à un nouveau raccordement.

**Art. 76.** Tout URD peut introduire auprès du GRD une demande d'étude d'orientation relative à une modification de son raccordement existant, d'installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution, ou de leur mode d'exploitation respectif.

**Art. 77.** Le demandeur introduit auprès du GRD une demande par écrit, comportant entre autres les éléments mentionnés à l'article 64, § 2, de procéder à l'étude d'orientation selon la procédure publiée par le GRD.

**Art. 78.** Les frais d'une étude d'orientation sont à charge du demandeur selon le tarif applicable.

**Art. 79.** Durant l'exécution de l'étude d'orientation, le GRD et le demandeur collaborent de bonne foi. Le GRD peut à tout moment réclamer au demandeur des informations complémentaires nécessaires à la réalisation de l'avant-projet de raccordement.

**Art. 80.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD adresse par écrit ses conclusions au demandeur, dans un délai de 20 jours ouvrables après réception de la demande complète d'étude d'orientation.

§ 2. Lorsque la demande de raccordement non simple ne peut être satisfaite que par une extension préalable du réseau de distribution, le délai de notification visé au § 1<sup>er</sup> est porté à 30 jours ouvrables. Ce délai peut être prolongé au maximum de 10 jours ouvrables si le GRD doit démarcher plus de 5 clients potentiels sur le tracé de l'extension.

§ 3. Lorsque la demande d'étude d'orientation concerne un raccordement pour une capacité supérieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure, le délai visé au § 1<sup>er</sup> est porté à 40 jours ouvrables, sans préjudice des dispositions de l'article 70. Ce délai peut être prolongé d'un commun accord entre les parties.

§ 4. Les conclusions de l'étude d'orientation contiennent au moins :

- une description indicative de l'avant-projet d'ouvrage de raccordement;
- les prescriptions techniques liées à l'ouvrage de raccordement projeté;
- une évaluation indicative des coûts;
- une évaluation indicative des délais de raccordement.

§ 5. Le GRD précise la durée de validité des conclusions de l'étude d'orientation. Celle-ci ne peut être inférieure à six mois à partir de la réception des conclusions. A défaut de passer commande pour une étude détaillée endéans le délai stipulé, le demandeur est réputé renoncer à sa demande de raccordement, mais reste redevable des frais d'étude éventuels.

#### *Section 2.4. — Demande d'étude détaillée et projet de raccordement*

**Art. 81.** § 1<sup>er</sup>. L'objectif de l'étude détaillée est d'aboutir à un projet de raccordement non simple.

§ 2. S'il le souhaite, soit sans passer par une étude d'orientation, soit par suite des conclusions de celle-ci le demandeur d'un raccordement demande par écrit au GRD de procéder à une étude détaillée au moyen du formulaire publié par le GRD conformément à l'article 15.

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. La demande de raccordement avec étude détaillée contient entre autres, en plus des éléments visés à l'article 64, § 2, la capacité de raccordement souhaitée, le profil d'utilisation attendu et les caractéristiques techniques des installations à raccorder au réseau de distribution, indiquées sur le formulaire de raccordement.

§ 2. Lorsque la demande d'étude détaillée fait suite à une étude d'orientation, le demandeur se borne à compléter le dossier de demande déjà introduit pour autant que la durée de validité dont question à l'article 80, § 5 n'ait pas expiré.

**Art. 83.** Après réception d'une demande de raccordement avec étude détaillée, non précédée d'une étude d'orientation, le GRD examine la recevabilité de la demande. Il informe par écrit, dans les dix jours ouvrables, le demandeur du raccordement du résultat de l'examen de la recevabilité, et mentionne les données complémentaires que le demandeur du raccordement doit éventuellement communiquer en vue de la préparation du projet de raccordement.

**Art. 84.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai maximum de 20 jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète d'étude détaillée, le GRD notifie par écrit au demandeur son offre de raccordement.

§ 2. Lorsque la demande de raccordement non simple ne peut être satisfaite que par une extension préalable du réseau de distribution, le délai de notification visé au § 1<sup>er</sup> est porté à 30 jours ouvrables. Ce délai peut être prolongé au maximum de 10 jours ouvrables si le GRD doit démarcher plus de 5 clients potentiels sur le tracé de l'extension.

§ 3. Lorsque la demande concerne un raccordement d'une capacité supérieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure, le délai visé au § 1<sup>er</sup> est porté à 40 jours ouvrables, sans préjudice des dispositions de l'article 70.

§ 4. Si l'étude détaillée a été précédée d'une étude d'orientation, les délais visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont ramenés à 10 jours ouvrables et le délai visé au § 3 est ramené à 20 jours ouvrables.

§ 5. Les délais visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 4 peuvent être prolongés d'un commun accord.

§ 6. L'offre de raccordement contient :

- un plan de pose ou un descriptif technique;
- les mentions spécifiques liées à l'accessibilité, la sécurité et l'exploitation des installations;
- un devis;
- les délais de réalisation après commande ferme.

Les conditions générales de raccordement sont jointes à l'offre de raccordement, ainsi que, le cas échéant, les conditions particulières proposées, en vue de la rédaction d'un contrat.

§ 7. Le GRD précise la durée de validité de son offre, ainsi que les modalités précises de commande et de contact relatifs au dossier de demande. Cette durée de validité ne peut être inférieure à six mois à partir de la réception de l'offre.

§ 8. Sur base de l'offre de raccordement visée au § 6 et jusqu'au terme de sa durée de validité de celle-ci, le demandeur peut librement choisir l'une des variantes proposées par le GRD, soumettre d'éventuelles contre-propositions à l'attention du GRD, ou renoncer à sa demande de raccordement sans frais supplémentaires. Le demandeur informe par écrit le GRD de sa décision. A défaut de se prononcer avant le terme de la durée de validité de l'offre, le demandeur est réputé renoncer à la poursuite de la procédure de demande de raccordement, mais reste redevable des frais d'étude éventuels.

**Art. 85.** § 1<sup>er</sup>. Sauf accord entre les parties, le délai de réalisation normal du raccordement non simple, dès réception d'une commande ferme, ne peut excéder six mois.

§ 2. Le GRD peut allonger ce délai, moyennant justification auprès du demandeur et précision si possible dans l'offre de raccordement visée à l'article 84, § 6 :

- pour des raisons techniques liées au raccordement;
- pour des raisons administratives indépendantes de la volonté du GRD, consécutives à la survenance d'événements non prévisibles ou non quantifiable pour le GRD;
- suite à une imprévoyance de l'URD rendant nécessaire un tel allongement.

§ 3. Lorsque la demande concerne un raccordement d'une capacité supérieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure, le délai visé au § 1<sup>er</sup> peut être défini d'un commun accord entre les parties.

**Art. 86.** Les coûts engagés par le GRD pour l'élaboration de l'étude détaillée sont à charge du demandeur selon le tarif applicable

#### *Section 2.5. — Conditions générales de raccordement*

**Art. 87.** Les conditions générales de raccordement sont applicables à tout raccordement, sauf mention contraire expressément convenue et justifiée dans le contrat de raccordement.

**Art. 88.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur qui passe commande pour un raccordement simple, sur base de l'offre visée à l'article 72, se soumet aux conditions générales de raccordement.

§ 2. Le demandeur qui passe commande pour un raccordement non simple, sur base de l'offre de raccordement visée à l'article 84, § 6, se soumet aux conditions générales de raccordement sans préjudice des dispositions des articles 90 et 91 relatives à la conclusion d'un contrat de raccordement.

**Art. 89.** Les conditions générales de raccordement sont établies par le GRD et soumises à la CWaPE, conformément aux dispositions de l'article 15.

#### *Section 2.6. — Contrat de raccordement*

**Art. 90.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de raccordement est toujours d'application lorsque la capacité souscrite est supérieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure.

§ 2. Chacune des parties peut toutefois obtenir la conclusion d'un contrat de raccordement pour un point d'accès doté d'une capacité souscrite inférieure sauf si celui-ci concerne un raccordement simple.

**Art. 91.** Tout nouveau raccordement visé à l'article 90 doit être précédé d'un contrat de raccordement dûment signé par le GRD et l'URD.

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de raccordement est constitué des conditions générales de raccordement et des dispositions particulières propres à l'ouvrage de raccordement concerné.

§ 2. Les dispositions particulières sont établies d'un commun accord entre le GRD et le demandeur. Elles portent notamment sur :

1. les éventuelles dérogations aux conditions générales de raccordement;
2. les dispositions relatives à la durée et à la cessation du contrat;
3. le niveau de pression aux points de raccordement et d'accès;
4. la description du raccordement et de son tracé ainsi que la localisation du point d'accès;
5. l'identification univoque du point d'accès au moyen du numéro EAN;
6. les dispositions en matière d'accessibilité des ouvrages de raccordement;

7. la description des installations de l'URD (incluant les installations qui font fonctionnellement partie du réseau) et en particulier les unités de production raccordées;

8. les conditions et dispositions techniques spécifiques, entre autres la capacité souscrite, les caractéristiques techniques utiles du raccordement et des installations de l'URD, le dispositif de mesure à intégrer dans l'ouvrage de raccordement, l'exploitation, l'entretien, les exigences de surveillance et de sécurité;

9. les modalités d'exécution et délais de réalisation ou de modification du raccordement selon qu'il s'agit d'un raccordement nouveau ou à modifier, avec indication des hypothèses sous-jacentes;

10. les mesures, complémentaires au présent R.T.GAZ, à prendre en cas de dépassement de la capacité de raccordement;

11. les modalités en relation avec l'interruptibilité et l'effacement.

**Art. 93.** Les solutions techniques et paramètres faisant partie d'un contrat de raccordement peuvent être revus sur demande motivée du GRD ou de l'URD, avec l'accord de l'autre partie.

**Art. 94.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'accord de l'URD sur une offre de raccordement visée à l'article 84, § 6, nécessitant un contrat de raccordement plus détaillé que les seules conditions générales, le GRD établit et notifie à l'URD, la proposition de contrat de raccordement dans les vingt jours ouvrables suivant l'accord.

§ 2. Le GRD précise la durée de validité de sa proposition de contrat, laquelle ne peut être inférieure à deux mois à date de sa réception par l'URD. A défaut de conclure un contrat dans le délai stipulé, le demandeur est réputé renoncer à sa demande de raccordement, mais reste redevable des frais d'étude éventuels.

#### Section 2.7. — Réalisation de l'ouvrage de raccordement

**Art. 95.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux de raccordement sont réalisés sous la responsabilité du GRD, en concertation avec l'URD. Toutefois, tout ou partie des travaux préparatoires ou de finition en terrain privé, à l'exclusion de la réalisation du branchement, peuvent être réalisés par l'URD.

§ 2. L'URD se conforme aux mesures de sécurité recommandées par le GRD.

§ 3. Les conditions d'accès aux installations, conformes aux articles 17 à 19, sont d'application lors de la réalisation du raccordement.

§ 4. Le GRD veille à définir le tracé de l'ouvrage de raccordement ainsi que la nature et les caractéristiques de ses éléments constitutifs pour garantir la sécurité générale, la fiabilité du raccordement et faciliter les relevés de consommation, le contrôle et l'entretien.

#### Section 2.8. — Mise en service d'un point d'accès

**Art. 96.** § 1<sup>er</sup>. Un point d'accès dont la capacité est inférieure ou égale à 25 m<sup>3</sup>(n) par heure est mis en service dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande de mise en service de l'URD en mesure de répondre aux dispositions des articles 97 et 98.

§ 2. Lorsque la capacité de raccordement du point d'accès est supérieure 25 m<sup>3</sup>(n) par heure, ce délai peut être porté à 5 jours ouvrables. Si elle est supérieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure, ce délai est convenu entre les parties.

§ 3. Les frais de mise en service du point d'accès sont à charge du GRD.

§ 4. Lorsqu'il introduit sa demande, l'URD s'assure que toutes les conditions sont réunies pour la mise en service effective du point d'accès. Tout déplacement inutile des services du GRD pourra être porté en compte à l'URD s'il est établi une négligence dans le chef de l'URD.

**Art. 97.** Un point d'accès n'est mis en service qu'après que les données relatives à ce point d'accès aient été enregistrées dans le registre d'accès du GRD et que les dispositions du présent Code aient été respectées.

**Art. 98.** § 1<sup>er</sup>. Avant la mise en service d'un point d'accès, le GRD peut exiger de l'URD la preuve que ses installations répondent aux obligations légales et réglementations en vigueur.

§ 2. A l'ouverture du compteur de gaz, le GRD s'assure, selon la procédure en vigueur, que l'installation de l'URD est étanche à la pression de distribution.

§ 3. S'il s'agit d'une installation ou partie d'installation de l'URD neuve, l'installateur est tenu de fournir au GRD une attestation de la conformité de l'installation de l'URD aux prescriptions des normes en vigueur. Cette attestation est constituée d'une déclaration en ce sens de l'installateur, c'est-à-dire celui qui a réalisé l'installation, accompagnée d'un schéma de principe de celle-ci; cette attestation doit être validée, après contrôle sur les lieux, par un rapport d'un "organisme de contrôle agréé". Au cas où l'installation est réalisée par un "installateur habilité", celle-ci est présumée conforme aux prescriptions des normes en vigueur et la validation par un "organisme de contrôle agréé" ne sera pas demandée par le GRD.

### CHAPITRE III. — Modification de statut ou de configuration des ouvrages de raccordement existants

#### Section 3.1. — Période transitoire et régularisation

**Art. 99.** § 1<sup>er</sup>. Une installation d'un URD antérieure au 1<sup>er</sup> décembre 2004 et qui ne correspond pas aux prescriptions du présent R.T.GAZ peut être utilisée dans l'état dans lequel elle se trouve, à condition de ne poser aucun problème de sécurité, et dans la mesure où cette non-conformité ne nuit pas effectivement aux installations du GRD ou aux installations et/ou à la qualité de la fourniture de gaz naturel chez un autre URD.

§ 2. Le GRD ne peut être rendu responsable de dégâts chez l'URD occasionnés par le mauvais fonctionnement des installations de l'URD lorsqu'elles ne sont pas conformes au présent R.T.GAZ ou font l'objet de manipulations inadéquates par l'URD ou des tiers.

**Art. 100.** § 1<sup>er</sup>. Toute installation de l'URD qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent R.T.GAZ et dont la non-conformité occasionne des dégâts ou des nuisances aux installations du GRD ou d'un ou plusieurs URD, doit être mise en conformité endéans un délai défini par le GRD en fonction de la nature et de l'ampleur des dégâts ou de la nuisance. Les URD lésés peuvent intervenir auprès du GRD pour que ce délai soit raccourci. Les parties concernées négocient de bonne foi un délai acceptable.

§ 2. Le GRD ne peut pendant ce délai, être tenu pour responsable d'éventuels dégâts occasionnés à des URD s'il peut établir qu'ils résultent directement d'une non-conformité, des installations d'un URD, au présent R.T.GAZ.

§ 3. Les adaptations visées dans le présent article sont à la charge de l'URD, s'il est prouvé que les installations de l'URD sont la cause directe du dégât ou de la nuisance.

§ 4. Si l'URD n'a pas exécuté les adaptations visées dans le présent article dans le délai imposé, le GRD le met en demeure par lettre recommandée.

§ 5. Sous réserve d'autres accords entre les parties concernées, le GRD a le droit d'interrompre l'accès, si les adaptations n'ont pas été exécutées dix jours ouvrables après la notification de cette mise en demeure.

**Art. 101.** Dans l'attente de l'élaboration de nouveaux contrats de raccordement entre le GRD et l'URD, leurs éventuelles conventions antérieures à l'entrée en vigueur du présent R.T.GAZ peuvent rester en vigueur, pour autant que leur éventuelle incompatibilité avec le présent R.T.GAZ ne constitue pas un risque pour la sécurité ou la continuité du fonctionnement du réseau de distribution. Si tel n'est pas le cas, les parties se concertent en vue de les adapter dans les plus brefs délais aux dispositions du présent R.T.GAZ.

#### *Section 3.2. — Adaptation d'un ouvrage de raccordement*

**Art. 102.** Toute adaptation d'un ouvrage de raccordement existant visé à l'article 90 ou entrant dans cette catégorie par cette adaptation ou l'adaptation de son mode d'exploitation, doit être précédée d'un contrat de raccordement à conclure avec le GRD, suivant la procédure du GRD.

**Art. 103.** Le GRD peut imposer une demande de raccordement et modifier l'ouvrage de raccordement, si des modifications majeures interviennent dans le profil d'injection ou de prélèvement de l'URD, par rapport aux conditions applicables lors de la demande du raccordement, ou si des adaptations sont apportées à des installations de l'URD qui font fonctionnellement partie du réseau.

**Art. 104.** § 1<sup>er</sup>. Tout URD peut introduire ou faire introduire auprès du GRD une demande de raccordement relative à une adaptation de l'ouvrage de raccordement existant, des installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution ou de leur mode d'exploitation respectif. Cette demande comporte également les informations mentionnées à l'article 64, § 2.

§ 2. Sur demande de l'URD, le GRD peut accepter qu'une modification visée à l'article 102 soit considérée comme mineure. Cette modification mineure fera l'objet d'un avenant au contrat de raccordement sans qu'une étude complémentaire ne doive être effectuée.

**Art. 105.** Toute modification dans ou au local dans lequel se trouve, même partiellement, le raccordement, qui a un effet sur l'accessibilité ou la visibilité du raccordement, ne peut être exécutée qu'en concertation avec le GRD. Une surveillance du raccordement doit toujours être possible.

#### *Section 3.3. — Suppression d'un ouvrage de raccordement*

**Art. 106.** § 1<sup>er</sup>. Tout ouvrage de raccordement peut être enlevé sur demande écrite du propriétaire du bien concerné à condition qu'aucun URD n'en fasse encore usage.

§ 2. Les frais de l'enlèvement d'un ouvrage de raccordement, de même que les frais pour la remise en pristin état des locaux, voies privées et terrains, sont à charge du propriétaire du bien concerné.

§ 3. Le remplacement d'un ouvrage de raccordement à la demande d'un URD ou du propriétaire du bien desservi ne peut être considéré comme un raccordement standard.

**Art. 107.** Le GRD a le droit, dans la limite des conditions générales visées à l'article 15 et à condition de prévenir et d'entendre au préalable l'URD ou le propriétaire du bien concerné, d'enlever ou de déconnecter, tout ouvrage de raccordement qui n'est plus utilisé depuis plus d'un an. Si l'URD ou le propriétaire du bien concerné souhaite conserver cet ouvrage de raccordement pour la réalisation de projets à l'étude, il participe aux frais d'entretien selon des modalités à convenir avec le GRD.

#### *Section 3.4. — Transfert de propriété ou d'usage*

**Art. 108.** § 1<sup>er</sup>. En cas de transfert, en usage ou en propriété, de bien mobiliers ou immobiliers pour lesquels l'ouvrage de raccordement est en service, le repreneur reprend les droits et obligations du propriétaire précédent et, le cas échéant, conclut immédiatement un nouveau contrat de raccordement avec le GRD sans que, dans l'intervalle et pour ce seul motif, l'ouvrage de raccordement ne soit mis hors service. Le contrat de raccordement existant reste en vigueur aussi longtemps que le transfert d'usage ou de propriété n'a pas été notifié au GRD.

§ 2. Dans le cas d'un tel transfert, une mise hors service ne pourra être effectuée par le GRD qu'après mise en demeure motivée et comprenant un délai raisonnable de régularisation.

### **TITRE IV. — Code d'accès**

#### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Désignation du fournisseur*

**Art. 109.** Le champ d'application du présent Code d'accès se limite aux URD qui sont producteurs, entreprises de stockage ou clients finals. Il ne s'applique pas aux URD qui sont réseaux de distribution ou de transport (les prescriptions équivalentes y relatives font l'objet du Code de collaboration).

**Art. 110.** § 1<sup>er</sup>. L'URD, visé à l'article 109, choisit pour chaque point d'accès un fournisseur, détenteur d'une licence de fourniture valable. Il conclut un contrat avec lui.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'URD non résidentiel dont le profil d'utilisation est enregistré par télérélevé qui entend choisir simultanément plusieurs fournisseurs pour un point d'accès unique conclut avec l'un d'eux les accords nécessaires pour que celui-ci assume toutes les obligations du présent R.T.GAZ imputables au fournisseur. A défaut, l'URD est tenu de demander une licence de fourniture limitée conforme aux dispositions de l'article 30 du décret, lui permettant de devenir son propre fournisseur. Dans cette hypothèse les dispositions pertinentes qui sont, dans ce cadre, imposées aux fournisseurs par le présent R.T.GAZ, et notamment celles du présent code relatives à l'accès au réseau, lui sont applicables.

#### *CHAPITRE II. — Registre d'accès*

**Art. 111.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD tient un registre d'accès dont l'objectif est d'enregistrer, par point d'accès, l'URD, le fournisseur et l'affrèteur, de façon à permettre la communication des données relatives à ce point suivant les modalités définies par le présent R.T.GAZ. Cette communication vise :

— l'organisation et l'enregistrement corrects, pour tout point d'accès, des changements d'URD, de fournisseur ou d'affrèteur, ainsi que des adaptations techniques apportées à l'ouvrage de raccordement

— l'attribution, à l'URD, au fournisseur et à l'affrèteur concerné, des quantités de gaz prélevées ou injectées en tout point d'accès.

§ 2. Le GRD est responsable de la gestion et de la mise à jour des données contenues dans le registre d'accès, en ce compris le traitement des données des URD telles qu'elles lui sont communiquées par les fournisseurs.

§ 3. Le GRD est le gestionnaire du registre d'accès au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel Il rectifie sur simple demande de l'URD ou de son fournisseur les données personnelles contenues dans le registre d'accès et désigne une personne de contact responsable à cet effet.

§ 4. Les rectifications visées au § 3 sont communiquées à toutes les parties concernées.

**Art. 112.** § 1<sup>er</sup>. Le registre d'accès contient, par point d'accès repéré par un numéro EAN-GSRN, toutes les données nécessaires à la gestion de l'accès et notamment :

- l'identité et le code EAN-GLN du fournisseur, de l'affréteur et de l'URD;
- la station de réception agrégée qui alimente le point d'accès;
- les informations relatives à l'URD renseignées par le fournisseur :

1° le nom de l'URD;

2° le type d'URD (résidentiel/non-résidentiel);

3° le cas échéant le code NACE;

4° l'adresse de contact de l'URD;

— les informations techniques relatives à l'ouvrage de raccordement;

— les informations techniques relatives au compteur, dont le numéro;

— les informations relatives aux modalités de prise de mesures :

1° fréquence de mesure : annuelle, mensuelle ou horaire;

2° pour le point d'accès relevés annuellement, le mois du relevé;

— les informations relatives à l'utilisation du point d'accès :

1° injection ou prélèvement;

2° le type de gaz;

3° pour les points d'accès non télérelevés : le profil d'utilisation synthétique et la consommation annuelle/mensuelle standard ou forfaitaire;

4° le cas échéant, la capacité souscrite;

5° le type tarifaire;

6° la date de début de livraison du fournisseur (renseignée par le fournisseur);

7° la date de fin de livraison du fournisseur si déjà connue (renseignée par le fournisseur).

§ 2. Le GRD conserve l'historique du registre des données contenues dans le registre d'accès pendant au minimum deux ans et en tout cas jusqu'à la réconciliation définitive de la période considérée.

**Art. 113.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD informe de son code EAN et de la station de réception agrégée tout URD qui en fait la demande dans un délai de maximum cinq jours ouvrables. La demande peut être introduite par téléphone, par mail, par fax, par courrier ou via le site internet du GRD. La réponse peut être formulée par le même canal. Lorsque cette demande est réalisée par le fournisseur de l'URD, le mode de communication est conforme au protocole établi.

§ 2. Chaque mois, le GRD adresse gratuitement, au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit le début du mois, à chaque détenteur d'accès, pour l'ensemble des points d'accès le concernant, un fichier extrait du registre d'accès, présentant la situation figée à 6 h 00 le premier jour du mois. Ce fichier contient au minimum, pour chaque point d'accès identifié par son code EAN- GSRN :

— le nom indicatif de l'URD lié au point d'accès;

— le numéro EAN-GLN du gestionnaire de réseau avec, à titre optionnel, le nom du GRD;

— le numéro EAN-GLN du fournisseur avec, à titre optionnel, le nom du fournisseur;

— le numéro EAN-GLN de l'affréteur avec, à titre optionnel, son nom;

— la date du début de la fourniture au point d'accès;

— la date de la fin de la fourniture au point d'accès (si elle est déjà connue);

— la fréquence du relevé du compteur : annuelle, mensuelle ou sur une base horaire;

— la station de réception agrégée dont dépend le point d'accès;

— pour les points d'accès non télérelevés, le profil d'utilisation synthétique et la consommation annuelle/mensuelle standard;

— pour le point d'accès relevés annuellement, le mois du relevé.

§ 3. Une fois par semestre, le gestionnaire du réseau de distribution met gratuitement à la disposition des fournisseurs une liste sous forme électronique, contenant les données les plus récentes requises pour la recherche des codes EAN-GSRN des points d'accès sur leurs réseaux, à savoir :

— le code EAN;

— le nom de la rue;

— le numéro de la maison;

— la boîte postale;

— le code postal;

— la commune;

— le numéro du (ou des) compteur(s).

Le format de cette communication est convenu d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, la CWaPE peut imposer un format.

**Art. 114.** Si un GRD actif en Région wallonne distribue du gaz en dehors des limites de celle-ci, il prend toute mesure utile pour permettre la sélection des informations spécifiques aux URD situés en Région wallonne, au départ de son registre d'accès.

**Art. 115.** § 1<sup>er</sup>. Tout changement de fournisseur doit être signalé au GRD, au moins un mois à l'avance, par le nouveau fournisseur. Le fournisseur précédent est averti de ce changement par le GRD. Les fournisseurs concernés confirment si nécessaire ce changement à leurs affréteurs respectifs.

§ 2. Tout changement d'affréteur doit être signalé au GRD, au moins un mois à l'avance, par le fournisseur concerné. Le changement ne peut être effectif que le 1<sup>er</sup> du mois à 6 heures.

§ 3. Si un fournisseur dont le contrat arrive à échéance ne compte pas prolonger sa fourniture au terme de ce contrat et n'est pas averti par le gestionnaire de réseau de distribution d'un changement ultérieur de fournisseur, il est tenu d'en avertir le gestionnaire de réseau de distribution au moins un mois avant l'échéance, faute de quoi il pourra être considéré par le gestionnaire de réseau de distribution comme ayant conservé la qualité de fournisseur du point d'accès concerné. Le GRD met alors l'URD en demeure de retrouver un fournisseur au plus tard cinq jours avant la date d'échéance; il l'informe que tout prélèvement d'énergie après cette date serait considéré comme indu et que le fournisseur antérieur est délié de ses obligations de fourniture. Si l'utilisateur est non résidentiel, il l'avertit de la suspension d'accès prévue par l'article 131.

**Art. 116.** Tout URD qui renonce à l'utilisation de son point d'accès (déménagement, cessation d'activités,...) avertit son fournisseur au plus tôt, et si possible un mois à l'avance. Ce dernier informe le GRD en vue de lui permettre la clôture des index et la mise hors service éventuelle du point d'accès. En cas de déménagement vers un autre point d'accès, le fournisseur prévient également le gestionnaire du réseau de distribution de la nouvelle adresse (index et mise en service du point d'accès). Un formulaire permettant de transcrire ces informations et d'acter un relevé d'index contradictoire est mis à disposition des URD par le fournisseur.

**Art. 117.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un fournisseur et/ou un affrèteur cesse son activité, le fournisseur en question doit signaler ce fait au GRD et aux URD concernés, au moins un mois à l'avance et leur communiquer l'identification du fournisseur, titulaire d'une licence, appelé à reprendre, sans qu'il y ait interruption de fourniture aux utilisateurs, l'activité. Les fournisseurs concernés confirment cette cessation à leurs affrêteurs respectifs.

§ 2. Lorsqu'il constate l'absence de la communication visée au § 1<sup>er</sup> ou pour assurer la continuité de fourniture à un URD dont le fournisseur est subitement défaillant, le GRD prend les mesures nécessaires pour pouvoir substituer immédiatement à ce fournisseur un fournisseur avec lequel il a conclu les accords nécessaires, l'identité de ce fournisseur ayant préalablement été portée à la connaissance de la CWaPE. Dans l'intervalle, le GRD reprend à titre transitoire les droits et obligations du fournisseur défaillant en matière de fourniture. Dans les dix jours suivant la connaissance de la défaillance du fournisseur, le GRD avertit l'URD de cette substitution ainsi que de la transition qui précède cette substitution, et lui rappelle la procédure pour choisir un nouveau fournisseur.

**Art. 118.** Le manuel de l'utilisateur joint au protocole UN/EDIFACT décrit la séquence des messages pour chaque processus de modification, la forme et le contenu des messages ainsi que les modalités d'annulation d'une modification annoncée.

### CHAPITRE III. — Procédure d'accès

#### Section 2.1. — Demande d'accès

**Art. 119.** § 1<sup>er</sup> L'accès au réseau de distribution est subordonné à la conclusion d'un contrat d'accès entre le GRD et un URD ou son fournisseur, dénommé le détenteur d'accès.

§ 2. Le contrat d'accès est précédé par l'introduction d'une demande d'accès auprès du GRD conformément à la procédure publiée par celui-ci. Cette procédure spécifie les conditions auxquelles doit satisfaire le demandeur.

**Art. 120.** Sauf si un URD souhaite introduire en son nom une demande d'accès, et sans préjudice des dispositions de l'article 110, § 2, tout fournisseur disposant d'une licence de fourniture valable au sens de l'article 30 du décret peut introduire une demande d'accès :

- pour son propre compte, afin d'exercer son activité de fourniture;
- pour compte d'un URD pour un point d'accès particulier que ce fournisseur envisage d'alimenter.

**Art. 121.** § 1<sup>er</sup>. Une demande d'accès contient, entre autres, les éléments suivants :

1. l'identité du demandeur : nom, adresse, numéro d'identification (T.V.A., registre de commerce, ou numéro d'entreprise), numéro EAN-GLN...;
2. la date de début et la durée demandées de l'accès au réseau du GRD;
3. lorsqu'ils sont connus, les codes EAN-GSRN des points d'accès visés par la demande d'accès;
4. le cas échéant, les unités de production raccordées et leurs caractéristiques principales;
5. l'identité et le numéro EAN-GLN des affrêteurs avec lesquels le fournisseur dispose d'une convention applicable au réseau de distribution concerné par la demande d'accès.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> lorsqu'un détenteur d'accès introduit une demande visant à prendre en compte des points d'accès supplémentaires, la procédure visée à l'article 115 peut tenir lieu de demande d'accès.

**Art. 122.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD examine la recevabilité, notamment sur base des critères définis à l'article 123.

§ 2. Dans les 10 jours ouvrables de la réception d'une demande d'accès recevable, le GRD propose un contrat d'accès au demandeur.

§ 3. Dans le cas visé à l'article 121, § 2, un avenant au contrat d'accès peut suffire, consistant au minimum en une actualisation des annexes visées à l'article 124, § 2.

**Art. 123.** Pour obtenir l'accès au réseau, les conditions suivantes doivent être remplies :

- la demande est introduite valablement, conformément à la procédure publiée par le GRD;
- pour les points d'accès visés par la demande d'accès, couvrant la durée d'accès, un contrat de fourniture est valablement conclu entre un fournisseur et l'URD;
- les dispositions du code de raccordement ont été valablement appliquées aux points d'accès concernés;
- une convention valable existe entre le fournisseur et au moins un affrèteur reconnu par l'entreprise de transport;
- la capacité souhaitée est compatible avec la capacité disponible au point d'accès concerné.

#### Section 2.2. — Contrat d'accès avec le GRD

**Art. 124.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat d'accès est un contrat-cadre qui contient au moins, à côté de dispositions générales pour lesquelles il est fait référence au présent R.T.GAZ, les éléments suivants :

1. l'identité des parties concernées;
2. la désignation des personnes de contact;
3. des dispositions ayant trait à la confidentialité, aux responsabilités mutuelles;
4. la date d'entrée en vigueur et la durée du contrat d'accès;
5. les modalités ayant trait aux modifications éventuelles de la capacité souscrite;
6. les modalités de paiement et les éventuelles garanties financières.



§ 2. Des annexes évolutives au contrat-cadre visé au § 1<sup>er</sup> sont jointes à celui-ci. Elles portent au minimum sur :

1. les modalités ayant trait à l'interruptibilité ou à l'effacement éventuellement convenues en chaque point d'accès;
2. la liste des points d'accès (numéros EAN-GSRN) avec la mention de la capacité souscrite et la période d'accès pour la capacité souscrite;
3. les unités de production raccordées par point d'accès (avec mention du débit horaire de production maximum et de la durée de production attendue); si, pour un point d'accès donné, du fait d'une unité de production raccordée, tant une injection qu'un prélèvement de gaz peuvent se produire, il convient, pour la période considérée, de stipuler une capacité souscrite tant pour l'injection que pour le prélèvement;
4. les profils annuels d'utilisation attribués par le GRD sur base de l'information des URD;
5. par point d'accès, l'affréteur avec lequel le fournisseur collabore.

Ces annexes sont amendées ponctuellement par le biais d'avenants en fonction de l'évolution des données y contenues. L'extrait du registre d'accès visé à l'article 113, § 2, peut constituer une base pour établir un avenant.

#### Section 2.3. — Déclarations et garanties du fournisseur

**Art. 125.** § 1<sup>er</sup>. Afin de maintenir l'équilibre du réseau de distribution, chaque fournisseur doit injecter durant la période élémentaire définie à l'article 136, via le réseau de transport, le ou les réseaux de distribution interconnectés (s'il échet) et les stations de réception, autant de gaz qu'il en est fourni aux URD pour lesquels il a conclu des contrats d'accès. A cette fin, le fournisseur souscrit les quantités de gaz nécessaires pour faire face aux conditions extrêmes correspondant à une température équivalente à Uccle de - 11 °C durant une journée.

§ 2. Si le fournisseur collabore avec un affréteur, il conclut avec ce dernier un contrat de collaboration où les responsabilités mutuelles sont clairement délimitées et décrites avec précision.

**Art. 126.** Le fournisseur déclare et garantit au GRD qu'à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat d'accès et pour la durée totale de celui-ci, tous les prélèvements ou injections prévus par lui sont ou seront couverts par un contrat de fourniture, y compris aux conditions extrêmes précisées à l'article 125.

**Art. 127.** Le fournisseur déclare et garantit au GRD, pour ce qui concerne l'accès à d'autres réseaux de distribution et au réseau de transport, qu'il conclura tous les contrats nécessaires à couvrir l'accès pour toutes ses injections et tous ses prélèvements. Ce faisant, le fournisseur relève le GRD de toute responsabilité à ce sujet.

**Art. 128.** Le fournisseur avertit immédiatement le GRD si une ou plusieurs déclarations ou garanties susdites viennent à expiration.

### CHAPITRE IV. — Interruption ou suspension d'accès au réseau de distribution

#### Section 3.1. — Interruption planifiée de l'accès

**Art. 129.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD a le droit, après concertation avec les URD concernés dont la capacité est supérieure ou égale à 25 m<sup>3</sup>(n) par heure, d'interrompre l'accès au réseau de distribution lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement exigent des travaux sur le réseau de distribution ou les ouvrages de raccordement.

§ 2. Sauf en cas de situation d'urgence le GRD informe tous les URD et fournisseurs concernés par une interruption, au moins cinq jours ouvrables à l'avance, du début et de la durée probables de celle-ci.

#### Section 3.2. — Interruption non planifiée de l'accès

**Art. 130.** Sans préjudice des dispositions du titre I<sup>er</sup>, chapitre 5 du présent R.T.GAZ, en cas d'interruption non planifiée de l'accès au réseau de distribution :

- le GRD informe le plus rapidement possible l'URD et son fournisseur, sur le problème et sa durée probable;
- le GRD, sur demande de l'URD ou de son fournisseur, fait une déclaration circonstanciée relative à cette interruption, endéans les dix jours ouvrables;
- la CWaPE est en droit d'exiger toute information complémentaire.

#### Section 3.3. — Suspension de l'accès

**Art. 131.** Sous réserve de l'application de dispositions légales ou réglementaires applicables notamment en matière d'obligations de service public, le GRD a le droit de suspendre en tout ou en partie l'accès à son réseau de distribution durant le temps strictement nécessaire à la régularisation des situations suivantes :

- en cas de situation d'urgence;
- sans préjudice des obligations de service public relatives au client final résidentiel, si un URD ne respecte pas ses obligations financières envers le GRD, et après mise en demeure de celui-ci;
- si le fournisseur d'un URD non résidentiel manque à ses obligations financières;
- si, pour une période donnée, aucun fournisseur ou aucun affréteur n'est désigné pour le point d'accès suspendu, sans préjudice des dispositions de l'article 117, § 2;
- si le GRD juge qu'un risque sérieux existe que le bon fonctionnement du réseau de distribution et/ou la sécurité des personnes ou du matériel sont menacées, notamment en application de l'article 100 du présent R.T.GAZ;
- si, de manière répétitive et significative, les limites contractuellement convenues de la capacité souscrite sont dépassées ou l'inadéquation entre injection du fournisseur et prélèvement de l'URD engendrent des déséquilibres.

### CHAPITRE V. — Programme d'injection/prélèvement

**Art. 132.** § 1<sup>er</sup>. Si le GRD le considère nécessaire, il peut, journalièrement, à certains points d'accès, (selon l'importance de la capacité prélevée ou injectée et/ou sur base d'autres critères objectifs et non discriminatoires) exiger de la partie qui conclut le contrat d'accès, un programme d'injection/prélèvement. Il peut aussi, pour ces points d'accès, exiger de cette partie des prévisions annuelles.

§ 2. Si la partie qui conclut le contrat d'accès prévoit que le profil de prélèvement ou d'injection réel va dévier du programme d'injection/prélèvement déposé ou des prévisions communiquées, il porte, sans délai, cette modification à la connaissance du GRD.

## TITRE V. — Code de mesure et de comptage

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

**Art. 133.** Le Code de mesure et de comptage décrit les droits et obligations du GRD et des autres parties concernées d'une part par la mise à disposition, le placement, l'emploi et l'entretien des dispositifs de mesure ou de comptage et d'autre part, la lecture, le traitement et la mise à disposition des données de mesure ou de comptage.

**Art. 134.** Sauf exception visée à l'article 199, tout point d'accès au réseau de distribution comporte un dispositif de comptage pour déterminer le prélèvement ou l'injection de gaz en ce point d'accès par rapport au réseau de distribution.

**Art. 135.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositifs de comptage et les données de mesure ou de comptage ont pour but de pouvoir réaliser la facturation des quantités d'énergies échangées, ainsi que les décomptes entre acteurs de marché, basés sur les quantités injectées et/ou prélevées. Ils constituent la base pour rendre possible une bonne gestion du réseau de distribution.

§ 2. Les décomptes visés au § 1<sup>er</sup> sont basés sur des mesures relatives à des périodes élémentaires. Selon la nature du raccordement, ces mesures sont directement tirées du dispositif de comptage ou sont le résultat de l'application de profils types à ces données de mesure ou de comptage.

**Art. 136.** La période élémentaire visée à l'article 135, § 2, est une heure.

**Art. 137.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD est, pour le réseau de distribution où il est établi comme gestionnaire, le seul fondé à mettre des dispositifs de comptage à disposition, à les placer, à les étendre, à les entretenir et à les exploiter, sur son réseau de distribution.

§ 2. Sauf convention contraire entre les parties, le GRD est propriétaire du dispositif de comptage.

**Art. 138.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD est responsable de la relève, la validation, la mise à disposition et l'archivage des données de mesure ou de comptage. Il applique dans l'exécution de cette tâche des critères objectifs et non discriminatoires. Les parties concernées prennent de plus les mesures nécessaires pour que les règles de confidentialité applicables soient mises en œuvre.

§ 2. Le GRD ne peut, pour la relève des données de mesure ou de comptage, faire appel qu'à des personnes qui ne sont ni producteurs, ni détenteurs d'une licence de fourniture, ni intermédiaires, pas plus qu'à des entreprises qui leurs sont liées. Toutefois, les données de mesure et de comptage, notamment dans les cas de changement de fournisseur ou de déménagement de l'URD, peuvent être transmises au GRD par un fournisseur dûment mandaté à cette fin par l'URD.

**Art. 139.** § 1<sup>er</sup>. L'URD doit être informé, sur demande, de l'usage qui est fait des données le concernant.

§ 2. L'URD a en tout temps le droit de consulter (par une lecture passive sans autre intervention) toutes les données de mesure ou de comptage relatives à son point d'accès, qui sont disponibles dans le local du dispositif de comptage. Dans le cas où, pour des raisons techniques acceptées par les deux parties, le dispositif de comptage se trouve en un endroit qui n'est pas directement accessible pour l'URD, l'URD s'adresse au GRD qui lui donnera l'accès dans un délai raisonnable.

§ 3. Le GRD permet à tout moment à l'URD qui en fait la demande écrite, de disposer de toutes les données de mesure et de comptage concernant son point d'accès, suivant un mode de transmission de l'information à convenir entre les parties.

§ 4. A la requête de l'URD, le GRD procure les renseignements nécessaires à l'interprétation des données de mesure ou de comptage et à la maîtrise des flux énergétiques.

## CHAPITRE II. — Dispositions concernant les dispositifs de comptage

## Section 2.1. — Prescriptions techniques générales

**Art. 140.** Les instruments de mesure utilisés dans le dispositif de comptage ainsi que leur installation doivent répondre aux prescriptions légales applicables, y compris les circulaires émanant du Service de la Métrologie du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, et aux exigences des normes en vigueur applicables aux dispositifs de comptage ou à leurs composants.

**Art. 141.** Un dispositif de comptage, tel que défini à l'article 2, 20<sup>o</sup>, peut comporter des équipements additionnels, intégrés ou non, tels que des enregistreurs de données, équipements de communication, imprimantes, etc.

**Art. 142.** Le GRD peut ajouter à l'équipement de mesure tout appareil supplémentaire qu'il considère utile à l'accomplissement de sa tâche, entre autres en vue de la mesure d'indicateurs de qualité, ou en vue de correspondre aux exigences de précision visées à l'article 149.

**Art. 143.** § 1<sup>er</sup>. Si, notamment pour satisfaire aux exigences particulières de précision relatives à la procédure d'attribution de certificats verts, un URD souhaite intégrer des équipements de mesure supplémentaires dans le dispositif de comptage relatif à son point d'accès, il s'adressera au GRD.

Le GRD, sur base de critères objectifs et non discriminatoires, jugera si ce placement peut être réalisé sans compromettre l'exécution correcte de sa tâche de GRD. En cas d'évaluation positive, le GRD réalisera le placement. Ces équipements doivent satisfaire aux prescriptions du présent R.T.GAZ et ne peuvent pas influencer la mesure principale.

§ 2. Tous les coûts relatifs à ces équipements supplémentaires sont supportés par l'URD qui en a fait la demande.

**Art. 144.** Lors du placement d'un nouveau dispositif de comptage, à la demande de l'URD ou de son fournisseur, le GRD met à disposition des impulsions de comptage suivant le tarif applicable. Il rappelle par écrit à l'URD le respect des précautions particulières de sécurité à satisfaire par celui-ci.

## Section 2.2. — Emplacement du dispositif de comptage

**Art. 145.** Le dispositif de comptage est placé à proximité immédiate du point d'accès.

**Art. 146.** Lors du placement, l'URD garantit que le dispositif de comptage ne sera pas soumis à des chocs, vibrations, températures extrêmes, à une humidité excessive et, en général, à tout ce qui peut lui occasionner des dommages ou des dérangements.

## Section 2.3. — Scellés

**Art. 147.** La partie métrologique du dispositif de comptage est scellée par l'instance légalement compétente.

**Art. 148.** § 1<sup>er</sup>. La connexion du dispositif de comptage au branchement est scellée par le GRD.

§ 2. Les scellés peuvent seulement être brisés ou enlevés par le GRD ou après accord écrit préalable du GRD.

*Section 2.4. — Exigences de précision*

**Art. 149.** Les exigences de précision du dispositif de comptage satisfont à la législation en vigueur dont, notamment, l'arrêté royal du 13 juin 2006 relatif aux instruments de mesure.

*Section 2.5. — Dérangements et erreurs*

**Art. 150.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve d'autres accords éventuellement stipulés dans un contrat de raccordement, le GRD veille à ce qu'un dérangement du dispositif de comptage (à l'exclusion du transfert de données) soit dépanné le plus rapidement possible.

§ 2. Si, à la suite du dérangement du dispositif de comptage, le flux de gaz est interrompu, le GRD met en œuvre tous les moyens possibles pour le rétablir.

§ 3. Si le dérangement ne peut être levé rapidement par suite d'un cas de force majeure, le GRD prend toutes les mesures nécessaires pour limiter la perte des données de mesure ou de comptage et communique à l'URD la durée probable du dérangement.

§ 4. Les dérangements affectant un dispositif de comptage utilisé pour l'attribution de certificats verts sont notifiés le plus rapidement possible à la CWaPE par le GRD.

**Art. 151.** Une erreur dans une donnée de mesure ou de comptage est considérée comme significative si elle est plus importante que ce qui est permis par les exigences de précision dont question à l'article 149.

**Art. 152.** § 1<sup>er</sup>. Un URD ou un fournisseur qui soupçonne une erreur significative dans les données de mesure ou de comptage en informe immédiatement le GRD et peut demander par écrit au GRD un contrôle du dispositif de comptage. Le GRD prévoit alors, aussi vite que possible, l'exécution d'un programme de test.

§ 2. S'il est constaté une erreur significative due, notamment, à un défaut ou une imprécision du dispositif de comptage, le GRD en recherche la cause et remédie à celle-ci aussi vite que possible. Au besoin, il procède à un étalonnage.

§ 3. Le GRD supporte les coûts liés aux actions citées au présent article, si une erreur significative peut être établie. Dans le cas contraire, ils sont à charge du demandeur, selon un tarif préalablement accepté par celui-ci.

**Art. 153.** § 1<sup>er</sup>. Un URD, ou tout intermédiaire mandaté par lui, qui soupçonne un manquement significatif par rapport aux normes ou aux conditions contractuelles concernant la pression ou le débit du gaz en informe le GRD et peut demander par écrit au GRD un contrôle par une campagne de mesure. Si le GRD ne sait déterminer l'origine du manquement ou les moyens à mettre en œuvre pour y remédier sans campagne de mesure, il fait procéder à celle-ci, d'un commun accord avec le demandeur.

§ 2. Le GRD supporte les coûts liés aux actions citées au § 1<sup>er</sup>, si l'origine du manquement lui est imputable. Dans le cas contraire, ou en l'absence de manquement avéré, ils sont à charge du demandeur, selon un tarif préalablement accepté par celui-ci.

§ 3. Un URD, ou tout intermédiaire mandaté par lui, qui soupçonne un manquement significatif par rapport aux normes ou aux conditions contractuelles concernant la qualité du gaz peut s'adresser au GRD. Le GRD prend les dispositions nécessaires, en concertation avec le fournisseur concerné ou l'entreprise de transport, pour identifier les causes probables du manquement évoqué. Le cas échéant, il relaye la plainte auprès du fournisseur concerné.

*Section 2.6. — Entretien et contrôles techniques*

**Art. 154.** Le GRD entretient le dispositif de comptage de telle manière qu'il satisfasse aux exigences du présent R.T.GAZ et à la législation en vigueur.

**Art. 155.** Le contrôle technique du dispositif de comptage répond aux prescriptions légales applicables, y compris les circulaires émanant du Service de la Métrologie du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie.

*Section 2.7. — Gestion administrative des données techniques autres que les données de mesure ou de comptage*

**Art. 156.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD est responsable du suivi et de l'archivage des données administratives qui sont exigées pour une bonne gestion des dispositifs de mesure et des contrôles légaux en vigueur (entre autres : coordonnées du fabricant, type, numéro de fabrication, année de construction).

§ 2. L'URD qui souhaite utiliser le dispositif de comptage relatif à son point d'accès dans un processus d'attribution de certificats verts, le signale au GRD. Le GRD enregistre cette information de manière à pouvoir satisfaire aux dispositions y relatives du présent R.T.GAZ.

*CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux données de mesure ou de comptage**Section 3.1. — Profils d'utilisation mesurés et calculés*

**Art. 157.** § 1<sup>er</sup>. On distingue deux sortes de profils d'utilisation :

— profils d'utilisation mesurés : ils sont établis sur base du relevé par le dispositif de comptage pour chaque période élémentaire, de la quantité de gaz prélevée ou injectée;

— profils d'utilisation calculés : ils sont établis sur base de relevés de mesure périodiques du dispositif de comptage, de données de température et de l'application d'un profil d'utilisation synthétique attribué pour chaque point d'accès.

§ 2. Pour tous les points d'accès où un profil d'utilisation mesuré est télérelevé, celui-ci sert de base au processus d'allocation/réconciliation visé à la section 3.6 du présent titre.

§ 3. Lorsque les profils d'utilisation mesurés ne sont pas disponibles, les profils d'utilisation calculés sont d'application.

**Art. 158.** Pour les clients dont la consommation est estimée par des profils d'utilisation calculés, le fournisseur organise, en concertation avec l'affréteur auquel il est lié, l'injection de gaz correspondant à la consommation qui résulte de l'utilisation pertinente des profils d'utilisation calculés disponibles et de sa meilleure connaissance du profil d'utilisation réel de ses clients. Il prend les mesures nécessaires pour que cette connaissance lui permette de respecter ses obligations en matière d'équilibre du réseau de distribution, telles que définies à l'article 125, sans préjudice des dispositions applicables au réseau de transport en vertu du Code de réseau découlant de la législation fédérale, notamment en matière de tolérance d'équilibrage.

*Section 3.2. — Dispositions particulières relatives au profil d'utilisation mesuré*

**Art. 159.** § 1<sup>er</sup>. Pour les dispositifs de comptage relatifs aux points d'accès de raccordements existants d'une utilisation annuelle supérieure à un million de m<sup>3</sup>(n), le profil d'utilisation doit être enregistré par télérelève.

§ 2. Pour des dispositifs de comptage relatifs à de moindres utilisations, le GRD peut, éventuellement sur demande de l'URD ou du fournisseur et selon des modalités à convenir, installer l'enregistrement par télérelève. Dans ce cas, l'URD et le GRD concluent toujours un contrat de raccordement relatif au point d'accès concerné.

§ 3. Après avis de la CWaPE, le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions peut modifier le critère défini au § 1<sup>er</sup>, en vue d'augmenter le nombre de points d'accès concernés.

**Art. 160.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'implantation de nouveaux ouvrages de raccordement, avec une utilisation annuelle supérieure à un million de m<sup>3</sup>(n) ou leur adaptation, le GRD place au point d'accès un dispositif de comptage avec enregistrement par télérelève.

§ 2. Après avis de la CWaPE, le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions peut modifier le critère défini au § 1<sup>er</sup>, en vue d'augmenter le nombre de points d'accès concernés.

**Art. 161.** Dans le cas où l'URD choisit plusieurs fournisseurs simultanément, son profil d'utilisation doit être enregistré par télérelève.

**Art. 162.** § 1<sup>er</sup>. La collecte des données de mesure ou de comptage est faite en conformité avec le protocole de communication établi par le GRD.

§ 2. Une période élémentaire telle que définie à l'article 136 est reliée à la journée gazière. La première période d'une journée débute donc à 6 heures, heure locale.

§ 3. L'écart de temps en valeur absolue mesuré entre le début (ou la fin) d'une période élémentaire telle que considérée par le dispositif de comptage, et le début (ou la fin) de cette même période élémentaire comptée à partir de la référence de temps absolu utilisée ne peut excéder 10 secondes.

**Art. 163.** Dans le respect des dispositions du contrat de raccordement, le dispositif de comptage enregistre par période de mesure les données suivantes :

- l'identification de la période de mesure;
- la quantité de gaz prélevée et/ou injectée.

**Art. 164.** Pour rendre possible la télérelève du dispositif de comptage, le GRD, sur base de critères technico-économiques, veille à la réalisation de la liaison de télécommunication la plus appropriée.

*Section 3.3. — Dispositions particulières relatives au profil d'utilisation calculé*

**Art. 165.** § 1<sup>er</sup>. Les points d'accès d'une capacité supérieure ou égale à 160 m<sup>3</sup>(n) par heure et ne rentrant pas dans les catégories visées aux articles 159 et 160 sont relevés mensuellement.

§ 2. Les points d'accès d'une capacité inférieure à 160 m<sup>3</sup>(n) par heure sont relevés annuellement, sauf accord spécifique entre l'URD et le GRD.

§ 3. La consommation, ou le cas échéant l'injection, des points d'accès visés au § 2 est déterminée par le GRD lors de chaque changement de fournisseur ou de client, et dans tous les cas, 12 mois après le dernier relevé de compteur. Le compteur est également relevé physiquement par le GRD au moins une fois au cours d'une période de 24 mois, pour autant qu'il ait accès au dispositif de comptage.

**Art. 166.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD attribue à chaque point d'accès non visé aux articles 159 et 160 un profil d'utilisation synthétique correspondant au mieux à la catégorie d'URD concernée.

§ 2. Le profil d'utilisation synthétique visé au § 1<sup>er</sup> impute une fraction du prélèvement/de l'injection annuel(le) à chaque période élémentaire visée à l'article 136.

§ 3. L'établissement des profils d'utilisation synthétique est réalisé d'un commun accord par l'ensemble des GRD et soumis à la CWaPE ainsi qu'aux fournisseurs et affréteurs, avec un commentaire sur les hypothèses prises en considération.

§ 4. Un nombre suffisant de profils d'utilisation synthétiques sont définis en vue de permettre une évaluation acceptable des flux de gaz.

§ 5. Les profils d'utilisation synthétiques sont réajustés annuellement sur base du relevé des données de mesure ou de comptage.

*Section 3.4. — Traitement des données de mesure ou de comptage*

**Art. 167.** Sur base, notamment, des données reçues de l'entreprise de transport, le GRD détermine la conversion de la quantité de gaz en énergie (kWh) avec le degré de précision requis par les règlements et normes en vigueur.

**Art. 168.** Le GRD convertit les données visées à l'article 163 sous forme électronique et leur ajoute les données suivantes :

- l'identification du point d'accès;
- la localisation du dispositif de comptage;
- l'identification du fournisseur et, s'il échet, de l'affréteur.

**Art. 169.** Le traitement des données doit se faire de manière telle que le degré de précision de ces données, visé à l'article 167, ne soit pas affecté.

*Section 3.5. — Données indisponibles ou non fiables*

**Art. 170.** § 1<sup>er</sup>. Si le GRD ne peut pas disposer de données de mesure ou de comptage réelles ou lorsqu'il juge que les résultats disponibles sont erronés ou non fiables, les résultats de mesure ou de comptage concernés sont remplacés dans le processus de validation par des valeurs équitables, sur base de critères objectifs et non discriminatoires. Lorsqu'elles concernent un dispositif de comptage utilisé pour l'attribution de certificats verts, le GRD communique et justifie ces valeurs à l'URD et à la CWaPE.

§ 2. Les données non fiables ou erronées sont corrigées sur base d'une ou plusieurs procédures d'estimation telles que :

- les données redondantes;
- les autres données que l'URD concerné a à disposition;
- la comparaison avec des données d'une période considérée comme équivalente.

§ 3. Si, lors de la validation des données de mesure ou de comptage, il apparaît qu'un relevé physique supplémentaire de compteur s'impose, les délais, visés aux sections 3.7 et 3.8 du présent Code et relatifs à la transmission des données validées, sont d'application à partir du jour de ce relevé supplémentaire.

**Art. 171.** Le cas échéant, après application des dispositions de l'article 170, le GRD peut réaliser sur les données de mesure ou de comptage toute forme de contrôle qu'il considère utile, en vue de leur validation effective.

#### Section 3.6. — Allocation et réconciliation

**Art. 172.** § 1<sup>er</sup>. Par station de réception agrégée et par période élémentaire, est calculée une quantité résiduaire de gaz (ci-après "résidu") définie comme étant la différence entre la quantité mesurée de gaz, injectée dans le réseau de distribution et l'estimation de quantité obtenue en totalisant les quantités résultant des profils d'utilisation mesurés et calculés. Ce résidu est alloué, par station de réception agrégée et par période élémentaire, aux fournisseurs, au prorata de la somme des profils d'utilisation calculés de leurs URD respectifs, conformément à la méthodologie d'allocation admise par la CWaPE.

§ 2. Tenant compte des résultats de l'allocation du résidu, le GRD alloue à chaque fournisseur, par station de réception agrégée et par période élémentaire, l'énergie fournie à ses URD.

**Art. 173.** L'allocation de l'énergie entre les fournisseurs, visée à l'article 172, doit être corrigée mensuellement sur base des utilisations réelles relevées aux points d'accès pendant ce mois, conformément à la méthodologie de réconciliation mensuelle admise par la CWaPE.

**Art. 174.** La réconciliation définitive d'un mois s'effectue par station de réception agrégée au plus tard quinze mois après ce mois. A cette occasion, le résidu final de ce mois est déterminé conformément à la méthodologie de réconciliation définitive admise par la CWaPE. Ce résidu final est à charge des GRD concernés.

#### Section 3.7. — Données de mesure ou de comptage à mettre à disposition dans le cas de profils d'utilisation mesurés

**Art. 175.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met à la disposition de chaque fournisseur pour tous les points d'accès le concernant, le plus vite possible et au plus tard endéans l'heure suivant la période élémentaire de prélèvement/injection, les données de mesure ou de comptage non validées relatives à la période élémentaire concernée, par point d'accès.

§ 2. Mensuellement, le GRD met les données de mesure ou de comptage validées, par période élémentaire, à la disposition de chaque fournisseur pour tous les points d'accès le concernant, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit le mois concerné.

**Art. 176.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met, le plus vite possible et au plus tard endéans l'heure suivant la période élémentaire de prélèvement/injection, les données de mesure ou de comptage non validées, par période élémentaire, regroupées par fournisseur et par station de réception agrégée à la disposition des affréteurs. Le GRD met à la disposition de l'entreprise de transport concernée, le plus vite possible et au plus tard endéans l'heure suivant la période élémentaire du prélèvement/injection, par point d'accès, les données de mesure ou de comptage non validées, avec la mention des affréteurs concernés.

§ 2. Chaque mois le GRD met à la disposition des affréteurs les données de mesure ou de comptage validées regroupées par fournisseur et par station de réception agrégée, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant, avec la mention des affréteurs concernés. Chaque mois le GRD met à la disposition de l'entreprise de transport concernée les données de mesure ou de comptage du mois précédent, validées, par période élémentaire et par point d'accès, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant.

#### Section 3.8. — Données de mesure ou de comptage, d'allocation et de réconciliation à mettre à disposition dans le cas de profils de consommation calculés

**Art. 177.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met à la disposition de chaque fournisseur des données de mesure ou de comptage validées pour tous les points d'accès le concernant, qui sont relevées mensuellement, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable suivant le relevé. Le GRD doit toujours mentionner la date du relevé.

§ 2. Le GRD met à la disposition de chaque fournisseur des données de mesure ou de comptage validées pour tous les points d'accès le concernant et qui sont relevées annuellement, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable suivant le relevé. Le GRD doit toujours mentionner la date du relevé.

**Art. 178.** Le GRD met à la disposition du fournisseur les données d'allocation, visées à l'article 172, par période élémentaire, pour les points d'accès le concernant dans les quarante jours ouvrables suivant le mois concerné.

**Art. 179.** Le GRD met à la disposition des affréteurs, dans les quarante jours ouvrables suivant le mois concerné, les données d'allocation du mois écoulé, par période élémentaire, regroupées par fournisseur et par station de réception agrégée les concernant. Le GRD met également à la disposition de l'entreprise de transport concernée, dans les quarante jours ouvrables suivant le mois concerné, les données d'allocation du mois, par période élémentaire, regroupées par affréteur et par station de réception agrégée.

**Art. 180.** A partir du 1<sup>er</sup> avril 2008, le GRD met au plus tard le 30<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit un mois déterminé, à la disposition du fournisseur, les données de réconciliation par station de réception agrégée, pour les points d'accès le concernant, qui ont été relevés au cours de ce mois. Il met cette information également à la disposition des parties impliquées dans cette réconciliation.

**Art. 181.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met à disposition de l'entreprise de transport, au plus tard trois jours ouvrables avant la fin du mois, le total des consommations annuelles et mensuelles standard par station de réception agrégée, par type de profil d'utilisation synthétique et par affréteur.

§ 2. Le GRD met à disposition des affréteurs, au plus tard trois jours ouvrables avant la fin du mois, le total des consommations annuelles et mensuelles standard par station de réception agrégée, par type de profil d'utilisation synthétique et par fournisseur.

§ 3. Le GRD met à disposition des fournisseurs, au plus tard trois jours ouvrables avant la fin du mois, le total des consommations annuelles et mensuelles standard par station de réception agrégée et par type de profil d'utilisation synthétique.

**Art. 182.** Les résultats de la réconciliation définitive d'un mois, visée à l'article 174, comprenant au moins la quantité totale d'énergie injectée dans le réseau de distribution, la quantité totale d'énergie consommée et le résidu final du mois considéré, sont transmis à la CWaPE avant la fin du quinzième mois suivant le mois considéré, accompagnés d'une note de synthèse explicative.

#### Section 3.9. — Données historiques

**Art. 183.** § 1<sup>er</sup>. Chaque URD ou tout intermédiaire mandaté par lui peut obtenir au maximum une fois par an ses données de consommation relatives aux trois dernières années, gratuitement, sur simple demande, auprès du GRD, moyennant communication de son code EAN.

§ 2. Les données de consommation visées au § 1<sup>er</sup> doivent être mises à la disposition du demandeur par le GRD, au plus tard vingt jours ouvrables après la demande, à condition que l'URD concerné ait été actif au même point d'accès pendant la période de référence, et pour autant que les données soient disponibles.

§ 3. Les informations doivent être classées de manière claire et uniforme, par code EAN et par période, selon un format convenu de commun accord par les GRD et reprenant :

- pour les URD télérelevés, la consommation par période élémentaire;
- pour les URD relevés mensuellement, la consommation mensuelle, et les dates des relevés;
- pour les URD relevés annuellement la consommation annuelle, et les dates des relevés.

**Art. 184.** Si un URD change de fournisseur, les données de consommation historiques disponibles, par période élémentaire, par mois ou par an suivant le type d'URD, sont mises gratuitement à la disposition du nouveau fournisseur. La demande de changement de fournisseur fait en même temps office de demande de mise à disposition des données de consommation historiques, à moins que l'URD concerné refuse ceci au moyen d'une communication écrite adressée au GRD.

#### Section 3.10. — Stockage, archivage et sécurisation des données

**Art. 185.** Le GRD compile aussi bien les données de mesure ou de comptage non traitées que celles éventuellement modifiées sur un support d'information non éphémère.

**Art. 186.** Le GRD archive les données visées à l'article 185 pendant une période d'au moins cinq ans.

**Art. 187.** § 1<sup>er</sup>. Les données de mesure ou de comptage gérées de manière centralisée par le GRD sont, en conformité avec les dispositions légales d'application en la matière, sécurisée contre leur consultation par des tiers.

§ 2. Sans préjudice des droits d'usage nécessaires au GRD pour l'accomplissement de ses missions, l'URD est propriétaire des données de mesure et de comptage relatives aux points d'accès le concernant. Il en détient librement tous les droits d'usage et d'exploitation.

#### Section 3.11. — Plaintes et rectifications

**Art. 188.** Les données de mesure ou de comptage peuvent seulement être contestées par les parties directement concernées ainsi que par la CWaPE, notamment dans le cadre de la procédure d'attribution de certificats verts. Une demande de rectification n'est recevable que si le GRD en a été informé soit par écrit, au plus tard un mois après la mise à disposition du plaignant, des données conformément aux sections 3.7 et 3.8 du présent Code, soit suivant le protocole défini à l'article 8.

**Art. 189.** Sauf mauvaise foi, une rectification des données de mesure ou de comptage (et de la facturation qui en découle) ne peut se rapporter à une période de plus de 24 mois précédant le dernier relevé des compteurs.

### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

**Art. 190.** § 1<sup>er</sup>. Les fréquences de comptage en vigueur au moment de la parution du présent R.T.GAZ et qui ne seraient pas conformes aux dispositions de l'article 165 peuvent rester inchangées aussi longtemps que les parties n'émettent pas de demande de mise en conformité.

§ 2. Pendant la période où les profils d'utilisation mesurés ne sont pas disponibles, les allocations et réconciliations sont effectuées sur base des profils d'utilisation calculés, établis d'un commun accord entre les parties.

**Art. 191.** Si l'URD ou le fournisseur souhaite que la non-conformité visée à l'article 190 soit levée dans un délai plus court, il doit s'adresser au GRD. Celui-ci jugera sur base de critères objectifs et non discriminatoires si l'adaptation demandée peut être réalisée et à quelles conditions. En cas d'évaluation positive, le GRD réalisera l'adaptation.

## TITRE VI. — Code de collaboration

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Art. 192.** Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires ainsi que des compétences de la CREG, le Code de collaboration s'applique aux relations entre GRD dont les réseaux sont interconnectés et entre un GRD et l'entreprise de transport au réseau de laquelle le réseau du GRD est raccordé.

### CHAPITRE II. — Connexion d'un réseau de distribution au réseau de transport

**Art. 193.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD conclut avec l'entreprise de transport à laquelle son réseau est connecté, une convention de collaboration qui définit entre autres les droits, obligations et responsabilités respectifs ainsi que les procédures en rapport avec tous les aspects de l'exploitation qui peuvent avoir une influence sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des réseaux ou des ouvrages de raccordement, installations des URD concernés ou sur la confidentialité des données échangées.

§ 2. La convention de collaboration reprend les accords entre le GRD et l'entreprise de transport relativement à tous les points d'accès et aux stations de réception qui y sont installées. La convention de collaboration contient au moins les éléments suivants pour chaque station de réception :

- le propriétaire de la station;
- l'exploitant technique de la station;
- la capacité installée et les modalités pour adapter celle-ci;
- la capacité mise à disposition par l'entreprise de transport ainsi que les pressions minimum et maximum et températures minimum et maximum du gaz fourni;
- les limites, le mode et la fréquence d'échange des valeurs du contenu énergétique par unité de volume de gaz;
- les flux d'informations entre parties et leur fréquence;
- les services à fournir par les parties.

§ 3. Le texte de chaque convention de collaboration relative à un réseau situé au moins partiellement en Région wallonne, ainsi que de tout avenant ultérieur à cette convention, est communiqué à la CWaPE préalablement à son entrée en vigueur.

**Art. 194.** Tout renforcement ou toute extension d'une station de réception existante sont décidés conjointement par le GRD et l'entreprise de transport à laquelle son réseau est connecté, sur base de critères technico-économiques et d'un souci de développement optimal des réseaux concernés. Ces renforcements ou extensions font l'objet d'avenants à la convention de collaboration.

**Art. 195.** § 1<sup>er</sup>. A la demande d'un GRD ou de l'entreprise de transport, plusieurs stations de réception alimentant un ou plusieurs réseaux de distribution peuvent être regroupées, après concertation et accord entre les GRD et l'entreprise de transport concernée, en une station de réception fictive qui prend le nom de "station de réception agrégée".

§ 2. Lorsqu'une station de réception agrégée approvisionne plusieurs réseaux de distribution, les GRD concernés peuvent désigner d'un commun accord et en accord avec l'entreprise de transport, le GRD qui en coordonnera la gestion. Celui-ci prend le vocable de "lead GRD".

§ 3. Chaque GRD est responsable pour la transmission de l'information concernant le comptage, comme définie dans le présent R.T.GAZ, aux fournisseurs actifs aux points d'accès sur son réseau de distribution.

§ 4. Les GRD dont le réseau ou une partie du réseau est approvisionné par une station de réception agrégée, visée au § 2, fournissent en temps utile au moins les informations définies dans le présent R.T.GAZ soit à l'entreprise de transport, soit au lead GRD qui coordonne la gestion de cette station de réception agrégée; ils restent responsables de la qualité des informations fournies. Le lead GRD qui coordonne la gestion de la station agrégée transmettra à l'entreprise de transport les informations qu'il a reçues de chacun des GRD alimentés par celle-ci.

**Art. 196.** Les GRD et l'entreprise de transport déterminent, de façon concertée, la manière et la fréquence avec lesquelles les informations relatives notamment au contenu énergétique du gaz par unité de volume et aux prévisions de prélèvement, relatives aux stations de réception agrégées ou non, sont échangées; ils en font mention dans la convention de collaboration.

**Art. 197.** Les prélèvements ou injections sur base horaire des URD sont supposés être effectués au même moment à la station de réception.

### CHAPITRE III. — *Interconnexions des réseaux de distribution*

**Art. 198.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les GRD connectent entre eux leurs réseaux, les installations au point d'interconnexion doivent :

- répondre aux dispositions légales et réglementaires qui sont d'application pour les canalisations de distribution de gaz naturel;
- être pourvues des dispositifs de coupure et des équipements nécessaires afin de pouvoir gérer les flux sur chacun des réseaux en toutes circonstances.

§ 2. Pour chaque point d'interconnexion, une convention de collaboration contenant toutes les dispositions opérationnelles est conclue entre les GRD concernés.

**Art. 199.** Par dérogation à l'article 134, les GRD interconnectés décident de commun accord de la nécessité d'installer un dispositif de comptage au point d'interconnexion, ainsi que de la manière de déterminer les quantités d'énergie au départ des flux de gaz naturel et de mettre ces données à disposition.

### TITRE VII. — *Disposition finale*

**Art. 200.** L'arrêté du gouvernement wallon du 18 novembre 2004 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci est abrogé au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

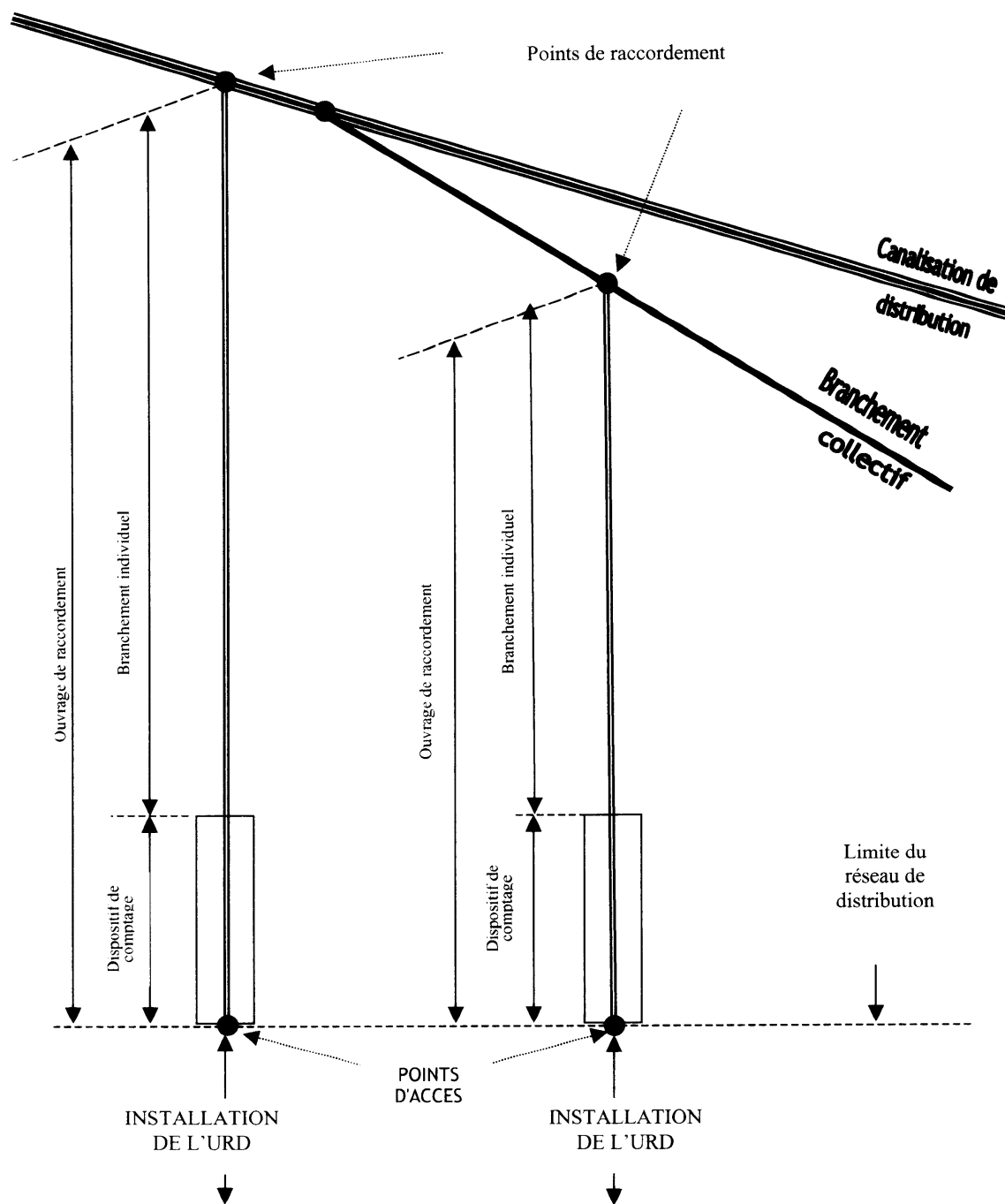
**Art. 201.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 202.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Annexe I<sup>re</sup> : Schéma d'un ouvrage de raccordement

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 12 juillet 2007 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution et l'accès à ceux-ci.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3555

[2007/202552]

**12. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Revision der technischen Regelung für den Betrieb der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 14, 16, 17 und 29;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2004 über die technische Regelung für die Verwaltung der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen;

Aufgrund der am 21. März 2007 an die europäische Kommission gerichteten Mitteilung Nr. 207-0162-B;

Aufgrund des am 5. Juni 2007 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 42.781/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**TITEL I — Allgemeine Bestimmungen****KAPITEL I — Allgemeines***Abschnitt 1.1. — Gesetzlicher Rahmen und Definitionen*

**Artikel 1** - Die technische Regelung in Sachen Gasversorgung in der Wallonischen Region (weiter unten R.T.GAZ-Regelung genannt) ist in Anwendung von Artikel 14 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts in der Wallonischen Region erstellt worden und enthält die Vorschriften und Regeln bezüglich des Betriebs des Versorgungsnetzes und des Zugangs zu diesem Netze.

**Art. 2** - Die in Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts in der Wallonischen Region angeführten Definitionen sowie diejenigen, die in Artikel 1 4° bis 8° des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 1971 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen angeführt sind, sind auf die vorliegende R.T.GAZ-Regelung anwendbar; für die Anwendung der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung gelten im übrigen folgende Definitionen:

1° Zugang: das Recht, Gas an einer oder mehreren Zugangsstellen einzuspeisen oder zu entnehmen, einschließlich der Benutzung des Versorgungsnetzes;

2° Befrachter: Jede natürliche oder juristische Person, die einen Beförderungsvertrag mit dem Transportunternehmen abgeschlossen hat;

3° Zuteilung: Verfahren zur Vergabe der Energiemengen an die verschiedenen Versorger und Befrachter, pro wie in Artikel 136 der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung bestimmte Grundperiode;

4° Gerät zur Umwandlung von Volumen: Gerät, das die durch den Gaszähler unter seinen eigenen Betriebsbedingungen gemessenen Volumen in entsprechende Volumen unter den normalen Druck- und Temperaturbedingungen umwandelt;

5° ARGB: Abkürzung für "Association royale des Gaziers belges" (Königliche Vereinigung der belgischen Gaswirtschaft);

6° Gemeinschaftsanschluss: dem Versorgungsnetz angehörende Rohrleitung, die die Versorgungsleitung mit mehreren individuellen Anschlüssen verbindet;

7° individueller Anschluss: dem Versorgungsnetz angehörende Rohrleitung, die die Versorgungsleitung oder den Gemeinschaftsanschluss mit der Zählvorrichtung einer Zugangsstelle verbindet;

8° Versorgungsleitung: jegliche Rohrleitung des Versorgungsnetzes, die zum Transport des Gases in diesem Netz dient und an die die individuellen Anschlüsse und die Gemeinschaftsanschlüsse angeschlossen sind;

9° Anschlusskapazität: die im Anschlussvertrag angegebene und in m<sup>3</sup>(n) pro Stunde ausgedrückte maximale Kapazität, die dem URD zur Verfügung steht;

10° gezeichnete Kapazität: für die ferngelesenen URD, die im Zugangsvertrag stehende Kapazität pro Stunde; für die nicht ferngelesenen URD, die Kapazität pro Stunde, die sich aus dem Verbrauchsprofil ergibt und die im Zugangsvertrag erteilt wird;

11° Zählung: Registrierung - mittels einer Zählvorrichtung - der während eines bestimmten Zeitraums eingespeisten bzw. entnommenen Gasmenge;

12° Zugangsvertrag: der gemäß der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung zwischen einem Versorger und dem Betreiber des Versorgungsnetzes abgeschlossene Vertrag, der die gegenseitigen Rechte, Pflichten und Verantwortungen sowie die Bedingungen für den Zugang zu dem Versorgungsnetz beinhaltet;

13° Beförderungsvertrag: Vertrag, der einen Befrachter mit dem Transportunternehmen für Dienstleistungen in Sachen Beförderung auf dem Transportnetz verbindet und die Einspeisung von Gas an einer oder mehreren Zugangsstellen des Transportnetzes und die Entnahme an einem oder mehreren Entnahmepunkten dieses Netzes nach sich zieht;

14° Anschlussvertrag: der gemäß der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung zwischen einem Benutzer des Versorgungsnetzes und einem Betreiber des Versorgungsnetzes abgeschlossene Vertrag, der deren Bestimmungen in Bezug auf die gegenseitigen Rechte, Pflichten und Verantwortungen bezüglich eines bestimmten Anschlusses sowie die einschlägigen technischen Bestimmungen für den Anschluss der Anlagen beinhaltet und ergänzt. Der Anschlussvertrag besteht aus den allgemeinen Anschlussbedingungen, die gegebenenfalls um die Sonderbedingungen ergänzt werden;

15° Zusammenarbeitsvereinbarung: zwischen dem Transportunternehmen und einem Betreiber eines Versorgungsnetzes oder zwischen Betreibern von Versorgungsnetzen abgeschlossene Vereinbarung, die alle Rechte und Pflichten der Vertragsparteien enthält, um den Zugang der Benutzer des Versorgungsnetzes zu den Netzen sowie ein wirksames Funktionieren des liberalisierten Marktes unter Beachtung der Aufgaben und Vorrechte eines jeden zu gewährleisten;

- 16° Dekret: das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts in der Wallonischen Region;
- 17° Antrag auf Zugang: Antrag auf Zugang zu dem Versorgungsnetz gemäß der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung;
- 18° EAN-GLN: European Article Number/Global Location Number (13-stelliges numerisches Feld zur eindeutigen Identifikation eines Marktteilnehmers);
- 19° EAN-GRSN: European Article Number/Global Service Related Number (18-stelliges numerisches Feld zur eindeutigen Identifikation einer Zugangsstelle);
- 20° Zählvorrichtung: alle Geräte, die zur Messung und/oder zur Zählung einer Gasmenge an einer bestimmten Zugangsstelle bestimmt sind; sie enthält die Zähler und eventuell die Messgeräte und die Vorrichtungen zur Umwandlung von Volumen;
- 21° SYNERGRID: Verband der Betreiber von Strom- und Gasnetzen in Belgien;
- 22° mit dem Erdgas kompatibles Gas: Gas, das kein Erdgas ist und das man technisch gesehen in das Versorgungsnetz des Erdgases einspeisen und verteilen kann, dies unter Einhaltung der geltenden Sicherheitsregeln und im Hinblick auf eine Verwendung unter den gleichen Bedingungen wie sie für Erdgas üblich sind;
- 23° GRD: Abkürzung für "gestionnaire de réseau de distribution" (Betreiber eines Versorgungsnetzes), so wie in Artikel 2 des Dekrets bestimmt
- 24° Einspeisung: das Einspeisen von Gas in ein Gasversorgungsnetz;
- 25° zugelassener Installateur: der Installateur, der gemäß der Regelung zugelassen ist, die vom Zulassungsrat erstellt worden ist, der aus Vertretern von belgischen Berufsorganisationen besteht, die aus den Installateuren von Erdgasanlagen, der Königlichen Vereinigung der belgischen Gaswirtschaft und den für die Energie und den Verbraucherschutz zuständigen Föderalministern oder -staatssekretären zusammengesetzt sind;
- 26° Anlage des URD: die Rohrleitungen, das Zubehör und die Maschinen für die Anwendungen des Erdgases, die nach dem Entnahmepunkt oder vor der Einspeisungspunkt des URD angeschlossen sind;
- 27° Anlage, die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes ist: jegliche Ausrüstung, die nicht zum Versorgungsnetz gehört, deren Verwendung aber die Funktionsfähigkeit des Versorgungsnetzes oder die Anlagen eines anderen bzw. anderer URD auf nicht geringfügige Weise beeinflusst;
- 28° Werktag: jeder Wochentag, außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen;
- 29° Gastag: Zeitraum von 24 Stunden, der um 6:00 Uhr am entsprechenden Kalendertag anfängt und um 6:00 Uhr am folgenden Kalendertag endet;
- 30° zugelassene Prüfeinrichtung: Prüfeinrichtung, die Inhaberin einer BELAC-Akkreditierung (durch den Königlichen Erlass vom 31. Januar 2006 zur Einrichtung des BELAC-Systems zur Akkreditierung der Bescheinigungs- und Prüfstellen) für die Kontrolle der inneren Erdgasanlagen ist und die durch den Zulassungsrat anerkannt ist;
- 31° Anschlussvorrichtung: Gesamtheit der Ausrüstungen, die den Anschluss und die Zählvorrichtung bilden, die ein URD und das Versorgungsnetz verbinden;
- 32° Zugangsstelle: ein Einspeisungs- oder Entnahmepunkt;
- 33° Messstelle: die Ortslage der Stelle, wo die Messvorrichtung mit der Rohrleitung, in der der Gasstrom zirkuliert, verbunden ist;
- 34° Einspeisungspunkt: die Ortslage der Stelle, wo das Gas in das Versorgungsnetz am Eingang des Zählers eingespeist wird;
- 35° Entnahmepunkt: die Ortslage der Stelle, wo das Gas aus dem Versorgungsnetz am Ausgang des Gaszählers entnommen wird;
- 36° Anschlussstelle: die Ortslage der Stelle, wo der individuelle Anschluss an die Versorgungsleitung oder an den Gemeinschaftsanschluss angeschlossen ist;
- 37° Verbindungsstelle: die von Betreibern von Versorgungsnetzen untereinander vereinbarte physische Stelle, an der die Verbindung ihrer jeweiligen Netze untereinander stattfindet;
- 38° Entnahme: das Entnehmen von Gas aus einem Gasversorgungsnetz;
- 39° jährliches Benutzungsprofil: Serie von Angaben, von denen jede eine Grundperiode betrifft und anhand welcher die entnommene bzw. eingespeiste Gasmenge für diese gemessen bzw. geschätzt wird;
- 40° synthetisches Benutzungsprofil: jährliches Benutzungsprofil, das auf eine Kategorie von Endabnehmern ohne Fernablesung anwendbar ist und aus einer Serie von Teilbeträgen des jährlichen Verbrauchs besteht, die jeder in Artikel 136 definierten Grundperiode zugeteilt werden, und statistisch bestimmt wird; es wird gewöhnlich SLP (für "synthetic load profile" genannt);
- 41° Anschluss: das Einrichten einer Anschlussvorrichtung;
- 42° Empfehlungen der ARGB: die von der "Association royale des Gaziers belges" gemäß den Regeln der Technik festgesetzten Vorschriften;
- 43° Ausgleichung: Abrechnung zwischen den betroffenen Netzbenutzern auf der Grundlage der Differenz zwischen den zugeordneten und tatsächlich gemessenen Energiemengen;
- 44° Zugangsregister: von dem Betreiber eingerichtetes und geführtes Register der Zugangsstellen zu dem betroffenen Versorgungsnetz, in welchem je Zugangsstelle mindestens die in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung angeforderten Merkmale bestimmt werden;
- 45° gekoppeltes Netz: jegliches Gefüge von mit einander verbundenen Netzen;
- 46° Aufnahmestation: Station zur Einspeisung von Erdgas ab einem Transportnetz in ein Versorgungsnetz;
- 47° aggregierte Aufnahmestation: fiktive Aufnahmestation, wo die Funktion von mehreren realen Aufnahmestationen zusammengefügt ist;
- 48° anwendbarer Tarif: durch den Betreiber des Versorgungsnetzes veröffentlichter Tarif, so wie er zuvor durch die für den betroffenen Dienst zuständige Behörde genehmigt bzw. auferlegt worden ist;
- 49° gleichwertige Temperatur: Temperatur, die der Summe von 60 Prozent der durchschnittlichen täglichen Temperatur des betroffenen Tages, von 30 Prozent der durchschnittlichen täglichen Temperatur des vorigen Tages und von 10 Prozent der durchschnittlichen täglichen Temperatur des zweitletzten Tages entspricht;
- 50° durchschnittliche tägliche Temperatur: Temperatur, die dem arithmetischen Mittel der in Uccle zwischen 6 Uhr am betroffenen Tag und 6 Uhr am folgenden Tag festgestellten Temperaturen entspricht;

51° UN/EDIFACT: Abkürzung für: "United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading";

52° Produktionseinheit: physische Einheit, die Gas produziert;

53° URD: Abkürzung für "utilisateur du réseau de distribution" (Benutzer des Versorgungsnetzes), so wie in Artikel 2 11 4° des Dekrets definiert.

**Art. 3** - Falls nicht anders angegeben, laufen die in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung erwähnten Fristen von Mitternacht bis Mitternacht. Sie beginnen am Werktag, der auf den Tag der amtlichen Zustellung oder in Ermangelung einer solchen Zustellung auf die Zurkenntnisnahme des Ereignisses, das sie veranlasst, folgt.

#### *Abschnitt 1.2 — Aufgaben und Verpflichtungen des GRD*

**Art. 4** - § 1 - In dem Gebiet, für welches er bezeichnet ist, führt der GRD die Aufgaben und Verpflichtungen aus, für die er aufgrund des Dekrets und seiner Durchführungserlasse zuständig ist. Er sichert die Gasversorgung, überwacht und unterhält sein Versorgungsnetz und stellt notfalls die Sicherheit, die Zuverlässigkeit und die Wirksamkeit des besagten Netzes wieder her. Nur er hat die Zulassung, eventuell durch Heranziehung von Subunternehmern aber unter seiner alleinigen Verantwortung, um sein Versorgungsnetz und insbesondere die Anschlussvorrichtungen, die es enthält, einzurichten, zu vergrößern, abzuändern, zu verstärken, außer Dienst zu setzen, zu entfernen, zu bewegen, zu reparieren, zu unterhalten und zu betreiben.

§ 2 - Der GRD bestimmt die nötigen und der richtigen Durchführung seiner Aufgaben angemessenen Mittel und versieht sich damit. Er setzt alle geeigneten Mittel ein, die die Benutzer des Netzes berechtigterweise von ihm erwarten können und die unter Berücksichtigung der besonderen Lage vernünftigerweise erzielt werden können.

§ 3 - Unbeschadet der gesetzlichen Vorschriften und der Bestimmungen der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung beachtet und wendet der GRD die Vorschriften an, die in den Empfehlungen der "ARGB" erwähnt werden oder jede andere gleichwertige Vorschrift.

**Art. 5** - § 1 - Der GRD setzt alle vernünftigerweise erforderlichen Mittel ein, um die Sicherheit der Personen und der Güter zu jeder Zeit zu gewährleisten und um für die Integrität des Netzes zu sorgen.

§ 2 - Der GRD sorgt für einen 24 Stunden am Tage funktionierenden Bereitschaftsdienst, der fähig ist:

— die Notrufe in Empfang zu nehmen und effizient zu behandeln;

— einen dringenden Eingriff mit einem genügenden Fachkundigkeits- und Effizienzniveau vorzunehmen, um die in § 1 erwähnten Garantien zu gewährleisten.

Dieser Bereitschaftsdienst steht im Verhältnis zum abgedeckten Gebiet und zur Größe des Risikos.

§ 3 - Im Falle einer nicht geplanten Abschaltung des Versorgungsnetzes muss sich der GRD an Ort und Stelle mit den geeigneten Mitteln befinden, um innerhalb von zwei Stunden nach dem Anruf des URD oder der Zurkenntnisnahme des Problems mit den Reparaturarbeiten zu beginnen. Diese Arbeiten werden gewissenhaft bis zur Wiederherstellung der normalen Situation durchgeführt.

§ 4 - Insbesondere wenn der GRD über eine risikoreiche Situation, über Gasgerüche oder ein festgestelltes Leck informiert wird, schickt er fristlos an Ort und Stelle die angemessenen Mittel, um alle für die Aufrechterhaltung oder die Wiederherstellung der Sicherheit der Personen und Güter notwendigen Maßnahmen zu treffen. In dieser Hinsicht kooperiert er mit den anderen betroffenen Notdiensten.

§ 5 - Der GRD sorgt dafür, dass sein Personal die zur guten Durchführung seiner Aufgaben notwendige Ausbildung erhält, dies ganz besonders, was die mit der Sicherheit und den Betriebsbedingungen seines Netzes verbundenen Aspekte betrifft.

§ 6 - Der GRD beteiligt sich an der Ausbildung der Notdienste, die es wünschen, und hält ihnen ständig genug Information über die mit dem Gas verbundenen Techniken und die Lage seines Netzes zur Verfügung.

§ 7 - Der GRD aktualisiert die Pläne und Schemen des Netzes und sorgt für die strenge Einhaltung der föderalen und regionalen Gesetzgebung in Sachen Sicherheit bei der Betreuung der Versorgungsnetze, insbesondere, was den Informationsaustausch betrifft.

**Art. 6** - § 1 - Der GRD übermittelt der CWaPE ("Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie) jährlich vor dem 31. März einen Bericht, in dem er die Qualität seiner Dienstleistungen während des abgelaufenen Kalenderjahres beschreibt.

§ 2 - Dieser Bericht beschreibt:

— die Qualität der erbrachten Dienstleistungen und gegebenenfalls die Verstöße gegen die sich aus der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung ergebenden Verpflichtungen und deren Gründe.

— Statistiken in Bezug auf:

a) die Lecks: Anzahl der von dem GRD oder auf Anruf von Dritten festgestellten Lecks, je nach Monat, Rohrleitungen oder Anschlüssen, Material, Typ und Ortslage von Defekten geordnet;

b) den Zustand des Netzes: Kilometer Rohrleitungen je nach Alterskategorie;

c) die auf dem Versorgungsnetz erfolgten Unfälle bzw. Zwischenfälle;

d) die Fristen für die Eingriffe;

e) die Dauer der geplanten und nicht geplanten Unterbrechungen und die Anzahl der betroffenen Kunden;

— eine Zusammenfassung der Ergebnisse der in Artikel 8 § 4 beschriebenen Überwachung.

§ 3 - Die CWaPE kann ein Muster für diesen Bericht erstellen und dessen Verwendung auferlegen.

## *KAPITEL II — Informationsaustausch und Vertraulichkeit*

### *Abschnitt 2.1 — Informationsaustausch*

**Art. 7** - § 1 - Jede in Ausführung der vorliegenden technischen R.T.GAZ-Regelung getätigte Notifizierung oder Mitteilung muss schriftlich und nach den in Artikel 2281 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Formen und Bedingungen erfolgen, damit eine eindeutige Identifizierung des Absenders und des Empfängers möglich ist. Unter Vorbehalt einer anderslautenden Bestimmung kann der GRD die Form der Unterlagen, in denen diese Informationen ausgetauscht werden müssen, näher bestimmen, nachdem er die CWaPE davon in Kenntnis gesetzt hat.

§ 2 - Jeder URD kann einen Dritten, ganz besonders einen Versorger bevollmächtigen, um ihn bei seinen Kontakten mit dem GRD in den in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung beschriebenen Verfahren zu vertreten. Der Bevollmächtigte muss in der Lage sein, die Gültigkeit dieser Bevollmächtigung auf einfache Anfrage des GRD zu beweisen.

§ 3 - Der GRD trifft die notwendigen organisatorischen Maßnahmen, um eine wirksame Behandlung und eine ausreichende Rückverfolgbarkeit für jeden sachgerechten Antrag eines URD oder eines Versorgers zu sichern. Wirksame Behandlung bedeutet u.a. die Verpflichtung, den Empfang zu bestätigen, eine schriftlichen Antwort mit Angabe des Sachbearbeiters und der möglichen Rechtsbehelfe zu formulieren, dies gegebenenfalls vorbehaltlich der in Sachen Öffentlichkeit der Verwaltungen anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

§ 4 - Im Notfall können Informationen mündlich ausgetauscht werden. Auf alle Fälle müssen diese mündlichen Informationen gemäß § 1 dieses Artikels schnellstmöglich bestätigt werden.

§ 5 - Der GRD teilt den URD die Rufnummer mit, unter welcher sie ihn erreichen können. Er setzt die Mittel ein, die es ihm möglich machen, innerhalb vernünftiger Fristen zu antworten und eine wirksame Behandlung der erhaltenen Informationen und Anfragen zu sichern.

**Art. 8 - § 1** - Unbeschadet des § 2 und in Abweichung von Artikel 7 werden die unter den verschiedenen betroffenen Parteien ausgetauschten gewerblichen Informationen nach einem dem Kommunikationsstandard UN/EDIFACT entsprechenden und in einem Message Implementation Guide (MIG) angegebenen Kommunikationsprotokoll elektronisch vermittelt (mit der Möglichkeit der Validierung einer Einsendung durch die Ausstellung einer Empfangsbestätigung). Dieses MIG wird unter den gesamten Netzbetreibern und den Versorgern in gegenseitigem Einvernehmen vereinbart und von diesen der CWaPE übermittelt. Mangels einer solchen Vereinbarung kann die CWaPE ein MIG auferlegen.

§ 2 - Das in § 1 erwähnte Protokoll findet keine obligatorische Anwendung für den Informationsaustausch zwischen:

1° dem GRD und einem URD, wenn ein anderes Protokoll zwischen den Parteien im Anschlussvertrag vereinbart ist;

2° dem Betreiber des Transportnetzes und einem GRD, wenn ein anderes Protokoll im gegenseitigen Einverständnis ausdrücklich vereinbart und dies der CWaPE mitgeteilt wurde;

3° einem GRD und dem Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz für eine begrenzte Anzahl Kunden im Sinne von Artikel 30 § 2 2° des Dekrets.

§ 3 - Jeder GRD und jeder Versorger muss unbeschadet des § 2 das geltende MIG auf korrekte Weise am durch die CWaPE vorgesehenen und genehmigten Datum durchführen. Er ist für jede falsche Mitteilung verantwortlich und trifft gegebenenfalls die angemessenen Korrekturmaßnahmen, damit der Netzbenutzer nicht benachteiligt wird.

§ 4 - Die Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Fristen und die Genauigkeit der mit dem MIG in Sachen Mitteilung von Zähl- und Zuteilungsdaten übereinstimmenden Botschaften, die den Versorgern und Befrachtern zugesandt werden, werden durch jeden Netzbetreiber überwacht. Die Ergebnisse je nach Versorger und Befrachter für die Gesamtheit des Marktes werden durch den Netzbetreiber monatlich jeder betroffenen Partei übermittelt. Die Art, wie überwacht und mitgeteilt wird, wird im Einvernehmen zwischen den Netzbetreibern, den Versorgern und den Befrachtern bestimmt. Besteht kein Einverständnis, so kann sie durch die CWaPE auferlegt werden. Eine Zusammenfassung für die CWaPE steht in dem in Artikel 6 erwähnten Bericht.

**Art. 9** - Unbeschadet der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen kann der GRD technische und organisatorische Maßnahmen bezüglich der auszutauschenden Informationen im Hinblick auf die Gewährleistung der Vertraulichkeit im Sinne der Artikel 13 und 14 treffen, nachdem er die CWaPE vorher davon in Kenntnis gesetzt hat.

**Art. 10 - § 1** - Zusätzlich zu allen in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung vorgesehenen Informationsströmen kann der GRD jederzeit weitere Informationen anfordern, deren Notwendigkeit er aus Gründen der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Versorgungsnetzes bestätigt.

§ 2 - Der URD informiert den GRD unverzüglich über jede Änderung seiner Anlagen, insofern diese Änderung eine Anpassung der vorher übermittelten Informationen erfordert.

**Art. 11** - In Ermangelung einschlägiger ausdrücklicher Bestimmungen in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung bemühen sich alle betroffenen Parteien schnellstmöglich die gemäß den anderen Bestimmungen der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung erforderlichen Informationen auszutauschen.

**Art. 12** - Wenn eine Partei gemäß der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung oder den aufgrund des Letzteren abgeschlossenen Verträgen beauftragt ist, einer anderen Partei von ihr ausgehende Informationen zu liefern, trifft sie die erforderlichen Vorkehrungen, um dem Empfänger Informationen zu sichern, deren Inhalt ordnungsgemäß überprüft wurde.

#### *Abschnitt 2.2 — Vertraulichkeit*

**Art. 13** - Der Vertraulichkeitsgrad der Informationen wird von der Person, die sie liefert, bestimmt. Die Übermittlung an Drittpersonen von gewerblich empfindlichen und/oder vertraulichen Informationen durch den Empfänger dieser Informationen ist nicht erlaubt, außer wenn mindestens eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist:

1. die Übermittlung wird im Rahmen eines Gerichtsverfahrens gefordert oder von öffentlichen Behörden auferlegt, einschließlich der CWaPE im Rahmen ihrer Aufgaben.

2. die Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen bezüglich der Organisation des Gasmarktes erlegen die Verbreitung oder Mitteilung der betroffenen Daten auf;

3. eine vorherige schriftliche Genehmigung der Partei, von der die vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen entstammen, ist vorhanden;

4. der Betrieb des Versorgungsnetzes oder die Verhandlung mit anderen Netzbetreibern erfordert die Übermittlung dieser Informationen durch den Betreiber des Versorgungsnetzes;

5. Die Information ist gewöhnlich für die Öffentlichkeit zugänglich oder verfügbar.

**Art. 14** - Wenn die Übermittlung an Drittperson auf der Grundlage der unter den 2, 3 und 4 des Artikels 13 angegebenen Bedingungen erfolgt, schenkt der Empfänger der Information unbeschadet der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen dieser Information denselben Vertraulichkeitsgrad wie derjenige, der bei der ursprünglichen Übermittlung geschenkt wurde.

KAPITEL III — Veröffentlichung der allgemeinen Bedingungen  
und Informationen, der Verfahren und Formulare

**Art. 15 - § 1** - Der GRD stellt der Öffentlichkeit die nachstehenden Informationen zur Verfügung und veröffentlicht sie u.a. auf einem über das Internet zugänglichen Server spätestens 15 Tage nach deren Inkrafttreten:

1. die allgemeinen Bedingungen der gemäß der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung abzuschließenden Anschluss- bzw. Zugangsverträge;
2. die Verfahren, die anwendbar sind und auf die sich die vorliegende R.T.GAZ-Regelung bezieht;
3. die Formulare, die zum Datenaustausch gemäß der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung erforderlich sind;
4. die für die Benutzung des Versorgungsnetzes, den Anschluss mit oder ohne Erweiterung, die Durchführung der Orientierungsstudien oder detaillierten Studien im Hinblick auf Anschlüsse sowie für die anderen vom GRD im Rahmen seiner Aufgaben erbrachten Leistungen anwendbaren Tarife;
5. eine Beschreibung seines Netzes, die mindestens die Lokalisierung der Gasversorgungsgebiete sowie die Bestimmung der Gassorte, die dort verteilt wird ("L" oder "H") ermöglicht;
6. die geplanten Netzerweiterungen und deren geplante Inbetriebnahme;
7. die Gesamtheit der den URD von dem GRD angebotenen Dienste.

**§ 2** - Der GRD übermittelt der CWaPE diese Informationen kostenlos und spätestens 60 Tage vor deren Inkrafttreten, dies mit Ausnahme der anwendbaren Tarife, die sofort nach deren Genehmigung durch die zuständige Behörde mitgeteilt werden.

**§ 3** - Der GRD übermittelt die in § 1 erwähnten Informationen den Versorgern spätestens 30 Tage vor deren Inkrafttreten, dies mit Ausnahme der anwendbaren Tarife, die sofort nach deren Genehmigung durch die zuständige Behörde mitgeteilt werden.

KAPITEL IV — Erreichbarkeit der Anlagen

*Abschnitt 4.1* — Vorschriften bezüglich der Sicherheit der Personen und Güter

**Art. 16** - Die in Sachen Personen- und Güterschutz anwendbaren gesetzlichen und Verordnungsbestimmungen gelten für jede Person, die an dem Versorgungsnetz Arbeiten durchführt, einschließlich der GRD, URD, Versorger, Befrachter, der sonstigen Netzbetreiber und ihres Personals und der Drittpersonen, die für Rechnung der Erstgenannten auf dem Netz eingreifen. Die gemeinten Bestimmungen sind u.a. die Allgemeinen Arbeitsschutzordnung (AASO), der Kodex über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit, die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen (AOEA) sowie die Empfehlungen der "ARGB" und gegebenenfalls spätere Abänderungen dieser Bestimmungen und jegliche gleichwertige Vorschrift.

*Abschnitt 4.2* — Erreichbarkeit der Anlagen des GRD

**Art. 17 - § 1** - Der Zugang zu jedem beweglichen oder unbeweglichen Gut, für das der GRD über ein Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, erfolgt zu jeder Zeit unter Einhaltung der Zugangs- und Sicherheitsverfahren des GRD mittels dessen ausdrücklichen und vorherigen Zustimmung.

**§ 2** - Der GRD hat Zugang zu allen Anlagen, für die er über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, und die sich auf dem Standort des URD befinden. Der URD sorgt dafür, dass der GRD über einen ständigen Zugang verfügt, oder trifft die notwendigen Maßnahmen, um ihm diesen Zugang zu jeder Zeit auf einfachen mündlichen Antrag eines qualifizierten Beauftragten des GRD zu gewähren.

**§ 3** - Wenn der Zugang zu einem beweglichen oder unbeweglichen Gut des GRD spezifischen Zugangsverfahren und bei dem URD geltenden Sicherheitsvorschriften unterliegt, muss Letzterer den GRD, der sie einzuhalten hat, davon schriftlich im Voraus informieren. Mangels dessen beachtet der GRD seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

*Abschnitt 4.3* — Sondermodalitäten bezüglich der Anlagen,  
die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind

**Art. 18** - Wenn der GRD der Ansicht ist, dass bestimmte Anlagen eines URD, der kein Versorgungs- oder Transportnetz ist, betriebsmäßig zu dem Versorgungsnetz gehören, teilt er dies dem URD und der CWaPE mit und gibt die Gründe dafür an.

Eine Vereinbarung, in der die betroffenen Anlagen sowie die Verantwortungen in Bezug auf das Führen, die Verwaltung und den Unterhalt dieser Anlagen aufgelistet sind, wird zwischen dem GRD und dem betroffenen URD abgeschlossen.

Für die bei dem Inkrafttreten der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung bestehenden Anlagen wird durch diese Vereinbarung dem URD die Beachtung aller vorherigen Verpflichtungen garantiert, einschließlich der Aufrechterhaltung der gezeichneten Kapazität, außer wenn eine anderslautende schriftliche Zustimmung des URD vorliegt und dieser auf angemessene Weise entschädigt wird. In dieser Vereinbarung werden ebenfalls die finanziellen Modalitäten für die Übernahme durch den GRD aller sich aus dieser Änderung des Status der Anschlussvorrichtung ergebenden Unkosten, einschließlich der für den Eigentümer der Anlagen bestimmten Entschädigung, beschrieben. Diese Vereinbarung bildet einen Nachtrag zum Anschlussvertrag. Diese Vereinbarung wird gegebenenfalls den neuen Anschlussverträgen beigefügt.

Die CWaPE wird über die Liste der betroffenen Anlagen informiert.

**Art. 19 - § 1** - Der GRD verfügt über das Zugangsrecht zu den Anschlussvorrichtungen und zu den in Artikel 18 erwähnten Anlagen, um dort Inspektionen, Tests und/oder Versuche sowie die in der in Artikel 18 erwähnten Eingriffe durchzuführen. Der betroffene URD und der GRD beraten darüber miteinander.

**§ 2** - Vor jeglicher Durchführung der in § 1 erwähnten Inspektionen, Tests und/oder Versuche ist der durch diese Bestimmungen betroffene URD verpflichtet, den GRD schriftlich von den anwendbaren Sicherheitsvorschriften in Kenntnis zu setzen. Mangels dessen beachtet der GRD seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

**§ 3** - Ein durch die Bestimmungen der Artikel 18 und 19 § 1 und § 2 betroffener URD, der seine eigenen Tests auf seinen Anlagen durchführen bzw. durchführen lassen möchte, wenn diese betriebsmäßig dem Versorgungsnetz angehören, muss zuerst die schriftliche Genehmigung des GRD einholen. Jeder Antrag muss begründet werden und die Anlage(n), die Gegenstand der Tests ist bzw. sind, die Art und die technischen Angaben der Tests, deren Verfahren (u.a., von wem sie durchgeführt werden) und deren Planung angeben.

Auf der Grundlage der in diesem Antrag enthaltenen Angaben entscheidet der GRD über deren Zweckdienlichkeit und genehmigt er gegebenenfalls die beantragten Tests, deren Verfahren und deren Planung; er informiert die Parteien, von denen er meint, dass sie durch diese Tests betroffen sind.

*Abschnitt 4.4 — Erreichbarkeit der Anlagen des URD*

**Art. 20 - § 1** - Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 24 berät der GRD mit dem URD, um die notwendigen Arbeiten und deren Ausführungsfrist zu bestimmen, wenn die Sicherheit, die Zuverlässigkeit oder die Wirksamkeit des Netzes eine Anpassung der Anlagen des URD oder des GRD notwendig machen. Der GRD übernimmt die durch diese Arbeiten verursachten Unkosten, außer wenn sie auf Versäumnisse des URD zurückgeführt werden können oder wenn sie auf einen technischen Eingriff des Letzteren oder eines von ihm beauftragten Dritten.

§ 2 - Wenn die Sicherheit und die Zuverlässigkeit des Netzes einen schnellen Eingriff notwendig machen, darf der GRD den URD in Verzug setzen, die notwendigen Wiederherstellungsarbeiten sowie die Durchführungsfristen anzunehmen. Diese Inverzugsetzung erfolgt per Einschreiben.

§ 3 - Der URD erlaubt es dem GRD Zugang zu seinen Anlagen zu haben, dies auch während der Benutzung, wenn es im Hinblick auf die Sicherheit, die Betreuung oder die Verwaltung des Netzes erforderlich ist.

Falls der URD offensichtlich verweigert, die Bestimmungen des § 2 und des § 3 zu beachten, kann der GRD gemäß den Bestimmungen des Artikels 131 der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung dem URD den Zugang zu seinem Netz unterbrechen.

**Art. 21** - Die Arbeiten, einschließlich der Inspektionen, Tests und/oder Versuche, die in den Artikeln 18 und 19 erwähnt werden, müssen gemäß den Bestimmungen und den aufgrund der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung abgeschlossenen Verträgen sowie gemäß den Regelungen, auf welche sie sich bezieht, durchgeführt werden.

*KAPITEL V — Fälle höherer Gewalt und Notzustand*

**Art. 22** - Für die Anwendung der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung werden die folgenden Situationen immer als Fälle höherer Gewalt betrachtet, insofern sie unwiderstehlich und unvorhersehbar sind:

1. die Naturkatastrophen, insbesondere die Erdbeben, Überschwemmungen, Stürme, Wirbelstürme oder sonstigen außergewöhnlichen Witterungsverhältnisse;
2. eine chemische oder Kernexplosion oder ein Leck und ihre Folgen;
3. die plötzliche Unverfügbarkeit der Anlagen aus anderen Gründen als Überalterung, mangelnder Wartung oder der Qualifikation des Betreiberpersonals, jedoch einschließlich eines Zusammenbruchs des EDV-Systems, ob durch ein Virus verursacht oder nicht, obwohl alle Präventivmaßnahmen unter Berücksichtigung des Stands der Technik getroffen worden waren;
4. die zeitweilige oder ständige technische Unmöglichkeit für das Versorgungsnetz, wegen eines plötzlichen Mangels an Gaseinspeisung, der von dem Transportnetz herrührt und nicht durch andere Mittel kompensierbar ist, Gas zu liefern;
5. Brand, Explosion, Sabotage, Aktionen terroristischer Art, Vandalismus, Schäden aus kriminellen Handlungen und Drohungen krimineller Art;
6. erklärter oder nicht erklärter Krieg, Kriegsdrohung, Invasion, bewaffneter Konflikt, Embargo, Revolution, Aufstand;
7. Verfügungen von hoher Hand, insbesondere Zustände, in denen die zuständige Behörde sich auf den Notstand berufen kann, um den GRD oder den URD außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen aufzuerlegen, damit der sichere und zuverlässige Betrieb der gesamten Netze aufrechterhalten oder wiederhergestellt werden kann.

**Art. 23** - Als Notzustand im Sinne der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung gilt:

— der Zustand, der auf einen Fall höherer Gewalt folgt, und in der außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen getroffen werden müssen, um die Folgen der höheren Gewalt zu bewältigen und somit den sicheren und zuverlässigen Betrieb der Versorgungsnetze zu garantieren oder wiederherzustellen;

— der Zustand, der auf ein Ereignis folgt, das zwar nicht als höhere Gewalt nach dem aktuellen Stand der Rechtsprechung und der Rechtslehre eingestuft werden kann, aber trotzdem nach der Einschätzung einer Behörde, einer Regulierungsinstanz, der Justiz, des "GDR", eines "UDR" oder eines Versorgers einen dringenden und angemessenen Eingriff des GRD benötigt, um den sicheren und zuverlässigen Betrieb des Versorgungsnetzes garantieren oder wiederherstellen zu können, oder weitere Schäden zu vermeiden. Der GRD begründet nachträglich diesen Eingriff bei den URD und bei der CWaPE.

**Art. 24 - § 1** - Der GRD ist befugt, alle Maßnahmen zu treffen, die er zwecks der Sicherheit und Zuverlässigkeit des Versorgungsnetzes für erforderlich erachtet, wenn der GRD oder ein anderer Netzbetreiber, ein URD, ein Versorger oder jede andere betroffene Person einschließlich der Behörden den Notzustand anführt.

§ 2 - Der GRD trifft alle notwendigen Präventivmaßnahmen, um die schädlichen Auswirkungen angekündigter oder vernünftig vorhersehbarer Ereignisse zu beschränken. Die vom GRD im Rahmen des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen sind für alle betroffenen Personen verbindlich.

§ 3 - Falls sich ein Notzustand gleichzeitig auf das Transportnetz und ein oder mehrere Versorgungsnetze bezieht, müssen die Maßnahmen zwischen den Verwaltern aller betroffenen Netze koordiniert werden.

**Art. 25** - Im Falle eines Notzustands wird die Durchführung der Aufgaben und Verpflichtungen mit Ausnahme derjenigen mit administrativem oder finanziellem Charakter teilweise oder völlig ausgesetzt, jedoch lediglich während der Dauer des Vorfalles, der Anlass zu diesem Notzustand gibt.

**Art. 26 - § 1** - Die Partei, die den Notzustand anführt, ist dennoch verpflichtet, alle vernünftigen Mittel einzusetzen, um die Auswirkungen der Nichtdurchführung ihrer Verpflichtungen auf ein Minimum zu senken und ihre ausgesetzten Verpflichtungen schnellstmöglich wieder aufzunehmen.

§ 2 - Die Partei, die ihre Verpflichtungen aussetzt, übermittelt allen betroffenen Parteien sobald wie möglich die Gründe, aus denen sie ihre Verpflichtungen teilweise oder völlig ausgesetzt hat, und die voraussichtliche Dauer des Notzustands. In Abweichung von Abschnitt 2.1 der vorliegenden allgemeinen Bestimmungen kann diese Mitteilung ebenfalls durch Aushängen, über Rundfunk oder Fernsehen, durch Informationsbroschüren und Wurfsendung erfolgen.

*KAPITEL VI — Technische Mindestanforderungen für die Einrichtung der Infrastrukturen des Netzes*

**Art. 27 - § 1** - Der GRD beachtet alle Verpflichtungen, die ihm aufgrund der anwendbaren Gesetzgebungen und Regelungen auferlegt werden, insbesondere diejenigen über die bei dem Bau und der Betreuung von Anlagen zur Versorgung mit Erdgas durch Rohrleitungen zu treffenden Sicherheitsmaßnahmen. In dem ständigen Bemühen um die Sicherheit der Erdgasversorgung sorgt der GRD u.a. dafür, unter den normalen Betriebsbedingungen des Netzes einen ausreichenden Erdgasdruck in den Rohrleitungen ständig zu diesem Zweck zu erhalten.

§ 2 - Der GRD verpflichtet sich, alle Maßnahmen, die man vernünftig von ihm erwarten kann, zu treffen, damit der Druck des Gases an jeder Zugangsstelle dem in den Anschluss- und/oder Zugangsverträgen vorgesehenen Druckniveau entspricht.

§ 3 - Der GRD beachtet u.a. die technischen Mindestanforderungen für den Anschluss an das Netz der Produktionsanlagen, die einfach angeschlossen oder vernetzt sind, sowie für die Einrichtung der Infrastrukturen des Netzes und für die Rohrleitungen. Er beachtet ebenfalls die operativen Regeln in Bezug auf die technische Verwaltung der Einspeisungen und Entnahmen sowie die Regeln in Bezug auf die Aktionen, die er vornehmen muss, um die Probleme, die die Sicherheit und die Dauerhaftigkeit der Versorgung gefährden können, zu beheben. Der GRD trifft die notwendigen Maßnahmen, um eine optimale technische Sicherheit zu sichern, die die Beseitigung der Gasverluste und der Explosionsrisiken zum Zweck haben, so wie sie sich aus dem den anwendbaren Gesetzgebungen und Verordnungen ergeben.

#### KAPITEL VII — *Direktleitungen*

**Art. 28** - Jede aufgrund des Artikels 29 des Dekrets genehmigte Direktleitung unterliegt den in der vom Minister ausgestellten Genehmigung ausdrücklich angeführten Vorschriften. In diesen Vorschriften werden die auf sie anwendbaren Modalitäten der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung angegeben.

**Art. 29** - Um es der CWaPE zu ermöglichen, dem Minister ein Gutachten über den Bau einer neuen Direktleitung abzugeben, reicht der beantragende URD eine detaillierte und begründende Akte in zwei Ausfertigungen per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung bei der CWaPE ein.

**Art. 30** - Nach Eingang eines wie in Artikel 29 beschriebenen Antrags prüft die CWaPE, ob sie über alle zur Überprüfung des Antrags erforderlichen Unterlagen verfügt. Wenn sie der Ansicht ist, dass der Antrag vervollständigt werden muss, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Erhalt des Antrags per Einschreiben davon in Kenntnis.

**Art. 31** - Die CWaPE überprüft mit Hilfe aller Unterlagen, über die sie verfügt, ob der Antrag gerechtfertigt ist und dass keine andere technisch oder wirtschaftlich annehmbare Alternative für diesen Antrag besteht. Zu diesem Zweck zieht sie den bzw. die für die Gemeinden, durch welche die Leitung geführt wird, bestimmten GRD zu Rate. Ist die CWaPE der Meinung, dass der Antrag nicht gerechtfertigt ist, so informiert sie den Antragsteller per Einschreiben. Die CWaPE gibt die Gründe an, aus denen sie den Antrag als nicht gerechtfertigt betrachtet, und setzt eine Frist fest, innerhalb welcher der Antragsteller seine Bemerkungen, Begründungen oder jegliche zusätzliche Information per Einschreiben übermitteln kann. Die CWaPE ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, falls dieser es beantragt.

**Art. 32** - Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Eingang des mit Gründen versehenen Antrags oder gegebenenfalls der zusätzlichen Unterlagen, der in den Artikeln 30 und 31 erwähnten Bemerkungen und Begründungen, übermittelt die CWaPE dem Minister den Text des Antrags, dessen Anlagen sowie ihr begründetes Gutachten.

#### KAPITEL VIII — *Kuppelgas und Gas aus erneuerbaren Energien*

**Art. 33** - Bei der Behandlung durch den GRD der Anträge auf Anschluss, der Anträge auf Orientierungsstudien oder detaillierte Studien sowie der Anträge auf Zugang zu seinem Netz wird man vorzugsweise diejenigen berücksichtigen, die die Einspeisung oder Entnahme von Kuppelgas und/oder von Gas aus erneuerbaren Energien betreffen, wenn diese Gase mit dem Gas des bestehenden Netzes kompatibel sind.

**Art. 34** - Der URD, der einen Zugang zum Netz beantragt, um Gas einzuspeisen, beweist, dass das betroffene Gas mit dem Erdgas im Sinne des Artikels 2 22° kompatibel ist.

**Art. 35** - Der GRD informiert die CWaPE über jeden Antrag in Bezug auf Kuppelgas und/oder Gas aus erneuerbaren Energien sowie über ihre weitere Behandlung des Antrags.

**Art. 36** - Der GRD schlägt technische Lösungen vor, um die in den Artikeln 33 und 34 erwähnten Anträge nach Möglichkeit zu berücksichtigen. Wenn der GRD gegebenenfalls der Meinung ist, dass das Kuppelgas und/oder das Gas aus erneuerbaren Energien kein Gas ist, das mit dem Erdgas im Sinne des Artikels 2 22° kompatibel ist, kann er den Zugang zum Netz gemäß den Bestimmungen von Artikel 26 des Dekrets verweigern.

**Art. 37** - Der GRD berücksichtigt die möglichen Entwicklungen in Sachen Kuppelgas und/oder Gas aus erneuerbaren Energien bei der Planung der Anpassungen und Erweiterungen des Netzes.

### TITEL II — *Planungsordnung*

#### KAPITEL I — *Daten zur Erstellung von Anpassungs- und Erweiterungsplänen*

**Art. 38** - § 1 - Im Rahmen der operationellen Regeln für den technischen Betrieb der Gasströme vereinbaren die GRD mit der CWaPE praktische Konzertierungsmodalitäten für die Erstellung der Pläne zur Anpassung und zur Erweiterung ihrer Netze auf der Grundlage der in der vorliegenden Ordnung beschriebenen Informationen.

§ 2 - Die CWaPE kann Leitlinien für die Erstellung der in § 1 erwähnten Pläne vorschlagen und notfalls ein Planmuster auferlegen.

**Art. 39** - § 1 - Die der CWaPE übermittelten Pläne zur Anpassung des Versorgungsnetzes enthalten wenigstens:

- eine ausführliche Veranschlagung der Kapazitätsbedürfnisse und der mit technischen oder verordnungsmäßigen Erfordernissen verbundenen Anpassungen;
- die Analyse der notwendigen Infrastrukturen oder Anpassungen und die Veranschlagung der damit verbundenen Investitionsmittel;
- das Programm der Arbeiten und Investitionen, die der GRD während eines Zeitraums von 5 Jahren vorsieht, wobei dieses Programm nach dem zweiten Jahr weniger detailliert sein kann und nur die bestmöglichen Veranschlagungen enthalten kann;
- einen Durchführungsbericht bezüglich der vorherigen Pläne;
- die Aktualisierung aller MP-Schemas und MP/BP-Lagepläne, die das Netz betreffen;
- jede zusätzliche, mit der CWaPE vereinbarte Information.

§ 2 - Die der CWaPE übermittelten Pläne zur Erweiterung des Versorgungsnetzes enthalten wenigstens:

- eine Veranschlagung der Anschlussanträge, der durch Erweiterungen betroffenen Parzellierungsprojekte und Gewerbegebiete sowie der strategischen Erweiterungen;
- die Analyse der Infrastrukturen, die der GRD benötigt, um diesem Bedarf nachzukommen;
- die Synthese der Wirtschaftlichkeitsstudien der Projekte und der notwendigen Investitionsmittel;

— das Programm der Arbeiten und Investitionen, die der GRD während eines Zeitraums von 3 Jahren vorsieht, wobei dieses Programm nach dem zweiten Jahr weniger detailliert sein kann und nur die bestmöglichen Veranschlagungen enthalten kann;

— einen Durchführungsbericht bezüglich der vorherigen Pläne;

— jede zusätzliche, mit der CWaPE vereinbarte Information.

§ 3 - Die in §§ 1 und 2 erwähnten Planentwürfe werden der CWaPE jeweils in doppelter Ausfertigung spätestens am 31. März des Jahres vor dem Zeitraum, den sie decken, ausgehändigt. Die CWaPE untersucht die Pläne in Absprache mit dem GRD und formuliert ihre Kommentare vor dem 15. Mai. Der GRD nimmt die notwendigen Abänderungen vor, damit sein endgültiger Plan vor dem 15. Juni desselben Jahres erstellt werden kann.

§ 4 - Die CWaPE übermittelt unverzüglich dem Minister ein Exemplar der Pläne. Notfalls teilt sie der Regierung ihre Bedenken durch ein eigenmächtiges und innerhalb von dreißig Tagen abgegebenes Gutachten mit, wenn sie der Meinung ist, dass der Inhalt eines Planes oder der Pläne noch nicht zufriedenstellend ist.

§ 5 - Vorbehaltlich der Genehmigung durch die Wallonische Regierung werden die Pläne ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres angewandt.

§ 6 - Vor dem 31. März des Jahres des Inkrafttretens der in §§ 1 und 2 erwähnten Pläne teilt der GRD der CWaPE den betreffenden endgültigen Haushaltsplan mit. Der GRD begründet die etwaigen Revisionen und Übertragungen in Bezug auf die für den 15. Juni erstellten endgültigen Pläne, die zu diesem Zeitplan schon vorhersehbar sind.

## KAPITEL II — Austausch von Informationen zwischen GRD und URD in Bezug auf die Planung

### Abschnitt 2.1 — Allgemeines

**Art. 40** - Unbeschadet der Artikel 41 und 42 muss der URD oder gegebenenfalls der Versorger dem GRD die dieser Planungsordnung entsprechenden Planungsdaten gemäß seiner besten Schätzung und gemäß dem im Einvernehmen von den GRD bestimmten Verfahren übermitteln.

### Abschnitt 2.2 — Übermittlung

**Art. 41** - Der URD, dessen gezeichnete Kapazität mindestens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde beträgt, oder der von ihm beauftragte Versorger übermittelt dem GRD vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres und pro Zugangsstelle die Planungsdaten bezüglich der nächsten fünf Jahre. Für die Jahre nach dem zweiten Jahr vereinbaren die Parteien, dass diese Daten nur die bestmöglichen Veranschlagungen darstellen. Diese Daten enthalten:

1. die Voraussichten in Bezug auf die entnommenen Gasmenge in m<sup>3</sup>(n) auf jährlicher Basis mit Angabe der maximalen Abflussmenge pro Stunde bei + 10,0 und - 11°C entsprechenden klimatischen Temperaturen und der vorhersehbaren Schwankungen und Unterbrechungen;

2. die vorgesehenen jährlichen Benutzungsprofile.

**Art. 42** - Der URD, dessen Anlagen Einheiten zur Erzeugung von mit Erdgas kompatibelem Gas enthalten oder enthalten werden, übermittelt dem GRD vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres die Planungsdaten bezüglich der nächsten fünf Jahre. Für die Jahre nach dem zweiten Jahr vereinbaren die Parteien, dass diese Daten nur die bestmöglichen Veranschlagungen darstellen.

Diese Daten enthalten:

1. die maximale Abflussmenge, die geschätzte jährliche Produktion, die Beschreibung des erwarteten jährlichen Produktionsprofils und die technischen Daten bezüglich der Qualität des Gases der verschiedenen schon in Betrieb befindlichen Produktionseinheiten;

2. die maximale Abflussmenge, die geschätzte jährliche Produktion, die Beschreibung des erwarteten jährlichen Produktionsprofils und die technischen Daten bezüglich der Qualität des Gases der verschiedenen Produktionseinheiten, deren Inbetriebnahme vorgesehen ist;

3. die Produktionseinheiten, die außer Betrieb gesetzt werden, und das für die Außerbetriebsetzung vorgesehene Datum.

**Art. 43** - Der URD oder gegebenenfalls jeder von ihm bevollmächtigte Vermittler muss sich bemühen, dem GRD jede andere, in den Artikeln 41 und 42 nicht erwähnte Information, die aber bei der Erstellung der Planung von Nutzen sein könnte, sobald sie verfügbar ist, zu übermitteln.

**Art. 44** - Die Pflicht zur Übermittlung der in den Artikeln 41 und 42 erwähnten Planungsdaten ist ebenfalls auf die zukünftigen URD bei der Einreichung ihres Anschlussantrags anwendbar.

**Art. 45** - § 1 - Falls der GRD der Ansicht ist, dass die Planungsdaten unvollständig, ungenau oder unvernünftig sind, übermittelt der URD oder jeder von ihm bevollmächtigte Vermittler auf Anfrage des GRD alle Korrekturen oder zusätzlichen Daten, die Letzterer für nützlich erachtet.

§ 2 - Der GRD kann vorbehaltlich einer Begründung von dem URD oder dem von ihm bevollmächtigten Versorger zusätzliche, nicht in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung vorgesehene Daten verlangen, wenn er dies für die gute Durchführung seiner Aufgabe für erforderlich erachtet.

§ 3 - Nach Anhörung des URD oder des Versorgers setzt der GRD die vernünftige Frist fest, innerhalb deren die in § 1 und § 2 erwähnten Daten ihm übermittelt werden müssen.

**Art. 46** - Um die Durchführung der Anpassungs- und Erweiterungspläne zu sichern, beraten die GRD und die Transportunternehmen mindestens einmal im Jahr über die Form und den Inhalt der Daten, die sie austauschen müssen, sowie über die für diesen Austausch einzuhaltenden Fristen.

**Art. 47** - Der GRD vergewissert sich aufs Beste der Vollständigkeit und Glaubhaftigkeit der Daten, die von den URD, den anderen Netzverwaltern oder den Versorgern übermittelt werden.

## TITEL III — Anschlussordnung

### KAPITEL I — Auf die Anschlussvorrichtungen anwendbare technische Vorschriften

#### Abschnitt 1.1 — Allgemeines

**Art. 48** - In der vorliegenden Anschlussordnung werden die Vorschriften erlassen, die den Anschluss der URD betreffen, die sich im Versorgungsnetz befinden und die kein Versorgungs- oder Transportnetz sind, d.h. die Erzeuger, die Speicherungsunternehmen oder die Endkunden (die entsprechenden Vorschriften in Bezug auf die URD, die Versorgungs- oder Transportnetze sind Gegenstand der Zusammenarbeitsordnung). Diese Vorschriften betreffen die Anschlussvorrichtungen sowie die Anlagen des URD, die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind.



**Art. 49 - § 1** - Die Anschlussvorrichtungen und deren Teile sind in der Anlage I schematisch dargestellt.

§ 2 - Die Anlagen der Zählvorrichtung sind, was deren technische Merkmale, deren Benutzung, deren Wartung und die Behandlung der Mess- und Zählzeiten betrifft, Gegenstand der Mess- und Zählordnung.

#### *Abschnitt 1.2 — Anschlussstypen*

**Art. 50 - § 1** - Der einfache Anschluss entspricht der vollständigen Einrichtung einer Anschlussvorrichtung, die der Gesamtheit der folgenden Bedingungen genügt:

1. die Anschlussleistung beträgt höchstens 16 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde;
2. der Versorgungsdruck befindet sich zwischen 21 und 25 mbar;
3. der maximale zulässige Betriebsdruck der Anschlussvorrichtung beträgt höchstens 4,90 bar;

§ 2 - Der nicht-einfache Anschluss ist ein Anschluss, für den einem oder mehreren in § 1 angegebenen Kriterien nicht genügt wird.

**Art. 51** - Der in Artikel 32 3° c des Dekrets erwähnte Standardanschluss entspricht der vollständigen Einrichtung einer Anschlussvorrichtung, die den folgenden Bedingungen genügt:

1. die Entfernung zwischen der beantragten Zugangsstelle des URD und der Anschlussstelle beträgt höchstens 8 Meter
2. die beantragte Anschlussleistung beträgt höchstens 10 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde;
3. der beantragte Versorgungsdruck befindet sich zwischen 21 und 25 mbar;
4. die Anschlussvorrichtung wird innerhalb von zwölf Monaten nach deren Einrichtung in Betrieb genommen.

#### *Abschnitt 1.3 — Allgemeine technische Vorschriften*

**Art. 52** - Jede Anschlussvorrichtung muss den Normen, Regelungen und Vorschriften in Bezug auf die Gasanlagen, die auf sie anwendbar sind, genügen.

**Art. 53** - Die Anlage des URD, die Benutzungsgeräte sowie die Anbringung und der Anschluss der Benutzungsgeräte unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen und den zum Zeitpunkt der Anbringung oder des Anschlusses geltenden Regelungen.

**Art. 54 - § 1**. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 18 werden die Anlagen, an denen der URD ein Eigentums- bzw. Nutznießungsrecht besitzt, vom URD oder von einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Dritten für Rechnung des URD verwaltet und unterhalten. Der URD sorgt für den guten Betriebszustand und den Unterhalt seiner Anlagen.

§ 2 - Die Begrenzungen in Sachen Eigentum der Anlagen sind in den allgemeinen Anschlussbedingungen oder gegebenenfalls im Anschlussvertrag angegeben.

**Art. 55 - § 1** - Nur der GRD darf Eingriffe und/oder Handgriffe an der Anschlussvorrichtung vornehmen.

§ 2 - Unter Vorbehalt der gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes können die Kosten für diese Eingriffe und Handgriffe dem URD zu Lasten getragen werden, wenn sie auf dessen Antrag vorgenommen werden; dies gilt insbesondere für die Inbetriebnahme und die Außerbetriebsetzung.

§ 3 - In Abweichung von § 1 kann der URD oder die von ihm zu diesem Zweck beauftragte Person aber unter Einhaltung aller erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen in Bezug auf die Sicherheit den direkt vor seiner Zugangsstelle befindlichen Gashahn betätigen, jedoch mit Ausnahme des Falles, in dem Siegel angebracht worden sind, oder bei einer anderen vom GRD stammenden Gegenanzeige. Der auf der Grundlage der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung erstellte Anschlussvertrag kann Sonderbedingungen enthalten, die von dem vorliegenden Artikel abweichen.

§ 4 - Wenn eine Unterbrechung der Erdgasversorgung aufgrund eines Vorfalles oder eines Notfalls oder auch aufgrund der Aktion eines Sicherheitsgeräts auf dem Netz vorkommt, darf die Wiederherstellung der Erdgasversorgung nur vom GRD vorgenommen werden.

**Art. 56 - § 1** - Jeder URD sorgt dafür, dass seine Anlagen keine Gefahr, keinen Schaden oder keine Belästigung über den gewöhnlich angenommenen Normen bei dem GRD oder bei Dritten verursacht.

§ 2 - Insofern er sie vernünftig feststellen kann, muss der URD den GRD sofort über jeden Schaden, jeden Verstoß oder jede Nicht-Einhaltung der gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Vorschriften informieren.

§ 3 - Wenn der GRD feststellt oder informiert wird, dass die Anlagen eines URD oder deren Betrieb das Versorgungsnetz stören, berät er mit dem URD, um die unbedingt notwendigen Abänderungen daran vornehmen bzw. vornehmen zu lassen und um die dazu nötigen Fristen zu bestimmen.

**Art. 57 - § 1** - Wenn Teile des Versorgungsnetzes Gefahr laufen, durch Arbeiten, die vom URD oder dem Eigentümer des Immobiliengutes in der Nähe des Anschlusses durchgeführt werden, beschädigt oder beeinträchtigt zu werden, muss der URD oder der Eigentümer des Immobiliengutes vorher mit dem GRD beraten.

§ 2 - Der URD oder der Eigentümer des Immobiliengutes ist verpflichtet, die Dritten, die er mit der Durchführung von Arbeiten in der Nähe des Anschlusses für seine Rechnung beauftragt, über das Bestehen des Letzteren zu informieren und ihnen die gleichen Verpflichtungen wie diejenigen, denen er genügen muss, aufzuerlegen.

**Art. 58** - Die Anlagen eines oder mehrerer URD, die durch getrennte Anschlussvorrichtungen gespeist werden, dürfen nicht miteinander angeschlossen sein, es sei denn, der GRD hat seine schriftliche Zustimmung vorher gegeben.

**Art. 59** - Der GRD behält sich das Recht vor, an den von ihm bezeichneten Teilen des Netzes einen kathodischen Korrosionsschutz anzubringen.

#### *Abschnitt 1.4 — Umgebung der Anlagen*

**Art. 60** - Alle elektrischen Anlagen, die an eine Anschlussvorrichtung angeschlossen sind oder die in den sie enthaltenden Räumen oder Einzäunungen stehen, müssen der AOEI genügen. Die Durchführung der in der geltenden Regelung in Sachen Konformitätskontrollen und periodische Kontrollen dieser Anlagen vorgesehenen Verpflichtungen und die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des URD.

**Art. 61 - § 1** - Um die Zählvorrichtung und eventuell andere mit der Anschlussvorrichtung verbundene Geräte zu installieren, stellt der URD dem GRD einen Teil der Wand oder eine Fläche (eventuell ein Gelände) mit angemessenen Abmessungen zur Verfügung. Die Größe und der Standort dieser Fläche werden im Einvernehmen bestimmt, dies unter Berücksichtigung des Interesses des URD, einen kostenlosen Standardanschluss in Anspruch nehmen zu können.

§ 2 - Der URD sorgt dafür, dass die Wasser- und Gasundurchlässigkeit der Wände, durch die die Anschlussvorrichtung geführt wird, zu jeder Zeit den Regeln der Kunst genügt; dies gilt nicht für die Tür-, Fenster, Kellerfenster und Belüftungsöffnungen.

**Art. 62** - Wenn eine neue Kunden- bzw. Versorgungskabine für die Versorgung einer Siedlung notwendig ist, stellt der für die Siedlung Verantwortliche dem GRD ein Gelände mit angemessenen Abmessungen zur Verfügung. Die Größe und der Standort dieses Geländes werden im Einvernehmen unter Einhaltung der geltenden städtebaulichen Vorschriften bestimmt.

## KAPITEL II — Neuer Anschluss an das Versorgungsnetz

### Abschnitt 2.1 — Einreichung eines Anschlussantrags

**Art. 63** - Jedem neuen Anschluss muss ein Anschlussantrag vorhergehen.

**Art. 64** - § 1 - Jede natürliche oder juristische Person kann einen Anschlussantrag einreichen.

§ 2 - Dieser Antrag enthält u.a.:

- die Identität des Antragstellers und seine juristische Lage in Bezug auf die betroffene Immobilie;
- nähere Angaben, die den Kontakt mit dem Antragsteller ermöglichen;
- die Pläne des Standortes der Einspeisung und der Entnahme, die allgemeinen technischen Daten und den für die Zugangsstelle gewünschten Standort;
- die für die Bestimmung des Einspeisungs- bzw. Entnahmeprofils notwendigen Informationen, wie z.B. die beantragte Anschlussleistung und die vorgesehene Entnahme- bzw. Einspeisungsweise.

§ 3 - Ein Antrag auf einen einfachen Anschluss kann brieflich, per E-Mail, per Fax oder telefonisch gemäß dem vom GRD veröffentlichten Verfahren eingereicht werden.

**Art. 65** - § 1 - Ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau über 14,71 bar an dem Entnahme- bzw. Einspeisungspunkt muss dem Transportunternehmen gemäß dem bei diesem verfügbaren Verfahren übermittelt werden.

§ 2 - Unbeschadet des Verfahrens zur Behandlung des in Artikel 70 erwähnten Antrags muss ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau von höchstens 14,71 bar an dem Entnahme- bzw. Einspeisungspunkt und mit einer erwarteten jährlichen Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von höchstens fünf Millionen m<sup>3</sup>(n) an den GRD gerichtet werden, der für das geographische Gebiet bezeichnet ist, wo die durch diesen Antrag betroffenen Zugangsstelle sich befinden werden muss. Dieser Antrag wird gemäß dem von dem GRD veröffentlichten Verfahren eingereicht.

§ 3 - Ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau von höchstens 14,71 bar an dem Entnahme- bzw. Einspeisungspunkt und mit einer erwarteten jährlichen Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von über fünf Millionen m<sup>3</sup>(n) muss an ein Transportunternehmen gerichtet werden.

§ 4 - In Abweichung von § 3 wird jeder Antrag, der eine auf dem Versorgungsnetz bestehende Anschlussvorrichtung betrifft, dessen Bedingungen jedoch erfüllt wären, um an das Transportunternehmen gerichtet zu werden, an den durch die Anschlussvorrichtung betroffenen GRD gerichtet und von diesem behandelt. Der GRD schätzt, in welchem Maße er den neuen Entnahme- bzw. Einspeisungsbedingungen auf angemessene Weise genügen kann; im gegenteiligen Fall übermittelt er den Antrag an das Transportunternehmen.

**Art. 66** - Ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau von höchstens 14,71 bar an dem Entnahme- bzw. Einspeisungspunkt und mit einer erwarteten jährlichen Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von höchstens fünf Millionen m<sup>3</sup>(n) in einer Gemeinde, für die kein GRD durch die Wallonische Regierung bestimmt worden ist, wird an die Gemeinde gerichtet. Diese Letztere prüft, ob dem Antrag insbesondere auf gesetzlicher Ebene nachgekommen werden kann, dies entweder indem sie ihr Gebiet (oder einen Teil davon) dem geographischen Gebiet eines bestehenden GRD beifügt, oder indem sie ein Transportunternehmen über die Akte informiert. Die verschiedenen Parteien werden Abschriften des Antrags und der daraus entstammenden späteren Unterlagen der CWaPE übermitteln. Unbeschadet der eventuellen, per Gesetz organisierten anderen Beschwerdewege kann der Antragsteller, dessen Beschwerde abgewiesen worden ist, die Heranziehung der CWaPE beantragen.

**Art. 67** - Wenn ein in Artikel 65 § 2 erwähnter Anschlussantrag einen nicht-einfachen Anschluss betrifft, ist eine Studie notwendig. In seinem Antrag gibt der Antragsteller an, ob er eine in dem weiter unten stehenden Abschnitt 2.3 erwähnte Orientierungsstudie oder eine in Abschnitt 2.4 erwähnte Detailstudie wünscht. Die Orientierungsstudie ist fakultativ, die Detailstudie ist obligatorisch.

### Abschnitt 2.2 — Behandlung eines Anschlussantrags durch den GRD

**Art. 68** - § 1 - Der GRD entscheidet sowohl auf der Grundlage von technischen Argumenten als auch auf der Grundlage von wirtschaftlichen Argumenten, auf welchem Teil des Versorgungsnetzes, der schon besteht oder dessen Bau geplant ist, der Anschluss erfolgen wird, dies u.a. unter Berücksichtigung der beantragten Anschlussleistung, des Druckniveaus und der geologischen und geophysikalischen Gegebenheiten. Der Anschluss wird auf der Leitung mit dem niedrigsten Druckniveau erfolgen, die den beantragten Druck und die beantragte Leistung liefern kann, dies unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, die Sicherheit, die Zuverlässigkeit und die Wirksamkeit des Netzes aufrechtzuerhalten.

§ 2 - Der GRD kann sich für eine Anschlussmethode entscheiden, die von der in § 1 bestimmten Methode aufgrund der Merkmale des lokalen Versorgungsnetzes abweicht, oder einen Anschluss auf dem Netz "mittlerer Druck Kategorie C" auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien verweigern. In einem solchen Fall stellt der GRD dem URD seine Entscheidung zu und begründet sie; er übermittelt der CWaPE eine Abschrift davon.

**Art. 69** - § 1 - Bei der Untersuchung des Anschlussantrags sowie bei jedem Schritt, der sich daraus ergeben kann, wird der GRD immer mit der Sorge um das technische und wirtschaftliche Interesse des Antragstellers handeln, dies unbeschadet des Interesses der anderen URD.

§ 2 - In Anwendung des § 1 kümmert sich der GRD um die nötigen Kontakte mit den anderen betroffenen Netzverwaltern, wenn er dem Anschlussantrag nicht allein nachkommen kann. Stellt der GRD fest, dass es günstiger wäre, den Anschluss an ein anderes Versorgungsnetz oder an das Transportnetz zu tätigen, so übermittelt er fristlos dem betroffenen Netzverwalter die vollständige Akte, nachdem sie mit einander beraten haben, und erstattet er die eventuell eingekommenen Gebühren zurück. Der GRD stellt dem URD seine Entscheidung zu und begründet sie; er übermittelt der CWaPE eine Abschrift davon.

**Art. 70** - § 1 - Wenn der in Artikel 65 § 2 erwähnte Antrag ein Druckniveau unter 14,71 bar an dem Entnahme- bzw. Einspeisungspunkt und eine erwartete jährliche Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von über eine Million m<sup>3</sup>(n) betrifft, informiert der GRD das Transportunternehmen über die Antragsakten.

§ 2 - Der GRD und das Transportunternehmen untersuchen die Antragsakte und beraten mit einander über die physischen Anschlussmodalitäten und mindestens einer unter ihnen unterbreitet ein Angebot auf der Grundlage von objektiven technischen und/oder wirtschaftlichen Kriterien.

Wenn sowohl der GRD als auch ein Transportunternehmen eine interessante Lösung vorschlagen können, werden beide ein Angebot (für den Anschluss und den Zugang zu ihrem Netz) auf der Grundlage der wirtschaftlichsten Möglichkeit und der für die Lieferung der beantragten stündlichen Abflussmenge verfügbaren Kapazität unterbreiten. Beide Angebote werden dem Antragsteller unterbreitet. Die Kosten, die derjenige, dessen Angebot nicht angenommen wurde, eingegangen ist, gehen zu dessen Lasten.

**Art. 71 - § 1** - Der GRD beantwortet einen Antrag auf einfachen Anschluss innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang eines vollständigen Antrags. Gegebenenfalls bittet der GRD um die notwendigen zusätzlichen Unterlagen innerhalb derselben Frist.

§ 2 - Wenn der Antrag auf einen einfachen Anschluss keine besondere technische Analyse notwendig macht, stellt der GRD sein Anschlussangebot wie in Artikel 72 erwähnt innerhalb der in § 1 angegebenen Frist zu.

§ 3 - Wenn der Antrag auf einen einfachen Anschluss eine technische Analyse wegen einer ungünstigen Lage der Versorgungsleitung gegenüber dem Verkehrsweg oder der gewünschten Anschlussstelle oder eine Anschlusslänge über 15 Metern notwendig macht, bestätigt der GRD den Empfang des Anschlussantrags innerhalb der in § 1 erwähnten Frist. Der GRD führt die technische Analyse auf eigene Initiative und kostenlos durch und stellt sein Anschlussangebot wie in Artikel 72 erwähnt innerhalb von 20 Werktagen nach dem Anschlussantrag zu.

§ 4 - Wenn dem Antrag auf einen einfachen Anschluss nur durch eine vorherige Erweiterung des Versorgungsnetzes genügt werden kann, wird die in § 3 erwähnte Zustellungsfrist auf 30 Werktage verlängert. Diese Frist kann höchstens um 10 Werktage verlängert werden, wenn der GRD mehr als 5 mögliche Kunden auf der Trasse der Erweiterung ansprechen muss.

§ 5 - In Abweichung von § 4 und wenn der GRD sofort am Anfang des Antragsverfahrens vernünftigerweise vorsehen kann, dass die notwendige Netzerweiterung eine finanzielle Beteiligung des Antragstellers, die in keinem vernünftigen Verhältnis zur Art des gewünschten Anschlusses stehen würde, zur Folge haben könnte, kann er dies dem Antragsteller in der in § 1 erwähnten Antwort mitteilen und mit dessen Einverständnis auf die Durchführung der technischen Analyse und das Weiterführen des Verfahrens verzichten.

§ 6 - Wenn der Anschlussantrag einen nicht-einfachen Anschluss betrifft, informiert der GRD den Antragsteller innerhalb der in § 1 erwähnten Frist über die Notwendigkeit, eine vorherige Studie durchzuführen, dies gemäß Artikel 67.

**Art. 72 - § 1** - Der GRD stellt dem Antragsteller sein Anschlussangebot schriftlich zu.

§ 2 - Das Anschlussangebot enthält eine Kostenveranschlagung, die Angabe der Frist für die Durchführung nach einer festen Bestellung und gegebenenfalls eine technische Beschreibung und die spezifischen Angaben, die mit der Zugänglichkeit der Anlagen, der Sicherheit und der Betreuung verbunden sind.

§ 3 - Die allgemeinen Anschlussbedingungen werden dem Anschlussangebot beigelegt.

§ 4 - Der GRD teilt die Gültigkeitsdauer seines Angebots sowie die genauen Modalitäten für die Bestellung und die Kontakte in Bezug auf die Antragsakte mit. Diese Gültigkeitsdauer darf nicht kürzer als sechs Monate ab dem Eingang des Angebots sein. Falls er keine Bestellung innerhalb der angegebenen Frist aufgibt, wird vorausgesetzt, dass der Antragsteller auf seinen Anschlussantrag verzichtet.

**Art. 73 - § 1** - Innerhalb von 5 Werktagen nach dem Eingang eines festen Auftrags des Antragstellers, der den in Artikel 72 erwähnten Modalitäten genügt, unternimmt der GRD die notwendigen Schritte, um die für die Durchführung des Anschlusses notwendigen amtlichen Genehmigungen zu erhalten.

§ 2 - Vorbehaltlich einer Einigung zwischen den Parteien und unbeschadet der §§ 3 bis 4 darf die normale Frist für die Durchführung des einfachen Anschlusses 15 ununterbrochene Werktage nach Eingang beim GRD aller notwendigen amtlichen Genehmigungen nicht überschreiten, und dies insofern der URD die zu seinen Last gehenden Arbeiten durchgeführt hat.

§ 3 - Wenn die Lage der Versorgungsleitung Arbeiten am Verkehrsweg notwendig macht, wird die in § 2 erwähnte Frist auf 30 ununterbrochene Werktage erhöht.

§ 4 - Wenn eine Erweiterung des Versorgungsnetzes notwendig ist, kann die in § 2 erwähnte Frist auf 60 Werktage erhöht werden.

§ 5 - Der GRD kann diese Frist unter Vorbehalt einer Begründung beim Antragsteller und wenn möglich einer Angabe im in Artikel 72 erwähnten Anschlussangebot verlängern:

- aus technischen, mit dem Anschluss verbundenen Gründen;
- aus amtlichen, vom Willen des GRD nicht abhängenden Gründen, die mit dem Auftreten von seitens des GRD nicht vorhersehbaren oder nicht messbaren Ereignissen verbunden sind;
- wegen der Unvorsichtigkeit des URD, die eine solche Verlängerung notwendig macht.

#### *Abschnitt 2.3 — Antrag auf eine Orientierungsstudie und Vorprojekt zu einem Anschluss*

**Art. 74** - Die Zielsetzung einer Orientierungsstudie besteht darin, eine vorherige Veranschlagung in Bezug auf ein Vorprojekt zu einem nicht-einfachen Anschluss zu erhalten.

**Art. 75** - Jede natürliche oder juristische Person kann einen Antrag auf eine Orientierungsstudie in Bezug auf einen neuen Anschluss beim GRD einreichen.

**Art. 76** - Jeder URD kann einen Antrag auf eine Orientierungsstudie in Bezug auf eine Abänderung von seinem bestehenden Anschluss, von Anlagen, die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind, oder von deren jeweiligen Betriebsweise beim GRD einreichen.

**Art. 77** - Der Antragsteller reicht einen Antrag, in dem u.a. die in Artikel 64 § 2 erwähnten Elemente enthalten sind, beim GRD schriftlich ein, um die Orientierungsstudie gemäß dem von dem GRD veröffentlichten Verfahren vorzunehmen.

**Art. 78** - Die Kosten für eine Orientierungsstudie gehen zu Lasten des Antragstellers gemäß dem anwendbaren Tarif.

**Art. 79** - Während der Durchführung der Orientierungsstudie arbeiten der GRD und der Antragsteller gutgläubig zusammen. Der GRD kann jederzeit von dem Antragsteller zusätzliche Informationen verlangen, die zur Vorbereitung des Vorprojektes zum Anschluss erforderlich sind.

**Art. 80 - § 1** - Der GRD teilt dem Antragsteller seine Schlussfolgerungen innerhalb von 20 Werktagen nach dem Eingang des vollständigen Antrags auf eine Orientierungsstudie schriftlich mit.

§ 2 - Wenn dem Antrag auf einen nicht-einfachen Anschluss nur durch eine vorherige Erweiterung des Versorgungsnetzes genügt werden kann, wird die in § 1 erwähnte Zustellungsfrist auf 30 Werktage verlängert. Diese Frist kann höchstens um 10 Werktage verlängert werden, wenn der GRD mehr als 5 mögliche Kunden auf der Trasse der Erweiterung ansprechen muss.

§ 3 - Wenn der Antrag auf eine Orientierungsstudie einen Anschluss mit einer Leistung von mindestens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde betrifft, wird die in § 1 erwähnte Frist auf 40 Werktage verlängert, dies unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 70. Diese Frist kann im Einvernehmen zwischen den Parteien verlängert werden.

§ 4 - Die Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie enthalten wenigstens:

- eine informatorische Beschreibung des Vorentwurfs der Anschlussvorrichtung;
- die mit der geplanten Anschlussvorrichtung verbundenen technischen Vorschriften;
- eine informatorische Veranschlagung der Kosten;
- eine informatorische Veranschlagung der Anschlussfristen.

§ 5 - Der GRD gibt die Gültigkeitsdauer der Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie an. Diese darf nicht kürzer als sechs Monate ab dem Eingang der Schlussfolgerungen sein. Falls er keine Bestellung für eine Detailstudie innerhalb der angegebenen Frist aufgibt, wird vorausgesetzt, dass der Antragsteller auf seinen Anschlussantrag verzichtet; er schuldet jedoch die etwaigen Kosten für die Studie.

#### *Abschnitt 2.4 — Antrag auf eine Detailstudie und Anschlussprojekt*

**Art. 81 - § 1** - Die Zielsetzung der Detailstudie besteht darin, ein nicht-einfaches Anschlussprojekt zu erzielen.

§ 2 - Wenn er es wünscht, entweder ohne eine Orientierungsstudie vorzunehmen, oder aufgrund deren Schlussfolgerungen, bittet der Antragsteller eines Anschlusses den GRD schriftlich darum, eine Detailstudie vorzunehmen, dies anhand des vom GRD gemäß Artikel 15 veröffentlichten Formulars.

**Art. 82 - § 1.** Der Anschlussantrag mit Detailstudie enthält u.a. neben den in Artikel 64 § 2 erwähnten Elementen die gewünschte Anschlussleistung, das erwartete Benutzungsprofil und die technischen Merkmale der an das Versorgungsnetz anzuschließenden Anlagen, die auf dem Anschlussformular stehen.

§ 2 - Wenn der Antrag auf Detailstudie einer Orientierungsstudie folgt, genügt es, dass der Antragsteller die schon eingereichte Antragsakte ergänzt, wenn die in Artikel 80 § 5 erwähnte Gültigkeitsdauer nicht abgelaufen ist.

**Art. 83 -** Nach dem Eingang eines Anschlussantrags mit Detailstudie, vor der keine Orientierungsstudie stattgefunden hat, prüft der GRD die Zulässigkeit des Antrags. Innerhalb von 10 Werktagen informiert er den Antragsteller des Anschlusses schriftlich über das Ergebnis der Überprüfung der Zulässigkeit und gibt er die zusätzlichen Angaben an, die der Antragsteller des Anschlusses eventuell im Hinblick auf die Vorbereitung des Anschlussprojekts mitteilen muss.

**Art. 84 - § 1** - Innerhalb einer maximalen Frist von zwanzig Werktagen nach dem Eingang eines vollständigen Antrags auf Detailstudie stellt der GRD dem Antragsteller sein Anschlussangebot schriftlich zu.

§ 2 - Wenn dem Antrag auf einen nicht-einfachen Anschluss nur durch eine vorherige Erweiterung des Versorgungsnetzes genügt werden kann, wird die in § 1 erwähnte Zustellungsfrist auf 30 Werktage verlängert. Diese Frist kann höchstens um 10 Werktage verlängert werden, wenn der GRD mehr als 5 mögliche Kunden auf der Trasse der Erweiterung ansprechen muss.

§ 3 - Wenn der Antrag einen Anschluss mit einer Leistung von mindestens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde betrifft, wird die in § 1 erwähnte Frist auf 40 Werktage verlängert, dies unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 70.

§ 4 - Hat eine Orientierungsstudie vor der Detailstudie stattgefunden, so werden die in §§ 1 und 2 erwähnten Fristen auf 10 Werktage und wird die in § 3 erwähnte Frist auf 20 Werktage herabgesetzt.

§ 5 - Die in §§ 1 bis 4 erwähnten Fristen können im Einvernehmen verlängert werden.

§ 6 - Das Anschlussangebot enthält:

- einen Plan der Verkabelung oder eine technische Beschreibung;
- die spezifischen Angaben in Bezug auf die Erreichbarkeit, die Sicherheit und die Betreibung der Anlagen;
- einen Kostenvoranschlag;
- die Fristen für die Durchführung nach einer festen Bestellung.

Die allgemeinen Anschlussbedingungen werden dem Anschlussangebot beigelegt; dies gilt gegebenenfalls auch für die vorgeschlagenen besonderen Bedingungen im Hinblick auf die Abfassung eines Vertrags.

§ 7 - Der GRD teilt die Gültigkeitsdauer seines Angebots sowie die genauen Modalitäten für die Bestellung und die Kontakte in Bezug auf die Antragsakte mit. Diese Gültigkeitsdauer darf nicht kürzer als sechs Monate ab dem Eingang des Angebots sein.

§ 8 - Auf der Grundlage des in § 6 erwähnten Angebots und bis zum Ablauf seiner Gültigkeitsdauer kann der Antragsteller eine der von dem GRD angebotenen Varianten frei wählen, dem GRD eventuelle Gegenvorschläge unterbreiten oder auf seinen Anschlussantrag ohne zusätzliche Kosten verzichten. Der Antragsteller teilt dem GRD seine Entscheidung schriftlich mit. Wenn der Antragsteller sich nicht vor dem Ablauf der Gültigkeitsdauer des Angebots entscheidet, wird davon ausgegangen, dass er auf die Weiterführung des Verfahrens in Bezug auf den Anschlussantrag verzichtet; er schuldet jedoch die etwaigen Kosten für die Studie.

**Art. 85 - § 1** - In Ermangelung einer Einigung zwischen den Parteien darf die normale Frist für die Durchführung des nicht-einfachen Anschlusses sechs Monate ab Eingang einer festen Bestellung nicht überschreiten.

§ 2 - Der GRD kann diese Frist unter Vorbehalt einer Begründung beim Antragsteller und wenn möglich einer Angabe im in Artikel 84 § 6 erwähnten Anschlussangebot verlängern

- aus technischen, mit dem Anschluss verbundenen Gründen;
- aus amtlichen, vom Willen des GRD nicht abhängenden Gründen, die mit dem Auftreten von für den GRD nicht vorhersehbaren oder nicht messbaren Ereignissen verbunden sind;
- wegen der Unvorsichtigkeit des URD, die eine solche Verlängerung notwendig macht.

§ 3 - Wenn der Antrag einen Anschluss mit einer Leistung von mindestens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde betrifft, kann die in § 1 erwähnte Frist durch die Parteien im Einvernehmen bestimmt werden.

**Art. 86 -** Die vom GRD für die Erstellung der Detailstudie eingegangenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers gemäß dem anwendbaren Tarif.

*Abschnitt 2.5 — Allgemeine Anschlussbedingungen*

**Art. 87** - Die allgemeinen Anschlussbedingungen sind auf jeden Anschluss anwendbar, es sei denn, es liegen ausdrückliche anderslautende und begründete Bestimmungen im Anschlussvertrag vor.

**Art. 88** - § 1 - Der Antragsteller, der einen einfachen Anschluss auf der Grundlage des in Artikel 72 erwähnten Angebots bestellt, nimmt die allgemeinen Anschlussbedingungen an.

§ 2 - Der Antragsteller, der einen nicht-einfachen Anschluss auf der Grundlage des in Artikel 84 § 6 erwähnten Angebots bestellt, nimmt die allgemeinen Anschlussbedingungen an, dies unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 90 und 91 in Bezug auf den Abschluss eines Anschlussvertrags.

**Art. 89** - Die allgemeinen Anschlussbedingungen werden vom GRD bestimmt und der CWaPE gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 vorgelegt.

*Abschnitt 2.6 — Anschlussvertrag*

**Art. 90** - § 1 - Der Anschlussvertrag ist immer anzuwenden, wenn die beantragte Kapazität mindestens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde beträgt.

§ 2 - Jede Partei kann jedoch den Abschluss eines Anschlussvertrags für eine Zugangsstelle mit einer kleineren gezeichneten Kapazität verlangen, außer wenn dieser einen einfachen Anschluss betrifft.

**Art. 91** - Vor jedem neuen in Artikel 90 erwähnten Anschluss muss ein von dem GRD und dem URD ordnungsgemäß unterzeichneter Anschlussvertrag bestehen.

**Art. 92** - § 1 - Der Anschlussvertrag besteht aus den allgemeinen Anschlussbedingungen und den besonderen Bestimmungen, die mit der betroffenen Anschlussvorrichtung verbunden sind.

§ 2 - Die besonderen Bedingungen werden im Einvernehmen zwischen dem GRD und dem Antragsteller festgesetzt. Sie betreffen u.a.:

1. die etwaigen Abweichungen von den allgemeinen Anschlussbedingungen;
2. die Bestimmungen bezüglich der Dauer und der Beendigung des Vertrags;
3. das Druckniveau an den Anschluss- und Zugangsstellen;
4. die Beschreibung des Anschlusses und dessen Trasse sowie der Standort der Zugangsstelle;
5. die eindeutige Identifizierung der Zugangsstelle mittels der EAN Nummer;
6. die Bestimmungen in Sachen Erreichbarkeit der Anschlussvorrichtungen;
7. die Beschreibung der Anlagen des URD (einschließlich der Anlagen, die von der Funktion her Teil des Netzes sind) und insbesondere der angeschlossenen Produktionseinheiten;
8. die spezifischen technischen Bedingungen und Bestimmungen, u.a. die gezeichnete Kapazität, die nützlichen technischen Merkmale des Anschlusses und der Anlagen des URD, die in die Anschlussvorrichtung zu integrierende Messvorrichtung, die Betreuung, die Wartung, die Anforderungen in Sachen Überwachung und Sicherheit;
9. die Durchführungsmodalitäten und Fristen für die Einrichtung oder die Abänderung des Anschlusses, je nach dem, ob es sich um einen neuen oder einen abzuändernden Anschluss handelt, dies mit Angabe der damit verbundenen Hypothesen;
10. die im Falle einer Überschreitung der Anschlussleistung zu treffenden Maßnahmen, die zusätzlich zu der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung bestehen;
11. die Modalitäten in Bezug auf die Unterbrechbarkeit und das Löschen.

**Art. 93** - Die technischen Lösungen und Parameter, die Teil eines Anschlussvertrags sind, können auf begründeten Antrag des GRD oder des URD mit der Zustimmung der anderen Partei abgeändert werden.

**Art. 94** - § 1 - Wenn der URD mit einem in Artikel 84, § 6 erwähnten Angebot einverstanden ist, für welches ein Anschlussvertrag notwendig ist, der mehr Einzelheiten als die einfachen allgemeinen Bedingungen enthält, erstellt der GRD ein Angebot und stellt er dem URD das Angebot für einen Anschlussvertrag innerhalb von zwanzig Tagen nach der Einigung zu.

§ 2 - Der GRD gibt die Gültigkeitsdauer seines Vertragsvorschlags an, die nicht kürzer als zwei Monate ab seinem Eingang beim URD sein darf. Falls er keinen Vertrag innerhalb der angegebenen Frist abschließt, wird vorausgesetzt, dass der Antragsteller auf seinen Anschlussantrag verzichtet; er schuldet jedoch die etwaigen Kosten für die Studie.

*Abschnitt 2.7 — Durchführung der Anschlussvorrichtung*

**Art. 95** - § 1 - Die Anschlussarbeiten werden unter der Verantwortung des GRD im Einvernehmen mit dem URD durchgeführt. Ein Teil oder die Gesamtheit der Vorbereitungs- bzw. Endbearbeitungsarbeiten auf einem Privatgrundstück, mit Ausnahme der Durchführung des Anschlusses, kann jedoch vom URD durchgeführt werden.

§ 2 - Der URD beachtet die vom GRD empfohlenen Sicherheitsmaßnahmen.

§ 3 - Die den Artikeln 17 bis 19 genügenden Bedingungen für den Zugang zu den Anlagen sind während der Durchführung des Anschlusses anwendbar.

§ 4 - Der GRD sorgt für die Bestimmung der Trasse der Anschlussvorrichtung und für die Art und die Merkmale seiner Bestandteile, um die allgemeine Sicherheit, die Zuverlässigkeit des Anschlusses zu garantieren und die Verbrauchserfassungen, die Kontrolle und die Wartung zu erleichtern.

*Abschnitt 2.8 — Inbetriebsetzung einer Zugangsstelle*

**Art. 96** - § 1 - Eine Zugangsstelle, deren Leistung höchstens 25 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde beträgt, wird innerhalb von drei Werktagen nach dem Antrag auf Inbetriebsetzung des URD, der den Bestimmungen der Artikel 97 und 98 genügen kann, in Betrieb gesetzt.

§ 2 - Beträgt die Anschlussleistung der Zugangsstelle mehr als 25 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde, so kann diese Frist auf fünf Werktage verlängert werden. Beträgt sie höchstens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde, so wird diese Frist zwischen den Parteien vereinbart.

§ 3 - Die Kosten für die Inbetriebsetzung der Zugangsstelle gehen zu Lasten des GRD.

§ 4 - Wenn er seinen Antrag einreicht, sorgt der URD dafür, dass allen Bedingungen für die tatsächliche Inbetriebsetzung der Zugangsstelle genügt wird. Jede unnötige Fahrt der Dienststellen des GRD kann dem URD zu Lasten gehen, wenn eine Fahrlässigkeit des URD festgestellt wird.

**Art. 97** - Eine Zugangsstelle wird erst dann in Betrieb gesetzt, wenn die Daten in Bezug auf diese Zugangsstelle im Zugangsregister des GRD registriert worden sind und wenn alle Bestimmungen des vorliegenden Kodex eingehalten worden sind.

**Art. 98** - § 1 - Vor der Inbetriebsetzung einer Zugangsstelle kann der GRD vom URD den Beweis fordern, dass seine Anlagen den geltenden gesetzlichen und verordnungsmäßigen Verpflichtungen genügen.

§ 2 - Bei der Eröffnung des Gaszählers vergewissert sich der GRD gemäß dem geltenden Verfahren davon, dass die Anlage des URD den Versorgungsdruck standhält.

§ 3 - Ist eine Anlage oder ein Teil einer Anlage des URD neu, so muss der Installateur dem GRD eine Bescheinigung über die Konformität der Anlage des URD mit den Vorschriften der geltenden Normen geben. Diese Bescheinigung besteht aus einer Erklärung in diesem Sinne des Installateurs, d.h. desjenigen, der die Anlage aufgebaut hat, der ein grundsätzliches Schema davon beigefügt wird; diese Bescheinigung muss nach einer Kontrolle an Ort und Stelle durch einen Bericht einer "zugelassenen Kontrolleinrichtung" für gültig erklärt werden. Falls die Anlage von einem "zugelassenen Installateur" aufgebaut wird, wird davon ausgegangen, dass sie den Vorschriften der geltenden Normen NBN genügt; die Gültigkeitserklärung durch eine "zugelassene Kontrolleinrichtung" wird dann von dem GRD nicht verlangt.

### KAPITEL III — *Abänderung in Bezug auf das Statut oder den Aufbau der bestehenden Anschlussvorrichtungen*

#### *Abschnitt 3.1 — Übergangsperiode und Regularisierung*

**Art. 99** - § 1. Eine Anlage eines URD, die vor dem 1. Dezember 2004 installiert wurde und die den Vorschriften der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung nicht genügt, kann in dem Zustand, in dem sie sich befindet, benutzt werden, wenn sie keine Gefahr für die Sicherheit darstellt und insofern diese Nichtübereinstimmung den Anlagen des GRD oder den Anlagen und/oder der Qualität des bei einem anderen URD gelieferten Erdgases nicht grundsätzlich schadet.

§ 2 - Der GRD kann für Schäden beim URD, die durch das schlechte Funktionieren der Anlagen des URD verursacht werden, nicht verantwortlich gemacht werden, wenn sie der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung nicht genügen oder wenn sie Gegenstand von unangemessenen Handhabungen vom URD oder von Dritten sind.

**Art. 100** - § 1 - Jede Anlage des URD, die den Vorschriften der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung nicht genügt und deren Nichtübereinstimmung eine Ursache von Schäden oder Beeinträchtigungen für die Anlagen des GRD oder eines bzw. mehrerer URD ist, muss innerhalb einer vom GRD unter Berücksichtigung der Art und des Umfangs der Schäden oder der Beeinträchtigung bestimmten Frist in Übereinstimmung gebracht werden. Die geschädigten URD können den GRD um eine Verkürzung dieser Frist bitten. Die betroffenen Parteien verhandeln gutgläubig über eine annehmbare Frist.

§ 2 - Während dieser Frist kann der GRD nicht für eventuelle Schäden, die die URD zu erleiden hatten, verantwortlich gemacht werden, wenn er beweisen kann, dass sie die direkte Folge einer Nichtübereinstimmung der Anlagen eines URD mit der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung sind.

§ 3 - Die im vorliegenden Artikel erwähnten Anpassungen gehen zu Lasten des URD, wenn bewiesen wird, dass die Anlagen des URD die direkte Ursache des Schadens oder der Beeinträchtigung sind.

§ 4 - Wenn der URD die im vorliegenden Artikel erwähnten Anpassungen nicht innerhalb der auferlegten Frist durchgeführt hat, wird er vom GRD per Einschreiben dazu gemahnt.

§ 5 - Unter Vorbehalt anderer Vereinbarungen unter den betroffenen Parteien hat der GRD das Recht, den Zugang zu unterbrechen, wenn die Anpassungen nicht innerhalb von zehn Werktagen nach der Zustellung dieser Mahnung durchgeführt worden sind.

**Art. 101** - Bis zur Erstellung von neuen Anschlussverträgen zwischen dem GRD und dem URD können deren eventuelle vor dem Inkrafttreten der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung abgeschlossene Vereinbarungen anwendbar bleiben, wenn deren eventuelle Nichtübereinstimmung mit der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung keine Gefahr für die Sicherheit oder die Kontinuität des Betriebs des Versorgungsnetzes darstellt. Ist es nicht der Fall, so beraten die Parteien miteinander, um sie so schnell wie möglich den Bestimmungen der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung anzupassen.

#### *Abschnitt 3.2 — Anpassung einer Anschlussvorrichtung*

**Art. 102** - Jeder Anpassung einer in Artikel 90 erwähnten bestehenden Anschlussvorrichtung oder einer Anschlussvorrichtung, die aufgrund dieser Anpassung oder der Anpassung ihrer Betriebsart in diese Kategorie fällt, muss ein mit dem GRD gemäß dessen Verfahren abzuschließender Anschlussvertrag vorangehen.

**Art. 103** - Der GRD kann einen Anschlussantrag auferlegen und die Anschlussvorrichtung abändern, wenn größere Abänderungen im Einspeisungs- bzw. Entnahmeprofil im Vergleich zu den beim Anschlussantrag anwendbaren Bedingungen vorkommen oder wenn Anpassungen an Anlagen des URD vorgenommen werden, die von der Funktion her Teil des Netzes sind.

**Art. 104** - § 1 - Jeder URD kann beim GRD einen Anschlussantrag einreichen oder einreichen lassen, der eine Anpassung von der bestehenden Anschlussvorrichtung, von Anlagen, die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind, oder von deren jeweiligen Betriebsweise betrifft. Dieser Antrag betrifft ebenfalls die in Artikel 64 § 2 erwähnten Informationen.

§ 2 - Auf Antrag des URD kann der GRD annehmen, dass eine in Artikel 102 erwähnte Abänderung als geringfügig betrachtet wird. Diese geringfügige Abänderung wird Gegenstand eines Nachtrags zum Anschlussvertrag sein, ohne dass eine zusätzliche Studie erfolgen muss.

**Art. 105** - Jede Abänderung in bzw. an einem Raum, in dem der Anschluss auch nur teilweise befindlich ist, die eine Auswirkung auf die Erreichbarkeit oder die Sichtbarkeit des Anschlusses hat, kann nur in Konzertierung mit dem GRD durchgeführt werden. Eine Überwachung des Anschlusses muss immer möglich sein.

#### *Abschnitt 3.3 — Abschaffung einer Anschlussvorrichtung*

**Art. 106** - § 1 - Jede Anschlussvorrichtung kann auf schriftlichen Antrag des Eigentümers des betroffenen Gutes entfernt werden, wenn kein URD sie noch benutzt.

§ 2 - Die Kosten für die Beseitigung einer Anschlussvorrichtung sowie die Kosten für die Wiederherstellung in den ursprünglichen Zustand der Räumlichkeiten, privaten Wege und Grundstücke gehen zu Lasten des Eigentümers des betroffenen Gutes.

§ 3 - Das Ersetzen einer Anschlussvorrichtung auf Anfrage eines URD oder des Eigentümers des versorgten Gutes kann als ein Standardanschluss betrachtet werden.

**Art. 107** - Innerhalb der Grenzen der in Artikel 15 erwähnten allgemeinen Bedingungen und unter der Bedingung, dass er den URD oder den Eigentümer des betroffenen Gutes zuvor informiert und anhört, hat der GRD das Recht jede Anschlussvorrichtung, die seit über einem Jahr nicht mehr benutzt wird, zu beseitigen oder abzuschalten. Wenn der URD oder der Eigentümer des betroffenen Gutes diese Anschlussvorrichtung für die Durchführung von geplanten Projekten behalten möchte, beteiligt er sich an den Unterhaltskosten gemäß mit dem GRD zu vereinbarenden Modalitäten.

#### *Abschnitt 3.4 — Eigentums- oder Verwendungsübertragung*

**Art. 108** - § 1 - Bei einer Eigentums- bzw. Verwendungsübertragung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, für die die Anschlussvorrichtung in Betrieb ist, übernimmt der Übernehmer die Rechte und Pflichten des vorherigen Eigentümers und schließt er gegebenenfalls sofort einen neuen Anschlussvertrag mit dem GRD ab, ohne dass die Anschlussvorrichtung in der Zwischenzeit und aus diesem einzigen Grund außer Betrieb gesetzt wird. Der bestehende Anschlussvertrag bleibt anwendbar so lange die Eigentums- oder Verwendungsübertragung dem GRD nicht zugestellt worden ist.

§ 2 - Im Falle einer solchen Übertragung wird eine Außerbetriebsetzung erst nach einer begründeten Inverzugsetzung, die mit einer vernünftigen Regularisierungsfrist versehen ist, vom GRD durchgeführt werden können.

### **TITEL IV — Zugangsordnung**

#### *KAPITEL I — Bestimmung des Versorgers*

**Art. 109** - Der Anwendungsbereich der vorliegenden Zugangsordnung ist auf URD begrenzt, die Erzeuger, Lagerungsunternehmen oder Endkunden sind. Sie ist nicht auf URD anwendbar, die Versorgungs- oder Transportnetze sind (die sie betreffenden entsprechenden Vorschriften sind Gegenstand der Zusammenarbeitsordnung).

**Art. 110** - § 1 - Der in Artikel 109 erwähnte URD wählt für jede Zugangsstelle einen Versorger aus, der Inhaber einer gültigen Versorgungslizenz ist. Er schließt einen Vertrag mit ihm ab.

§ 2. In Abweichung von § 1 schließt der URD, der kein Haushaltskunde ist, dessen Verwendungsprofil per Fernablesung erstellt wird und der mehrere Versorger für eine einzige Zugangsstelle gleichzeitig wählen möchte, mit einem von ihnen die notwendigen Einigungen ab, damit dieser allen dem Versorger durch die vorliegenden R.T.GAZ-Regelung auferlegten Verpflichtungen genügt. In Ermangelung davon muss der URD eine den Bestimmungen von Artikel 30 des Dekrets entsprechende begrenzte Versorgungslizenz beantragen, was ihm möglich macht, sein eigener Versorger zu werden. In dieser Annahme sind die einschlägigen Bestimmungen, die in diesem Rahmen den Versorgern durch die vorliegenden R.T.GAZ-Regelung auferlegt werden, insbesondere diejenigen der vorliegenden Ordnung in Bezug auf den Zugang zum Netz, auf ihn anwendbar.

#### *KAPITEL II — Zugangsregister*

**Art. 111** - § 1 - Der GRD führt ein Zugangsregister, dessen Zielsetzung es ist, den URD, den Versorger und den Befrachter pro Zugangsstelle zu registrieren, um die Übertragung der mit diesem Punkt verbundenen Daten gemäß den in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung bestimmten Modalitäten möglich zu machen. Die Übertragung betrifft:

- die korrekte Organisation und Registrierung, für jede Zugangsstelle, der URD-, Versorger- und Befrachterwechsel sowie der an der Anschlussvorrichtung vorgenommenen technischen Anpassungen.
- die Zuteilung an den betroffenen URD, Versorger und Befrachter der an jeder Zugangsstelle entnommenen oder eingespeisten Gasmengen.

§ 2 - Der GRD ist für die Verwaltung und die Aktualisierung der im Zugangsregister enthaltenen Daten, einschließlich der Verarbeitung der Daten der URD so wie sie ihm von den Versorgern übermittelt werden, verantwortlich.

§ 3 - Der GRD ist der Verwalter des Zugangsregisters im Sinne des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten. Auf einfachen Antrag des URD oder seines Versorgers hin berichtet er die im Zugangsregister enthaltenen personenbezogenen Daten und bezeichnet eine zu diesem Zweck verantwortliche Kontaktperson.

§ 4 - Die in § 3 erwähnten Berichtigungen werden allen betroffenen Parteien mitgeteilt.

**Art. 112** - § 1 - Pro durch eine EAN-GSRN-Nummer gekennzeichnete Zugangsstelle enthält das Zugangsregister alle für die Verwaltung des Zugangs notwendigen Daten und insbesondere:

- die Identität und die EAN-GLN-Kodenummer des Versorgers, des Befrachters und des URD;
- die aggregierte Empfangsstation, die die Zugangsstelle versorgt;
- die von dem Versorger übermittelten Informationen bezüglich des URD:
  - 1° den Namen des URD;
  - 2° die Art URD (Haushaltskunde/Nichthaushaltskunde);
  - 3° gegebenenfalls die NACE-Kennzahl.
- 4° die Kontaktadresse des URD:
  - die technischen Angaben bezüglich der Anschlussvorrichtung;
  - die technischen Angaben bezüglich des Zählers, u.a. seine Nummer;
  - die Angaben bezüglich der Modalitäten in Sachen Messungen:
    - 1° Häufigkeit der Messungen: jährlich, monatlich oder stündlich;
    - 2° für die jährlich abgelesenen Zugangsstellen der Monat der Ablesung;
  - die Angaben bezüglich der Verwendung der Zugangsstelle:
    - 1° Einspeisung oder Entnahme;
    - 2° die Gasart;
    - 3° für die nicht fernabgelesenen Zugangsstellen: das zusammenfassende Verwendungsprofil und der jährliche/monatliche Standard- bzw. Pauschalverbrauch;
    - 4° gegebenenfalls die gezeichnete Leistung;
    - 5° die Tarifkategorie;
    - 6° das Datum des Beginns der Lieferung durch den Versorger (durch den Versorger mitgeteilt);
    - 7° das Datum des Endes der Lieferung durch den Versorger, wenn bereits bekannt (durch den Versorger mitgeteilt).

§ 2 - Der GRD bewahrt die Vorgeschichte des Registers der im Zugangsregister enthaltenen Daten während wenigstens zwei Jahren und auf jeden Fall bis zur endgültigen Ausgleichung des betroffenen Zeitraums auf.

**Art. 113 - § 1** - Der GRD teilt jedem URD, der dies beantragt, seine EAN-Kennzahl und die aggregierte Empfangsstation innerhalb von höchstens fünf Werktagen mit. Der Antrag kann telefonisch, per E-Mail, per Fax, brieflich oder über die Internet-Webseite des GRD eingereicht werden. Die Antwort kann auf die gleiche Weise übermittelt werden. Wird dieser Antrag vom Versorger des URD eingereicht, so entspricht die Mitteilungsweise dem festgesetzten Protokoll.

§ 2 - Jeden Monat übermittelt der GRD kostenlos spätestens am vierten Werktag nach dem Anfang des Monats jedem Zugangsinhaber eine Datei aus dem Zugangsregister für alle ihn betreffenden Zugangsstellen, in der die am ersten Tag des Monats um 6.00 Uhr festgesetzte Situation angegeben ist. Diese Datei enthält für jede durch ihre EAN-GSRN-Kennzahl identifizierte Zugangsstelle wenigstens:

- den informatischen Namen des mit der Zugangsstelle verbundenen URD;
- die EAN-GLN-Kennzahl des Netzbetreibers und wahlweise den Namen des GRD;
- die EAN-GLN-Kennzahl des Versorgers und wahlweise den Namen des Versorgers;
- die EAN-GLN-Kennzahl des Befrachters und wahlweise dessen Namen;
- das Datum des Beginns der Versorgung an der Zugangsstelle;
- das Datum des Endes der Versorgung an der Zugangsstelle (wenn es schon bekannt ist);
- die Häufigkeit der Zählerablesung: jährlich, monatlich oder auf stündlicher Grundlage;
- die aggregierte Empfangsstation, von der die Zugangsstelle abhängt;
- für die nicht fernabgelesenen Zugangsstellen das zusammenfassende Verwendungsprofil und den jährlichen/monatlichen Standard- bzw. Pauschalverbrauch;
- für die jährlich abgelesenen Zugangsstellen den Monat der Ablesung.

§ 3 - Einmal pro Semester stellt der Betreiber des Versorgungsnetzes den Versorgern eine Liste in elektronischer Form kostenlos zur Verfügung, die die neuesten, für die Suche nach den EAN-GSRN-Kennzahlen der Zugangsstellen auf deren Netzen notwendigen Daten enthält, d.h.:

- die EAN-Kennzahl;
- den Namen der Straße;
- die Hausnummer;
- das Postfach;
- die Postleitzahl;
- die Gemeinde;
- die Nummer des (oder der) Zähler(s).

Das Format dieser Mitteilung wird im Einvernehmen zwischen den Parteien vereinbart. In Ermangelung einer Einigung kann die CWaPE ein Format auferlegen.

**Art. 114** - Wenn ein in der Wallonischen Region aktiver GRD Gas außerhalb deren Grenzen verteilt, trifft er alle nützlichen Maßnahmen, um die Auswahl der für die in der Wallonischen Region befindlichen URD spezifischen Informationen ab seinem Zugangsregister zu ermöglichen.

**Art. 115 - § 1** - Jeder Versorgerwechsel muss vom neuen Versorger dem GRD wenigstens einen Monat im Voraus mitgeteilt werden. Der vorherige Versorger wird vom GRD über diesen Wechsel informiert. Notfalls bestätigen die betroffenen Versorger ihren jeweiligen Befrachtern diesen Wechsel.

§ 2 - Jeder Befrachterwechsel muss vom betroffenen Versorger dem GRD wenigstens einen Monat im Voraus mitgeteilt werden. Der Wechsel kann erst am ersten Tag des Monats um 6:00 Uhr wirksam sein.

§ 3 - Wenn ein Versorger, dessen Vertrag bald endet, nicht vorhat, seine Versorgung nach dem Ende dieses Vertrags zu verlängern, und wenn er nicht vom Betreiber eines Versorgungsnetzes über einen späteren Versorgerwechsel informiert wird, muss er dies dem Betreiber des Versorgungsnetzes wenigstens einen Monat vor dem Ablaufdatum mitteilen, sonst kann der Betreiber des Versorgungsnetzes betrachten, dass er die Eigenschaft als Versorger der betroffenen Zugangsstelle behalten hat. Der GRD setzt dann den URD in Verzug, einen neuen Versorger spätestens fünf Tage vor dem Ablaufdatum zu finden; er teilt ihm mit, dass jede Energieentnahme nach diesem Datum als unrechtmäßig betrachtet würde und dass der vorherige Versorger seiner Versorgungsverpflichtungen entbunden ist. Handelt es sich um einen Nichthaushaltskunde, teilt er ihm die in Artikel 131 vorgesehene Aussetzung des Zugangs mit.

**Art. 116** - Jeder URD, der auf die Verwendung seiner Zugangsstelle (Umzug, Einstellung der Tätigkeit,...) verzichtet, informiert seinen Versorger so früh wie möglich und, wenn möglich, einen Monat im Voraus. Letzterer informiert den GRD, um ihm den Abschluss der Indexe und die etwaige Außerbetriebsetzung der Zugangsstelle zu ermöglichen. Im Falle eines Umzugs zu einer anderen Zugangsstelle teilt der Versorger ebenfalls dem Betreiber des Versorgungsnetzes die neue Anschrift (Index und Inbetriebnahme der Zugangsstelle) mit. Ein Formular, mittels dessen diese Informationen übertragen werden können und eine kontradiktorische Indexablesung festgehalten werden kann, wird den URD vom Versorger zur Verfügung gehalten.

**Art. 117 - § 1** - Wenn ein Versorger und/oder ein Befrachter seiner Tätigkeit ein Ende setzt, muss der betroffene Versorger dies dem GRD und den URD wenigstens einen Monat im Voraus mitteilen und ihnen die Identifizierung des Versorgers, der Inhaber einer Lizenz ist und der herangezogen wird, die Tätigkeit der Versorgung der Benutzer ohne Unterbrechung zu übernehmen, mitteilen. Die betroffenen Versorger bestätigen ihren jeweiligen Befrachtern das Ende dieser Tätigkeit.

§ 2 - Wenn er das Ausbleiben der in § 1 erwähnten Mitteilung feststellt oder um die Weiterführung der Lieferung an einen URD, dessen Versorger plötzlich ausfällt, zu gewährleisten, trifft der GRD die notwendigen Maßnahmen, um diesen Versorger durch einen Versorger ersetzen zu können, mit dem er die notwendigen Vereinbarungen abgeschlossen hat, wobei die CWaPE zuvor in Kenntnis der Identität dieses Versorgers gesetzt worden ist. In der Zwischenzeit übernimmt der GRD vorläufig die Rechte und Verpflichtungen des ausgefallenen Versorgers in Sachen Lieferung. Innerhalb von zehn Tagen nach der Zurkenntnisnahme des Ausfallens des Versorgers, informiert der GRD den URD über diesen Wechsel und die davor entstehende Übergangszeit und erinnert ihn an das Verfahren im Hinblick auf die Wahl eines neuen Versorgers.



**Art. 118** - In dem dem UN/EDIFACT beigefügten Benutzerhandbuch werden die Folge der Botschaften für jedes Abänderungsverfahren, die Form und der Inhalt der Botschaften sowie die Modalitäten für die Annullierung einer angekündigten Abänderung beschrieben.

### KAPITEL III — Zugangsverfahren

#### Abschnitt 2.1 — Antrag auf Zugang

**Art. 119** - § 1 - Der Zugang zum Versorgungsnetz unterliegt dem Abschluss eines Zugangsvertrags zwischen dem GRD und einem URD oder seinem, den Zugangsinhaber genannten, Versorger.

§ 2 - Dem Zugangsvertrag geht die Einreichung eines Zugangsantrags beim GRD gemäß dem von diesem veröffentlichten Verfahren voran. In diesem Verfahren werden die Bedingungen, denen der Antragsteller genügen muss, bestimmt.

**Art. 120** - Außer wenn ein URD einen Zugangsantrag in seinem Namen einreichen möchte und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 110 § 2 kann jeder Versorger, der über eine im Sinne des Artikels 30 des Dekrets gültige Lizenz verfügt, einen Zugangsantrag einreichen, dies:

- für seine eigene Rechnung, um seine Versorgungstätigkeit auszuüben;
- für Rechnung eines URD für eine besondere Zugangsstelle, die dieser Versorger versorgen möchte.

**Art. 121** - § 1 - In einem Zugangsantrag sind u.a. folgende Elemente enthalten:

1. die Identität des Antragstellers: Name, Anschrift, Identifizierungsnummer (MWSt-Nummer, Handelsregisternummer, Unternehmensnummer), EAN-GLN-Nummer...;
2. das beantragte Anfangsdatum und die beantragte Dauer für den Zugang zum Netz des GRD;
3. wenn sie bekannt sind, die EAN-GSRN-Kennzahlen der durch den Zugangsantrag betroffenen Zugangsstellen;
4. gegebenenfalls die angeschlossenen Erzeugungseinheiten und ihre hauptsächlichen Merkmale;
5. die Identität und die EAN-GLN-Kennzahl der Befrachter, mit denen der Versorger eine Vereinbarung, die auf das durch den Zugangsantrag betroffene Versorgungsnetz anwendbar ist, abgeschlossen hat.

§ 2 - In Abweichung von § 1 und wenn der Inhaber eines Zugangs einen Antrag im Hinblick auf die Berücksichtigung von zusätzlichen Zugangsstellen einreicht, kann das in Artikel 115 erwähnte Verfahren als Zugangsantrag dienen.

**Art. 122** - § 1 - Der GRD untersucht die Zulässigkeit, insbesondere auf der Grundlage der in Artikel 123 bestimmten Kriterien.

§ 2 - Innerhalb von 10 Werktagen nach dem Eingang eines zulässigen Zugangsantrags bietet der GRD dem Antragsteller einen Zugangsvertrag an.

§ 3 - Im in Artikel 121 § 2 erwähnten Fall kann ein Nachtrag zum Zugangsvertrag, der wenigstens aus einer Aktualisierung der in Artikel 124 § 2 erwähnten Anlagen besteht, genügen.

**Art. 123** - Um den Zugang zum Netz zu erhalten, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

- der Antrag wird auf gültige Weise gemäß dem vom GRD veröffentlichten Verfahren eingereicht;
- für die im die Zugangsdauer deckenden Zugangsantrag erwähnten Zugangsstellen wird ein Versorgungsvertrag zwischen einem Versorger und dem URD auf gültige Weise abgeschlossen;
- die Bestimmungen der Zugangsordnung sind auf gültige Weise auf die betroffenen Zugangsstellen angewandt worden;
- eine gültige Vereinbarung besteht zwischen dem Versorger und wenigstens einem durch das Transportunternehmen anerkannten Befrachter;
- die gewünschte Leistung ist mit der an der betroffenen Zugangsstelle verfügbaren Leistung vereinbar.

#### Abschnitt 2.2 — Zugangsvertrag mit dem GRD

**Art. 124** - § 1 - Der Zugangsvertrag ist ein Rahmenvertrag, der zusätzlich zu den allgemeinen Bestimmungen, für welche in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung verwiesen wird, die folgenden Elemente enthält:

1. die Identität der betroffenen Parteien;
2. die Bezeichnung der Kontaktpersonen;
3. Bestimmungen in Bezug auf die Vertraulichkeit, die gegenseitigen Verantwortungen;
4. das Inkrafttretensdatum und die Dauer des Zugangsvertrags;
5. die Modalitäten in Bezug auf die eventuellen Abänderungen der gezeichneten Kapazität;
6. die Zahlungsmodalitäten und die eventuellen finanziellen Garantien.

§ 2 - Erweiterungs-fähige Anlagen zum in § 1 erwähnten Rahmenvertrag sind Letzterem beigefügt. Sie betreffen mindestens:

1. die Modalitäten in Bezug auf die Unterbrechbarkeit oder das Löschen, die eventuell für jede Zugangsstelle vereinbart sind;
2. die Liste der Zugangsstellen (EAN-GSRN-Nummern) mit der Angabe der gezeichneten Kapazität und dem Zugangszeitraum für die gezeichnete Kapazität;
3. die je Zugangsstelle angeschlossenen Produktionseinheiten (mit Angabe der stündlichen Abflussmenge bei Höchstleitung und der Dauer der erwarteten Produktion); wenn für eine bestimmte Zugangsstelle sowohl eine Gaseinspeisung als auch eine Gasentnahme seitens einer angeschlossenen Produktionseinheiten erfolgen können, ist es angebracht, eine gezeichnete Kapazität sowohl für die Einspeisung als auch für die Entnahme für den betroffenen Zeitraum anzugeben;
4. die vom GRD auf der Grundlage der Information der URD zugeteilten jährlichen Benutzungsprofile;
5. Je Zugangsstelle den Befrachter des Transportnetzes, mit dem der Versorger zusammenarbeitet.

Diese Anlagen werden auf punktuelle Weise mittels Nachträgen je nach der Entwicklung der darin enthaltenen Angaben angepasst. Der in Artikel 113 § 2 erwähnte Auszug des Zugangsregisters kann als Grundlage beim Erstellen eines Nachtrags dienen.

*Abschnitt 2.3 — Erklärungen und Garantien des Versorgers*

**Art. 125 - § 1** - Um das Gleichgewicht des Versorgungsnetzes zu erhalten, muss jeder Versorger während der in Artikel 136 bestimmten Grundperiode über das Transportnetz, (gegebenenfalls) das bzw. die miteinander verbundene(n) Versorgungsnetz(e) und die Empfangsstationen soviel Gas einspeisen, wie den URD, für welche er Zugangsverträge abgeschlossen hat, geliefert wird. Zu diesem Zweck bestellt der Versorger die notwendigen Gasmengen, um die äußersten Witterungsbedingungen, die einer Temperatur von -11 °C in Uccle während eines Tages entsprechen, zu meistern.

§ 2 - Wenn der Versorger mit einem Befrachter zusammenarbeitet, schließt er mit Letzterem einen Zusammenh-arbeitsvertrag ab, in dem die gegenseitigen Verantwortungen deutlich abgegrenzt und genau beschrieben werden.

**Art. 126** - Der Versorger erklärt und garantiert dem GRD, dass alle von ihm vorgesehenen Entnahmen oder Einspeisungen ab dem Inkrafttretensdatum des Zugangsvertrags und für dessen ganze Dauer mittels eines Versorgungsvertrags gedeckt sind bzw. gedeckt sein werden, dies ebenfalls unter den in Artikel 125 bestimmten äußersten Witterungsbedingungen.

**Art. 127** - Was den Zugang zu anderen Versorgungsnetzen und zum Transportnetz betrifft, erklärt und garantiert der Versorger dem GRD, dass er alle zur Deckung des Zugangs notwendigen Verträge für alle seine Einspeisungen und Entnahmen abschließen wird. Dadurch enthebt der Versorger den GRD von jeder Verantwortung in Bezug darauf.

**Art. 128** - Der Versorger informiert den GRD sofort, wenn eine oder mehrere erwähnten Erklärungen oder Garantien fällig werden.

*KAPITEL IV — Unterbrechung oder Aufhebung des Zugangs zum Versorgungsnetz**Abschnitt 3.1 — Geplante Unterbrechung des Zugangs*

**Art. 129 - § 1** - Der GRD hat das Recht, den Zugang zum Versorgungsnetz nach Beratung mit den betroffenen URD, deren Leistung wenigstens 25 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde beträgt, zu unterbrechen, wenn Arbeiten am Versorgungsnetz oder an den Anschlussvorrichtungen aufgrund der Sicherheit, der Zuverlässigkeit und/oder der Wirksamkeit des Versorgungsnetzes oder des Anschlusses erforderlich sind.

§ 2 - Außer im Notfall informiert der GRD alle durch eine Unterbrechung betroffenen URD und Versorger mindestens fünf Werktage im Voraus über den möglichen Beginn und die mögliche Dauer einer Unterbrechung.

*Abschnitt 3.2 — Ungeplante Unterbrechung des Zugangs*

**Art. 130** - Unbeschadet der Bestimmungen von Titel I, Kapitel 5 der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung und im Falle einer ungeplanten Unterbrechung des Zugangs zum Versorgungsnetz:

- informiert der GRD den URD oder seinen Versorger so schnell wie möglich über das Problem und dessen mögliche Dauer;
- auf Antrag des URD oder seines Versorgers gibt der GRD innerhalb von zehn Werktagen eine ausführliche Erklärung in Bezug auf diese Unterbrechung ab;
- die CWaPE ist berechtigt, jegliche zusätzliche Information anzufordern.

*Abschnitt 3.3 — Aufhebung des Zugangs*

**Art. 131** - Unter Vorbehalt der Anwendung der gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, die insbesondere in Sachen Verpflichtungen öffentlichen Dienstes anwendbar sind, hat der GRD das Recht, den Zugang zu seinem Versorgungsnetz während der zur Regularisierung der folgenden Situationen notwendigen Zeit vollständig bzw. teilweise aufzuheben:

- im Notfall;
- unbeschadet der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes in Bezug auf den Endverbraucher, der ein Haushaltskunde ist, wenn ein URD seine finanziellen Verpflichtungen dem GRD gegenüber nicht einhält und nachdem dieser gemahnt worden ist;
- wenn der Versorger eines URD, der kein Haushaltskunde ist, seine finanziellen Verpflichtungen nicht einhält;
- wenn kein Versorger oder kein Befrachter für einen bestimmten Zeitraum für eine aufgehobene Zugangsstelle bezeichnet wird, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 117 § 2;
- wenn der GRD der Meinung ist, dass eine ernste Gefahr besteht, dass das richtige Funktionieren des Versorgungsnetzes und/oder die Sicherheit der Personen oder des Materials gefährdet sind, insbesondere in Anwendung von Artikel 100 der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung;
- wenn die vertraglich vereinbarten Grenzen der gezeichneten Kapazität auf wiederholte und bedeutsame Weise überschritten werden oder wenn die Unausgewogenheit zwischen der Einspeisung des Versorgers und der Entnahme des URD Gleichgewichtsverluste zur Folge hat.

*KAPITEL V — Einspeisungs- bzw. Entnahmeprogramm*

**Art. 132 - § 1** - Wenn der GRD es als notwendig betrachtet, kann er täglich für bestimmte Zugangsstellen (je nach dem Umfang der entnommenen oder eingespeisten Kapazität und/oder auf der Grundlage von anderen objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien) von der Partei, die einen Zugangsvertrag abschließt, ein Einspeisungs- bzw. Entnahmeprogramm verlangen. Für diese Zugangsstellen kann er auch von dieser Partei Jahresprognosen verlangen.

§ 2 - Wenn die den Zugangsvertrag abschließende Partei vorsieht, dass das tatsächliche Entnahme- bzw. Einspeisungsprofil vom vorgelegten Einspeisungs- bzw. Entnahmeprogramm oder von den mitgeteilten Prognosen abweichen wird, informiert sie den GRD sofort über diese Änderung.

*TITEL V — Mess- und Zählungsordnung**KAPITEL I — Allgemeines*

**Art. 133** - Die Mess- und Zählungsordnung beschreibt die Rechte und Pflichten des GRD und der anderen Parteien, die einerseits durch die Zurverfügungstellung, Einrichtung, Benutzung und Wartung der Mess- oder Zählvorrichtungen und andererseits durch die Erhebung, Bearbeitung und Zurverfügungstellung der Mess- oder Zählungen betroffen sind.

**Art. 134** - Außer der in Artikel 199 erwähnten Ausnahme enthält jede Zugangsstelle zum Versorgungsnetz eine Zählvorrichtung, um die Entnahme bzw. die Einspeisung von Gas aus dem bzw. in das Versorgungsnetz an dieser Zugangsstelle zu bestimmen.

**Art. 135 - § 1** - Die Zählvorrichtungen und die Mess- bzw. Zählzeiten haben zum Zweck, die Fakturierung der ausgetauschten Energiemengen sowie die auf den eingespeisten bzw. entnommenen Mengen basierenden Abrechnungen zwischen Marktbeteiligten vornehmen zu können. Sie sind die Grundlage, die eine gute Verwaltung des Versorgungsnetzes ermöglicht.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Abrechnungen basieren auf mit Grundperioden verbundenen Messungen. Diese Messungen werden je nach der Art des Anschlusses direkt der Zählvorrichtung entnommen oder sind das Ergebnis der Anwendung von Musterprofilen auf diese Mess- bzw. Zählzeiten.

**Art. 136** - Die in Artikel 130 § 2 erwähnte Grundperiode beträgt eine Stunde.

**Art. 137 - § 1** - Der GRD ist für das Versorgungsnetz, wo er als Verwalter installiert ist, allein berechtigt, Zählvorrichtungen in seinem Versorgungsnetz zur Verfügung zu stellen, sie zu installieren, zu erweitern, zu warten und zu betreiben.

§ 2 - Ist es zwischen den Parteien nicht anders vereinbart worden, so ist der GRD der Eigentümer der Zählvorrichtung.

**Art. 138 - § 1** - Der GRD ist für die Erfassung, die Validation, die Zurverfügungstellung und die Archivierung der Mess- bzw. Zählzeiten verantwortlich. Bei der Durchführung dieser Aufgabe wendet er objektive und nicht diskriminierende Kriterien an. Die betroffenen Parteien treffen außerdem die notwendigen Maßnahmen, damit die anwendbaren Regeln in Sachen Vertraulichkeit eingesetzt werden.

§ 2 - Für die Erfassung der Mess- bzw. Zählzeiten darf der GRD nur Personen heranziehen, die weder Erzeuger, noch Inhaber einer Versorgungslizenz, noch Zwischenhändler sind; mit diesen Personen verbundene Unternehmen dürfen auch nicht herangezogen werden. Die Mess- und Zählzeiten können insbesondere bei Wechsel des Versorgers oder Umzug des URD dem GRD von einem zu diesem Zweck ordnungsgemäß vom URD bevollmächtigten Versorger übertragen werden.

**Art. 139 - § 1** - Der URD muss auf Antrag über die Verwendung der ihn betreffenden Daten informiert werden.

§ 2 - Zu jeder Zeit hat der URD das Recht, alle Mess- bzw. Zählzeiten in Bezug auf seine Zugangsstelle, die im Raum der Zählvorrichtung verfügbar sind, einzusehen (passives Lesen ohne jegliche andere Handhabung). Falls die Zählvorrichtung sich aus von beiden Parteien angenommenen technischen Gründen an einem anderen, dem URD nicht direkt zugänglichen Ort befindet, wendet sich der URD an den GRD, der ihm den Zugang innerhalb einer vernünftigen Frist ermöglichen wird.

§ 3 - Zu jeder Zeit erlaubt der GRD dem URD, der dies beantragt, über alle Mess- und Zählzeiten in Bezug auf seine Zugangsstelle gemäß einem zwischen den Parteien zu vereinbarenden Informationsübertragungssystem zu verfügen.

§ 4 - Auf Antrag des URD übermittelt der GRD die für die Auslegung der Mess- bzw. Zählzeiten und für die Kontrolle der Energieströme notwendigen Informationen.

## KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Zählvorrichtungen

### Abschnitt 2.1 — Allgemeine technische Vorschriften

**Art. 140** - Die in der Zählvorrichtung verwendeten Messinstrumente sowie deren Einsetzung müssen den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften, einschließlich der vom Föderalen Öffentlichen Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie stammenden Rundschreiben, und den Anforderungen der auf die Zählvorrichtungen oder deren Bestandteile anwendbaren geltenden Normen genügen.

**Art. 141** - Eine so wie in Artikel 2 20° bestimmte Zählvorrichtung kann zusätzliche, integrierte oder nicht integrierte Ausrüstungen wie Datenerfassungssysteme, Kommunikationsausrüstungen, Drucker, usw. enthalten.

**Art. 142** - Der GRD darf, der Messausrüstung jedes Gerät, das er für die Durchführung seiner Aufgabe als nützlich betrachtet, u.a. im Hinblick auf die Messung von einwandfreien Indikatoren oder um den in Artikel 149 erwähnten Anforderungen in Sachen Genauigkeit zu entsprechen, beifügen.

**Art. 143 - § 1** - Wenn ein URD, insbesondere um den besonderen Anforderungen in Sachen Genauigkeit in Bezug auf das Verfahren zur Erteilung von grünen Bescheinigungen zu genügen, zusätzliche Messvorrichtungen in die mit seiner Zugangsstelle verbundene Zählvorrichtung integrieren möchte, muss er sich an den GRD wenden.

Auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien wird der GRD beschließen, ob diese Anbringung durchgeführt werden kann, ohne dass die korrekte Durchführung seiner Aufgabe als GRD beeinträchtigt wird. Ist die Bewertung positiv, so wird der GRD die Anbringung durchführen. Diese Ausrüstungen müssen den Vorschriften der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung genügen und dürfen den hauptsächlichsten Messvorgang nicht beeinflussen.

§ 2 - Alle mit diesen zusätzlichen Ausrüstungen verbundenen Kosten werden vom URD getragen, der sie beantragt hat.

**Art. 144** - Beim Installieren einer neuen Zählvorrichtung auf Antrag des URD oder seines Versorgers stellt der GRD Zählimpulse gemäß dem anwendbaren Tarif zur Verfügung. Er erinnert den URD schriftlich an die Einhaltung der besonderen Sicherheitsvorkehrungen, denen dieser genügen muss.

### Abschnitt 2.2 — Standort der Zählvorrichtung

**Art. 145** - Die Zählvorrichtung wird in unmittelbarer Nähe der Zugangsstelle installiert.

**Art. 146** - Beim Installieren gewährleistet der URD, dass die Zählvorrichtung keinen Stößen, Vibrationen, extremen Temperaturen, keiner übermäßigen Feuchtigkeit und im Allgemeinen nichts, was sie beschädigen oder stören kann, unterzogen wird.

### Abschnitt 2.3 — Siegel

**Art. 147** - Der für die Messtechnik verwendete Teil der Zählvorrichtung wird von der gesetzlich zuständigen Behörde versiegelt.

**Art. 148 - § 1** - Die Verbindung der Zählvorrichtung mit dem Anschluss wird vom GRD versiegelt.

§ 2 - Die Siegel dürfen nur vom GRD oder nach vorheriger schriftlicher Zustimmung des GRD gebrochen bzw. entfernt werden.

### Abschnitt 2.4 — Anforderungen in Sachen Genauigkeit

**Art. 149** - Die Anforderungen in Sachen Genauigkeit der Zählvorrichtung genügen der geltenden Gesetzgebung, unter der insbesondere der Königliche Erlass vom 13. Juni 2006 über die Messinstrumente steht.

*Abschnitt 2.5 — Pannen und Fehler*

**Art. 150 - § 1** - Unter Vorbehalt anderer ggf. im Anschlussvertrag angeführter Vereinbarungen sorgt der GRD dafür, dass eine Panne der Zählvorrichtung (mit Ausnahme der Datenübertragung) so schnell wie möglich behoben wird.

§ 2 - Wenn der Gasstrom infolge einer Panne der Zählvorrichtung unterbrochen wird, setzt der GRD alle möglichen Mittel ein, um ihn wiederherzustellen.

§ 3 - Wenn die Panne aufgrund höherer Gewalt nicht schnell behoben werden kann, trifft der GRD alle notwendigen Maßnahmen, um den Verlust der Mess- bzw. Zählzeiten zu begrenzen, und teilt dem URD die mögliche Dauer der Panne mit.

§ 4 - Die eine für die Erteilung von grünen Bescheinigungen verwendete Zählvorrichtung betreffenden Pannen werden so schnell wie möglich vom GRD der CWaPE gemeldet.

**Art. 151** - Ein Fehler in einer Mess- bzw. Zählangebe wird als bedeutsam betrachtet, wenn er bedeutsamer ist als das, was aufgrund der in Artikel 149 erwähnten Anforderungen in Sachen Genauigkeit erlaubt ist.

**Art. 152 - § 1** - Ein URD oder ein Versorger, der einen bedeutsamen Fehler in den Mess- bzw. Zählzeiten vermutet, informiert unverzüglich den GRD und kann diesen schriftlich um eine Kontrolle der Zählvorrichtung bitten. Der GRD plant dann so schnell wie möglich die Durchführung eines Testprogramms.

§ 2 - Wenn ein bedeutsamer Fehler, der insbesondere auf einen Defekt oder eine Ungenauigkeit der Zählvorrichtung zurückzuführen ist, festgestellt wird, sucht der GRD nach dessen Ursache und behebt diesen Fehler so schnell wie möglich. Notfalls nimmt er eine Eichung vor.

§ 3 - Der GRD trägt die mit den im vorliegenden Artikel erwähnten Aktionen verbundenen Kosten, wenn ein bedeutsamer Fehler festgestellt werden kann. Im gegenteiligen Fall gehen sie zu Lasten des Antragstellers gemäß einem Tarif, von dem er zuvor in Kenntnis gesetzt wird.

**Art. 153 - § 1** - Ein URD oder jeder von ihm bevollmächtigte Vermittler, der eine bedeutsame Nichterfüllung in Bezug auf die Normen oder Vertragsbedingungen bezüglich des Drucks oder der Abflussmenge des Gases verdächtigt, teilt es dem GRD mit und kann den GRD schriftlich um eine Kontrolle mittels einer Messkampagne bitten. Wenn der GRD die Herkunft der Nichterfüllung oder die zu bewerkstelligen Mittel, um sie ohne Messkampagne zu beheben, nicht bestimmen kann, lässt er diese Kampagne im Einvernehmen mit dem Antragsteller vornehmen.

§ 2 - Der GRD trägt die mit den in § 1 erwähnten Aktionen verbundenen Kosten, wenn er für die Nichterfüllung verantwortlich ist. Im gegenteiligen Fall oder in Ermangelung einer bewiesenen Nichterfüllung gehen sie zu Lasten des Antragstellers gemäß einem vorher von diesem angenommenen Tarif.

§ 3 - Ein URD oder jeder von ihm bevollmächtigte Vermittler, der eine bedeutsame Nichterfüllung in Bezug auf die Normen oder Vertragsbedingungen bezüglich der Qualität des Gases verdächtigt, kann sich an den GRD wenden. Der GRD trifft die notwendigen Vorkehrungen im Einvernehmen mit dem betroffenen Versorger oder dem Transportunternehmen, um die möglichen Ursachen für die erwähnte Nichterfüllung zu identifizieren. Gegebenenfalls leitet er die Beschwerde an den betroffenen Versorger weiter.

*Abschnitt 2.6 — Wartung und technische Kontrollen*

**Art. 154** - Der GRD wartet die Zählvorrichtung so, dass sie den Anforderungen der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung und der geltenden Gesetzgebung genügt.

**Art. 155** - Die technische Kontrolle der Zählvorrichtung genügt den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften, einschließlich der von der Dienststelle für Messtechnik des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie stammenden Rundschreiben.

*Abschnitt 2.7 — Administrative Verwaltung der technischen Angaben, die keine Mess- bzw. Zählzeiten sind*

**Art. 156 - § 1** - Der GRD ist für die weitere Bearbeitung und die Archivierung der administrativen Daten verantwortlich, die für eine gute Verwaltung der Messvorrichtungen erforderlich sind, und der geltenden gesetzlichen Kontrollen (u.a.: Personalien des Herstellers, Typ, Herstellungsnummer, Baujahr).

§ 2 - Der URD, der die seine Zugangsstelle betreffende Zählvorrichtung im Rahmen eines Verfahrens zur Erteilung von grünen Bescheinigungen benutzen möchte, informiert den GRD davon. Der GRD registriert diese Information, so dass den diesbezüglichen Bestimmungen der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung genügt werden kann.

*KAPITEL III — Bestimmungen in Bezug auf die Mess- bzw. Zählzeiten**Abschnitt 3.1 — Gemessene und berechnete Benutzungsprofile*

**Art. 157 - § 1** - Es werden zwei Arten von Benutzungsprofilen unterschieden:

— gemessene Benutzungsprofile: sie werden auf der Grundlage der Erfassung durch die Zählvorrichtung der entnommenen bzw. eingespeisten Gasmenge für jede Grundperiode erstellt;

— berechnete Benutzungsprofile: sie werden auf der Grundlage der Erfassung von periodischen Messungen der Zählvorrichtung, von Temperaturdaten und von der Anwendung eines für jede Zugangsstelle erteilten synthetischen Benutzungsprofils erstellt.

§ 2 - Für alle Zugangsstellen, wo ein gemessenes Benutzungsprofil per Fernablesen erfasst wird, dient dieses als Grundlage für das in Abschnitt 3.6 des vorliegenden Titels erwähnte Zuteilungs- bzw. Ausgleichsverfahren.

§ 3 - Wenn die gemessenen Benutzungsprofile nicht verfügbar sind, sind die berechneten Benutzungsprofile anwendbar.

**Art. 158** - Für die Kunden, deren Verbrauch mittels berechneter Benutzungsprofile geschätzt wird, organisiert der Versorger im Einvernehmen mit dem mit ihm verbundenen Befrachter die Gaseinspeisung, die dem Verbrauch entspricht, der sich aus der relevanten Benutzung der verfügbaren berechneten Benutzungsprofile und aus seiner besseren Kenntnis des tatsächlichen Benutzungsprofils seiner Kunden ergibt. Er trifft die notwendigen Maßnahmen, damit diese Kenntnis ihm möglich macht, seinen Verpflichtungen in Sachen Gleichgewicht des Versorgungsnetzes zu genügen, so wie sie in Artikel 125 definiert sind, unbeschadet der auf das Transportnetz aufgrund der von der föderalen Gesetzgebung herrührenden Netzordnung insbesondere in Sachen Gleichgewichtstoleranz anwendbaren Bestimmungen.

*Abschnitt 3.2 — Sonderbestimmungen in Bezug auf das gemessene Benutzungsprofil*

**Art. 159 - § 1 -** Für die Zählvorrichtungen, die Zugangsstellen von bestehenden Anschlüssen betreffen, deren jährliche Benutzung über eine Million m<sup>3</sup>(n) beträgt, muss das Benutzungsprofil per Fernablesen registriert werden.

§ 2. Für kleinere Verwendungen betreffende Zählvorrichtungen, kann der GRD ggf. auf Antrag des URD oder des Versorgers und gemäß zu vereinbarenden Modalitäten die Erfassung per Fernablesen installieren. In diesem Fall schließen der URD und der GRD immer einen Anschlussvertrag in Bezug auf die betroffene Zugangsstelle ab.

§ 3. Nach Begutachtung durch die CWaPE kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, das in § 1 definierte Kriterium abändern, um die Anzahl der betroffenen Zugangsstellen zu erhöhen.

**Art. 160 - § 1 -** Für die Einrichtung neuer Anschlussvorrichtungen mit einer jährlichen Benutzung über 1 Million m<sup>3</sup>(n) oder für deren Anpassung installiert der GRD an der Zugangsstelle eine Zählvorrichtung mit einer Erfassung per Fernablesen.

§ 2. Nach Begutachtung durch die CWaPE kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, das in § 1 definierte Kriterium abändern, um die Anzahl der betroffenen Zugangsstellen zu erhöhen.

**Art. 161 -** Falls der URD mehrere Versorger zugleich auswählt, muss sein Benutzungsprofil per Fernablesen registriert werden.

**Art. 162 - § 1 -** Die Erfassung der Mess- bzw. Zähl Daten erfolgt in Übereinstimmung mit dem vom GRD erstellten Kommunikationsprotokoll.

§ 2. Eine wie in Artikel 136 definierte Grundperiode wird mit dem Gastag verbunden. Die erste Grundperiode eines Tages fängt daher um 06:00 Uhr Lokalzeit an.

§ 3. Der absolut betrachtete Zeitunterschied, der zwischen dem Anfang (oder dem Ende) einer Grundperiode, so wie sie durch die Zählvorrichtung geachtet wird, und dem Anfang (oder dem Ende) dieser selben Periode, die ab der verwendeten Referenz der absoluten Zeit gezählt wird, gemessen wird, darf 10 Sekunden nicht überschreiten.

**Art. 163 -** Unter Einhaltung der Bestimmungen des Anschlussvertrags registriert die Zählvorrichtung die folgenden Daten je Messperiode:

- die Identifizierung der Messperiode;
- die entnommene und/oder eingespeiste Gasmenge.

**Art. 164 -** Um das Fernablesen der Zählvorrichtung möglich zu machen, sorgt der GRD auf der Grundlage von technischen und wirtschaftlichen Kriterien für die Durchführung der geeignetsten Telekommunikationsverbindung.

*Abschnitt 3.3. — Sonderbestimmungen in Bezug auf das berechnete Benutzungsprofil*

**Art. 165 - § 1 -** Die Zugangsstellen mit einer Leistung von mindestens 160 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde, die den in den Artikeln 159 und 160 erwähnten Kategorien nicht angehören können, werden monatlich abgelesen.

§ 2 - Die Zugangsstellen mit einer Leistung von weniger als 160 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde werden jährlich abgelesen, es sei denn, es besteht eine spezifische Einigung zwischen dem URD und dem GRD.

§ 3. Der Verbrauch oder gegebenenfalls die Einspeisung der in § 2 erwähnten Zugangsstellen wird vom GRD bei jedem Versorger- bzw. Kundenwechsel und auf jeden Fall 12 Monate nach der letzten Zählerablesung bestimmt. Der Zähler wird ebenfalls an Ort und Stelle von dem GRD wenigstens einmal in einem Zeitraum von 24 Monaten abgelesen, dies insofern er Zugang zur Messvorrichtung hat.

**Art. 166 - § 1 -** Der GRD erteilt jeder in den Artikeln 159 und 160 nicht erwähnten Zugangsstelle ein synthetisches Benutzungsprofil, das am Besten der betroffenen URD-Kategorie entspricht.

§ 2 - Das in § 1 erwähnte synthetische Benutzungsprofil rechnet jedem in Artikel 136 erwähnten Elementarzeitraum einen Bruchteil der jährlichen Entnahme/Einspeisung an.

§ 3. Die Erstellung der synthetischen Benutzungsprofile wird im Einvernehmen von allen GRD vorgenommen; diese werden der CWaPE sowie den Versorgern und Befrachtern zusammen mit einem Kommentar über die berücksichtigten Hypothesen vorgelegt.

§ 4. Es werden genügend synthetische Benutzungsprofile erstellt, um eine annehmbare Bewertung der Gasströme zu ermöglichen.

§ 5. Die synthetischen Benutzungsprofile werden jährlich auf der Grundlage der Mess- und Zähl Daten angepasst.

*Abschnitt 3.4 — Verarbeitung der Mess- und Zähl Daten*

**Art. 167 -** Insbesondere auf der Grundlage der von den Transportunternehmen erhaltenen Daten bestimmt der GRD die Umsetzung der Gasmenge in Energie (kWh) mit dem durch die geltenden Regelungen und Normen erforderten Genauigkeitsgrad.

**Art. 168 -** Der GRD setzt die in Artikel 163 erwähnten Daten in elektronische Form um und fügt ihnen die folgenden Daten bei:

- die Identifizierung der Zugangsstelle;
- der Standort der Zählvorrichtung;
- die Identifizierung des Versorgers und gegebenenfalls des Befrachters.

**Art. 169 -** Die Verarbeitung der Daten muss so erfolgen, dass der in Artikel 167 erwähnte Genauigkeitsgrad dieser Daten nicht beeinträchtigt wird.

*Abschnitt 3.5. Unverfügbare oder unzuverlässige Daten*

**Art. 170 - § 1 -** Wenn der GRD nicht über richtige Mess- bzw. Zähl Daten verfügen kann oder wenn er der Meinung ist, dass die verfügbaren Ergebnisse fehlerhaft oder unzuverlässig sind, werden die betroffenen Mess- bzw. Zählergebnisse im Validationsverfahren durch Werte ersetzt, die er auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien als angemessen betrachtet. Wenn sie eine für die Erteilung von grünen Bescheinigungen verwendete Zählvorrichtung betreffen, begründet der GRD diese Werte, die er dem URD und der CWaPE übermittelt.

§ 2 - Die unzuverlässigen oder unrichtigen Daten werden auf der Grundlage eines oder mehrerer Bewertungsverfahren korrigiert, wie zum Beispiel:

- die redundanten Daten;
- die anderen Daten, die der betroffenen URD zur Verfügung hat;
- ein Vergleich mit den Daten einer als gleichwertig angesehenen Periode.

§ 3. Wenn bei der Validation der Mess- bzw. Zähl­daten hervor­geht, dass eine zusätz­liche physische Zähler­erfassung von Nöten ist, sind die in den Abschnitten 3.7 und 3.8 der vor­liegenden Ord­nung erwähnten und die Über­tragung der für gül­tig erklärten Daten betref­fenden Fristen ab dem Tag dieser zusätz­lichen Erfassung anwendbar.

**Art. 171** - Nach Anwendung der Bestimmungen von Artikel 170 kann der GRD gegebenenfalls die Mess- und Zähl­daten jeder Form von Kontrolle, die er als nützlich betrachtet, im Hinblick auf deren tatsächliche Validation unterziehen.

#### *Abschnitt 3.6 - Zuteilung und Ausgleichung*

**Art. 172** - § 1 - Je aggregierte Empfangsstation und je Grundperiode wird eine rückständige Gasmenge (weiter unten "Rückstand") berechnet, die als die Differenz zwischen der in das Versorgungsnetz eingespeisten gemessenen Gasmenge und der Schätzung der Menge, die beim Addieren der sich aus den gemessenen und berechneten Benutzungsprofilen ergebenden Mengen erhalten wird, definiert wird. Dieser Rückstand wird je aggregierte Empfangsstation und je Grundperiode den Versorger im Verhältnis zu der Summe der berechneten Benutzungsprofile ihrer jeweiligen URD gemäß der von der CWaPE angenommenen Zuteilungsmethodologie zugeteilt.

§ 2 - Unter Berücksichtigung der Ergebnisse der Zuteilung des Rückstands teilt der GRD jedem Versorger je aggregierte Empfangsstation und je Grundperiode die seinen URD gelieferte Energie zu.

**Art. 173** - Die in Artikel 172 erwähnte Zuteilung der Energie unter die Versorger muss monatlich auf der Grundlage der während dieses Monats an den Zugangsstellen erfassten tatsächlichen Benutzungen korrigiert werden, dies gemäß der von der CWaPE angenommenen Methodologie der monatlichen Ausgleichung.

**Art. 174** - Die endgültige Ausgleichung eines Monats erfolgt je aggregierte Empfangsstation spätestens fünfzehn Monate nach diesem Monat. Zu dieser Gelegenheit wird der endgültige Rückstand dieses Monats gemäß der von der CWaPE angenommenen Methodologie der endgültigen Ausgleichung bestimmt. Dieser endgültige Rückstand geht zu Lasten der betroffenen GRD.

#### *Abschnitt 3.7 — Mess- bzw. Zähl­daten, die im Falle von gemessenen Benutzungsprofilen zur Verfügung zu stellen sind*

**Art. 175** - § 1 - Der GRD stellt jedem Versorger für alle ihn betreffenden Zugangsstellen so schnell wie möglich und spätestens innerhalb einer Stunde nach der Grundperiode der Entnahme bzw. Einspeisung die nicht für gül­tig erklärten Mess- bzw. Zähl­daten in Bezug auf die betroffene Grundperiode je Zugangsstelle zur Verfügung.

§ 2 - Der GRD stellt monatlich jedem Versorger die für gül­tig erklärten Mess- bzw. Zähl­daten je Grundperiode für alle ihn betreffenden Zugangsstellen spätestens am 20. Werktag nach dem betroffenen Monat zur Verfügung.

**Art. 176** - § 1 - Der GRD stellt den Befrachtern so schnell wie möglich und spätestens innerhalb einer Stunde nach der Grundperiode der Entnahme bzw. Einspeisung die nicht für gül­tig erklärten Mess- bzw. Zähl­daten, je Grundperiode und nach Versorger und aggregierter Empfangsstation gruppiert, zur Verfügung. Der GRD stellt dem betroffenen Transportunternehmen so schnell wie möglich und spätestens innerhalb einer Stunde nach der Grundperiode der Entnahme bzw. Einspeisung die nicht für gül­tig erklärten Mess- bzw. Zähl­daten je Grundperiode mit der Angabe der betroffenen Benutzer des Transportnetzes zur Verfügung.

§ 2 - Jeden Monat stellt der GRD den betroffenen Befrachtern die nach Versorger und aggregierter Empfangsstation gruppierten und für gül­tig erklärten Mess- bzw. Zähl­daten mit der Angabe der betroffenen Benutzer des Transportnetzes spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats zur Verfügung. Jeden Monat stellt der GRD dem betroffenen Transportunternehmen die für gül­tig erklärten Mess- bzw. Zähl­daten des vorigen Monats je Grundperiode und Zugangsstelle spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats zur Verfügung.

#### *Abschnitt 3.8 — Mess- bzw. Zähl­daten, Zuteilungs- und Ausgleichungsdaten, die im Falle von berechneten Verbrauchsprofilen zur Verfügung zu stellen sind*

**Art. 177** - § 1 - Der GRD stellt jedem Versorger für gül­tig erklärte Mess- bzw. Zähl­daten für alle ihn betreffenden Zugangsstellen, die monatlich erfasst werden, spätestens am 20. Werktag nach dem Datum der Erfassung zur Verfügung. Der GRD muss immer das Datum der Erfassung angeben.

§ 2 - Der GRD stellt jedem Versorger für gül­tig erklärte Mess- bzw. Zähl­daten für alle ihn betreffenden Zugangsstellen, die jährlich erfasst werden, spätestens am 20. Werktag nach dem Datum der Erfassung zur Verfügung. Der GRD muss immer das Datum der Erfassung angeben.

**Art. 178** - Der GRD stellt dem Versorger die in Artikel 172 erwähnten Zuteilungsdaten je Grundperiode für die ihn betreffenden Zugangsstellen innerhalb von vierzig Werktagen nach dem betroffenen Monat zur Verfügung.

**Art. 179** - Der GRD stellt den Befrachtern die Zuteilungsdaten des vorigen Monats je Grundperiode, nach Versorger und nach sie betreffender aggregierter Empfangsstation gruppiert, innerhalb von vierzig Werktagen nach dem betroffenen Monat zur Verfügung. Der GRD stellt ebenfalls dem betroffenen Transportunternehmen die Zuteilungsdaten des vorigen Monats je Grundperiode, nach Befrachter und nach aggregierter Empfangsstation gruppiert, innerhalb von vierzig Werktagen nach dem betroffenen Monat zur Verfügung.

**Art. 180** - Ab dem 1. April 2008 stellt der GRD dem Versorger spätestens am 30. Werktag nach einem bestimmten Monat die Ausgleichungsdaten je aggregierte Empfangsstation für die ihn betreffenden Zugangsstellen, die im Laufe dieses Monats erfasst worden sind, zur Verfügung. Er stellt diese Informationen ebenfalls den in dieser Ausgleichung einbezogenen Parteien zur Verfügung.

**Art. 181** - § 1 - Der GRD stellt dem Transportunternehmen den Gesamtbetrag der jährlichen und monatlichen Standardverbrauchsmengen je aggregierte Empfangsstation, je Profiltyp von synthetischer Benutzung und je Befrachter spätestens drei Werktage vor dem Ende des Monats zur Verfügung.

§ 2 - Der GRD stellt den Befrachtern den Gesamtbetrag der jährlichen und monatlichen Standardverbrauchsmengen je aggregierte Empfangsstation, je Profiltyp von synthetischer Benutzung und je Befrachter spätestens drei Werktage vor dem Ende des Monats zur Verfügung.

§ 3 - Der GRD stellt den Versorgern den Gesamtbetrag der jährlichen und monatlichen Standardverbrauchsmengen je aggregierte Empfangsstation und je Profiltyp von synthetischer Benutzung spätestens drei Werktage vor dem Ende des Monats zur Verfügung.

**Art. 182** - Die Ergebnisse der in Artikel 174 erwähnten endgültigen Ausgleichung eines Monats, die mindestens die gesamte in das Versorgungsnetz eingespeiste Energiemenge, die gesamte verbrauchte Energiemenge und den endgültigen Rückstand des betroffenen Monats enthalten, werden der CWaPE vor dem Ende des fünfzehnten Monats nach dem betroffenen Monat zusammen mit einer erklärenden synthetischen Note übermittelt.

*Abschnitt 3.9 — Historische Daten*

**Art. 183** - § 1 - Jeder URD oder jeder von ihm bevollmächtigte Vermittler kann höchstens einmal pro Jahr seine Verbrauchsdaten bezüglich der letzten drei Jahre kostenlos auf einfachen Antrag beim Betreiber des Verteilernetzes erhalten; zu diesem Zweck hat er seine EAN-Kennzahl zu übermitteln.

§ 2 - Der GRD hat die in § 1 erwähnten Verbrauchsdaten dem Antragsteller höchstens zwanzig Werktage nach seinem Antrag zur Verfügung zu stellen, unter der Voraussetzung, dass der betroffene URD während der Bezugsperiode an der gleichen Zugangsstelle aktiv war, und dass die Daten verfügbar sind.

§ 3 - Die Informationen müssen auf deutliche und einheitliche Weise nach EAN-Kennzahl und nach Zeitraum geordnet sein, unter Beachtung eines von den GRD im Einvernehmen vereinbarten Formats und unter Angabe:

- des Verbrauchs pro Grundperiode für die fernabgelesenen URD;
- des monatlichen Verbrauchs und der Daten der Ablesungen für die monatlich abgelesenen URD;
- des jährlichen Verbrauchs und der Daten der Ablesungen für die jährlich abgelesenen URD.

**Art. 184** - Wenn ein URD den Versorger wechselt, werden die verfügbaren historischen Verbrauchsdaten pro Grundperiode, Monat oder Jahr je nach dem URD-Typ kostenlos dem neuen Versorger zur Verfügung gestellt. Der Antrag auf Wechsel des Versorgers gilt ebenfalls als Antrag auf Zurverfügungstellung der historischen Verbrauchsdaten, es sei denn, der betroffene URD lehnt dies mittels einer an den GRD gerichteten schriftlichen Mitteilung ab.

*Abschnitt 3.10 — Speicherung, Archivierung und Schutz der Daten*

**Art. 185** - Der GRD trägt sowohl die nicht verarbeiteten als auch die eventuell abgeänderten Mess- bzw. Zähldaten auf einem nachhaltigen Datenträger zusammen.

**Art. 186** - Der GRD archiviert die in Artikel 185 erwähnten Daten während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren.

**Art. 187** - § 1. Die vom GRD zentral verwalteten Mess- bzw. Zähldaten werden gemäß den diesbezüglich anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen gegen die Einsichtnahme durch Dritte abgesichert.

§ 2 - Unbeschadet der Nutzungsrechte, die der GRD für die Durchführung seiner Aufgaben benötigt, ist der URD Eigentümer der Mess- und Zähldaten in Bezug auf die ihn betreffenden Zugangsstellen. Er verfügt nach Belieben über alle Nutzungs- und Betriebsrechte.

*Abschnitt 3.11 — Beschwerden und Berichtigungen*

**Art. 188** - Die Mess- bzw. Zähldaten können nur von den direkt betroffenen Parteien sowie von der CWaPE angefochten werden, insbesondere im Rahmen des Verfahrens im Hinblick auf die Erteilung der grünen Bescheinigungen. Ein eventueller Antrag auf Berichtigung ist nur dann zulässig, wenn der GRD entweder spätestens einen Monat, nachdem die Daten gemäß den Abschnitten 3.7 und 3.8 der vorliegenden Ordnung dem Einsprucherhebenden zur Verfügung gestellt worden sind, oder gemäß dem in Artikel 8 bestimmten Protokoll schriftlich darüber informiert worden ist.

**Art. 189** - Außer bei Unaufrichtigkeit kann sich eine Berichtigung der Mess- bzw. Zähldaten (und der sich daraus ergebenden Rechnung) nur auf einen Zeitraum von über 24 Monaten vor der letzten Erfassung der Zähler beziehen.

*KAPITEL IV — Übergangsbestimmungen*

**Art. 190** - § 1 - Die zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung geltenden Zählhäufigkeiten, die den Bestimmungen von Artikel 165 nicht entsprechen würden, können unverändert bleiben, solange die Parteien keinen Antrag auf Angleichung an die geltenden Vorschriften einreichen.

§ 2 - Während der Periode, in der die gemessenen Benutzungsprofile nicht verfügbar sind, werden die Zuteilungen und Ausgleichungen auf der Grundlage der berechneten Benutzungsprofile, die im Einvernehmen zwischen den Parteien erstellt werden, vorgenommen.

**Art. 191** - Wenn der URD oder der Versorger wünscht, dass die in Artikel 190 erwähnte Nichtübereinstimmung innerhalb einer kürzeren Frist aufgehoben wird, muss er sich an den GRD wenden. Dieser wird auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien entscheiden, ob die beantragte Anpassung erfolgen kann und unter welchen Bedingungen. Im Falle einer positiven Bewertung wird der GRD die Anpassung vornehmen.

*TITEL VI — Zusammenarbeitsordnung**KAPITEL I — Allgemeines*

**Art. 192** - Unbeschadet anderer gesetzlicher oder ordnungsmäßiger Bestimmungen und insbesondere der Zuständigkeiten der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission ist die Zusammenarbeitsordnung auf die Beziehungen zwischen GRD, deren Netze verbunden sind, und zwischen einem GRD und dem Transportunternehmen, an dessen Netz das Netz des GRD angeschlossen ist, anwendbar

*KAPITEL II — Anschluss eines Versorgungsnetzes an ein Transportnetz*

**Art. 193** - § 1 - Der GRD schließt mit dem Transportunternehmen, an welches sein Netz angeschlossen ist, ein Zusammenarbeitsabkommen, in dem u.a. die jeweiligen Rechte, Verpflichtungen und Verantwortungen sowie die Verfahren im Hinblick auf alle Aspekte der Bewirtschaftung bestimmt werden, die einen Einfluss auf die Sicherheit, die Zuverlässigkeit und die Wirksamkeit der Netze oder der Anschlussvorrichtungen, der Anlagen der betroffenen URD oder die Vertraulichkeit der ausgetauschten Daten haben können.

§ 2 - Das Zusammenarbeitsabkommen enthält die Abkommen zwischen dem GRD und dem Transportunternehmen in Bezug auf alle Zugangsstellen und Empfangsstationen, die dort installiert sind. Mindestens folgende Elemente sind für jede Empfangsstation im Zusammenarbeitsabkommen enthalten:

- der Eigentümer der Station;
- der technische Betreiber der Station;
- die installierte Leistung und die Modalitäten zu deren Anpassung;

- die vom Transportunternehmen zur Verfügung gestellte Leistung sowie der minimale und maximale Druck und die minimale und maximale Temperatur des gelieferten Gases;
- die Grenzen, die Art und die Austauschfrequenz des Energieinhaltes pro Gasvolumeneinheit;
- die Informationsströme zwischen den Parteien und ihre Frequenz;
- die von den Parteien zu leistenden Dienste.

§ 3 - Der Wortlaut eines jeden Zusammenarbeitsabkommens in Bezug auf ein mindestens teilweise in der Wallonischen Region befindliches Netz sowie eines jeden späteren Nachtrags zu diesem Abkommen wird der CWaPE vor dessen Inkrafttreten übermittelt.

**Art. 194** - Jede Verstärkung bzw. jede Erweiterung einer bestehenden Empfangsstation wird gemeinsam vom GRD und vom Transportunternehmen, an welches sein Netz angeschlossen ist, auf der Grundlage von technischen/wirtschaftlichen Kriterien und im Bestreben nach einer optimalen Entwicklung der betroffenen Netze beschlossen. Diese Verstärkungen bzw. Erweiterungen sind Gegenstand von Nachträgen zum Zusammenarbeitsabkommen.

**Art. 195 - § 1** - Auf Antrag des GRD oder des Transportunternehmens können mehrere Empfangsstationen, die ein oder mehrere Versorgungsnetze versorgen, nach einer Konzertierung und einem Abkommen zwischen den GRD und dem betroffenen Transportunternehmen zu einer fiktiven Empfangsstation gruppiert werden, die "aggregierte Empfangsstation" genannt wird.

§ 2 - Wenn eine aggregierte Empfangsstation mehrere Versorgungsnetze versorgt, bezeichnen die betroffenen GRD im Einvernehmen und mit der Zustimmung des betroffenen Transportunternehmens den GRD, der deren Verwaltung koordinieren wird. Dieser wird dann "lead GRD" genannt.

§ 3 - Jeder GRD ist für die Übertragung der wie in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung definierten und die Zählung betreffenden Information an die Versorger, die an den Zugangsstellen in seinem Versorgungsnetz aktiv sind, verantwortlich.

§ 4 - Die GRD deren Netz oder ein Teil des Netzes durch eine in § 2 erwähnte aggregierte Empfangsstation versorgt wird, übermitteln rechtzeitig mindestens die in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung definierten Informationen entweder dem Transportunternehmen oder dem "lead GRD", der die Verwaltung dieser aggregierten Empfangsstation koordiniert; sie bleiben für die Qualität der übermittelten Informationen verantwortlich. Der "lead GRD", der die Verwaltung der aggregierten Station koordiniert, wird dem Transportunternehmen die Informationen, die er von jedem der durch dieses versorgten GRD erhalten hat, übermitteln.

**Art. 196** - Die GRD und das Transportunternehmen bestimmen im Einvernehmen die Art und die Frequenz, gemäß welcher die Informationen insbesondere bezüglich des Energieinhaltes des Gases pro Volumeneinheit und bezüglich der Entnahmeprognozen in Bezug auf die aggregierten oder nicht aggregierten Empfangsstationen ausgetauscht werden; sie erwähnen dies im Zusammenarbeitsabkommen.

**Art. 197** - Es wird davon ausgegangen, dass die Entnahmen bzw. Einspeisungen der URD auf stündlicher Basis zum selben Zeitpunkt an der Empfangsstation erfolgen.

### KAPITEL III — Verbundschaltungen der Versorgungsnetze

**Art. 198 - § 1** - Wenn die GRD ihre Netze miteinanderschalten, müssen die Anlagen an den Verbundschaltstellen:

- den gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen genügen, die auf die Rohrleitungen für die Erdgasversorgung anwendbar sind;
- mit den Sperrvorrichtungen und den notwendigen Ausrüstungen versehen sein, damit die Ströme unter allen Umständen in jedem der Netze verwaltet werden können;

§ 2 - Für jede Verbundschaltstelle wird ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen den betroffenen GRD abgeschlossen, in dem alle operativen Bestimmungen enthalten sind.

**Art. 199** - In Abweichung von Artikel 134 befinden die miteinander verbundenen GRD im Einvernehmen über die Notwendigkeit der Einrichtung einer Zählvorrichtung an der Verbundschaltstelle sowie über die Art und Weise, wie die Energiemengen ab den Erdgasströmen zu bestimmen sind und wie diese Daten zur Verfügung zu stellen sind.

### TITEL VII — Schlussbestimmung

**Art. 200** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2004 über die technische Regelung für den Betrieb der Gasverteilernetze und den Zugang zu diesen Netzen wird am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

**Art. 201** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 202** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

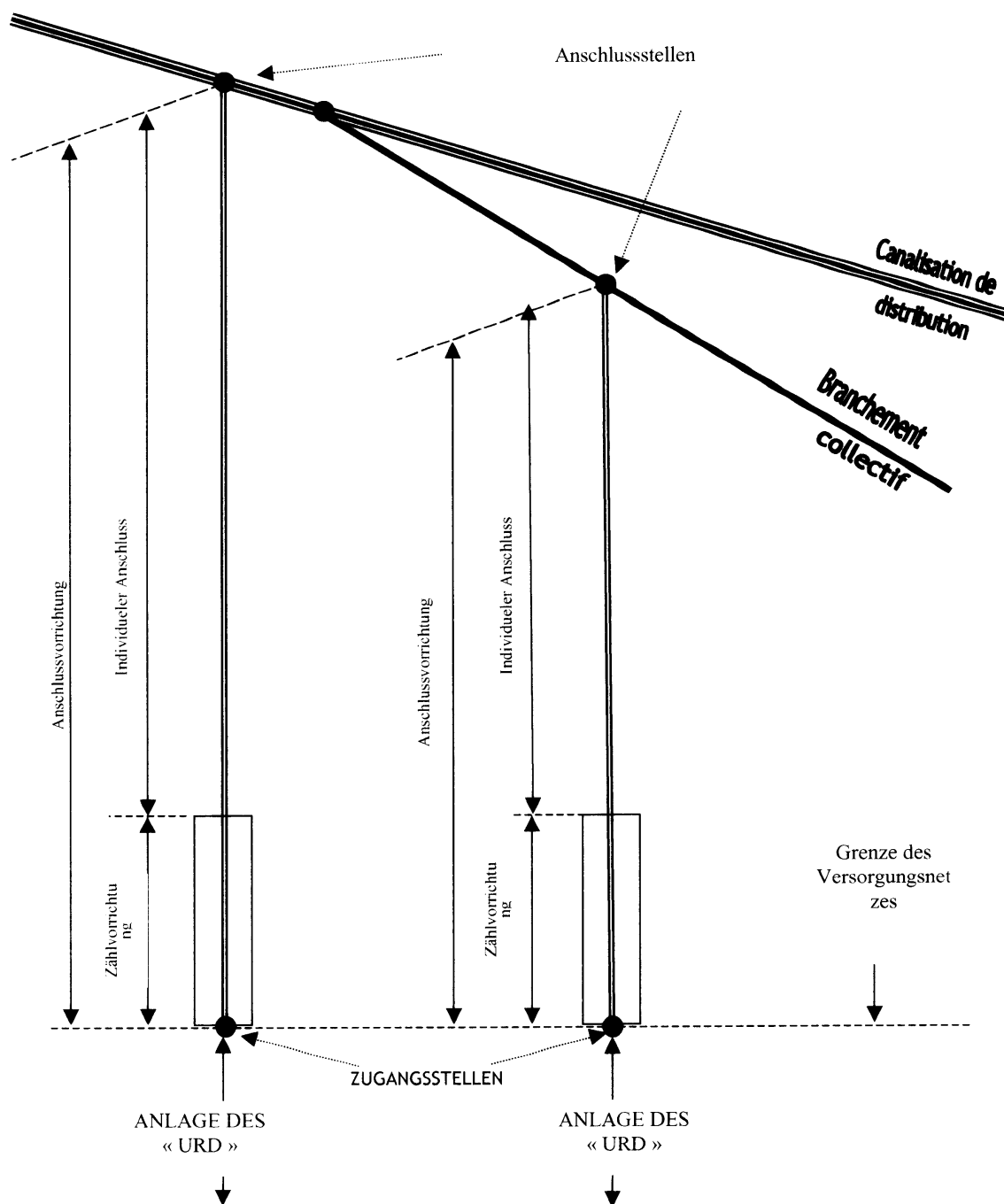
Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE



## ANLAGE I: Schema eines geplanten Anschlusses



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze und den Zugang zu diesen Netzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 3555

[2007/202552]

**12 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 14, 16, 17 en 29;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2004 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe;

Gelet op de kennisgeving aan de Europese Gemeenschap van 21 maart 2007, nr. 207-0162-B;

Gelet op het advies 42.781/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2007, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Algemeen****HOOFDSTUK I. — Algemeen***Afdeling 1.1. — Wettelijk kader en definities*

**Artikel 1.** Het technisch reglement voor gasdistributie in het Waalse Gewest (afgekort : " T.R.GAS ") is opgemaakt overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en bevat de voorschriften en regels voor het beheer van het distributienet en de toegang daartoe.

**Art. 2.** De definities opgenomen in artikel 2 van voornoemd decreet alsook die bedoeld in artikel 1, 4<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen, zijn toepasselijk op dit T.R.GAS; bovendien, voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> toegang : het recht om op één of meerdere toegangspunten gas te injecteren of af te nemen, met inbegrip van het gebruik van het distributienet;

2<sup>o</sup> bevrachter : elke natuurlijke of rechtspersoon die een transportcontract met een transmissiebedrijf heeft gesloten;

3<sup>o</sup> allocatie : toewijzingsproces aan de verschillende leveranciers en bevrachters van de energiehoeveelheden per elementaire periode zoals omschreven in artikel 136 van dit T.R.GAS;

4<sup>o</sup> volumeherleidingsapparaat : apparaat dat de volumens gemeten door de gasmeter in zijn werkingsomstandigheden herleidt tot overeenstemmende volumens in normale druk- en temperaturomstandigheden;

5<sup>o</sup> KVVBG : afkorting voor "Koninklijke Vereniging van Belgische Gasvklieden";

6<sup>o</sup> collectieve aansluiting : leiding die deel uitmaakt van het distributienet en die de distributieleiding verbindt met verschillende individuele aansluitingen;

7<sup>o</sup> individuele aansluiting : leiding die deel uitmaakt van het distributienet en die de distributieleiding of de collectieve aansluiting verbindt met het meetapparaat van een toegangspunt;

8<sup>o</sup> distributieleiding : elke leiding van het distributienet bestemd voor gastransmissie in dat net en waarmee de individuele en collectieve aansluitingen verbonden zijn;

9<sup>o</sup> aansluitingscapaciteit : de in het aansluitingscontract vermelde en in m<sup>3</sup> uitgedrukt maximale capaciteit waarover de netgebruiker beschikt;

10<sup>o</sup> onderschreven capaciteit : voor telegemeten netgebruikers, het in het toegangscontract vermelde uurvermogen; voor niet-telegemeten netgebruikers, het uurvermogen dat voortvloeit uit het gebruiksprofiel en dat in het toegangscontract toegekend wordt;

11<sup>o</sup> meting : opneming d.m.v. een meetapparaat van de tijdens een welbepaalde duur geïnjecteerde of afgenomen gashoeveelheid;

12<sup>o</sup> toegangscontract : het contract gesloten overeenkomstig dit T.R.GAS tussen een leverancier en de netbeheerder en waarbij hun respectieve rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden alsook de voorwaarden voor de toegang tot het distributienet worden vastgesteld;

13<sup>o</sup> transportcontract : contract dat een bevrachter en een transmissiebedrijf bindt voor transportprestaties op het transmissienet met het oog op een gasinjectie op één of meer ingangspunten van het transmissienet en op een afname op één of meer uitgangspunten van het net;

14<sup>o</sup> aansluitingscontract : het contract gesloten overeenkomstig dit T.R.GAS tussen de netgebruiker en de netbeheerder en waarbij de bepalingen van dit reglement i.v.m. de wederzijdse rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden betreffende een bepaalde aansluiting alsook de relevante technische bepalingen voor de aansluiting van de installatiesinformaties betreffende een welbepaald aansluitingswerk worden vastgesteld en aangevuld. Het aansluitingscontract bestaat uit de algemene aansluitingsvoorwaarden aangevuld, in voorkomend geval, met de de bijzondere bepalingen;

15<sup>o</sup> samenwerkingsovereenkomst : overeenkomst gesloten tussen het transmissiebedrijf en een netbeheerder of tussen netbeheerders en die alle wederzijdse rechten en verplichtingen van de ondertekenaars bevat om de toegang van de netgebruikers tot de netten te garanderen, alsook een efficiënte werking van de geliberaliseerde markt, met inachtneming van de opdrachten en prerogatieven van elke partij;

16<sup>o</sup> decreet : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt in het Waalse Gewest;

17<sup>o</sup> toegangsaanvraag : aanvraag om toegang tot een distributienet overeenkomstig dit T.R.GAS;

18<sup>o</sup> EAN-GLN : European Article Number/Global Location Number (uniek numeriek veld van 13 posities voor de eenduidige identificatie van een marktdeelnemer);

- 19° EAN-GSRN : European Article Number/Global Service Related Number (uniek numeriek veld van 18 posities voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt);
- 20° meetapparaat : het geheel van de apparaten bestemd voor het meten en/of het tellen van een gashoeveelheid op een welbepaald toegangspunt; het bevat de meters en eventueel de meet- en volumeherleidingsapparaten;
- 21° SYNERGRID : de Federatie van de Elektriciteits- en Gasnetbeheerders in België;
- 22° gas compatibel met aardgas : gas ander dan aardgas dat technisch in het aardgasdistributienet wordt geïnjecteerd en verdeeld, met inachtneming van de vigerende veiligheidsregels en met het oog op een gebruik in omstandigheden die gelijk zijn aan die voor het gebruik van aardgas;
- 23° netbeheerder : beheerder van het gasdistributienet zoals blijkt uit de omschrijvingen in artikel 2 van het decreet;
- 24° injectie : het injecteren van gas in een gasnet;
- 25° gehabiteerd installateur : de installateur die gehabiteerd is overeenkomstig het reglement opgemaakt door de Raad voor de Habilitatie, samengesteld uit vertegenwoordigers van Belgische beroepsorganisaties, namelijk de installateurs van aardgasinstallaties, de KVBG en Ministers of Staatssecretarissen bevoegd voor Energie en Verbruikersbescherming;
- 26° installatie van de netgebruiker : de leidingen, toebehoren en apparaten voor de toepassingen van aardgas aangesloten stroomafwaarts van het afnemingspunt of stroomopwaarts van het injectiepunt van de netgebruiker;
- 27° installatie die functioneel deel uitmaakt van het distributienet : elke uitrusting die geen deel uitmaakt van het distributienet maar waarvan het gebruik een aanzienlijke invloed heeft op de functionaliteit van het distributienet of de installaties van één of meerdere andere netgebruiker(s);
- 28° werkdag : elke dag van de week, de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen uitgezonderd;
- 29° gasdag : periode van 24 uur die ingaat om 6 uur op de overeenstemmende kalenderdag en eindigt om 6 uur op de volgende kalenderdag;
- 30° erkende controle-instelling : controle-instelling die beschikt over een BELAC-accreditatie, (accreditatiesysteem ingesteld bij het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling) voor de controle op binneninstallaties voor aardgas en erkend is door de Raad voor de Habilitatie;
- 31° aansluitingswerk : geheel van de uitrustingen die de aansluiting en het meetapparaat vormen waarbij een netgebruiker en het distributienet met elkaar zijn verbonden;
- 32° toegangspunt : afname- of injectiepunt;
- 33° meetpunt : de fysieke plaats van het punt waar het meetapparaat verbonden is met de gasleiding van het KVBG;
- 34° injectiepunt : de fysieke plaats van het punt waar het gas geïnjecteerd wordt in het distributienet bij de ingang van de gasmeter;
- 35° afnamepunt : de fysieke plaats van het punt waar het gas afgenomen wordt uit het distributienet bij de uitgang van de gasmeter;
- 36° aansluitingspunt : de fysieke plaats van het punt waar de individuele aansluiting verbonden is met de distributieleiding of de collectieve aansluiting;
- 37° point koppelpunt : het tussen netbeheerders overeengekomen fysische punt waar de koppeling tussen de respectievelijke netten is gerealiseerd;
- 38° afname : gas afnemen uit een gasnet;
- 39° jaarlijks gebruiksprofiel : reeks gegevens waarvan elk betrekking heeft op een elementaire periode en waarbij de desbetreffende afgenomen of geïnjecteerde gashoeveelheid wordt gemeten of geraamd;
- 40° synthetisch gebruiksprofiel : jaarlijks gebruiksprofiel, van toepassing op een categorie niet telegelezen eindafnemers bestaande uit een reeks fracties van het jaarlijks verbruik toegekend aan elke elementaire periode omschreven in artikel 136, en statistisch bepaald. Het wordt doorgaans als volgt vermeld SLP (Synthetic load profile);
- 41° aansluiting : de aanleg van een aansluitingswerk;
- 42° aanbevelingen van de KVBG : de voorschriften vastgesteld door de Koninklijke Vereniging van Belgische Gasvaklieden volgens de regels der kunst;
- 43° verzoening : aftelling tussen de betrokken netgebruikers op grond van het verschil tussen de toegekende en de werkelijk gemeten energiehoeveelheden;
- 44° toegangsregister : door de netbeheerder opgemaakt en beheerd register van de toegangspunten tot het distributienet waarin ten minste de bij dit T.R.GAS vereiste kenmerken worden aangewezen per toegangspunt;
- 45° onderling verbonden net : geheel van met elkaar verbonden netten;
- 46° ontvangstation : station voor de injectie van aardgas in een distributienet vanuit een transmissienet;
- 47° geaggregeerd ontvangstation : een fictief ontvangstation dat de functie van verschillende fysieke ontvangstations hergroepeert;
- 48° toepasselijk tarief : tarief bekendgemaakt door de netgebruiker zoals voorafgaandelijk goedgekeurd of opgelegd door de bevoegde overheid voor de beschouwde dienst;
- 49° gelijkwaardige temperatuur : temperatuur die gelijk is aan 60 procent van de dagelijks gemiddelde temperatuur van de dag zelf, 30 procent van de dagelijks gemiddelde temperatuur van de dag tevoren en 10 procent van de dagelijks gemiddelde temperatuur van de op twee na laatste dag;
- 50° dagelijks gemiddelde temperatuur : temperatuur die gelijk is aan het rekenkundig gemiddelde van de uurtemperaturen waargenomen in Ukkel tussen 6 uur de dag zelf en 6 uur de volgende dag;
- 51° UN/EDIFACT : afkorting voor "United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading";
- 52° productie-eenheid : fysieke eenheid voor gasproductie;
- 53° netgebruiker : de in artikel 2, 11 van het decreet beschreven gebruiker van het distributienet.
- Art. 3.** Bij gebrek aan andersluidende bepaling lopen de in dit T.R.GAS vermelde termijnen van middernacht tot middernacht. Ze gaan in op de werkdag die volgt op de dag van de officiële notificatie of bij gebrek aan dergelijke notificatie, van de kennisgeving van de gebeurtenis die daartoe aanleiding geeft.

*Afdeling 1.2. — Oprachten en verplichtingen van de netbeheerder*

**Art. 4.** § 1. In het gebied waarvoor hij aangewezen is, voert de netbeheerder de taken en verplichtingen uit die hem worden opgedragen krachtens het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten. Hij zorgt voor de distributie van gas, de controle en het behoud van zijn distributienet en zonodig herstelt de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie daarvan. Hij is de enige persoon die ertoe gemachtigd wordt om eventueel d.m.v. een onderaannemer en onder zijn volledige verantwoordelijkheid zijn distributienet en met name de daarin bevatte aansluitingswerken aan te leggen, uit te breiden, te wijzigen, te versterken, buiten dienst te stellen, te verwijderen, te verplaatsen, te herstellen, te onderhouden en te exploiteren.

§ 2. De distributienetbeheerder bepaalt en voorziet zich van de gepaste middelen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van zijn opdrachten. Hij gebruikt alle gepaste middelen die de netgebruikers kunnen verwachten en die, rekening houdend met de bijzondere situatie, redelijkerwijs kunnen verkregen worden.

§ 3. Onverminderd de wettelijke voorschriften en de bepalingen van dit T.R.GAS worden de in de aanbevelingen van de KVVBG opgenomen voorschriften of elke gelijkwaardige bepaling nagekomen en uitgevoerd door de netbeheerder.

**Art. 5.** § 1. De distributienetbeheerder gebruikt alle middelen die redelijkerwijs opeisbaar zijn om elk ogenblik de veiligheid van personen en goederen te garanderen en te waken over de integriteit van het net.

§ 2. De distributienetbeheerder organiseert 24 u. op 24 een waakdienst om :

— dringende verzoeken te ontvangen en te behandelen;

— een noodinterventie te verrichten met voldoende bekwaamheid en efficiëntie om de in § 1 bedoelde garanties te kunnen geven.

Deze waakdienst is aangepast aan het grondgebied dat onder deze dienst valt en aan de omvang van het risico.

§ 3. Bij niet-geplande onderbreking van het distributienet, moet de netbeheerder ter plaatse zijn met de gepaste middelen om de herstellingswerken te starten binnen twee uur volgend op de oproep van de netgebruiker of op de kennisgeving van het probleem. Die werken worden zo spoedig mogelijk voortgezet totdat het gebrek verwijderd wordt.

§ 4. In het bijzonder, wanneer de netbeheerder verwittigd wordt van een ernstig risico, een gasgeur of een opgespoorde lekkage, stuurt hij zo spoedig mogelijk de gepaste middelen ter plaatse teneinde alle maatregelen te treffen voor de instandhouding of het herstel van de veiligheid van personen en goederen. Daartoe werkt hij samen met de andere betrokken spoeddiensten.

§ 5. De netbeheerder garandeert tegenover zijn personeel dat het de nodige opleiding krijgt voor de vlotte uitvoering van zijn opdrachten en meer bepaald voor de aspecten inzake de veiligheid en de exploitatievoorwaarden van zijn net.

§ 6. De netbeheerder werkt mee aan de vorming van de spoeddiensten die dat wensen en houdt voortdurend voldoende informatie ter hunne beschikking over de gasttechnieken en de vestiging van zijn net.

§ 7. De netbeheerder houdt de plannen en de schema's van het net bij en zorgt voor een strenge naleving van de federale en regionale wetgeving inzake veiligheid in de exploitatie van de distributienetten, inzonderheid wat de informatie-uitwisseling betreft.

**Art. 6.** § 1. De distributienetbeheerder zendt jaarlijks vóór 31 maart een verslag waarin hij de kwaliteit van zijn dienstverlening in het voorgaande kalenderjaar beschrijft.

§ 2. Dit verslag beschrijft :

— de kwaliteit van de verstrekte diensten en in voorkomend geval het niet-nakomen van de verplichtingen voortvloeiend uit dit T.R.GAS en de redenen daarom;

— statistieken betreffende :

a) lekkages : het aantal door de netbeheerder of derden opgespoorde lekkages verdeeld per maand, leiding of aansluiting, materiaal, type en plaats van gebrek;

b) de stand van het net : kilometer leidingen per leeftijdscategorie;

c) ongevallen en incidenten die zich hebben voorgedaan op het distributienet;

d) de termijnen voor de interventie;

e) de geplande en ongeplande onderbrekingsduur en aantal betrokken afnemers;

— een samenvatting van de resultaten van de monitoring omschreven in artikel 8, § 4.

§ 3. De CWaPE kan een verslagmodel opmaken en het gebruik ervan opleggen.

*HOOFDSTUK II. — Informatie-uitwisseling en confidentialiteit**Afdeling 2.1. — Informatie-uitwisseling*

**Art. 7.** § 1. Elke kennisgeving of mededeling gedaan ter uitvoering van dit T.R.GAS dient schriftelijk te gebeuren overeenkomstig de vormen en voorwaarden bedoeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, met een duidelijke identificatie van de afzender en de geadresseerde. Behoudens andersluidende bepaling kan de netbeheerder, nadat de "CWAPE" hierover vooraf wordt geïnformeerd, de vorm van de documenten bepalen waarin die gegevens moeten worden uitgewisseld.

§ 2. Elke distributienetgebruiker kan volmacht geven aan derde, in het bijzonder aan een leverancier, om hem te vertegenwoordigen in zijn contacten met de netbeheerder, in de procedures omschreven in dit T.R.GAS. De mandataris moet in staat zijn om op gewoon verzoek van de netbeheerder de geldigheid van deze volmacht te kunnen tonen.

§ 3. De netbeheerder neemt de nodige organisationele maatregelen om te zorgen voor een efficiënte behandeling en een voldoende traceerbaarheid van elke relevante schriftelijke aanvraag van een netgebruiker of leverancier. Onder efficiënte behandeling wordt onder meer verstaan de verplichting om ontvangst te melden, om een schriftelijk antwoord te geven met vermelding van de dossierbeheerder en de mogelijke beroepsmogelijkheden, onverminderd, in voorkomend geval, de wettelijke bepalingen inzake openbaarheid van bestuur.

§ 4. In geval van hoogdringendheid mogen gegevens mondeling worden uitgewisseld. In elk geval dienen dergelijke gegevens zo spoedig mogelijk overeenkomstig § 1 van dit artikel te worden bevestigd.

§ 5. De netbeheerder bezorgt de netgebruikers het telefoonnummer waarop zij hem kunnen bereiken. Hij zet de nodige middelen in om binnen een redelijke termijn een antwoord te geven en om een efficiënte behandeling van de ontvangen gegevens en aanvragen te garanderen.

**Art. 8.** § 1. Onverminderd § 2 en in afwijking van artikel 7 worden de commerciële inlichtingen die tussen de verschillende betrokken partijen uitgewisseld worden, op elektronische wijze verleend (waardoor de validering van een zending door uitgave van een ontvangstbewijs mogelijk wordt) volgens een communicatieprotocol conform aan de UN/EDIFACT-communicatiestandaard en aangegeven in een Message Implementation Guide (MIG). Deze MIG wordt na onderlinge overeenstemming overeengekomen tussen alle netbeheerders en leveranciers, die de CWaPE erover inlichten. Bij gebrek aan overeenstemming kan de CWaPE een MIG opleggen.

§ 2. Het in § 1 bedoelde protocol is niet verplicht van toepassing voor de informatie-uitwisselingen tussen :

1° de netbeheerder en een netgebruiker indien een ander protocol in onderlinge overeenstemming is overeengekomen in het aansluitingscontract;

2° tussen de transmissienetbeheerder en een andere netgebruiker indien een ander protocol in onderlinge overeenstemming uitdrukkelijk is overeengekomen, met informatie aan de CWaPE.

3° een netbeheerder en een houder van een beperkte leveringsvergunning voor een beperkt aantal afnemers in de zin van artikel 30, § 2, 2° van het decreet.

§ 3. Elke netbeheerder en leverancier dient de vigerende MIG correct uit te voeren op de door de CWaPE afgesproken en goedgekeurde datum, onverminderd § 2. Hij staat in voor de gevolgen van elke foutieve "message" en neemt desgevallend zo snel mogelijk de nodige correctieve maatregelen om de netgebruiker niet te benadelen.

§ 4. De inachtneming van de wettelijke en reglementaire termijnen en de juistheid van de "messages" conform aan de MIG inzake de mededeling van de tel- en uitkeringsgegevens gericht aan de leveranciers en bevrachters worden door elke netbeheerder gecontroleerd. De resultaten per leverancier, per bevrachter en voor de gehele markt worden door de netbeheerder op maandelijkse basis aan elke betrokken partij meegedeeld. De wijze waarop de monitoring en de mededeling gebeurt, wordt bepaald in overleg tussen de netbeheerders, de leveranciers en de bevrachters. Bij gebrek aan overeenstemming kan deze door de CWaPE worden opgelegd. Een samenvatting t.a.v. de CWaPE wordt opgenomen in het verslag omschreven in artikel 6.

**Art. 9.** Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen mag de netbeheerder, nadat hij de "CWAPE" daarover heeft geïnformeerd, technische en organisationele maatregelen aannemen met betrekking tot de uit te wisselen gegevens teneinde de vertrouwelijkheid zoals bepaald in de artikelen 13 en 14 te waarborgen. Hij verwittigt vooraf de CWaPE daarvan.

**Art. 10.** § 1. Naast de bij dit T.R.GAS voorziene informatiestromen kan de netbeheerder op elk moment aanvullende gegevens aanvragen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet.

§ 2. De netgebruiker brengt de netbeheerder onverwijld op de hoogte van elke wijziging van zijn installaties in zoverre zij een aanpassing van de eerder meegedeelde gegevens vereist.

**Art. 11.** Bij afwezigheid van uitdrukkelijke bepalingen daaromtrent in dit T.R.GAS zetten alle betrokken partijen zich in om zo spoedig mogelijk de noodzakelijke informatie overeenkomstig de andere bepalingen van dit reglement uit te wisselen.

**Art. 12.** Wanneer een partij, overeenkomstig dit T.R.GAS of de contracten gesloten krachtens dit reglement, een andere partij eigen informatie moet bezorgen, neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de geadresseerde ervan te verzekeren dat de inhoud van die gegevens behoorlijk is geverifieerd.

#### *Afdeling 2.2. — Vertrouwelijkheid*

**Art. 13.** Diegene die informatie meedeelt bepaalt de vertrouwelijkheidsgraad ervan. De mededeling aan derden van commercieel gevoelige en/of vertrouwelijke informatie door de bestemming van deze informatie is niet toegelaten, behalve wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is :

1. De mededeling is vereist in het kader van een gerechtprocedure of opgelegd door de overheid, met inbegrip van de CWaPE bij de uitvoering van haar opdrachten;

2. de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de gasmarkt leggen de bekendmaking of mededeling van de desbetreffende gegevens op;

3. er is een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke en/of commercieel gevoelige informatie uitgaat;

4. het beheer van het distributienet of het overleg met andere netbeheerders vereist de mededeling door de netbeheerder;

5. de informatie is gewoon toegankelijk of publiek beschikbaar.

**Art. 14.** Wanneer de mededeling aan derden gebeurt op grond van de voorwaarden bedoeld in punten 2, 3 en 4 van artikel 12, geeft de bestemming van de informatie aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid als deze gegeven bij de aanvankelijke mededeling.

#### *HOOFDSTUK III. — Bekendmaking van de algemene voorwaarden en informaties en van de procedures en formulieren*

**Art. 15.** § 1. De netbeheerder stelt de volgende informatie ter beschikking van het publiek en maakt deze informatie bekend, met name op een via Internet toegankelijke server, uiterlijk 15 dagen voor haar inwerkingtreding :

1. de algemene voorwaarden van de krachtens dit T.R.GAS af te sluiten aansluitings- en toegangscontracten;

2. de procedures die van toepassing zijn en waarnaar in dit T.R.GAS wordt verwezen;

3. de formulieren vereist voor de gegevensuitwisseling overeenkomstig dit T.R.GAS;

4. de geldende tarieven voor het gebruik van het distributienet, de aansluiting met of zonder uitbreiding, de uitvoering van oriëntatie- of gedetailleerde onderzoeken met het oog op een aansluiting alsook voor de andere prestaties van de netbeheerder in het kader van diens opdrachten;

5. een beschrijving van zijn net met minstens de plaatsbepaling van de gasdistributiegebieden alsook het soort gas "L" of "H" dat er wordt geleverd;

6. de geprogrammeerde netuitbreidingen en hun geplande indienstellingsdatum;

7. het geheel van de door de netbeheerder aangeboden diensten.

§ 2. De netbeheerder deelt onverwijld die informatie mee aan de CWaPE en uiterlijk 60 dagen vóór hun inwerkingtreding, met uitzondering van de geldelijke tarieven die vanaf hun goedkeuring door de bevoegde overheid worden meegedeeld.

§ 3. De netbeheerder deelt de in § 1 bedoelde informatie mee aan de leveranciers uiterlijk 30 dagen vóór hun inwerkingtreding, met uitzondering van de geldelijke tarieven die vanaf hun goedkeuring door de bevoegde overheid worden meegedeeld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Toegankelijkheid van de installaties*

##### *Afdeling 4.1. — Voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen*

**Art. 16.** De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de veiligheid van personen en goederen, zoals het ARAB (Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming), de Codex over het welzijn op het werk en het AREI (Algemeen reglement op de elektrische installaties), alsook de aanbevelingen van de KVVBG en de eventuele latere wijzigingen zijn van toepassing op iedere persoon die op het distributienet tussenkomt, met inbegrip van de netbeheerders, de netgebruikers, de leveranciers, de transmissienetgebruikers, de andere netbeheerders en hun respectievelijk personeel, evenals derden die in opdracht van voormelde partijen tussenkomen op het distributienet.

##### *Afdeling 4.2. — Toegankelijkheid van de installaties van de netbeheerder*

**Art. 17. § 1.** De toegang tot elk roerend of onroerend goed waarvan de netbeheerder het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, gebeurt te allen tijde overeenkomstig de toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de netbeheerder en met zijn voorafgaandelijke uitdrukkelijke akkoord.

§ 2. De netbeheerder heeft het recht op toegang tot alle installaties waarvan hij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft en die zich bevinden in de inrichting van de netgebruiker. De netgebruiker zorgt voor een permanente toegang voor de netbeheerder of verschafft hem die onmiddellijk en te allen tijde op eenvoudig mondeling verzoek van een gehabiteerd gemachtigde van de netbeheerder.

§ 3. Indien de toegang tot een roerend of onroerend goed van de netgebruiker onderworpen is aan specifieke toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de netgebruiker, dient laatstgenoemde deze vooraf schriftelijk mee te delen aan de netbeheerder die deze moet nakomen. Zoniet volgt de netbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

##### *Afdeling 4.3. — Bijzondere modaliteiten betreffende de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet*

**Art. 18.** Wanneer de netbeheerder acht dat sommige installaties van een netgebruiker die geen distributie- of transmissienet is, functioneel deel uitmaken van het distributienet, deelt hij het mee met verantwoording aan de netgebruiker en aan de "CWAPE".

Een geschreven overeenkomst wordt gesloten tussen de netbeheerder en de betrokken netgebruiker; zij bevat de lijst van betrokken installaties alsook de verantwoordelijkheden inzake bediening, beheer en onderhoud van die installaties.

Wat betreft de installaties die reeds bestonden bij de inwerkingtreding van dit T.R.GAS, waarborgt die overeenkomst de inachtneming van alle vorige verbintenissen aan de netgebruiker, met inbegrip van hete onderschreven vermogen, behalve andersluidend geschreven akkoord van de netgebruiker en met een gepaste vergoeding van die laatste. Die overeenkomst bepaalt ook de financiële modaliteiten voor de tenlasteneming door de netbeheerder van alle kosten voortvloeiend uit die wijziging van het statuut van het aansluitingswerk, met inbegrip van de vergoeding van de eigenaar van de installaties. Die overeenkomst vormt een addendum bij het aansluitingscontract. Die overeenkomst wordt in voorkomend geval gevoegd bij de nieuwe aansluitingscontracten.

De CWaPE wordt op de hoogte gebracht van de lijst van de betrokken installaties.

**Art. 19. § 1.** De netbeheerder heeft het recht op toegang tot de aansluitingswerken en de installaties bedoeld in artikel 18 teneinde er inspecties, testen en/of proeven alsook de tussenkomsten voorzien in de in artikel 18 bedoelde overeenkomst uit te voeren. De betrokken netgebruiker en de netbeheerder leggen daarover.

§ 2. Voorafgaand aan elke uitvoering van de inspecties, testen en/of proeven bedoeld in § 1, dient de betrokken netgebruiker de netbeheerder schriftelijk op de hoogte te stellen van de toepasselijke veiligheidsvoorschriften. Zo niet volgt de netbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

§ 3. De bij de bepalingen van de artikelen 18 en 19, § 1 en 2 betrokken netgebruiker die zijn eigen testen wenst uit te voeren of te laten uitvoeren op zijn installaties wanneer ze functioneel deel uitmaken van het distributienet, moet eerst de geschreven goedkeuring van de netbeheerder ontvangen. Elke aanvraag moet gemotiveerd zijn en vermelden welke installaties betrokken zijn bij de testen alsook de aard en de technische gegevens daarvan, de procedure (o.a. wie de testen uitvoert) en de planning..

Op grond van de gegevens die deze aanvraag bevat, beslist de netbeheerder over de geschiktheid daarvan en geeft in voorkomend geval zijn goedkeuring over de aangevraagde testen, hun procedure en planning; hij verwittigt de partijen die volgens hem betrokken zijn bij die testen.

##### *Afdeling 4.4. — Toegankelijkheid van de installaties van de netgebruiker*

**Art. 20. § 1.** Onverminderd de bepalingen van artikel 24, wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net een aanpassing van de installaties van de netgebruiker vereist, pleegt de netgebruiker overleg met de netbeheerder teneinde de noodzakelijke werken en hun uitvoeringstermijn te bepalen. De netbeheerder neemt de door die werken veroorzaakte kosten ten laste behalve indien ze voortvloeien uit gebreken in hoofde van de netgebruiker of uit een technische interventie van laatstgenoemde of van een derde in opdracht van de gebruiker.

§ 2. Wanneer de veiligheid en de betrouwbaarheid van het net een snelle tussenkomst vereisen, heeft de netbeheerder het recht om de netgebruiker bij aangetekend schrijven in gebreke te stellen de noodzakelijke aanpassingswerken en hun uitvoeringstermijn te aanvaarden.

§ 3. De netgebruiker erkent het recht van de netbeheerder om toegang te krijgen tot zijn installaties zelfs tijdens hun gebruik wanneer de veiligheid, de exploitatie of het beheer van het net het vereist.

§ 4. Bij duidelijke weigering van de netgebruiker om zich te schikken naar de bepalingen van §§ 2 en 3 kan de netbeheerder de toegang tot zijn net onderbreken overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van dit T.R.GAS.

**Art. 21.** De werken, met inbegrip van de inspecties, testen en/of proeven bedoeld in de artikelen 18 en 19, moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen en contracten gesloten krachtens dit T.R.GAS alsook overeenkomstig de regelingen waarnaar het verwijst.

HOOFDSTUK V. — *Overmacht en noodsituatie*

**Art. 22.** Voor de toepassing van dit T.R.GAS worden de volgende situaties in ieder geval als overmacht beschouwd voor de netbeheerder, voor zover ze onvoorzienbaar en onweerstaanbaar zijn :

1. natuurrampen, met inbegrip van aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere uitzonderlijke klimatologische omstandigheden;
2. een nucleaire of chemische explosie of lekkage en de gevolgen ervan;
3. niet-geprogrammeerde onbeschikbaarheden van de installaties, met inbegrip van een computervirus en een computercrash, om redenen andere dan ouderdom of het gebrek aan onderhoud van de installaties of de kwalificatie van de operatoren;
4. de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid om via het distributienet gas uit te wisselen omwille van een plots gebrek aan gasinjectie uit het transmissienet en niet compenseerbaar met andere middelen;
5. brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, en bedreigingen van dezelfde aard;
6. de oorlog, al dan niet verklaard, het dreigend oorlogsgevaar, de invasie, het gewapend conflict, het embargo, de revolutie, de opstand;
7. een maatregel van hogerhand, waaronder onder meer de situaties die de overheid als dusdanig beschouwt en waarvoor zij de netbeheerders of netgebruikers uitzonderlijke en tijdige maatregelen oplegt teneinde de veilige en betrouwbare werking van het geheel van de netten te vrijwaren of herstellen.

**Art. 23.** In dit T.R.GAS wordt noodsituatie beschouwd als zijnde :

— de situatie die volgt op overmacht en waarin maatregelen dienen te worden genomen die uitzonderlijk en tijdelijk zijn om aan de gevolgen van de overmacht het hoofd te kunnen bieden teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen;

— een situatie die volgt op een gebeurtenis die, alhoewel zij volgens de huidige stand van rechtspraak en rechtsleer niet als overmacht kan worden aangeduid, naar het inzicht van een overheid, een reguleringsinstantie, de justitie, de netbeheerder, een netgebruiker of een leverancier, een dringend en gericht optreden van de netbeheerder vereist teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen, of verdere schade te voorkomen. De netbeheerder verantwoordt dat optreden zo spoedig mogelijk bij de gebruikers en de "CWaPE".

**Art. 24.** § 1. De netbeheerder is bevoegd alle handelingen te stellen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid en de betrouwbaarheid van het distributienet wanneer de noodsituatie wordt ingeroepen door de netbeheerder of een andere netbeheerder, een netgebruiker, een leverancier of enige andere betrokken persoon met inbegrip van de overheid.

§ 2. De netbeheerder neemt alle preventieve maatregelen teneinde de schadelijke gevolgen van de aangekondigde of redelijkerwijs voorzienbare uitzonderlijke gebeurtenissen te beperken. Deze maatregelen die de netbeheerder neemt in het kader van dit artikel kunnen worden ingeroepen tegen alle betrokken personen.

§ 3. In het geval een noodsituatie gelijktijdig betrekking heeft op het transmissienet alsook op één of meerdere distributienetten, dienen de maatregelen gecoördineerd te worden tussen alle betrokken netbeheerders.

**Art. 25.** In geval van noodsituatie wordt de uitvoering van de taken en verplichtingen, met uitzondering van die van administratieve of financiële aard, geheel of gedeeltelijk opgeschort, maar enkel voor de duur van de noodsituatie.

**Art. 26.** § 1. De partij die zich op de noodsituatie beroept, doet alle redelijke inspanningen om de gevolgen van de opschorting van haar verplichtingen te beperken en om haar opgeschorte verplichtingen zo snel mogelijk opnieuw te vervullen.

§ 2. De partij die haar verplichtingen opschort, brengt zo snel mogelijk alle betrokken partijen op de hoogte van de redenen waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk opschort en welke de voorzienbare termijn van de noodsituatie zal zijn. In afwijking van afdeling 2.1. van deze algemene voorwaarden kan die mededeling ook worden uitgevoerd d.m.v. aanplakking, informatie via de radio of TV, informatiebrochures en huis-aan-huis nieuwsbladen.

HOOFDSTUK VI. — *Minimale technische vereisten voor de inrichting van netinfrastructuren*

**Art. 27.** § 1. De netbeheerder vervult alle verplichtingen die hem opgelegd zijn krachtens de toepasselijke wetgevingen en regelgevingen, in het bijzonder die betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en exploitatie van installaties voor gasdistributie d.m.v. leidingen. Met het oog op de veiligheid van de distributie van aardgas zorgt de netbeheerder o.a. voor een permanente en daartoe voldoende gasdruk onder normale exploitatie-omstandigheden.

§ 2. De netbeheerder verbindt zich ertoe alle bepalingen te treffen die men van hem redelijkerwijs kan verwachten opdat de gasdruk op elk toegangspunt voldoet aan het in de aansluitings- of toegangscontracten voorziene drukpeil.

§ 3. De netbeheerder leeft met name de minimale technische vereisten na voor de aansluiting op het net van installaties voor productie, gewone aansluiting of interconnectie alsook voor de aanleg van de infrastructuur van het net en voor leidingen. Hij neemt ook de operationele regels in acht die betrekking hebben op het technische beheer van de injecties en afnamen en die betreffende de maatregelen die hij moet treffen om het hoofd te bieden aan problemen die de veiligheid en de continuïteit van de toevoer op de helling kunnen zetten. Hij treft de maatregelen die een optimale technische veiligheid waarborgen ten einde gaslekages en ontploffingen te voorkomen, zoals die voortvloeien uit de toepasselijke wetgevingen en reglementen.

HOOFDSTUK VII. — *Directe leidingen*

**Art. 28.** Elke directe leiding toegelaten krachtens artikel 29 van het decreet valt onder de voorschriften die uitdrukkelijk vastliggen in de door de Minister afgegeven machtiging. De modaliteiten van dit T.R.GAS die op de directe leiding van toepassing zijn worden nader bepaald in die voorschriften.

**Art. 29.** Opdat de "CWaPE" haar advies over de vergunning van de aanleg van een nieuwe directe lijn zou kunnen geven aan de Minister, dient de netgebruiker, die aanvrager is, een uitvoerig bewijsdossier in bij de "CWaPE", in twee exemplaren en bij aangetekende brief of een brief overhandigd tegen ontvangstbewijs.

**Art. 30.** Na ontvangst van een aanvraag zoals beschreven in artikel 29 gaat de "CWaPE" na of ze beschikt over alle documenten noodzakelijk voor het onderzoek van de aanvraag. Indien zij acht dat de aanvraag dient aangevuld te worden, stelt zij de aanvrager bij aangetekende brief in kennis daarvan binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag.

**Art. 31.** De "CWaPE" gaat na, met behulp van elk document waarover zij beschikt, of de aanvraag verantwoord is en of er geen ander technisch en economisch geldig alternatief bestaat. Tot dit einde raadpleegt ze de netbeheerder(s) aangewezen voor de gemeenten die door de directe leiding worden doorkruist. Wanneer de "CWaPE" acht dat de aanvraag niet verantwoord is, stelt zij de aanvrager bij aangetekende brief in kennis daarvan. De CWaPE geeft nauwkeurig de redenen op waarom zij de aanvraag als niet verantwoord beschouwt en stelt een termijn waarin de aanvrager bij aangetekend schrijven zijn opmerkingen, verantwoordingen en aanvullende informatie kan overmaken. De CWaPE is ertoe verplicht de aanvrager die daarom verzoekt, te horen.

**Art. 32.** Binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van een verantwoorde aanvraag en, in voorkomend geval, van de aanvullende informatie, opmerkingen en verantwoordingen bedoeld in de artikelen 30 en 31, maakt de "CWaPE" de tekst van de aanvraag, de bijlagen daarbij alsook haar met redenen omklede advies over aan de Minister.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Gas uit hernieuwbare bronnen en fataal gas*

**Art. 33.** Wat betreft de aanvragen om aansluiting, om oriëntatie- of uitvoerige onderzoeken alsook om toegang tot zijn net, geeft de netbeheerder de voorrang aan die betreffende de injecties of afnamen van fataal gas en/of van gas uit hernieuwbare bronnen voor zover die gassen compatibel zijn met het gas van het bestaande net.

**Art. 34.** De netgebruiker die om toegang tot het net verzoekt om gas te injecteren, levert het bewijs dat bedoeld gas met aardgas compatibel is in de zin van artikel 2, 22°.

**Art. 35.** De netbeheerder informeert de CWaPE over elke aanvraag betreffende fataal gas en/of gas uit hernieuwbare bronnen alsook over haar beslissing daarover.

**Art. 36.** De netbeheerder stelt technische oplossingen voor om voor zover mogelijk rekening te houden met de in de artikelen 33 en 34 bedoelde aanvragen. In voorkomend geval, als de netbeheerder vindt dat fataal gas en/of gas uit hernieuwbare bronnen niet compatibel is met aardgas in de zin van artikel 2, 22°, kan hij de toegang tot het net weigeren overeenkomstig de bepalingen van artikel 26 van het decreet.

**Art. 37.** De netbeheerder houdt rekening met de mogelijke ontwikkelingen inzake fataal gas en/of gas uit hernieuwbare bronnen bij de programmering van de netaanpassingen en -uitbreidingen.

### TITEL II. — *Planningscode*

#### HOOFDSTUK I. — *Gegevens met het oog op het opmaken van het aanpassings- en uitbreidingsplan*

**Art. 38.** § 1. In het kader van de operationele regels voor het technisch beheer van gasstromen, leggen de netbeheerders en de "CWaPE" de praktische overlegmodaliteiten vast met het oog op het opmaken van het aanpassings- en -uitbreidingsplan van hun net op grond van de in deze Code bedoelde informatie.

§ 2. De CWaPE kan richtlijnen voorleggen voor het opmaken van de plannen bedoeld in § 1 en desnoods een model van plan opleggen.

**Art. 39.** § 1. De aan de CWaPE overgemaakte aanpassingsplannen van het distributienet bevatten minstens :

— een uitvoerige raming van de capaciteitsbehoeften en van de aanpassingen opgelegd door technische en reglementaire voorschriften;

— de analyse van de nodige infrastructures of aanpassingen en de evaluatie van de desbetreffende investeringsbudgetten;

— het programma van de werken en investeringen die de netbeheerder over een periode van 5 jaar voorziet, met dien verstande dat dit programma na het tweede jaar minder uitvoerig mag zijn en enkel de allerbeste ramingen mag bevatten;

— een uitvoeringsverslag betreffende de vorige plannen;

— de bijwerking van alle MP schema's en MP/BP situatieplannen betreffende het net;

— elke bijkomende informatie overeengekomen met de CWaPE.

§ 2. De aan de CWaPE overgemaakte plannen tot uitbreiding van het distributienet bevatten minstens :

— een raming van de aansluitingsaanvragen, verkavelingsprojecten en activiteitsgebieden waarop de uitbreidingen betrekking hebben, alsook van de strategische uitbreidingen;

— de analyse van de infrastructures die de netbeheerder nodig heeft om op die behoeften in te spelen;

— de samenvatting van de analyses van de rendabiliteit van de projecten en van de nodige investeringsbudgetten;

— het programma van de werken en investeringen die de netbeheerder over een periode van 3 jaar voorziet, met dien verstande dat dit programma na het tweede jaar minder uitvoerig mag zijn en enkel de allerbeste ramingen mag bevatten;

— een uitvoeringsverslag netrekkende de vorige plannen;

— elke bijkomende informatie overeengekomen met de CWaPE.

§ 3. De ontwerpen van plan bedoeld in de §§ 1 en 2 worden overgemaakt aan de CWaPE uiterlijk op 31 maart van het jaar dat voorafgaat aan de periode waarop ze betrekking hebben. De CWaPE onderzoekt de plannen in overleg met de netbeheerder en geeft haar opmerkingen vóór 15 mei. De netbeheerder brengt de nodige wijzigingen aan om zijn definitief plan vóór 15 juni van hetzelfde jaar op te maken.

§ 4. De "CWaPE" maakt onverwijld één exemplaar over aan de Minister. Desnoods maakt zij binnen 30 dagen haar voorbehouden aan de Regering d.m.v. een van overheidswege uitgebracht advies indien ze acht dat de inhoud van één of meerdere plannen nog ontoereikend is.

§ 5. Na goedkeuring door de Regering, worden de plannen toegepast vanaf 1 januari van het volgende jaar.

§ 6. Vóór 31 maart van het jaar van inwerkingtreding van de plannen bedoeld in de §§ 1 en 2, deelt de netbeheerder aan de CWaPE het definitief budget mee dat er betrekking op heeft. De netbeheerder verantwoordt de eventuele herzieningen of uitstel ten opzichte van de definitieve plannen opgemaakt voor 15 juni die op die datum reeds voorspelbaar zijn.

#### HOOFDSTUK II. — *Informatie-uitwisseling betreffende de planning tussen netbeheerder en netgebruiker*

##### *Afdeling 2.1. — Algemeen*

**Art. 40.** De netgebruiker of in voorkomend geval de leverancier moet de planningsgegevens betreffende deze Planningscode overmaken aan de netbeheerder volgens zijn beste raming en overeenkomstig de in onderlinge overeenstemming door de netbeheerders vastgestelde procedure onverminderd de artikelen 41 en 42.



*Afdeling 2.2. — Kennisgeving*

**Art. 41.** De netgebruiker met een onderschreven vermogen van 250 m<sup>3</sup>(n)/uur of meer, of de door hem gemandateerde leverancier maakt de netbeheerder voor 31 december van elk jaar en per toegangspunt de planningsgegevens betreffende de vijf volgende jaren over. Na het tweede jaar komen de partijen overeen dat die gegevens enkel de best mogelijke ramingen vormen. Die gegevens bevatten :

1. de vooruitzichten betreffende de afgenomen gashoeveelheid in m<sup>3</sup>(n) op jaarlijkse basis met vermelding van het maximumdebiet per uur voor gelijkwaardige klimatise temperatuur van + 10,0 en – 11 °C en voorzienbare schommelingen en onderbrekingen;
2. de geplande jaarlijkse gebruiksprofielen.

**Art. 42.** De netgebruiker wiens installaties met aardgas compatibele gasproductie-eenheden bevatten of zullen bevatten, geeft de netbeheerder jaarlijks vóór 31 december kennis van de onderstaande planningsgegevens die betrekking hebben op de komende vijf jaar. Na het tweede jaar komen de partijen overeen dat die gegevens enkel de allerbeste ramingen vormen. Die gegevens bevatten :

1. het maximumdebiet, de geraamde jaarlijkse productie, de beschrijving van het verwachte gebruiksprofiel en de technische gegevens betreffende de kwaliteit van het gas uit de verschillende in dienst zijnde productie-eenheden;
2. het maximumdebiet, de geraamde jaarlijkse productie, de beschrijving van het verwachte gebruiksprofiel en de technische gegevens betreffende de kwaliteit van het gas uit de verschillende productie-eenheden die in dienst moeten worden gesteld;
3. de productie-eenheden die buiten dienst zullen worden gesteld en de voorziene datum van hun buitendienststelling.

**Art. 43.** De netgebruiker of in voorkomend geval elke door hem gemandateerde tussenpersoon moet de netbeheerder in kennis stellen van alle andere nuttige informatie die niet opgenomen is in de artikelen 41 en 42 en die nuttig kan zijn voor het opmaken van de planning.

**Art. 44.** De plicht tot kennisgeving van de planningsgegevens bedoeld in de artikelen 41 en 42 geldt eveneens voor de toekomstige netgebruikers bij het indienen van hun aanvraag tot aansluiting.

**Art. 45.** § 1. In geval de netbeheerder van oordeel is dat de kennisgeving van de planningsgegevens onvolledig, onnauwkeurig of onredelijk is, maakt de netgebruiker of elke door hem gemandateerde tussenpersoon, op aanvraag van de netbeheerder, alle verbeteringen of bijkomende gegevens over die deze laatste nuttig acht.

§ 2. De netbeheerder kan, indien hij dit nodig acht om zijn opdracht tot een goed einde te brengen en mits motivering, bijkomende gegevens, niet voorzien in dit T.R.GAS, opvragen bij de netgebruiker of de door hem gemandateerde leverancier.

§ 3. Na raadpleging van de netgebruiker of de leverancier bepaalt de netbeheerder de redelijke termijn waarbinnen de gegevens bedoeld in § 1 en § 2 aan hem overgemaakt moeten worden.

**Art. 46.** De netbeheerders en het transmissiebedrijf plegen minstens jaarlijks overleg over de vorm en de inhoud van de gegevens die zij wederzijds moeten uitwisselen voor het opstellen van het aanpassings- en uitbreidingsplan, evenals de te respecteren termijnen.

**Art. 47.** De netbeheerder zorgt voor de volledige en geloofwaardige aard van de gegevens meegedeeld door de netgebruikers, de andere netbeheerders of de leveranciers.

**TITEL III. — Aansluitingsplan****HOOFDSTUK I. — Technische voorschriften voor aansluitingswerken***Afdeling 1.1. — Algemeen*

**Art. 48.** Deze aansluitingscode bevat de voorschriften betreffende de aansluiting van de netgebruikers gelegen op het distributienet en die geen distributie- of transmissienet zijn, d.w.z. de producenten, opslagbedrijven of eindafnemers (de gelijkwaardige voorschriften betreffende de netgebruiker die een distributie- of transmissienet zijn, worden opgenomen in de samenwerkingscode). Deze voorschriften hebben betrekking op de aansluitingswerken alsook op de installaties van de netgebruiker die functioneel deel uitmaken van het distributienet.

**Art. 49.** § 1. Afbeeldingen van de aansluitingswerken en hun bestanddelen worden opgenomen in bijlage I.

§ 2. De installaties van het meetapparaat maken het voorwerp uit van de meet- en tellingscode wat betreft hun technische voorschriften, gebruik, onderhoud en de verwerking van meet- of telgegevens.

*Afdeling 1.2. — Aansluitingssoorten*

**Art. 50.** § 1. De gewone aansluiting stemt overeen met de volledige aanleg van een aansluitingswerk dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. het aansluitingsvermogen is gelijk aan 16 m<sup>3</sup>(n)/u. of minder;
2. de aangevraagde leveringsdruk ligt tussen 21 en 25 mbar.
3. de hoogst toelaatbare bedrijfsdruk van het aansluitingswerk is gelijk aan 4,90 bar of minder.

§ 2. De ongewone aansluiting is een aansluiting waarvoor een of meerdere criteria verwoord in § 1 niet worden vervuld.

**Art. 51.** De in artikel 32, 3<sup>o</sup>, c van het decreet bedoelde standaardaansluiting stemt overeen met de volledige aanleg van een aansluitingswerk dat voldoet aan volgende voorwaarden :

1. de afstand tussen het aangevraagde toegangspunt van de netgebruiker en het aansluitingspunt is gelijk aan maximum 8 meter;
2. het aangevraagde aansluitingsvermogen is lager of gelijk aan 10 m<sup>3</sup>(n)/u.;
3. de aangevraagde leveringsdruk is begrepen tussen 21 en 25 mbar;
4. het aansluitingswerk wordt in dienst gesteld binnen twaalf maanden na zijn aanleg.

*Afdeling 1.3. — Algemene technische voorschriften*

**Art. 52.** Elk aansluitingswerk moet voldoen aan de desbetreffende normen, regelingen en voorschriften inzake gasinstallaties.

**Art. 53.** De installatie van de netgebruiker, de gebruiksapparaten alsook de aanleg en aansluiting van die apparaten zijn onderworpen aan de wettelijke bepalingen en de regelingen die geldig zijn bij de aanleg of aansluiting.

**Art. 54.** § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 18 worden de installaties waarvan de netgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, door de netgebruiker of een gemachtigde derde beheerd en onderhouden, dit voor rekening van die gebruiker. Genoemde gebruiker zorgt voor de goede werking en het onderhoud van zijn installaties.

§ 2. De eigendoms grenzen van de installaties worden opgenomen in de algemene aansluitingsvoorwaarden of, desgevallend, in het aansluitingscontract.

**Art. 55.** § 1. Enkel de netbeheerder wordt ertoe gemachtigd om tussenkomsten en/of handelingen uit te voeren op het aansluitingswerk.

§ 2. Onder voorbehoud van wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichtingen van openbaar nut, indien de tussenkomsten en/of handelingen (o.a. bij een in- of buitendienststelling) worden verricht op aanvraag van de netgebruiker, kunnen de desbetreffende kosten ten laste zijn van laatstgenoemde.

§ 3. In afwijking van § 1 mag de netgebruiker of de door hem daartoe gemachtigde persoon, met inachtneming van alle aangevraagde veiligheidsmaatregelen, de kraan gelegen onmiddellijk stroomopwaarts van zijn toegangspunt echter bedienen behalve als die verzegeld is of tenzij een andersluidende aanwijzing is gegeven door de netbeheerder. Het aansluitingscontract opgemaakt op grond van dit T.R.GAS kan bijzondere bepalingen die afwijken van dit artikel bevatten.

§ 4. Indien een onderbreking van de aardgasvoorziening zich opdoet als gevolg van een incident of noodgeval of door de werking van een veiligheidsapparaat op het net, mag genoemde voorziening enkel door de netbeheerder worden hersteld.

**Art. 56.** § 1. De netgebruiker zorgt ervoor dat zijn installaties bij de netbeheerder of bij derden geen risico's, schade of hinder veroorzaken boven de normen die gewoonlijk worden aangenomen.

§ 2. De netgebruiker dient de netbeheerder onmiddellijk op de hoogte te stellen van elke beschadiging, overtreding of niet-conformiteit met de wettelijke of reglementaire voorschriften die hij redelijkerwijze kan vaststellen.

§ 3. Indien de netbeheerder vaststelt of ervan verwittigd wordt dat de installaties van een netgebruiker of de werking ervan het distributienet verstoren, pleegt hij overleg met de netgebruiker om de wijzigingen die strikt noodzakelijk zijn, eraan aan te brengen en om de termijnen daarvoor vast te stellen.

**Art. 57.** § 1. Wanneer gedeelten van het distributienet kunnen worden beschadigd of geïmpacteerd door werken uitgevoerd nabij de aansluiting door de netgebruiker of de eigenaar van het gebouw, moet die gebruiker of eigenaar vooraf overleg plegen met de netbeheerder.

§ 2. De netgebruiker of de eigenaar is verplicht de derden die hij belast met de uitvoering van werken voor zijn eigen rekening in de omgeving van de aansluiting te informeren over het bestaan daarvan en hen de verplichtingen die hijzelf moet naleven op te leggen.

**Art. 58.** De installaties van één of meerdere netgebruikers gevoed via onderscheiden aansluitingen mogen niet onderling verbonden worden tenzij mits voorafgaand schriftelijk akkoord van de netbeheerder.

**Art. 59.** De netbeheerder voorbehoudt zich het recht een cathodische bescherming aan te leggen op de door hem aangewezen netgedeelten.

#### *Afdeling 1.4. — Omgeving van de installaties*

**Art. 60.** Alle elektrische installaties verbonden met een aansluitingswerk of gelegen in lokalen of ruimten die genoemd werk bevatten, moeten conform zijn met het AREL. De uitvoering van de verplichtingen voorzien bij de regelgeving inzake periodieke conformiteitscontroles over die installaties en de daaruit voortvloeiende kosten zijn ten laste van de netgebruiker.

**Art. 61.** § 1. Teneinde het meetapparaat en eventueel andere apparaten verbonden met het aansluitingswerk aan te leggen, stelt de netgebruiker een muurgedeelte of een ruimte (eventueel een terrein) met gepaste afmetingen ter beschikking van de netbeheerder. De omvang en de plaats van die ruimte worden in overleg vastgesteld met inachtneming van het voordeel van een kosteloze standaardaansluiting voor de netgebruiker.

§ 2. De netgebruiker zorgt ervoor dat de water- en gasdichtheid van de muren waardoor het aansluitingswerk heen gaat, met uitzondering van deur-, raam-, kelderraam- en verluchtingsopeningen, altijd conform is met de regels der kunst.

**Art. 62.** Als voor het voeden van een verkaveling een nieuwe klanten- of distributiecabine nodig is, stelt de verkavelaar gratis een terrein met gepaste afmetingen ter beschikking van de netbeheerder. De omvang en de plaats van dat terrein worden in overleg vastgesteld met inachtneming van de vigerende stedenbouwkundige voorschriften.

#### *HOOFDSTUK II. — Nieuwe aansluiting op het distributienet*

##### *Afdeling 2.1. — Indiening van een aansluitingsaanvraag*

**Art. 63.** Elke nieuwe aansluiting moet voorafgegaan worden door een aansluitingsaanvraag.

**Art. 64.** § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon kan een aansluitingsaanvraag indienen.

§ 2. Die aanvraag bevat met name :

- de identiteit van de aanvrager en zijn rechtstoestand t.a.v. het betrokken gebouw;
- de contactgegevens van de aanvrager;
- de plannen van de afname- of injectieplaats, de algemene technische gegevens en de gewenste plaats van het toegangspunt;
- de noodzakelijke gegevens voor de vaststelling van het injectie- of afnamepunt waaronder het aangevraagde aansluitingsvermogen en de voorziene afname- of injectiewijze.

§ 3. Een aanvraag om gewone aansluiting kan per post, e-mail, fax of telefoon worden ingediend, overeenkomstig de door de netbeheerder bekendgemaakte procedure.

**Art. 65.** § 1. Een aanvraag om aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt hoger dan 14.71 bar moet worden ingediend bij het transmissiebedrijf volgens de bij dat bedrijf vigerende procedure.

§ 2. Onverminderd de behandelingsprocedure voor de in artikel 70 bedoelde aanvraag moet een aanvraag om aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt lager of gelijk aan 14.71 bar en met een verwachte jaarlijkse afname/injectie lager of gelijk aan vijf miljoen m<sup>3</sup>(n) worden ingediend bij de netbeheerder aangewezen voor de geografische zone waar het bij die aanvraag betrokken toegangspunt gelegen moet zijn. Die aanvraag wordt ingediend volgens de door de netbeheerder bekendgemaakte procedure.

§ 3. Aanvragen tot aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt van 14.71 bar of minder en met een verwachte jaarlijkse afname/injectie hoger dan vijf miljoen m<sup>3</sup>(n) worden aan het transmissiebedrijf gericht.

§ 4. In afwijking van § 3 wordt elke aanvraag die betrekking heeft op een bestaand aansluitingswerk op het distributienet maar waarvoor de voorwaarden om aan het transmissiebedrijf te worden gericht vervuld zouden zijn, aan de bij het aansluitingswerk betrokken netbeheerder gericht en door hem behandeld. De netbeheerder evalueert in welke mate hij naar behoren kan voldoen aan de nieuwe afname-/injectievoorwaarden; als zulks niet het geval is, maakt hij de aanvraag over het transmissiebedrijf.

**Art. 66.** Een aanvraag om aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt lager of gelijk aan 14.71 bar en met een verwachte jaarlijkse afname/injectie lager of gelijk aan vijf miljoen m<sup>3</sup>(n) in een gemeente waarvoor geen enkele netbeheerder door de Waalse Regering werd aangewezen, wordt aan de gemeente gericht. Die onderzoekt of aan de aanvraag kan worden voldaan, met name op wettelijk vlak, hetzij door haar grondgebied (of een gedeelte daarvan) toe te voegen aan de geografische zone van een bestaande netbeheerder of door het dossier over te maken aan een transmissiebedrijf. Een afschrift van de aanvraag en van de daaruit voortvloeiende latere stukken wordt overgemaakt aan de CWaPE door de verschillende partijen. Onverminderd de eventuele andere beroepsmiddelen die wettelijk georganiseerd zijn, kan de afgewezen aanvrager de tussenkomst van de CWaPE aanvragen.

**Art. 67.** Indien een aansluitingsaanvraag bedoeld in artikel 65, § 2, een ongewone aansluiting betreft, is een onderzoek nodig. In zijn aanvraag vermeldt de aanvrager of hij een oriëntatieonderzoek zoals bedoeld in hiernavolgende afdeling 2.3. wenst of een uitvoerig onderzoek zoals bedoeld in afdeling 2.4. Het oriëntatieonderzoek is facultatief, het gedetailleerd onderzoek is verplicht.

#### *Afdeling 2.2. — Behandeling van een aansluitingsaanvraag door de netbeheerder*

**Art. 68.** § 1. De netbeheerder oordeelt op grond van technische en economische argumenten op welk gedeelte van het bestaande of ontworpen distributienet de aansluiting zal gebeuren volgens o.a. het aangevraagde aansluitingsvermogen, het drukpeil en de geologische of geografische toevalligheden. De aansluiting zal worden uitgevoerd op de leiding met het laagste drukpeil en die de aangevraagde druk en aansluitingsvermogen kan leveren, met inachtneming van de noodzaak om de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net te handhaven.

§ 2. De netbeheerder kan beslissen een aansluitingsmethode aan te nemen die afwijkt van die omschreven in § 1 volgens de kenmerken van het plaatselijke distributienet of een aansluiting op het net "gemiddelde druk categorie C" te weigeren op grond van objectieve en niet-discriminerende criteria. In dergelijke gevallen notificeert de netbeheerder zijn gemotiveerde beslissing aan de netgebruiker en stuurt een afschrift ervan aan de CWaPE.

**Art. 69.** § 1. Bij het onderzoek van de aansluitingsaanvraag alsook bij elke daaruit voortvloeiende latere stap handelt de netbeheerder altijd met het oog op het technische en economische belang van de aanvrager onverminderd het belang van de andere netgebruikers.

§ 2. Ter uitvoering van § 1 neemt de netbeheerder contact op met de andere betrokken netbeheerders indien hij niet alleen kan voldoen aan de aansluitingsaanvraag. Indien de netbeheerder vaststelt dat een aansluiting op een ander distributienet of op het transmissienet meer gepast zou zijn, maakt hij onverwijld het geheel van het dossier over aan de betrokken netbeheerder na overleg met deze en betaalt de eventueel geïnde rechten terug. De netbeheerder notificeert zijn gemotiveerde beslissing aan de netgebruiker en stuurt een afschrift ervan aan de CWaPE.

**Art. 70.** § 1. Wanneer de in artikel 65, § 2 bedoelde aanvraag betrekking heeft op een drukpeil op het afname/injectiepunt lager dan 14.71 bar en op een verwachte afname/injectie hoger dan één miljoen m<sup>3</sup>(n), maakt de netbeheerder de aanvraagdossiers over aan het transmissiebedrijf.

§ 2. De netbeheerder en het transmissiebedrijf(ven) onderzoeken het aanvraagdossier en plegen overleg over de fysieke aansluitingsmodaliteiten; minstens één aanbod wordt voorgesteld op grond van objectieve technische en/of economische criteria.

Indien zowel de netbeheerder als het transmissiebedrijf een interessante oplossing kunnen voorstellen, zullen beiden een aanbod doen (voor de aansluiting en de toegang tot hun net) op grond van de voordeligste mogelijkheid en van het beschikbare vermogen voor de levering van het aangevraagde uurdebiet. Beide aanboden worden voorgesteld aan de aanvrager. De kosten gedaan door de partij wiens aanbod niet gekozen is, blijven voor haar rekening.

**Art. 71.** § 1. De netbeheerder geeft gehoor binnen tien werkdagen na ontvangst van een aanvraag tot gewone aansluiting indien ze volledig is. In voorkomend geval verzoekt hij de netbeheerder binnen dezelfde termijn om de bijkomende nuttige gegevens.

§ 2. Wanneer de aanvraag tot gewone aansluiting geen bijzondere technische analyse vereist, geeft de netbeheerder de afnemer binnen de in § 1 bedoelde termijn kennis van zijn aansluitingsaanbod, zoals bedoeld in artikel 72.

§ 3. Wanneer de aanvraag tot gewone aansluiting een bijzondere technische analyse vereist wegens een ongunstige ligging van de distributieleiding ten opzichte van het wegnnet of het gewenste aansluitingspunt, of wegens een aansluitingslengte van meer dan 15 meter, bericht de netbeheerder ontvangst van de aansluitingsaanvraag binnen de termijn bedoeld in § 1. De netbeheerder voert de technische analyse op eigen initiatief en gratis uit en geeft de afnemer binnen 20 werkdagen na de aansluitingsaanvraag kennis van zijn aansluitingsaanbod, zoals bedoeld in artikel 72.

§ 4. Wanneer op de aanvraag tot gewone aansluiting alleen door een voorafgaande distributienetuitbreiding kan worden ingespeeld, wordt de kennisgevingstermijn bedoeld in § 3 op 30 werkdagen gebracht. Deze termijn kan met hoogstens 10 werkdagen worden verlengd als de netbeheerder meer dan 5 potentiële afnemers moet benaderen langs het tracé van de uitbreiding.

§ 5. Als de netbeheerder, in afwijking van § 4, zodra de aanvraag is ingediend redelijkerwijs kan voorzien dat de noodzakelijke uitbreiding van het net een financiële bijdrage van de aanvrager zou kunnen teweegbrengen die niet evenredig is met het gewenste type aansluiting, kan hij de aanvrager daarvan kennis geven in het antwoord bedoeld in § 1 en met diens instemming afzien van de technische analyse en van de voortzetting van de procedure.

§ 6. Als de aansluitingsaanvraag een ongewone aansluiting betreft, geeft de netbeheerder de aanvrager binnen de in § 1 bedoelde termijn kennis van de noodzaak om een voorafgaande studie uit te voeren, overeenkomstig artikel 67.

**Art. 72.** § 1. De netbeheerder geeft schriftelijk kennis van zijn aansluitingsaanbod aan de aanvrager.

§ 2. Het aansluitingsaanbod bevat een kostenraming, de vermelding van de uitvoeringstermijn na de bevestigde bestelling en, in voorkomend geval, een technische beschrijving en de specifieke vermeldingen i.v.m. de toegankelijkheid van de installaties, de veiligheid en de exploitatie.

§ 3. De algemene aansluitingsvoorwaarden worden gevoegd bij het aansluitingsaanbod.

§ 4. De netbeheerder bepaalt de geldigheidsduur van zijn aanbod, alsook de specifieke modaliteiten inzake bestelling en contact betreffende het aanvraagdossier. Deze geldigheidsduur bedraagt minstens 6 maanden vanaf de ontvangst van het aanbod. Bij gebrek aan bestelling binnen de voorgeschreven termijn wordt de aanvrager geacht af te zien van zijn aansluitingsaanvraag.

**Art. 73.** § 1. Binnen 5 werkdagen na ontvangst van een bevestigde bestelling van de aanvrager waarbij de modaliteiten bedoeld in artikel 72 nageleefd worden, onderneemt de netbeheerder de nodige stappen om de administratieve vergunningen te verkrijgen die nodig zijn voor de uitvoering van de aansluiting.

§ 2. Behalve akkoord tussen de partijen en onverminderd de §§ 3 tot 4, mag de normale termijn voor de uitvoering van de gewone aansluiting niet langer duren dan 15 niet stilgelegde werkdagen na ontvangst door de netbeheerder van alle nodige administratieve vergunningen en voor zover de netgebruiker de werken te zijnen laste heeft uitgevoerd.

§ 3. Als de toestand van de distributieleiding wegenwerken vereist, bedraagt de termijn bedoeld in § 2, 30 niet stilgelegde werkdagen.

§ 4. Als een uitbreiding van het distributienet noodzakelijk is, bedraagt de termijn bedoeld in § 2, 60 werkdagen.

§ 5. De netbeheerder kan deze termijn verlengen mits verantwoording bij de aanvrager en bepaling indien mogelijk in het aansluitingsaanbod bedoeld in artikel 72 :

- om technische redenen i.v.m. de aansluiting;
- om administratieve redenen onafhankelijk van de wil van de netbeheerder ten gevolge van gebeurtenissen die voor de netbeheerder niet voorspelbaar of niet kwantificeerbaar zijn.
- ten gevolge van een gebrek aan voorzorg van de netbeheerder die een dergelijke verlenging noodzakelijk maakt.

#### *Afdeling 2.3. — Aanvraag om oriëntatieonderzoek en voorproject van aansluiting*

**Art. 74.** De doelstelling van een oriëntatieonderzoek is het verkrijgen van een voorafgaande raming betreffende een voorproject van ongewone aansluiting.

**Art. 75.** Elke natuurlijke of rechtspersoon kan bij de netbeheerder een aanvraag om oriëntatieonderzoek indienen met betrekking tot een nieuwe aansluiting.

**Art. 76.** Elke netgebruiker kan bij de netbeheerder een aanvraag om oriëntatieonderzoek indienen met betrekking tot een aanpassing van zijn bestaande aansluiting, van installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet van hun respectievelijke exploitatiewijze.

**Art. 77.** De aanvrager dient bij de netbeheerder een schriftelijke aanvraag in met o.a. de in artikel 64, § 2, bedoelde elementen om over te gaan tot het oriëntatieonderzoek volgens de door de netbeheerder bekendgemaakte procedure.

**Art. 78.** De kosten voor een oriënterende studie worden door de aanvrager gedragen volgens het toepasselijke tarief.

**Art. 79.** Tijdens de uitvoering van de oriënterende studie werken de netbeheerder en de aanvrager te goeder trouw samen. De netbeheerder kan op elk moment bij de aanvrager bijkomende informatie opvragen die noodzakelijk is om het voorproject van aansluiting voor te bereiden.

**Art. 80.** § 1. De netbeheerder maakt zijn conclusies schriftelijk aan de aanvrager over binnen een termijn van 20 kalenderdagen na ontvangst van de volledige aanvraag tot oriëntatieonderzoek.

§ 2. Wanneer op de aanvraag tot ongewone aansluiting alleen door een voorafgaande distributienetuitbreiding kan worden ingespeeld, bedraagt de kennisgevingstermijn bedoeld in § 1, 30 werkdagen. Deze termijn kan met hoogstens 10 werkdagen worden verlengd als de netbeheerder meer dan 5 potentiële afnemers moet benaderen langs het tracé van de uitbreiding.

§ 3. Als de aanvraag om oriëntatieonderzoek een aansluiting voor een vermogen van 250 m<sup>3</sup>(n)/uur of meer betreft, wordt de termijn bedoeld in § 1 gebracht op 40 werkdagen, onverminderd de bepalingen van artikel 70. Deze termijn kan in onderlinge overeenstemming tussen de partijen worden verlengd.

§ 4. De conclusies van het oriëntatieonderzoek bevatten minstens :

- een indicatieve beschrijving van het voorontwerp van aansluitingswerk;
- de technische voorschriften i.v.m. het geplande aansluitingswerk;
- een indicatieve raming van de kosten;
- een indicatieve raming van de aansluitingstermijnen.

§ 5. De netbeheerder bepaalt de geldigheidsduur van de conclusies van het oriëntatieonderzoek. Deze geldigheidsduur mag niet lager zijn dan 6 maanden vanaf de ontvangst van de conclusies. Indien binnen de vermelde termijn voor een gedetailleerd onderzoek geen bestelling is geplaatst, wordt de aanvrager geacht af te zien van zijn aansluitingsaanvraag, maar blijven de onderzoekskosten voor rekening van de aanvrager.

#### *Afdeling 2.4. — Aanvraag om uitvoerig onderzoek en aansluitingsproject*

**Art. 81.** § 1. De doelstelling van het uitvoerig onderzoek is het opmaken van een gewoon aansluitingsproject.

§ 2. Indien hij het wenst, hetzij zonder oriëntatieonderzoek, hetzij als gevolg van de conclusies van dit onderzoek, vraagt de aansluitingsaanvrager de netbeheerder schriftelijk aan een uitvoerig onderzoek uit te voeren d.m.v. het door de netbeheerder bekendgemaakte formulier overeenkomstig artikel 15.

**Art. 82.** § 1. De aansluitingsaanvraag met uitvoerig onderzoek bevat o.a., naast de in artikel 64, § 2, bedoelde elementen, het gewenste aansluitingsvermogen, het verwachte gebruiksprofiel en de technische kenmerken van de op het distributienet aan te sluiten installaties, die vermeld staan op het aansluitingsformulier.

§ 2. Wanneer de aanvraag om uitvoerig onderzoek volgt op een oriëntatieonderzoek, moet de aanvrager het al ingediende aanvraagdossier enkel aanvullen voor zover de in artikel 80, § 5, bedoelde geldigheidsduur niet verstreken is.

**Art. 83.** Na ontvangst van een aansluitingsaanvraag met uitvoerig onderzoek, niet voorafgegaan door een oriëntatieonderzoek, onderzoekt de netbeheerder de ontvankelijkheid van de aanvraag. Hij informeert de aanvrager binnen tien werkdagen schriftelijk over het resultaat van het onderzoek naar de ontvankelijkheid en bepaalt de bijkomende gegevens die de aanvrager eventueel moet meedelen met het oog op de voorbereiding van het aansluitingsproject.

**Art. 84.** § 1. Binnen een maximumtermijn van twintig werkdagen na de ontvangst van een volledige aanvraag om uitvoerig onderzoek geeft de netbeheerder schriftelijk kennis van zijn aansluitingsaanbod aan de aanvrager.

§ 2. Wanneer op de aanvraag tot ongewone aansluiting alleen door een voorafgaande distributienetuitbreiding kan worden ingespeeld, bedraagt de kennisgevingstermijn bedoeld in § 1, 30 werkdagen. Deze termijn kan met hoogstens 10 werkdagen worden verlengd als de netbeheerder meer dan 5 potentiële afnemers moet benaderen langs het tracé van de uitbreiding.

§ 3 Als de aanvraag een aansluiting met een vermogen van 250 m<sup>3</sup>(n)/uur of meer betreft, bedraagt de termijn bedoeld in § 1, 40 werkdagen, onverminderd de bepalingen van artikel 70.

§ 4. Als het gedetailleerd onderzoek door een oriëntatieonderzoek voorafgegaan werd, bedragen de termijnen bedoeld in de §§ 1 en 2, 10 werkdagen en de termijn bedoeld in § 3, 20 werkdagen.

§ 5. De in §§ 1 tot 4 bedoelde termijnen kunnen in onderlinge overeenstemming worden verlengd.

§ 6. Het aansluitingsaanbod omvat :

- een aanlegplan of een technische beschrijving;
- de specifieke vermeldingen i.v.m. de toegankelijkheid, de veiligheid en de exploitatie van de installaties.
- een kostenraming;
- de uitvoeringstermijnen na een bevestigde bestelling.

Met het oog op het opstellen van een contract worden de algemene aansluitingsvoorwaarden, alsook, in voorkomend geval, de bijzondere overgelegde voorwaarden bij het aansluitingsaanbod gevoegd.

§ 7. De netbeheerder bepaalt de geldigheidsduur van zijn aanbod, alsook de specifieke modaliteiten inzake bestelling en contact betreffende het aanvraagdossier. Deze geldigheidsduur bedraagt minstens 6 maanden vanaf de ontvangst van het aanbod.

§ 8. Op grond van het aansluitingsaanbod bedoeld in § 6 en tot het einde van zijn geldigheidsduur kan de aanvrager één van de door de netbeheerder voorgestelde varianten vrij kiezen, eventuele tegenvoorstellen onderwerpen aan de netbeheerder of afzien van zijn aansluitingsaanvraag zonder bijkomende kosten. De aanvrager informeert de netbeheerder schriftelijk over zijn beslissing. Indien hij zich niet uitspreekt voor het einde van de geldigheidsduur van het aanbod, wordt hij geacht af te zien van de voortzetting van de aansluitingsprocedure.

**Art. 85.** § 1. Behalve akkoord tussen de partijen mag de normale uitvoeringstermijn van de ongewone aansluiting vanaf de ontvangst van een bevestigde bestelling geen zes maanden overschrijden.

§ 2. De netbeheerder kan deze termijn verlengen mits verantwoording bij de aanvrager en bepaling indien mogelijk in het aansluitingsaanbod bedoeld in artikel 84, § 6 :

- om technische redenen i.v.m. de aansluiting;
- om administratieve redenen onafhankelijk van de wil van de netbeheerder ten gevolge van gebeurtenissen die voor de netbeheerder niet voorspelbaar of niet kwantificeerbaar zijn;
- ten gevolge van een gebrek aan voorzorg van de netbeheerder die een dergelijke verlenging noodzakelijk maakt.

§ 3. Als de aanvraag een aansluiting met een vermogen van 250 m<sup>3</sup>(n)/uur of meer betreft, kan de termijn bedoeld in § 1 in onderlinge overeenstemming tussen de partijen worden bepaald.

**Art. 86.** De door de netbeheerder gedane kosten voor het opmaken van het uitvoerig onderzoek zijn ten laste van de aanvrager volgens het toepasselijke tarief

#### *Afdeling 2.5. — Algemene aansluitingsvoorwaarden*

**Art. 87.** De algemene aansluitingsvoorwaarden zijn van toepassing op elke aansluiting, behoudens andersluidende bepaling uitdrukkelijk overeengekomen en verantwoord in het aansluitingscontract.

**Art. 88.** § 1. De aanvrager die een bestelling plaatst voor een gewone aansluiting op grond van het aanbod bedoeld in artikel 72, onderwerpt zich aan de algemene aansluitingsvoorwaarden.

§ 2. De aanvrager die een bestelling plaatst voor een ongewone aansluiting op grond van het aanbod bedoeld in artikel 84, § 6 onderwerpt zich aan de algemene aansluitingsvoorwaarden onverminderd de bepalingen van de artikelen 90 en 91 betreffende het sluiten van een aansluitingscontract.

**Art. 89.** De algemene aansluitingsvoorwaarden worden door de netbeheerder opgemaakt en aan de CWaPE onderworpen overeenkomstig de bepalingen van artikel 15.

#### *Afdeling 2.6. — Aansluitingscontract*

**Art. 90.** § 1. Het aansluitingscontract is altijd van toepassing wanneer het onderschreven vermogen gelijk is aan 250 m<sup>3</sup>(n)/u of meer.

§ 2. Elke partij mag echter eisen dat een aansluitingscontract wordt gesloten voor een toegangspunt met een lager onderschreven vermogen, behalve als het betrekking heeft op een gewone aansluiting.

**Art. 91.** Elke nieuwe aansluiting bedoeld in artikel 90 moet voorafgegaan worden door een aansluitingscontract behoorlijk ondertekend door de netbeheerder en de netgebruiker.

**Art. 92.** § 1. Het aansluitingscontract bestaat uit de algemene aansluitingsvoorwaarden en de bijzondere bepalingen die eigen zijn aan betrokken aansluitingswerk.

§ 2. De bijzondere bepalingen worden opgemaakt in gemeenschappelijk overleg tussen de netbeheerder en de aanvrager. Ze hebben onder meer betrekking op :

1. de eventuele afwijkingen van de algemene aansluitingsvoorwaarden;
2. de voorschriften betreffende de duur en het einde van het contract;
3. het drukpeil op de aansluitings- en toegangspunten;
4. de beschrijving van de aansluiting en van haar tracé alsook de plaats van het toegangspunt;
5. de eenduidige identificatie van het toegangspunt d.m.v. het EAN-nummer;
6. de voorschriften inzake de toegankelijkheid van de aansluitingswerken;
7. de beschrijving van de installaties van de netgebruiker (met inbegrip van degene die functioneel deel uitmaken van het net) en in het bijzonder de aangesloten productie-eenheden;
8. de specifieke technische voorwaarden en voorschriften, o.a. het onderschreven vermogen, de nodige technische kenmerken van de aansluiting en van de installaties van de netgebruiker, het in het aansluitingswerk te integreren meetapparaat, de exploitatie, het onderhoud, de bewakings- en veiligheidsvoorschriften;
9. de uitvoeringsmodaliteiten en de realisatie- of wijzigingstermijnen van de nieuwe of te wijzigen aansluiting, met vermelding van de onderliggende hypothesen;

10. de bijkomende maatregelen die moeten worden getroffen bij overschrijding van het aansluitingsvermogen;  
 11. de modaliteiten inzake onverbreekbaarheid en uitwissen.

**Art. 93.** De technische oplossingen en parameters die deel uitmaken van een aansluitingscontract kunnen worden herzien op gemotiveerde aanvraag van de netbeheerder of van de netgebruiker met de overeenstemming van de andere partij.

**Art. 94.** § 1. Bij akkoord van de netgebruiker over een in artikel 84, § 6 bedoeld aanbod dat een meer gedetailleerd aansluitingscontract dan de algemene voorwaarden vereist, wordt het voorstel van aansluitingscontract door de netbeheerder opgesteld en genotificeerd aan de netgebruiker binnen 20 werkdagen na het akkoord.

§ 2. De netbeheerder bepaalt de geldigheidsduur van zijn contractvoorstel dat minstens twee maanden bedraagt vanaf zijn ontvangst door de netgebruiker. Indien binnen de vermelde termijn geen contract is gesloten, wordt de aanvrager geacht af te zien van zijn aansluitingsaanvraag, maar blijven de onderzoekskosten voor rekening van de aanvrager.

#### *Afdeling 2.7. — Uitvoering van het aansluitingswerk*

**Art. 95.** § 1. De aansluitingswerken worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de netbeheerder in overleg met de netgebruiker. Evenwel mag het geheel of een gedeelte van de voorbereidende werken of afwerkingen op een privé terrein uitgevoerd worden door de netbeheerder met uitzondering van de uitvoering van de aansluiting.

§ 2. De netgebruiker schikt zich naar de door de netbeheerder aanbevolen veiligheidsmaatregelen.

§ 3. De voorwaarden voor de toegang tot de installaties, conform met de artikelen 17 en 19, zijn van toepassing bij de uitvoering van de aansluiting.

§ 4. De netbeheerder bepaalt het tracé van het aansluitingswerk alsook de aard en de kenmerken van zijn bestanddelen teneinde de algemene veiligheid en de betrouwbaarheid van de aansluiting te waarborgen en de verbruiksoverzichten, de controle en het onderhoud te vergemakkelijken.

#### *Afdeling 2.8. — Indienstelling van een toegangspunt*

**Art. 96.** § 1. Een toegangspunt waarvan het vermogen gelijk is aan  $25 \text{ m}^3(\text{n})/\text{u}$  of minder wordt in dienst gesteld binnen drie werkdagen na de aanvraag om dienststelling van de netgebruiker die voldoet aan de voorschriften van de artikelen 97 en 98.

§ 2. Als het aansluitingsvermogen van het toegangspunt hoger is dan  $25 \text{ m}^3(\text{n})/\text{u}$ , kan deze termijn op 5 werkdagen worden gebracht. Als het vermogen gelijk is aan  $250 \text{ m}^3(\text{n})/\text{u}$  of meer, wordt deze termijn tussen de partijen overeengekomen.

§ 3. De kosten voor de indienstelling van het toegangspunt zijn ten laste van de netbeheerder.

§ 4. Wanneer de netgebruiker zijn aanvraag indient, zorgt hij ervoor dat aan alle voorwaarden voor de wezenlijke indienstelling van het toegangspunt is voldaan. Elke nutteloze verplaatsing van de diensten van de netbeheerder kan ter rekening van de netgebruiker worden gebracht indien een gebrek in hoofde van laatstgenoemde is vastgesteld.

**Art. 97.** Een toegangspunt wordt pas in dienst gesteld nadat de gegevens betreffende dat toegangspunt zijn geregistreerd in het toegangsregister van de netbeheerder en de voorschriften van deze Code zijn nageleefd.

**Art. 98.** § 1. Vóór de indienstelling van een toegangspunt kan de netbeheerder de netgebruiker erom verzoeken dat hij het bewijs levert dat zijn installaties voldoen aan de vigerende wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. Bij de opening van de gasmeter vergewist de verdeler er zich van dat de binneninstallatie gasdicht is op de verdelingsdruk volgens de vigerende procedure.

§ 3. In geval van een nieuwe installatie of installatiegedeelte is de installateur er toe gehouden aan de netbeheerder een bewijs af te leveren waaruit blijkt dat de installatie beantwoordt aan de voorschriften van de vigerende normen. Dit bewijs bestaat uit een verklaring in deze zin van de installateur, te weten diegene die de installatie geplaatst heeft, vergezeld van een principeschema van de door hem geplaatste installatie. Het attest moet worden gevalideerd na een controle ter plaatse door een verslag van een "erkend controle-organisme". Indien degene die de installatie geplaatst heeft een "gehabiliteerd installateur" is, wordt de installatie geacht in overeenstemming te zijn met de voorschriften van de vigerende normen, en zal de validering van het attest door een "erkend controleorganisme" niet door de netbeheerder geëist worden.

### *HOOFDSTUK III. — Wijziging van het statuut of van de configuratie van bestaande aansluitingswerken*

#### *Afdeling 3.1. — Overgangsperiode en regularisatie*

**Art. 99.** § 1. Een installatie van een netgebruiker van vóór 1 december 2004 en die niet voldoet aan de voorschriften van dit T.R.GAS kan worden gebruikt in haar oorspronkelijke staat op voorwaarde dat ze daadwerkelijk of mogelijkwjs geen probleem voor de veiligheid veroorzaakt ou zou kunnen veroorzaken en voor zover deze niet-conformiteit de installaties van de netbeheerder of de installaties en/of de kwaliteit van de aardgaslevering bij een andere netgebruiker niet effectief in gevaar brengt.

§ 2. De netbeheerder is niet verantwoordelijk voor schade bij de netgebruiker veroorzaakt door de slechte werking van de installaties van laatstgenoemde indien ze niet conform zijn met dit T.R.GAS of het voorwerp uitmaken van ongepaste bedieningen door de netgebruiker of derden.

**Art. 100.** § 1. Elke installatie van de netgebruiker die niet conform is met de voorschriften van dit T.R.GAS en waarvan de niet-conformiteit schade of hinder veroorzaakt aan de installaties van de netbeheerder of van één of meerdere netgebruikers, moet in conformiteit worden gesteld binnen een termijn vastgesteld door de netbeheerder volgens de aard en de omvang van de schade of hinder. Benadeelde netgebruikers kunnen de netbeheerder erom verzoeken die termijn te verkorten. De betrokken partijen onderhandelen te goeder trouw over een redelijke termijn.

§ 2. Tijdens die termijn is de netbeheerder niet verantwoordelijk voor eventuele schade aangebracht aan de netgebruikers indien hij kan vaststellen dat ze rechtstreeks voortvloeien uit de niet-conformiteit van de installaties van een netgebruiker met dit T.R.GAS.

§ 3. De in dit artikel bedoelde aanpassingen zijn ten laste van de netgebruiker indien het aangetoond is dat zijn installaties de rechtstreekse oorzaak zijn van de schade of hinder.

§ 4. Indien de netgebruiker de in dit artikel bedoelde aanpassingen niet heeft uitgevoerd binnen de gestelde termijn, wordt hij bij aangetekende brief aangemaand door de netbeheerder.

§ 5. Onder voorbehoud van andere akkoorden tussen de betrokken partijen heeft de netbeheerder het recht de toegang te onderbreken indien de aanpassingen niet uitgevoerd zijn binnen tien werkdagen na de kennisgeving van die aanmaning.

**Art. 101.** In afwachting van nieuwe aansluitingscontracten tussen de netbeheerder en de netgebruiker mogen hun eventuele overeenkomsten die al bestonden voor de inwerkingtreding van dit T.R.GAS, geldig blijven voor zover hun eventuele onverenigbaarheid met dit T.R.GAS geen risico vormt voor de veiligheid of de continuïteit van de werking van het distributienet. In het tegenovergestelde geval plegen de partijen overleg teneinde die zo spoedig mogelijk aan te passen aan de voorschriften van dit T.R.GAS.

#### *Afdeling 3.2. — Aanpassing van een aansluitingswerk*

**Art. 102.** Elke aanpassing van een bestaand aanpassingswerk bedoeld in artikel 90 of van een werk dat tot deze categorie behoort door die aanpassing of de aanpassing van zijn exploitatiewijze, moet worden voorafgegaan door een aansluitingscontract dat moet worden gesloten met de netbeheerder volgens de procedure van laatstgenoemde.

**Art. 103.** De netbeheerder kan een aansluitingsaanvraag opleggen en het aansluitingswerk wijzigen in geval van belangrijke wijzigingen in het injectie- of afnameprofiel van de netgebruiker in verhouding tot de voorwaarden die van toepassing waren bij de aansluitingsaanvraag of in geval van aanpassingen aan installaties van de netgebruiker die functioneel deel uitmaken van het net.

**Art. 104.** § 1. Elke netgebruiker kan bij de netbeheerder een aansluitingsaanvraag indienen of laten indienen die betrekking heeft op een aanpassing van het bestaande aansluitingswerk, van de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet of van hun respectieve exploitatiewijze. Die aanvraag bevat eveneens de in artikel 64, § 2, vermelde informatie.

§ 2. Op aanvraag van de netgebruiker kan de netbeheerder aanvaarden dat een in artikel 102 bedoelde wijziging wordt beschouwd als van secundair belang. Die wijziging zal het voorwerp uitmaken van een aanhangsel bij het aansluitingscontract zonder bijkomend onderzoek.

**Art. 105.** Elke wijziging in of aan het lokaal waar de aansluiting of een gedeelte ervan zich bevindt, die een impact heeft op de toegankelijkheid of de zichtbaarheid van de aansluiting, mag enkel worden uitgevoerd in overleg met de netbeheerder. Toezicht moet altijd kunnen worden gehouden op de aansluiting.

#### *Afdeling 3.3. — Wegname van een aansluitingswerk*

**Art. 106.** § 1. Elk aansluitingswerk kan worden weggenomen op geschreven verzoek van de eigenaar van het betrokken goed en op voorwaarde dat geen enkele netgebruiker er nog gebruik van maakt.

§ 2. De kosten voor de wegname van een aansluitingswerk, evenals die voor het terug in oorspronkelijke staat brengen van lokalen, privé toegangswegen en terreinen, zijn ten laste van de eigenaar van het betrokken goed.

§ 3. De vervanging van een aansluitingswerk op verzoek van de netgebruiker of eigenaar van het bediende goed kan niet als een standaardaansluiting worden beschouwd.

**Art. 107.** De netbeheerder heeft het recht, onder de in artikel 15 bedoelde algemene voorwaarden en mits de eigenaar van het betrokken goed voorafgaandelijk te verwittigen, elk aansluitingswerk dat meer dan een jaar niet meer gebruikt werd weg te nemen of af te koppelen. Indien de netgebruiker wenst die aansluiting te behouden voor de uitvoering van onderzochte projecten, draagt hij bij in de onderhoudskosten volgens met de netbeheerder overeen te komen modaliteiten.

#### *Afdeling 3.4. — Eigendoms- of gebruiksoverdracht*

**Art. 108.** § 1. In geval van eigendoms- of gebruiksoverdracht van roerende of onroerende goederen waarvoor het aansluitingswerk in dienst is, neemt de overnemer de rechten en verplichtingen van de vorige gebruiker over en, in voorkomend geval, sluit hij onmiddellijk een nieuw aansluitingscontract met de netbeheerder zonder buitendienststelling om deze enige reden. Het bestaande aansluitingscontract is geldig zolang genoemde overdracht niet genotificeerd is aan de netbeheerder.

§ 2. In geval van een dergelijke overdracht mag een buitendienststelling pas worden uitgevoerd door de netbeheerder na een gemotiveerde aanmaning met een redelijke regularisatietermijn.

### **TITEL IV. — Toegangscode**

#### *HOOFDSTUK I. — Aanwijzing van de leverancier*

**Art. 109.** Het toepassingsgebied van deze Code wordt beperkt tot de netgebruikers die producent, opslag-onderneming of eindafnemer zijn. Hij is niet van toepassing op de netgebruikers die een distributie- of transmissienet zijn (de desbetreffende gelijkwaardige voorschriften maken het voorwerp uit van de Samenwerkingscode).

**Art. 110.** § 1. De in artikel 109 bedoelde netgebruiker kiest voor elk toegangspunt een leverancier die houder is van een geldige voorzieningsvergunning en met wie hij een contract sluit.

§ 2. In afwijking van § 1, als de niet-residentiële netgebruiker van wie het gebruiksprofiel door teleopname wordt geregistreerd gelijktijdig meer leveranciers voor een enig toegangspunt kiest, sluit hij met één van de leveranciers de nodige akkoorden opdat laatstgenoemde alle verplichtingen van dit T.R.GAS in hoofde van de leverancier zou overnemen. Bij gebreke daarvan dient de netgebruiker overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het decreet, een beperkte leveringsvergunning aan te vragen die hem toelaat zijn eigen leverancier te worden. In dat geval valt hij onder het toepassingsgebied van de relevante voorschriften die in dit kader bij dit T.R.GAS aan de leveranciers opgelegd worden, met name die van deze code betreffende de toegang tot het net.

#### *HOOFDSTUK II. — Toegangsregister*

**Art. 111.** § 1. De netbeheerder houdt een toegangsregister bij waarin per toegangspunt, de netgebruiker, de leverancier en de bevrachter worden geregistreerd om de mededeling van de gegevens betreffende dit punt volgens de modaliteiten bepaald bij dit T.R. GAS mogelijk te maken. Deze mededeling beoogt :

- de correcte organisatie en registratie voor elk toegangspunt, van de wijzigingen van netgebruiker, leverancier of bevrachter, alsook de technische aanpassingen aan het aansluitingswerk;
- de toekenning aan de netgebruiker, de leverancier en de betrokken bevrachter, van de op elk toegangspunt afgenomen of geïnjecteerde hoeveelheden gas.

§ 2. De netbeheerder staat in voor het beheer en de bijwerking van de gegevens in het toegangsregister, met inbegrip van de gegevens van de netgebruiker zoals die door de leveranciers worden meegedeeld.

§ 3. De netbeheerder is de beheerder van het toegangsregister zoals bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Op gewoon verzoek van de netgebruiker of van zijn leverancier zet hij de persoonsgegevens van het toegangsregister recht en wijst hij een contactpersoon aan die daarvoor verantwoordelijk is.

§ 4. De rechtzettingen bedoeld in § 3 worden aan alle betrokken partijen meegedeeld.

**Art. 112.** § 1. Het toegangsregister bevat per toegangspunt, gekenmerkt door één EAN-GSRN nummer, elk gegeven dat voor het beheer van de toegang nodig is, inzonderheid :

- de identiteit en de EAN-GLN code van de leverancier, de bevrachter en de netgebruiker;
- het geaggregeerd ontvangstation dat het toegangspunt bevoorraadt;
- de door de leverancier verstrekte gegevens over de netgebruiker :

1° de naam van de netgebruiker;

2° het soort netgebruiker (residentieel / niet-residentieel);

3° in voorkomend geval, de NACE code;

4° het contactadres van de netgebruiker :

— de technische gegevens betreffende het aansluitingswerk;

— de technische gegevens betreffende de meter, meer bepaald het nummer;

— de gegevens betreffende de modaliteiten i.v.m. de genomen metingen :

1° meetfrequentie : jaarlijks, maandelijks of om het uur;

2° voor de jaarlijks opgenomen toegangspunten, de maand van de opname;

— de gegevens betreffende het gebruik van het toegangspunt :

1° injectie of afname;

2° het type gas;

3° voor de niet te gelezen toegangspunten : het synthetisch gebruiksprofiel en het jaarlijks/maandelijks standaard of forfaitair verbruik;

4° in voorkomend geval, het onderschreven vermogen;

5° het type tarief;

6° de aanvangsdatum van de levering van de leverancier (meegedeeld door de leverancier);

7° de einddatum van de levering van de leverancier indien reeds bekend (meegedeeld door de leverancier).

§ 2. De netbeheerder bewaart minstens twee jaar het registeroverzicht van de gegevens vervat in het toegangsregister, hoe dan ook tot de definitieve reconciliatie van bedoelde periode.

**Art. 113.** § 1. De netbeheerder deelt binnen maximum vijf werkdagen zijn EAN-code en het geaggregeerd ontvangstation mee aan elke netgebruiker die erom verzoekt. De aanvraag kan per telefoon, e-mail, fax, post of via de website van de netbeheerder worden ingediend. Het antwoord kan langs dezelfde weg verstuurd worden. Als deze aanvraag van de leverancier van de netgebruiker komt, is het communicatiemiddel conform het opgestelde protocol.

§ 2. De netbeheerder bezorgt elke toegangsgerechtigde maandelijks uiterlijk de vierde werkdag na het begin van de maand gratis een bestand uit het toegangsregister met de bestaande toestand om 6u op de eerste dag van de maand. Voor elk door zijn EAN-GSRN code geïdentificeerde toegangspunt bevat dit bestand minstens :

— de indicatieve naam van de netgebruiker verbonden met het toegangspunt;

— het EAN-GLN nummer van de netbeheerder met als optie de naam van de netbeheerder;

— het EAN-GLN nummer van de leverancier met als optie de naam van de leverancier;

— het EAN-GLN nummer van de bevrachter met als optie zijn naam;

— de begindatum van de levering aan het toegangspunt;

— de einddatum van de levering aan het toegangspunt (indien reeds gekend);

— de frequentie van de opmeting van de teller; jaarlijks, maandelijks of op uurbasis;

— het geaggregeerd ontvangstation waarvan het toegangspunt afhangt;

— voor de niet te gelezen toegangspunten, het synthetisch gebruiksprofiel en het jaarlijks/maandelijks standaardverbruik;

— voor de toegangspunten met een jaarlijkse opname, de maand van de opname.

§ 3. Een keer per semester legt de distributienetbeheerder een elektronische lijst gratis ter inzage van de leveranciers. Deze lijst bevat de meest recente gegevens vereist voor het opzoeken van de EAN-GSRN codes van de toegangspunten op hun netten, met name :

— de EAN-code;

— de straatnaam;

— het huisnummer;

— de postbus;

— de postcode;

— de gemeente;

— het nummer van de meter(s).

Het formaat van deze communicatie wordt in gemeenschappelijk overleg tussen de partijen bepaald. Bij gebrek aan overeenstemming kan de CWaPE een formaat opleggen.

**Art. 114.** Als de netbeheerder die in het Waalse Gewest actief is gas levert buiten de grenzen van het Gewest, neemt hij alle nodige maatregelen om de selectie van informatie die voor de netgebruikers in het Waalse Gewest specifiek is, mogelijk te maken vanaf zijn toegangsregister.

**Art. 115.** § 1. Elke wijziging van leverancier dient minstens één maand op voorhand door de nieuwe leverancier aan de netbeheerder gemeld te worden. De vorige leverancier wordt door de netbeheerder in kennis gesteld van deze wijziging. De betrokken leveranciers bevestigen desnoods die wijziging aan hun respectieve bevrachters.

§ 2. Elke wijziging van bevrachter dient minstens één maand op voorhand door betrokken leverancier aan de netbeheerder te worden gemeld. De wijziging wordt pas effectief op de eerste dag van de maand om 6 u.

§ 3. Indien een leverancier, van wie het contract afloopt, door de distributienetbeheerder niet is verwittigd van een komende wijziging van leverancier en zijn voorziening niet wenst te verlengen, dient hij de distributienetbeheerder minstens één maand voor de vervaldag te informeren; als zulks niet het geval is, kan hij door de distributienetbeheerder steeds worden beschouwd als leverancier van bedoeld toegangspunt. De netbeheerder maant de netgebruiker dan



aan om minstens vijf dagen vóór de vervaldatum een leverancier te vinden; hij laat hem weten dat elke afname van energie na deze datum als ongepast wordt beschouwd en dat de vorige leverancier van zijn verplichtingen wordt ontheven. Als de gebruiker niet residentieel is, geeft hij hem kennis van de opschorting van de toegang bedoeld in artikel 131.

**Art. 116.** Elke netgebruiker die van het gebruik van zijn toegangspunt afziet (verhuizing, stopzetting van activiteiten,...), verwittigt zijn leverancier zo vlug mogelijk en indien mogelijk een maand op voorhand. Laatstgenoemde informeert de netbeheerder opdat hij de indexen kan afsluiten en het toegangspunt eventueel kan uitschakelen. In geval van verhuizing naar een ander toegangspunt geeft de leverancier ook de netbeheerder kennis van het nieuwe adres (index en indienstneming van het toegangspunt). Een formulier dat het overschrijven van deze informatie en het akte nemen van een tegenstrijdige indexmeting mogelijk maakt, wordt door de leverancier aan de netgebruikers ter beschikking gesteld.

**Art. 117.** § 1. Wanneer een leverancier en/of een bevrachter zijn activiteit stopzet, moet betrokken leverancier dit minstens één maand op voorhand aan betrokken netbeheerder en netgebruikers melden en hen kennis geven van de identificatie van de leverancier die als vergunninghouder de activiteit overneemt zonder onderbreking van de levering aan de gebruikers. De betrokken leveranciers geven hun respectieve bevrachters bevestiging van die stopzetting.

§ 2. Als hij vaststelt dat de kennisgeving bedoeld in § 1 niet gebeurd is of om de continuïteit van de voorziening aan een netgebruiker van wie de leverancier plots in gebreke is, te waarborgen, neemt de netbeheerder de maatregelen die noodzakelijk zijn om hem onmiddellijk te vervangen door een leverancier met wie hij de nodige akkoorden heeft gesloten. De identiteit van deze leverancier wordt aan de CWaPE op voorhand meegedeeld. Intussen neemt de netbeheerder voorlopig de rechten en verplichtingen van de in gebreke blijvende leverancier over inzake leveringen. Binnen tien dagen na de kennisgeving van het in gebreke blijven van de leverancier verwittigt de netbeheerder de netgebruiker van deze vervanging alsook van de overgang die deze vervanging voorafgaat en herinnert hem de procedure om een nieuwe leverancier te kiezen.

**Art. 118.** Het bij het UN/EDIFACT-protocol gevoegde gebruikershandboek beschrijft de reeks berichten voor elk wijzigingsproces, de vorm en inhoud van de berichten alsook de modaliteiten voor de annulering van een geplande wijziging.

### HOOFDSTUK III. — Toegangsprocedure

#### Afdeling 2.1. — Toegangs aanvraag

**Art. 119.** § 1. De toegang tot het distributienet kan pas verkregen worden na het afsluiten van een toegangscontract tussen de netbeheerder en de netgebruiker of diens leverancier, die de toegangsgerechtigde wordt genoemd.

§ 2. Het toegangscontract wordt voorafgegaan door de indiening van een toegangs aanvraag bij de netbeheerder overeenkomstig de procedure die door hem wordt bekendgemaakt. Deze procedure voorziet in de voorwaarden waaraan een aanvrager moet voldoen.

**Art. 120.** Behalve als een netgebruiker een toegangs aanvraag in zijn naam wenst in te dienen en onverminderd de bepalingen van artikel 110 § 2, kan elke leverancier die houder is van een geldige leveringsvergunning in de zin van artikel 30 van het decreet een toegangs aanvraag indienen :

- voor zijn eigen rekening, om zijn leveringsactiviteit uit te oefenen;
- voor rekening van een netgebruiker voor een bijzonder toegangspunt dat deze leverancier van plan is te bevoorraden.

**Art. 121.** § 1. Een toegangs aanvraag bevat o.a. de volgende gegevens :

1. de identiteit van de aanvrager : naam, adres, identificatienummer (BTW, handelsregister of bedrijfsnummer), EAN-GLN-nummer...;
2. de gevraagde aanvangsdatum en de duur van de toegang tot het net van de netbeheerder;
3. als ze bekend zijn, de EAN-GSRN codes van de toegangspunten bedoeld in de toegangs aanvraag;
4. in voorkomend geval, de aangesloten productie-eenheden en de voornaamste kenmerken ervan;
5. de identiteit en het EAN-GLN nummer van de bevrachters met wie de leverancier een overeenkomst heeft die van toepassing is op het distributienet waarop de toegangs aanvraag slaat.

§ 2 In afwijking van § 1 als een toegangsgerechtigde een aanvraag indient om bijkomende toegangspunten in aanmerking te nemen, kan de procedure bedoeld in artikel 115 dienen als toegangs aanvraag.

**Art. 122.** § 1. De netbeheerder onderzoekt de ontvankelijkheid, onder meer op grond van de criteria omschreven in artikel 123.

§ 2. Binnen 10 werkdagen na ontvangst van de ontvankelijke toegangs aanvraag legt de netbeheerder de aanvrager een toegangscontract voor.

§ 3. In het geval bedoeld in artikel 121, § 2, kan een aanhangsel bij het toegangscontract volstaan dat bestaat uit minstens een actualisering van de bijlagen bedoeld in artikel 124, § 2.

**Art. 123.** Om toegang te krijgen tot het net moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

- de aanvraag wordt op geldige wijze ingediend overeenkomstig de procedure bekendgemaakt door de netbeheerder;
- voor de toegangspunten bedoeld in de toegangs aanvraag die de toegangsduur dekt, wordt een leveringscontract op geldige wijze afgesloten tussen een leverancier en de netgebruiker;
- de bepalingen van de aansluitingscode werden op geldige wijze toegepast op bedoelde toegangspunten;
- er bestaat een geldige overeenkomst tussen de leverancier en minstens één bevrachter erkend door het transmissiebedrijf;
- het gewenste vermogen is compatibel met het beschikbare vermogen op bedoeld toegangspunt.

#### Afdeling 2.2. — Toegangscontract met de netbeheerder

**Art. 124.** § 1. Het toegangscontract is een kadercontract dat naast algemene voorschriften waarvoor wordt verwezen naar dit T.R.GAS, de volgende elementen bevat :

1. de identiteit van de betrokken partijen;
2. de aanwijzing van de contactpersonen;
3. de bepalingen met betrekking tot de vertrouwelijkheid, de wederzijdse aansprakelijkheden;

4. de inwerkingtredingsdatum van het toegangscontract en de duur van dat contract;
5. de modaliteiten m.b.t. de eventuele wijzigingen van het onderschreven vermogen;
6. de betalingsmodaliteiten en de eventuele financiële waarborgen.

§ 2. Evolutive bijlagen worden gevoegd bij het kadercontract. Ze hebben o.a. betrekking op :

1. de modaliteiten inzake onverbreekbaarheid of uitwissen die op elk toegangspunt eventueel overeengekomen zijn;
2. de lijst van de toegangspunten (EAN-GSRN-nummers) met vermelding van het onderschreven vermogen en de toegangsperiode daarvoor;
3. de aangesloten productie-eenheden per toegangspunt (met vermelding van het maximale productiedebiet per uur en de verwachte productieduur); indien in een bepaald toegangspunt, ten gevolge van de aangesloten productie-eenheden, er zich zowel een vermogeninjectie als -afname kan voordoen, dient voor de beschouwde periode zowel een onderschreven vermogen voor de vermogeninjectie als voor de -afname bepaald te worden;
4. de jaarlijkse gebruiksprofielen die door de netbeheerder toegekend zijn op grond van de informatie van de netgebruikers;
5. per toegangspunt, de bevrachter met wie de leverancier samenwerkt.

Die bijlagen worden gericht geamendeerd d.m.v. aanhangsels volgens de ontwikkeling van de daarin vermelde gegevens. het uittreksel van het toegangsregister bedoeld in artikel 113, § 2 kan een basis vormen om een bijvoegsel op te stellen.

#### *Afdeling 2.3. — Verklaringen en waarborgen van de leverancier*

**Art. 125.** § 1. Om het evenwicht van het distributienet te handhaven, moet elke leverancier tijdens de in artikel 136 bepaalde elementaire periode, via het transmissienet, het of de op elkaar aangesloten distributienet(ten) (in voorkomend geval) en de ontvangststations, zoveel gas injecteren als wordt geleverd aan de netgebruikers met wie hij toegangscontracten heeft gesloten. Daartoe tekent de leverancier in op de nodige gashoeveelheden om het hoofd te kunnen bieden aan extreme omstandigheden die overeenkomen met een gelijkwaardige temperatuur in Ukkel van - 11 °C gedurende één dag.

§ 2. Indien de leverancier samenwerkt met een bevrachter, sluit hij met laatstgenoemde een samenwerkingscontract waarin alle wederzijdse aansprakelijkheden duidelijk en nauwkeurig afgebakend en beschreven zijn.

**Art. 126.** De leverancier verklaart en verzekert de netbeheerder dat vanaf de inwerkingtredingsdatum van het toegangscontract en voor de hele duur daarvan alle door hem geplande afnamen of injecties worden of zullen worden gedekt door een voorzieningscontract, met inbegrip van de extreme omstandigheden omschreven in artikel 125.

**Art. 127.** De leverancier verklaart en verzekert de netbeheerder dat wat betreft de toegang tot andere distributienetten en tot het transmissienet, hij alle contracten zal sluiten die noodzakelijk zijn om de toegang te dekken voor al zijn injecties en afnamen. Zodoende stelt hij de netbeheerder vrij van alle desbetreffende aansprakelijkheden.

**Art. 128.** De leverancier verwittigt onmiddellijk de netbeheerder indien één of meerdere van bovenvermelde verklaringen of waarborgen verstrijken.

#### *HOOFDSTUK IV. — Onderbreking of opschorting van de toegang tot het distributienet*

##### *Afdeling 3.1. — Geplande onderbreking van de toegang*

**Art. 129.** § 1. De netbeheerder heeft het recht, na overleg met de betrokken netgebruiker van wie het vermogen gelijk is aan 25 m<sup>3</sup>(n)/u of meer, de toegang tot het distributienet te onderbreken wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het distributienet of de aansluiting werkzaamheden vereisen aan genoemd net of werken.

§ 2. Behalve in spoedgeval informeert de netbeheerder al de bij een onderbreking betrokken netgebruikers en leveranciers minstens vijf werkdagen vooraf over de geplande aanvang en duur van een onderbreking..

##### *Afdeling 3.2. — Niet-geplande onderbreking van de toegang*

**Art. 130.** Onverminderd de voorschriften van titel I, hoofdstuk 5 van dit T.R.GAS, in geval van niet-geplande onderbreking van de toegang tot het distributienet :

- informeert de netbeheerder de netgebruiker en zijn leverancier zo spoedig mogelijk over het probleem en de vermoedelijke duur ervan;
- maakt de netbeheerder binnen tien werkdagen een omstandige verklaring betreffende die onderbreking op aanvraag van netgebruiker of van zijn leverancier;
- kan de CWaPE elke bijkomende informatie vereisen.

##### *Afdeling 3.3. — Opschorting van toegang*

**Art. 131.** Onder voorbehoud van de toepassing van wettelijke of reglementaire bepalingen die o.a. toepasselijk zijn inzake verplichtingen van openbare dienst, heeft de netbeheerder het recht om de toegang tot zijn distributienet geheel of gedeeltelijk op te schorten :

- in spoedgeval;
- als een netgebruiker zijn financiële verplichtingen t.a.v. de netbeheerder niet naleeft en na aanmaning van de netgebruiker, onverminderd de verplichtingen van openbare dienst betreffende de residentiële eindafnemers;
- indien de leverancier van een niet-residentiële netgebruiker zijn financiële verplichtingen verzuimt;
- als, voor een gegeven periode, geen enkele leverancier of bevrachter voor het opgeschorte toegangspunt wordt aangewezen, onverminderd de bepalingen van artikel 117 § 2;
- indien de netbeheerder oordeelt dat een ernstig risico bestaat voor de goede werking van het distributienet en/of voor de veiligheid van de personen of van het materieel, inzonderheid overeenkomstig artikel 100 van dit T.R.GAS;
- indien de contractueel overeengekomen grenzen van het onderschreven vermogen herhaaldelijk en aanzienlijk zijn overschreden of indien de ontoereikendheid tussen injectie van de leverancier en afname van de netgebruiker gebreken aan evenwicht veroorzaken.

HOOFDSTUK V. — *Injectie/afnameprogramma*

**Art. 132.** § 1. Indien de netbeheerder het nodig acht, kan hij op bepaalde toegangspunten (volgens de grootte van het afgenomen en/of geïnjecteerd vermogen en/of op basis van andere objectieve en niet-discriminerende criteria) dagelijks een toegangsprogramma eisen van de partij die het toegangscontract afsluit, vooraleer toegang tot het distributienet te verlenen. Voor die toegangspunten kan hij ook jaarlijks vooruitzichten eisen van de toegangshouder.

§ 2. Indien de partij die het toegangscontract afsluit voorziet dat het werkelijk afname- of injectieprofiel zal afwijken van voornoemd injectie- of afnameprogramma of van meegeedeelde vooruitzichten, stelt hij de netbeheerder onverwijld op de hoogte hiervan.

TITEL V. — *Meet- en telcode*HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Art. 133.** De Meet- en telcode beschrijft de rechten en plichten van de netbeheerder en de andere betrokken partijen met betrekking tot enerzijds het ter beschikking stellen, de aanleg, het gebruik en onderhoud van de meet- of telinrichtingen en anderzijds de uitlezing, de verwerking en het ter beschikking stellen van de meet- of telgegevens.

**Art. 134.** Behoudens uitzondering bedoeld in artikel 199 bevat elk toegangspunt van het distributienet een meetinrichting teneinde de gasinjectie of -afname op dat punt te bepalen in verhouding tot het distributienet.

**Art. 135.** § 1. De meetinrichtingen en de meet- of telgegevens hebben als doel de facturering van de hoeveelheden uitgewisselde energie alsook de verrekeningen tussen marktactoren gebaseerd op de geïnjecteerde en/of afgenomen hoeveelheden uit te voeren. Ze dienen eveneens als basis voor een goed beheer van het distributienet.

§ 2. De in § 1 bedoelde verrekeningen zijn gebaseerd op metingen betreffende elementaire periodes. Afhankelijk van de aard van de aansluiting zijn die metingen rechtstreeks betrokken uit de meetinrichting of zijn het resultaat van de toepassing van typeprofielen op die meet- of telgegevens.

**Art. 136.** De in artikel 135, § 2, bedoelde elementaire periode bedraagt één uur.

**Art. 137.** § 1. De netbeheerder is, voor het distributienet waarvoor hij als beheerder aangesteld is, als enige gemachtigd om de meetinrichting ter beschikking te stellen, te plaatsen, uit te breiden, te onderhouden en uit te baten op zijn distributienet.

§ 2. Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de partijen is de netbeheerder eigenaar van de meetinrichting.

**Art. 138.** § 1. De netbeheerder is verantwoordelijk voor het opvolgen, valideren, ter beschikking stellen en archiveren van de meet- of telgegevens. In de uitvoering van die taak maakt hij gebruik van objectieve en niet-discriminerende criteria. De betrokken partijen nemen bovendien de noodzakelijke maatregelen voor de uitvoering van de toepasselijke vertrouwelijkheidsregels.

§ 2. De netbeheerder mag voor het opvolgen van de meet- of telgegevens geen beroep doen op producenten, houders van een voorzieningsvergunning, tussenpersonen noch op met deze personen verbonden bedrijven. Onder meer in het geval van leverancierswissel of verhuizing van de netgebruiker mogen de meet- en telgegevens echter aan de netbeheerder worden overgemaakt door een leverancier die daartoe door de netgebruiker gemachtigd is.

**Art. 139.** § 1. De netgebruiker moet op aanvraag geïnformeerd worden over het gebruik van de gegevens die hem betreffen.

§ 2. De netgebruiker heeft altijd het recht om via een passieve uitlezing zonder andere tussenkomst alle meet- of telgegevens betreffende zijn toegangspunt en die beschikbaar zijn in het lokaal van de meetinrichting te raadplegen. Indien de meetinrichting zich bevindt in een voor de netgebruiker niet rechtstreeks toegankelijke plaats wegens door beide partijen aanvaarde technische redenen, richt hij zich tot de netbeheerder die hem toegang zal verlenen binnen een redelijke termijn.

§ 3. De netbeheerder stelt elk ogenblik alle meet- en telgegevens betreffende zijn toegangspunt ter beschikking van de netgebruiker die het schriftelijk heeft aangevraagd, volgens een tussen de partijen overeen te komen transmissiewijze.

§ 4. Op verzoek van de netgebruiker bezorgt de netbeheerder de noodzakelijke inlichtingen voor de interpretatie van de meet- of telgegevens en voor het beheersing van energiestromen.

HOOFDSTUK II. — *Voorschriften betreffende de meetapparaten**Afdeling 2.1. — Algemene technische voorschriften*

**Art. 140.** De in de meetinrichting gebruikte meetinstrumenten alsook hun installatie moeten voldoen aan de toepasselijke wettelijke voorschriften met inbegrip van omzendbrieven uit de Dienst Metrologie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en aan de vigerende normen van toepassing op de meetinrichtingen of hun bestanddelen.

**Art. 141.** Een meetinrichting, zoals bedoeld in artikel 2, 20°, kan al dan niet geïntegreerde bijkomende uitrustingen bevatten waaronder dataloggers, communicatie-uitrustingen, printers, enz.

**Art. 142.** De netbeheerder mag aan de meetuitrusting alle bijkomende apparatuur toevoegen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn taak, onder meer met het oog op het meten van kwaliteitsindicatoren of om overeen te komen met de eisen inzake nauwkeurigheid bedoeld in artikel 149.

**Art. 143.** § 1. Indien, met name om te voldoen aan bijzondere nauwkeurigheidsvereisten betreffende de toekenningsprocedure voor groene certificaten, de netgebruiker extra meetuitrustingen wenst te integreren in het meetapparaat dat betrekking heeft op zijn toegangspunt, zal hij zich hiertoe richten tot de netbeheerder. Die zal op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of die aanleg kan uitgevoerd worden zonder de correcte uitvoering van zijn taak als netbeheerder in het gedrang te brengen. Bij een positieve evaluatie zal de netbeheerder de aanleg uitvoeren. Deze uitrustingen moeten voldoen aan de voorschriften van dit T.R.GAS en mogen de hoofdmeting niet beïnvloeden.

§ 2. Alle kosten met betrekking tot deze bijkomende uitrustingen worden gedragen door de netgebruiker die het heeft aangevraagd.

**Art. 144.** Bij de plaatsing van een nieuwe meetinrichting op verzoek van de netgebruiker of zijn leverancier, stelt de netbeheerder meetimpulsen ter beschikking volgens het toepasselijk tarief. De netgebruiker wordt er door hem schriftelijk aan herinnerd dat de bijzondere veiligheidsmaatregelen door de netgebruiker moeten worden nageleefd.

*Afdeling 2.2. — Lokatie van de meetinrichting*

**Art. 145.** De meetinrichting wordt geplaatst ter hoogte van het toegangspunt.

**Art. 146.** Bij de plaatsing garandeert de netgebruiker dat de meetinrichting wordt gevrijwaard van schokken, trillingen, extreme temperaturen, een bovenmatige vochtigheid en in het algemeen van al wat schade kan berokkenen of verstoring kan veroorzaken.

*Afdeling 2.3. — Verzegeling*

**Art. 147.** Het metrologische gedeelte van de meetinrichting wordt verzegeld door de netbeheerder.

**Art. 148. § 1.** De aansluiting van de meetinrichting op de aansluiting wordt verzegeld door de netbeheerder.

§ 2. De zegels mogen alleen verbroken of verwijderd worden door de netbeheerder of na voorafgaandelijk, schriftelijk akkoord van deze.

*Afdeling 2.4. — Nauwkeurigheidsvereisten*

**Art. 149.** De nauwkeurigheidsvereisten van de meetinrichting voldoen aan de vigerende wetgeving en met name het koninklijk besluit van 13 juni 2006 betreffende de meetinstrumenten.

*Afdeling 2.5. — Storingen en fouten*

**Art. 150. § 1.** Behoudens andere afspraken eventueel vermeld in het aansluitingscontract zorgt de netbeheerder ervoor dat een storing in de meetinrichting, met uitzondering van de gegevensoverdracht, zo spoedig mogelijk verholpen wordt.

§ 2. Indien als gevolg van de storing van de meetinrichting de gasstroom onderbroken wordt, stelt de netbeheerder alles in het werk om die te herstellen.

§ 3. Indien als gevolg van overmacht de storing niet snel kan worden verholpen, neemt de netbeheerder alle noodzakelijke maatregelen teneinde het verlies van meet- of telgegevens te beperken en deelt hij de vermoedelijke duur van de storing aan de leverancier.

§ 4. De storingen die een meetinrichting gebruikt voor de toekenning van groene certificaten treffen, worden zo spoedig mogelijk genotificeerd aan de CWaPE door de netbeheerder.

**Art. 151.** Een fout in een meetgegeven wordt als significant beschouwd indien deze groter is dan toegelaten krachtens de precisieklasse bedoeld in artikel 149.

**Art. 152. § 1.** Een netgebruiker of leverancier die in de meet- of telgegevens een significante fout vermoedt, brengt onverwijld de netbeheerder hiervan op de hoogte en kan de netbeheerder schriftelijk een controle van de meetinrichting aanvragen. De netbeheerder voorziet dan zo snel mogelijk in de uitvoering van een testprogramma.

§ 2. Indien de controle uitwijst dat een gebrek aan nauwkeurigheid van de meetinrichting vermoedelijk de oorzaak is van een significante fout, zoekt de netbeheerder de oorzaak ervan en verhelpt die zo spoedig mogelijk. Zonodig voert hij een ijking uit.

§ 3. De netbeheerder draagt de kosten verbonden aan de in dit artikel genoemde acties indien een significante fout kan worden vastgesteld. In het tegenovergestelde geval worden ze gedragen door de aanvrager volgens een tarief dat op voorhand door hem wordt aanvaard.

**Art. 153. § 1.** Een netgebruiker of elke door hem gemandateerde tussenpersoon die ten opzichte van de normen of contractuele voorwaarden een significante nalatigheid vermoedt wat betreft de gasdruk of het gasdebiet brengt de netbeheerder hiervan op de hoogte en kan de netbeheerder schriftelijk een controle door een meetcampagne aanvragen. Als de netbeheerder de oorsprong van de tekortkoming of de middelen om hieraan te verhelpen zonder meetcampagne niet kan bepalen, laat hij deze uitvoeren in gemeenschappelijk overleg met de aanvrager.

§ 2. De netbeheerder draagt de kosten van de in § 1 bedoelde acties indien hij verantwoordelijk is voor de nalatigheid. In het tegenovergestelde geval of bij gebrek aan bewezen nalatigheid worden de kosten door de aanvrager gedragen op grond van een tarief waarmee hij vooraf heeft ingestemd.

§ 3. Een netgebruiker of elk door hem gemandateerde persoon die ten opzichte van de normen of contractuele voorwaarden een significante nalatigheid vermoedt inzake de gaskwaliteit, kan zich tot de netbeheerder richten. De netbeheerder neemt in overleg met betrokken leverancier of met het transmissiebedrijf de nodige maatregelen om de vermoedelijke oorzaken van de aangehaalde nalatigheid op te sporen. In voorkomend geval stuurt hij de klacht door naar betrokken leverancier.

*Afdeling 2.6. — Onderhoud en technische controles*

**Art. 154.** De netbeheerder onderhoudt de meetinrichting zodanig dat zij aan de in dit T.R.GAS opgenomen eisen aan de vigerende wetgeving voldoet.

**Art. 155.** De technische controle van de meetinrichting voldoet aan de toepasselijke wettelijke voorschriften met inbegrip van de omzendbrieven van de Dienst Metrologie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

*Afdeling 2.7. — Administratief beheer van andere technische gegevens dan meet- of telgegevens*

**Art. 156. § 1.** De netbeheerder is verantwoordelijk voor het bijhouden en archiveren van de administratieve gegevens die vereist zijn voor een goed beheer van de meetinrichtingen en de vigerende wettelijke controles (onder meer fabrikant, type, fabrieksnummer, bouwjaar).

§ 2. De netbeheerder die de meetinrichting betreffende zijn toegangspunt wenst te gebruiken in het kader van het proces van toekenning van groene certificaten, deelt het mee aan de netbeheerder. Laatstgenoemde registreert die informatie om te kunnen voldoen aan de desbetreffende bepalingen van dit T.R.GAS.

*HOOFDSTUK III. — Voorschriften betreffende de meet- of telgegevens**Afdeling 3.1. — Gemeten en berekende gebruiksprofielen*

**Art. 157. § 1.** Een onderscheid wordt gemaakt tussen twee soorten gebruiksprofielen :

— gemeten gebruiksprofielen : ze worden vastgesteld op grond van de door de meetinrichting afgelezen gashoeveelheid die afgenomen of geïnjecteerd is voor elke elementaire periode;

— berekende gebruiksprofielen : ze worden vastgesteld op grond van de door de meetinrichting afgelezen periodieke temperatuurgegevens en van de toepassing van een synthetisch gebruiksprofiel toegekend voor elk toegangspunt.

§ 2. Voor alle toegangspunten waar een gemeten gebruiksprofiel wordt tegelezen, dient dit profiel als basis voor het in afdeling 3.6 van deze titel bedoelde allocatie/reconciliatieproces.

§ 3. Wanneer de gemeten gebruiksprofielen niet beschikbaar zijn, zijn de berekende gebruiksprofielen van toepassing.

**Art. 158.** Voor de afnemers van wie het verbruik op grond van berekende gebruiksprofielen geraamd wordt, organiseert de leverancier in overleg met de bevrachter met wie hij verbonden is de gasinjectie die overeenstemt met het verbruik voortvloeiend uit het relevante gebruik van de beschikbare berekende gebruiksprofielen en uit zijn betere kennis van het werkelijke gebruiksprofiel van zijn afnemers. Hij neemt de nodige maatregelen opdat deze kennis hem in staat zou stellen zijn verplichtingen inzake het evenwicht van het distributienet na te komen, zoals omschreven in artikel 125, onverminderd de bepalingen die op het transmissienet van toepassing zijn krachtens de Netcode voortvloeiend uit de federale wetgeving, onder meer inzake evenwichtsafwijking.

#### *Afdeling 3.2. — Bijzondere voorschriften betreffende het gemeten gebruiksprofiel*

**Art. 159.** § 1. Wat betreft de meetinrichtingen betreffende de toegangspunten van bestaande aansluitingen met een jaarlijks gebruik hoger dan één miljoen m<sup>3</sup>(n), wordt het gebruiksprofiel geregistreerd door tele-opname.

§ 2. Wat betreft meetinrichtingen betreffende lagere gebruiken voorziet de netbeheerder eventueel op aanvraag van de netgebruiker of van de leverancier en volgens overeen te komen modaliteiten in de registratie door teleopname. In dit geval sluiten de netgebruiker en de netbeheerder altijd een aansluitingscontract betreffende het betrokken toegangspunt.

Na advies van de "CWaPE" kan de Minister van Energie het criterium omschreven in § 1 wijzigen om het aantal betrokken toegangspunten te verhogen.

**Art. 160.** § 1. Voor toegangspunten van nieuwe aansluitingen of aansluitingen die aangepast worden, met een geschat jaarverbruik groter dan één miljoen m<sup>3</sup>(n) plaatst de distributienetbeheerder op het toegangspunt een meetinrichting met registratie door tele-opname.

§ 2. Na advies van de "CWaPE" kan de Minister van Energie het criterium omschreven in § 1 wijzigen om het aantal betrokken toegangspunten te verhogen.

**Art. 161.** Als de netgebruiker verschillende leveranciers gelijktijdig kiest, wordt zijn gebruiksprofiel geregistreerd door tele-opname.

**Art. 162.** § 1. De verzameling van de meet- of telgegevens wordt uitgevoerd in conformiteit met het door de netbeheerder vastgestelde communicatieprotocol.

§ 2. Een elementaire periode zoals bepaald in artikel 136 is verbonden met de gasdag. De eerste periode van een dag gaat dus in om 6 u., lokaal uur.

§ 3. Het tijdsinterval in absolute waarde gemeten tussen het begin (of het einde) van een elementaire periode zoals beschouwd door de meetinrichting en het begin (of einde) van dezelfde elementaire periode berekend op grond van een absolute tijdsreferentie mag niet hoger zijn dan 10 seconden.

**Art. 163.** Met inachtneming van de bepalingen van het aansluitingscontract registreert de meetinrichting de volgende gegevens per meetperiode :

- de identificatie van de meetperiode;
- de afgenomen en/of geïnjecteerde gashoeveelheid.

**Art. 164.** Met het oog op de teleopname van de meetinrichting zorgt de netbeheerder voor de uitvoering van de meest gepaste telecommunicatieverbinding op grond van technisch-economische criteria.

#### *Afdeling 3.3. — Bijzondere bepalingen betreffende het berekende gebruiksprofiel*

**Art. 165.** § 1. De toegangspunten met een vermogen van 160 m<sup>3</sup>(n)/uur of meer die niet ingedeeld zijn in de categorieën bedoeld in de artikelen 159 en 160, worden maandelijks opgemeten

§ 2. De toegangspunten met een vermogen van minder dan 160 m<sup>3</sup>(n)/uur worden maandelijks opgemeten, behalve specifiek akkoord tussen de netgebruiker en de netbeheerder.

§ 3. Het verbruik of, in voorkomend geval de injectie, van de toegangspunten bedoeld in § 2 wordt door de netbeheerder bepaald bij elke verandering van leverancier of afnemer en in elk geval 12 maanden na de laatste opmeting van de teller. De teller wordt ook minstens één keer tijdens een periode van 24 maanden fysisch gemeten door de netbeheerder, voor zover hij toegang heeft tot de meetinrichting.

**Art. 166.** § 1. De netbeheerder kent aan elke toegangspunt dat niet in de artikelen 159 en 160 wordt bedoeld een synthetisch gebruiksprofiel toe dat zo goed mogelijk overeenstemt met de betrokken categorie van netgebruiker.

§ 2. Het synthetisch gebruiksprofiel bedoeld in § 1 brengt en deel van de jaarlijkse afname/injectie onder bij elke elementaire periode bedoeld in artikel 136.

§ 3. De synthetische gebruiksprofielen worden in onderlinge overeenstemming door de gezamenlijke netbeheerders opgesteld en aan de CWaPE, leveranciers en bevrachters overgelegd met een commentaar over de in overweging genomen hypothesen.

§ 4. Er wordt een voldoende aantal synthetische gebruiksprofielen vastgelegd om een aanvaardbare evaluatie van de gasstromen mogelijk te maken.

§ 5. De synthetische gebruiksprofielen worden jaarlijks herzien op grond van de lijst van de tel- of meetgegevens.

#### *Afdeling 3.4. — Verwerking van de meet- of telgegevens*

**Art. 167.** Op grond o.a. van de gegevens uit het transmissiebedrijf bepaalt de netbeheerder de omzetting van gas in energie (kWh) met de nauwkeurigheidsgraad vereist in de vigerende regelingen en normen.

**Art. 168.** De in artikel 163 bedoelde gegevens worden in elektronische vorm omgezet door de netbeheerder en de volgende gegevens worden eraan toegevoegd :

- de identificatie van het toegangspunt;
- de plaatsbepaling van de meetinrichting;
- de identificatie van de leverancier en, desgevallend, van de bevrachter.

**Art. 169.** De dataverwerking moet zodanig gebeuren dat de in artikel 167 bedoelde nauwkeurigheidsgraad van die data niet wordt aangetast.

*Afdeling 3.5. — Onbeschikbare of onbetrouwbare gegevens*

**Art. 170.** § 1. Indien de netbeheerder niet kan beschikken over de werkelijke meet- of telgegevens of wanneer hij van oordeel is dat de beschikbare resultaten niet betrouwbaar of foutief zijn, worden de betrokken meet- of telresultaten in het validatieproces vervangen door waarden die op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria billijk zijn. Wanneer ze betrekking hebben op een meetinrichting gebruikt voor de toekenning van groene certificaten, deelt de netbeheerder die waarden samen met de verantwoording met aan de netgebruiker en aan de CWaPE.

§ 2. De onbetrouwbare of foutieve gegevens worden gecorrigeerd op basis van één of meerdere schattingsprocedures zoals :

- redundante metingen;
- andere meetresultaten die de betrokken netgebruiker ter beschikking heeft;
- vergelijking met de gegevens van een periode die als equivalent wordt beschouwd.

§ 3. Indien bij de validering van de meet- of tellingsgegevens blijkt dat een bijkomende fysieke meteraflezing noodzakelijk is, zijn de in de afdelingen 3.7 en 3.8 van deze Code bedoelde termijnen betreffende de gegevensoverdracht van toepassing vanaf de dag waarop die bijkomende aflezing wordt uitgevoerd.

**Art. 171.** In voorkomend geval na toepassing van de bepalingen van artikel 170 kan de netbeheerder elke vorm van controle uitvoeren op de meet- of telgegevens die hij nuttig acht met het oog op hun effectieve validering.

*Afdeling 3.6. — Allocatie en reconciliatie*

**Art. 172.** § 1. Een overblijvende gashoeveelheid, hierna "residu" genoemd, omschreven als het verschil tussen de gemeten gashoeveelheid die geïnjecteerd wordt in het distributienet en de raming van de verkregen hoeveelheid, wordt berekend per geaggregeerd ontvangstation en per elementaire periode door de hoeveelheden voortvloeiend uit de gemeten en berekende gebruiksprofielen op te tellen. Dat "residu" wordt per geaggregeerd ontvangstation en per elementaire periode toegekend aan de leveranciers naar rata van de som van de berekende gebruiksprofielen van hun respectieve netgebruikers, overeenkomstig de door de CWaPE toegestane allocatiewijze.

§ 2. Rekening houdend met de resultaten van de allocatie van "residu" kent de netbeheerder elke leverancier per ontvangstation en per elementaire periode de aan zijn netgebruikers geleverde energie toe.

**Art. 173.** De in artikel 172 bedoelde allocatie van energie moet maandelijks worden verbeterd op grond van de echte verbruiken die tijdens die maand afgelezen zijn overeenkomstig de door de CWaPE toegestane maandelijkse reconciliatiewijze.

**Art. 174.** De definitieve reconciliatie van een maand gebeurt per geaggregeerd ontvangstation uiterlijk vijftien maanden na die maand. Daarbij wordt het eindresidu van die maand vastgesteld overeenkomstig de door de CWaPE toegestane definitieve reconciliatiewijze. Dat eindresidu is ten laste van de betrokken netbeheerders.

*Afdeling 3.7. — Ter beschikking te stellen meet- of telgegevens in geval van gemeten gebruiksprofielen*

**Art. 175.** § 1. De netbeheerder stelt de niet-gevalideerde meet- of telgegevens betreffende de betrokken elementaire periode, per toegangspunt, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen het uur na de elementaire afname/injectieperiode ter beschikking van elke leverancier voor alle betrokken toegangspunten.

§ 2. Elke maand stelt de netbeheerder de gevalideerde meet- of tellingsgegevens per elementaire periode en voor alle toegangspunten ter beschikking van elke leverancier uiterlijk op de twintigste werkdag na de betrokken maand.

**Art. 176.** § 1. De netbeheerder stelt de niet-gevalideerde meet- of telgegevens, per elementaire periode, gehergroepeerd per leverancier en per geaggregeerd ontvangstation zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen het uur na de elementaire afname/injectieperiode ter beschikking van de bevrachters. De netbeheerder stelt de niet-gevalideerde meet- of tellingsgegevens met vermelding van de betrokken bevrachters, per toegangspunt, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen het uur na de elementaire afname/injectieperiode ter beschikking van het betrokken transmissiebedrijf.

§ 2. Elke maand stelt de netbeheerder de gevalideerde meet- of telgegevens, gehergroepeerd per leverancier en per geaggregeerd ontvangstation met vermelding van de betrokken bevrachters ter beschikking van de bevrachters uiterlijk de twintigste werkdag van de volgende maand. Elke maand stelt de netbeheerder de gevalideerde meet- of telgegevens van de vorige maand per elementaire periode en per toegangspunt ter beschikking van het betrokken transmissiebedrijf uiterlijk op de twintigste werkdag van de volgende maand.

*Afdeling 3.8. — Ter beschikking te stellen meet- of tel-,  
allocatie- en reconciliatiegegevens in geval van berekende gebruiksprofielen*

**Art. 177.** § 1. De netbeheerder stelt maandelijks uitgelezen gevalideerde meet- of tellingsgegevens voor alle betrokken toegangspunten ter beschikking van elke leverancier uiterlijk op de twintigste werkdag na de uitlezing. De netbeheerder moet de uitlezingsdatum altijd vermelden.

§ 2. De netbeheerder stelt jaarlijks uitgelezen gevalideerde meet- of tellingsgegevens voor alle betrokken toegangspunten ter beschikking van elke leverancier uiterlijk op de twintigste werkdag na de uitlezing. De netbeheerder moet de uitlezingsdatum altijd vermelden.

**Art. 178.** Binnen veertig werkdagen na de betrokken maand stelt de netbeheerder de in artikel 172 bedoelde allocatiegegevens per elementaire periode ter beschikking van de leverancier voor de betrokken toegangspunten.

**Art. 179.** Binnen veertig werkdagen na de betrokken maand stelt de netbeheerder de allocatiegegevens van de afgelopen maand per elementaire periode en gehergroepeerd per betrokken leverancier en ontvangstation ter beschikking van de bevrachters. De netbeheerder stelt ook de allocatiegegevens van de maand per elementaire periode en gehergroepeerd per betrokken bevrachter en geaggregeerd ontvangstation ter beschikking van het betrokken transmissiebedrijf binnen veertig werkdagen na de betrokken maand.

**Art. 180.** Vanaf 1 april 2008 en uiterlijk op de dertigste werkdag na een bepaalde maand stelt de netbeheerder de reconciliatiegegevens per geaggregeerd ontvangstation voor de betrokken toegangspunten, die in de loop van die maand zijn uitgelezen ter beschikking van de leverancier. Hij stelt die gegevens ook ter beschikking van de bij die reconciliatie betrokken partijen.

**Art. 181.** § 1. Het totaal van het jaarlijkse en maandelijks standaardverbruik per geaggregeerd ontvangstation, type synthetisch gebruiksprofiel en bevrachter wordt uiterlijk drie werkdagen vóór het einde van de maand door de netbeheerder ter inzage van het transmissiebedrijf gelegd.

§ 2. Het totaal van het jaarlijkse en maandelijks standaardverbruik per geaggregeerd ontvangststation, type synthetisch gebruiksprofiel en leverancier wordt uiterlijk drie werkdagen vóór het einde van de maand door de netbeheerder ter inzage van de bevrachters gelegd.

§ 3. Het totaal van het jaarlijkse en maandelijks standaardverbruik per geaggregeerd ontvangststation en type synthetisch gebruiksprofiel wordt uiterlijk drie werkdagen vóór het einde van de maand door de netbeheerder ter inzage van de leveranciers gelegd.

**Art. 182.** De resultaten van de in artikel 174 bedoelde eindreconciliatie van één maand waarin op zijn minst de in het distributienet geïnjecteerde totale energiehoeveelheid, de totale hoeveelheid verbruikte energie en het eindresidu van bedoelde maand opgenomen zijn, worden vóór het einde van de vijftiende maand na bedoelde maand samen met een samenvattende toelichtingsnota aan de CWaPE overgemaakt.

#### *Afdeling 3.9. — Historische gegevens*

**Art. 183.** § 1. Elke netgebruiker of elke door hem gemandateerde tussenpersoon kan hoogstens één keer per jaar zijn verbruiksgegevens van de drie laatste jaren gratis op gewoon verzoek verkrijgen bij de netbeheerder, na mededeling van zijn EAN-code.

§ 2. De in § 1 bedoelde verbruiksgegevens worden uiterlijk twintig dagen na de aanvraag door de netbeheerder ter inzage gelegd van de aanvrager op voorwaarde dat betrokken netgebruiker tijdens de referentieperiode op hetzelfde toegangspunt actief was en dat de gegevens beschikbaar zijn.

§ 3. De gegevens worden op duidelijk en eenvormig ingedeeld, per EAN-code en per periode, volgens een in onderlinge overeenstemming vastgelegd formaat waarin de volgende gegevens voorkomen :

- voor de telegelezen netgebruikers, het verbruik per elementaire periode;
- voor de netgebruikers die maandelijks worden uitgelezen, het maandelijks verbruik en de data van de opnames;
- voor de netgebruikers die jaarlijks worden uitgelezen, het jaarlijks verbruik en de data van de opnames.

**Art. 184.** Als een netgebruiker van leverancier verandert, worden de beschikbare historische verbruiksgegevens per elementaire periode, per maand of per jaar naargelang van het type netgebruiker gratis ter inzage gelegd van de nieuwe leverancier. De aanvraag tot leverancierswijziging geldt tegelijkertijd als aanvraag tot terinzagelegging van de historische verbruiksgegevens, tenzij betrokken netgebruiker dit weigert door middel van een schriftelijke medeling gericht aan de netbeheerder.

#### *Afdeling 3.10. — Opslag, archivering en beveiliging van de data*

**Art. 185.** De netbeheerder slaat zowel de onbewerkte als de eventueel gewijzigde meet- of telgegevens op een niet vluchtige informatiedrager op.

**Art. 186.** De netbeheerder archiveert de in artikel 185 vermelde gegevens gedurende een periode van minstens vijf jaar.

**Art. 187.** § 1. De door de netbeheerder centraal beheerde meet- of tellingsgegevens zijn, overeenkomstig de vigerende wettelijke bepalingen, beveiligd tegen kennisneming door derden.

§ 2. Onverminderd de gebruiksrechten die voor de netbeheerder noodzakelijk zijn om zijn opdrachten te vervullen, is de netgebruiker eigenaar van de meet- en telgegevens betreffende de betrokken toegangspunten. Hij bezit ongehindert alle gebruiks- en exploitatierechten.

#### *Afdeling 3.11. — Klachten en rechtzettingen*

**Art. 188.** De meet- of tellingsgegevens mogen enkel worden betwist door de rechtstreeks betrokken partijen alsook door de CWaPE, met name in het kader van de procedure voor de toekenning van groene certificaten. Een aanvraag tot rechtzetting is pas ontvankelijk als de netbeheerder daarvan schriftelijk op de hoogte wordt gebracht ten minste één maand nadat de gegevens ter kennis van de aanklager zijn gesteld overeenkomstig de afdelingen 3.7 en 3.8 van deze Code, of volgens het protocol omschreven in artikel 8.

**Art. 189.** Behoudens kwade trouw kan een eventuele rechtzetting van de meetgegevens en van de daaruit voortvloeiende facturatie slechts betrekking hebben op een periode van maximaal 24 maanden voorafgaand aan de laatste meteraflezing.

#### *HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen*

**Art. 190.** § 1. De vigerende telfrequenties bij de bekendmaking van dit T.R. GAS die niet conform zouden zijn met de bepalingen van artikel 165 mogen ongewijzigd blijven zolang de partijen geen aanvraag tot in conformiteit brengen hebben gesteld.

§ 2. Tijdens de periode waarin de gemeten gebruiksprofielen niet beschikbaar zijn, worden de allocaties en reconciliaties verricht op grond van de berekende gebruiksprofielen die in onderlinge overeenstemming tussen de partijen zijn vastgesteld.

**Art. 191.** Indien de netgebruiker of de leverancier een kortere termijn wenst voor de opheffing van de in artikel 190 bedoelde niet-conformiteit, moet hij zich richten tot de netbeheerder. Die zal op grond van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of de aangevraagde aanpassing kan worden uitgevoerd en onder welke voorwaarden. In geval van positieve evaluatie zal de netbeheerder de aanpassing uitvoeren.

### **TITEL VI. — Samenwerkingscode**

#### *HOOFDSTUK I. — Algemeen*

**Art. 192.** Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen alsmede de bevoegdheden van de CREG is de Samenwerkingscode van toepassing op de verhoudingen tussen de netbeheerders wiens netten gekoppeld zijn en tussen een netbeheerder en het transmissiebedrijf op het net waarvan het net van de netbeheerder is aangesloten.

#### *HOOFDSTUK II. — Aansluiting van een distributienet op een transmissienet.*

**Art. 193.** § 1. De netbeheerder sluit met het transmissiebedrijf waarop zijn net aangesloten is, een samenwerkingsovereenkomst waarin o.a. de respectieve rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden zijn vastgesteld alsook de procedures in verband met alle aspecten van de exploitatie die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van de netten of van de aansluitingswerken of installaties van de betrokken netgebruikers of op de vertrouwelijkheid van de uitgewisselde gegevens.

§ 2. De samenwerkingsovereenkomst bevat de akkoorden tussen de netbeheerder en het transmissiebedrijf over de toegangspunten en de ontvangststations die er zijn gevestigd. De samenwerkingsovereenkomst bevat voor elk ontvangstation minstens de volgende gegevens :

- de eigenaar van het station;
- de technisch exploitant van het station;
- het geïnstalleerde vermogen en de desbetreffende aanpassingsmodaliteiten;
- het door het transmissiebedrijf ter beschikking gestelde vermogen, alsook de minimum- en maximumdrukken en -temperaturen van het geleverde gas;
- de uitwisselingsgrenzen, -wijze en -frequentie betreffende de waarden van de energetische inhoud per eenheid gasvolume;
- de informatiestromen tussen de partijen en de frequentie daarvan;
- de door de partijen te verstrekken diensten.

§ 3. De tekst van elke samenwerkingsovereenkomst betreffende een net dat minstens gedeeltelijk in het Waalse Gewest gelegen is, alsook van elk verder aanhangsels bij deze overeenkomst wordt vóór zijn inwerkingtreding aan de CWaPE meegedeeld.

**Art. 194.** Elke versterking of uitbreiding van een bestaand ontvangstation worden samen beslist door de netbeheerder en het transmissiebedrijf waarop zijn net aangesloten is op grond van technisch-economische criteria en met het oog op een optimale ontwikkeling van de betrokken netten. Die versterkingen of uitbreidingen maken het voorwerp uit van aanhangsels bij het samenwerkingsakkoord.

**Art. 195.** § 1. Op aanvraag van een netbeheerder of van een transmissiebedrijf kunnen verschillende ontvangstations die één of meerdere distributienetten bevoorraden, na overleg en in overeenstemming met de netbeheerders en het betrokken transmissiebedrijf gehegroepeerd worden in één fictief "geaggregeerd ontvangstation".

Wanneer een erkend ontvangstation meerdere distributienetten bevoorraadt, wordt de netbeheerder die het beheer daarvan coördineert, in onderlinge overeenstemming en in overeenstemming met het transmissiebedrijf aangewezen door de betrokken netbeheerders. Deze netbeheerder wordt "lead netbeheerder" genoemd.

§ 3. Elke netbeheerder is verantwoordelijk voor de transmissie van de meetgegevens, zoals omschreven in dit T.R.GAS, aan de leveranciers die actief zijn op de toegangspunten van zijn distributienet.

De netbeheerders wiens net of netgedeelte wordt bevoorraadt door een erkend ontvangstation bedoeld in § 2, bezorgen op tijd minstens de in dit T.R.GAS bepaalde informatie hetzij aan het transmissiebedrijf, hetzij aan de "lead netbeheerder" die het beheer van dat geaggregeerd ontvangstation coördineert; ze blijven verantwoordelijk voor de kwaliteit van de bezorgde informatie. De "lead netbeheerder" die het beheer van het geaggregeerde station coördineert zal de informatie die hij heeft verkregen van de door het transmissiebedrijf bevoorradete netbeheerders overmaken aan genoemd bedrijf.

**Art. 196.** De netbeheerders en transmissiebedrijven bepalen in onderling overleg de wijze en frequentie van uitwisseling van de informatie over o.a. de energetische inhoud van het gas per volume-eenheid en de afnamevooruitzichten betreffende de al dan niet geaggregeerde ontvangstations; ze maken daar gewag van in het samenwerkingsakkoord.

**Art. 197.** De afnamen of injecties op uurbasis van de netgebruikers worden geacht tegelijkertijd uitgevoerd te worden op het ontvangstation.

### HOOFDSTUK III. — *Interconnecties van distributienetten.*

**Art. 198.** § 1. Wanneer de netbeheerders sluiten hun netten aan op elkaar, moeten de installaties op het interconnectiepunt :

- voldoen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de leidingen voor aardgasdistributie;
- voorzien zijn van de noodzakelijke onderbrekingsinrichtingen en andere apparaten om in alle omstandigheden de stromen op elk net te kunnen beheren.

§ 2. Wat betreft elk interconnectiepunt wordt een samenwerkingsakkoord met alle operationele bepalingen gesloten tussen de betrokken netbeheerders.

**Art. 199.** In afwijking van artikel 134 beslissen de op elkaar aangesloten netbeheerders in onderlinge overeenstemming over de noodzaak om een meetapparaat op het interconnectiepunt aan te leggen alsook over de vaststelling van de energiehoeveelheden vanuit de aardgasstromen en over de terbeschikkingstelling van die gegevens.

### TITEL VII. — *Slotbepaling*

**Art. 200.** Het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2004 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe wordt opgeheven op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 201.** De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 202.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

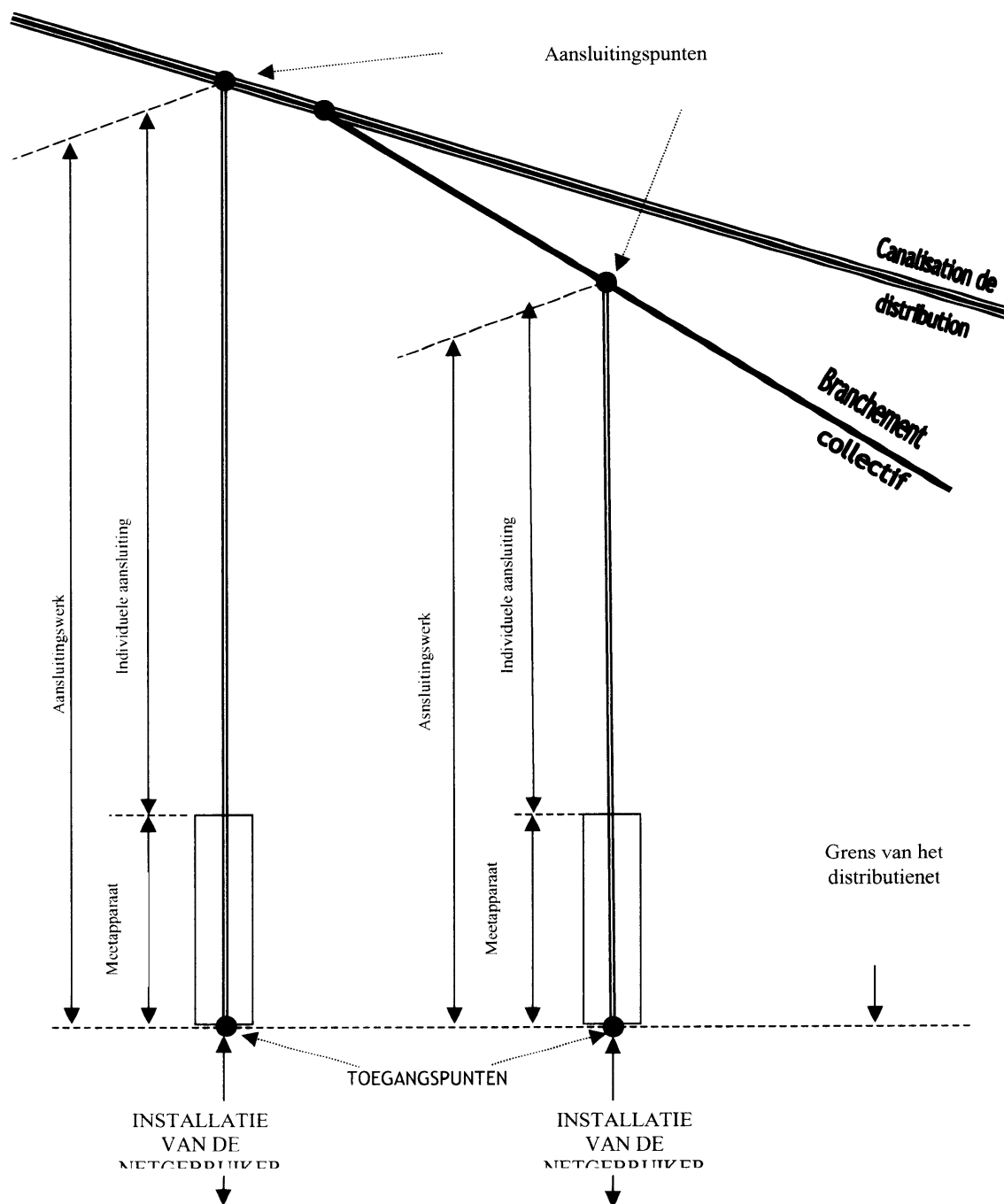
Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE



## BIJLAGE I: Schema van een aansluitingswerk



Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten alsook de toegang daartoe.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE